REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

Ministère du Plan

Institut National de la Statistique

RECENSEMENT GENERAL DES ENTREPRISES 2019

RAPPORT GLOBAL

Recensement Général des Entreprises

Janvier 2022

LA BANQUE MONDIALE

AFRICAN DEVELOPMENT BANK GROUP
GROUPE DE LA BANQUE AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT

pad MPME
Coup de pouce à l'entrepreneuriat

Imprimé par :
Imprimerie Pelamo Kinshasa - RDC
@INS Editions Janvier 2022
Dépôt légal : LS 3.02201-57037

TABLE DES MATIERES

TABLE DES MATIERES I

PREFACE IV

AVANT PROPOS V

LISTE DES TABLEAUX ET GRAPHIQUES VI

LISTE DES TABLEAUX VI
LISTE DES GRAPHIQUES VII
LISTE DES FIGURES IX

SIGLES ET ABREVIATIONS X

RESUME XI

INTRODUCTION ..... ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.

CHAPITRE 1 : PRESENTATION DU RECENSEMENT GENERAL DES ENTREPRISES 3

1.1 CONTEXTE ET JUSTIFICATION DE L'ETUDE 3
1.2 OBJECTIFS DU RECENSEMENT GENERAL DES ENTREPRISES 3
1.3 METHODOLOGIE DU RECENSEMENT GENERAL DES ENTREPRISES 4
1.3.1 Champ de l'étude 4
1.3.2 Découpage des entités administratives 5
1.3.3 Collecte préliminaire de données sur les entreprises et recensement des besoins des usagers 5
1.3.4 Outils de collecte 6
1.3.5 Recrutement et formation du personnel de terrain 6
1.3.6 Enquête pilote 6
1.3.7 Sensibilisation et communication 7
1.3.8 Collecte des données 7
1.3.9 Exploitation des données 8
1.3.9.1 Actualisation des plans d'analyse et de tabulation 8
1.3.9.2 Apurement des données et tabulation 8
1.3.9.3 Analyse des données et rédaction du rapport 8
1.4 QUESTIONNAIRE ET MANUELS D'INSTRUCTIONS 9
1.4.1 Elaboration du questionnaire de l'enquête. 9
1.4.2 Manuels d'instructions 9
1.4.2.1 Manuel de l'agent recenseur 9
1.4.2.2 Manuel du chef d'équipe 9
1.4.2.3 Manuel du superviseur 9
1.4.2.4 Validation des documents techniques 9

CHAPITRE 2 : IMPLANTATION GEOGRAPHIQUE ET LOCALISATION DES UNITES ECONOMIQUES 11

2.1 REPARTITION SPATIALE DES UNITES ECONOMIQUES 12
2.1.1 Couverture du Recensement 12
2.1.2 Répartition des unités économiques par province 13

2.1.2.1 Unités économiques recensées dans la ville province de Kinshasa 14
2.1.2.2 Unités recensées dans les autres provinces (Ville et territoire) du pays 15
2.1.3 Milieu d'implantation 19
2.2 LOCALISATION DES UNITES ECONOMIQUES 21

CHAPITRE 3 : CARACTERISTIQUES DES UNITES ECONOMIQUES 23

3.1 ACTIVITES 23
3.1.1 Branches d'activités 23
3.1.2 Activités et milieu d'implantation 24
3.1.3 Situation des Hôtels 26
3.2 SECTEUR D'ACTIVITE 27
3.2.1 Situation Globale 27
3.2.2 Secteur d'activités et Provinces 27
3.3 EMPLOI 28
3.3.1 Nationalité des employés 28
3.3.2 Emploi et Genre 29
3.3.2.1 Situation générale 29
3.3.2.2 Emploi et branches d'activités 30
3.4 STATUT DES ETABLISSEMENTS 32
3.5 FORMALISATION DES UNITES ECONOMIQUES 32
3.5.1 Possession des documents administratifs 32
3.5.2 Déclaration Statistique et Fiscale (DSF) 33
3.5.2.1 Systèmes de Déclaration Statistique et Fiscale 33
3.5.2.2 Remplissage des DSF selon la branche d'activité 34
3.5.3 Mode de Tenue des Comptes 35
3.5.3.1 Situation globale 35
3.5.3.2 Mode de tenue des comptes et Branches d'activités 36
3.5.4 Degré de formalisation des unités économiques 38
3.5.4.1 Statut de formalité et Province 38
3.5.4.2 Statut de Formalité et Branches d'activités 39
3.6 FORME JURIDIQUE DES UNITES ECONOMIQUES 39
3.7 TAILLE DES UNITES ECONOMIQUES 41
3.8 HORAIRE DE FONCTIONNEMENT DES UNITES ECONOMIQUES 41
3.8.1 Heures de Fonctionnement et secteurs d'activités 41
3.8.2 Jours de Fonctionnement et branches d'activités 42

CHAPITRE 4 : DEMOGRAPHIE DES UNITES ECONOMIQUES 44

4.1 AGE DES UNITES ECONOMIQUES 44
4.2 AGE DES ENTREPRISES ET SECTEURS D'ACTIVITÉS 44
4.3 AGE ET BRANCHES D'ACTIVITÉS DES ENTREPRISES 45
4.4 AGE DES ENTREPRISES ET TAILLE DES UE 47
4.5 AGE ET FORME JURIDIQUE DES ENTREPRISES 48
4.6 AGE DES UNITES ECONOMIQUES SELON LA PROVINCE 49

CHAPITRE 5 : SITUATION FINANCIERE DES UNITES ECONOMIQUES 51

5.1 CAPITAL SOCIAL DES UNITES ECONOMIQUES 51
5.1.1 Capital social et provinces 51
5.1.2 Capital social et branches d'activités 52
5.1.3 Origine du capital social 54

5.2 MASSE SALARIALE SUPPORTEE PAR LES ENTREPRISES 54
5.2.1 Masse salariale et province 54
5.2.2 Masse salariale et secteur d'activités 55
5.3 CHIFFRE D'AFFAIRES DES ENTREPRISES 55
5.3.1 Chiffre d'affaires dans le secteur formel 56
5.3.1.1 Chiffre d'affaires des entreprises du secteur formelle et provinces 56
5.3.1.2 Chiffre d'affaires des entreprises du secteur formel et secteur d'activités 57
5.3.1.3 Chiffre d'affaires des entreprises du secteur formel et forme juridique 57
5.3.2 Chiffre d'affaires dans le secteur informel 57
5.3.2.1 Chiffre d'affaires des unités économiques du secteur informel et province 57
5.3.2.2 Chiffre d'affaires des unités économiques du secteur informel et secteur d'activités 58
5.4 VALEUR AJOUTEE DES ENTREPRISES DU SECTEUR FORMEL 59
5.4.1. Valeur ajoutée des entreprises du secteur formel et secteur d'activités 59
5.4.2 Valeur ajoutée des entreprises du secteur formel et forme juridique 59

CHAPITRE 6 : PROFIL DES CHEFS D'UNITES ECONOMIQUES 61

6.1 CARACTERISTIQUES DES CHEFS D'UNITES ECONOMIQUES 61
6.1.1 Genre 61
6.1.2 Age des chefs d'entreprise 63
6.2 NATIONALITE DES CHEFS D'ENTREPRISES 65
6.3 NIVEAU D'INSTRUCTION 67

CHAPITRE 7 : OPINIONS DES CHEFS D'UNITES ECONOMIQUES 71

7.1 OPINIONS SUR LE CLIMAT DES AFFAIRES 71
7.1.1 Opinions des chefs d'unités économiques selon la nationalité et le sexe 72
7.1.2 Opinions des chefs d'unités économiques selon la province 72
7.1.3 Opinions des chefs d'unités économiques selon le secteur et la branche d'activité 73
7.1.4 Opinions des chefs d'unités économiques selon le niveau d'instruction 74
7.1.5 Opinions des chefs d'unités économiques et degré de formalisation 75
7.2 OBSTACLES AU DEVELOPPEMENT DE LA RDC 75
7.2.1 Premier obstacle au développement des entreprises en RDC 76
7.2.2 Nationalité et premier obstacle au développement des entreprises en RDC 77
7.2.3 Milieu d'implantation et premier obstacle au développement des entreprises en RDC 78
7.2.4 Formalité et premier obstacle au développement des entreprises en RDC 79
7.2.5 Deuxième obstacle au développement des entreprises en RDC 80
7.2.6 Troisième obstacle au développement des entreprises en RDC 80

CONCLUSION 82

ANNEXE ..... ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.

ANNEXE A : LISTE DES TABLEAUX 83
ANNEXE B : LISTE DU PERSONNEL DU RGE 99

GLOSSAIRE XIII

QUESTIONNAIRE XIII

PREFACE

Les résultats du Recensement Général des Entreprises (RGE) de 2019 en République Démocratique du Congo, présentés dans ce rapport, confirment la volonté affichée du Gouvernement de mettre en œuvre des politiques et programmes de réformes structurelles axées sur le secteur privé. Le RGE est la première source d'informations pour les décideurs qui veulent disposer, de façon exhaustive, des données détaillées sur les Unités économiques (UE) jusqu'aux plus petites unités de production de biens et services sur toute l'étendue de la République.

Dans un contexte de quasi-inexistence de données fiables, et de qualité, permettant de mesurer de manière objective et régulière les impacts des stratégies et des programmes sectoriels en terme de création d'emplois décents et productifs en République Démocratique du Congo, l'INS (suivant l'Arrêté Ministériel n°025/CAB/MIN/PLRM/2015 du 24/08/2015) a réalisé un Recensement Général des Entreprises avec l'appui des Partenaires Techniques et Financiers, à savoir la Banque Mondiale et la Banque Africaine de Développement en vue de disposer d'un répertoire national d'entreprises.

La méthodologie utilisée pour ce deuxième Recensement a été mise au point par l'Institut National de la Statistique (INS) avec l'appui d'un consultant international et des experts recrutés par la Banque Mondiale.

Les résultats présentés aujourd'hui constituent une preuve manifeste qu'en dépit des difficultés comme celles qu'a traversée la RDC, il est possible de réaliser des résultats importants comme ceux accomplis, ici, par l'INS sous la tutelle du Ministère du Plan.

L'élément essentiel à mettre au crédit de ce Recensement est qu'il couvre tous les établissements ayant un local fixe et exerçant une activité économique formelle sur le territoire national.

Je me permets de recommander que ces riches statistiques collectées dans le cadre de ce deuxième Recensement Général des Entreprises en République Démocratique du Congo soient exploitées et analysées et que les résultats soient vulgarisés et diffusés.

Je formule le vœu que les enquêtes de structure et les rapports thématiques éventuels soient produits au niveau de chaque province, selon les besoins et les priorités afin que les particularités qui en découleront, soient utilisées de manière efficace pour une planification conséquente, aux fins d'un développement harmonieux de notre pays.

Christian MWANDO NSIMBA KABULO
Ministre d'Etat, Ministre du Pla

AVANT PROPOS

La République Démocratique du Congo au travers l'Institut National de la Statistique (INS) a réalisé en 2019 son deuxième Recensement Général des Entreprises (RGE) après celui organisé en 1982. Depuis lors, et suite à l'évolution socioéconomique et politique de ces dernières décennies dans le pays, peu d'informations ont été disponibles sur le secteur économique, notamment le secteur productif.

Afin de combler cette carence d'informations du secteur économique, un Recensement de différentes activités économiques exercées s'est avéré plus qu'urgent. L'objectif principal de ce Recensement étant d'améliorer la connaissance de la situation des entreprises de la République Démocratique du Congo, en apportant une information récente sur les unités économiques œuvrant sur l'ensemble du territoire national. Contrairement au RGE de 1982 qui n'a concerné que les unités économiques formelles, celui-ci s'est intéressé à toutes les unités économiques du pays.

Cette tâche exaltante a été accomplie avec toute la rigueur méthodologique requise pour cette opération. Ce deuxième RGE a permis de disposer de données statistiques récentes et fiables sur les entreprises. Il a fourni également de données pertinentes pour l'élaboration des comptes nationaux, avec en perspective le passage du Système de Comptabilité Nationale de 1993 (SCN93) actuellement utilisé en République Démocratique du Congo au Système de Comptabilité Nationale de 2008 (SCN2008). Il permet en outre de mettre en place une base de sondage pour la réalisation de diverses enquêtes économiques.

L'aboutissement du deuxième RGE est sans nul doute dû à l'accompagnement du Gouvernement de la République, particulièrement celui du Ministère du Plan qui a obtenu l'adhésion des opérateurs économiques à fournir les informations nécessaires. En effet, pour le Gouvernement « Rien ne peut remplacer l'information statistique pour la formulation, l'orientation, le suivi et l'évaluation des politiques publiques ainsi que la prise des décisions idoines ». Toutefois, cette information statistique doit périodiquement faire l'objet d'actualisation pour un meilleur suivi et une appréciation objective de l'impact des politiques mises en œuvre.

C'est l'occasion pour l'Institut National de la Statistique de remercier tous les intervenants ayant œuvré à la réussite de ce Recensement, en premier desquels les Partenaires Techniques et Financiers, notamment la Banque Mondiale et la Banque Africaine de Développement pour leur appui financier.
L'Institut National de la Statistique adresse également ses félicitations au Comité Technique, aux Consultants tant nationaux qu'internationaux et ainsi qu'au personnel de terrain employés pour cette opération, sans lesquels l'accomplissement du RGE ne serait pas possible.

Le Rapport et indicateurs statistiques ainsi produits sont disponibles et accessibles sur le site internet de l'INS (www.ins.cd). Par contre, les données de base sont fournies à la demande des utilisateurs adressée à l'Institut National de la Statistique.

Serge BOKUMA ONSITI
Directeur Général

LISTE DES TABLEAUX ET GRAPHIQUES

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1:Répartition des unités économiques selon le bilan à l'interview directe 11

Tableau 2:Répartition des unités économiques selon les provinces 13

Tableau 3:Répartition des unités économiques de Kinshasa par commune 15

Tableau 4:Répartition des unités économiques par province, ville et territoire 17

Tableau 5:Répartition des unités économiques par province selon le milieu d'implantation 21

Tableau 6:Répartition des unités économiques par province selon la localisation (Marché/hors marché) 22

Tableau 7:Répartition (%) des unités économiques par branches d'activités 24

Tableau 8:Répartition des UE (%) par branches d'activités selon le milieu d'implantation 25

Tableau 9: Répartition des hôtels par province 26

Tableau 10:Répartition des UE par province selon le secteur d'activités 28

Tableau 11:Répartition (en %) des employés permanents selon le sexe et la nationalité 29

Tableau 12:Répartition des UE par branches d'activités selon la nationalité de l'employé 31

Tableau 13:Répartition des UE selon le statut de l'établissement 32

Tableau 14:Répartition (en %) des UE par activités selon le mode de tenue des comptes 37

Tableau 15:Répartition des UE par province selon le statut de formalité 38

Tableau 16:Répartition des UE par branches d'activités selon le statut de formalité 39

Tableau 17:Répartition des Unités Economiques par branches d'activités selon la forme Juridique 40

Tableau 18:Répartition des Unités Economiques par branches d'activités selon la taille 41

Tableau 19:Répartition des UE selon l'année de création 44

Tableau 20:Répartition des UE par secteur d'activités selon l'année de création 45

Tableau 21:Répartition des UE par branche d'activités selon l'année de création 46

Tableau 22:Répartition des UE par taille de l'UE selon l'année de création 47

Tableau 23:Répartition des UE par forme juridique selon l'année de création 48

Tableau 24:Répartition des UE par province selon la tranche de l'année de création 50

Tableau 25:Répartition du capital des unités économiques selon la taille des unités économiques 51

Tableau 26:Répartition des entreprises par province et par tranche de capital social 52

Tableau 27:Répartition des unités économiques par tranche de capital selon la branche d'activités 53

Tableau 28:Répartition du capital social selon l'origine 54

Tableau 29:Répartition des UE selon le chiffre d'affaires et la province 56

Tableau 30:Répartition des UE selon le chiffre d'affaires et le secteur d'activités 57

Tableau 31:Répartition des UE selon le chiffre d'affaires et la forme juridique 57

Tableau 32:Répartition des UE informelles selon le chiffre d'affaires et la province 58

Tableau 33:Répartition du chiffre d'affaires des unités informelles selon le secteur d'activités 59

Tableau 34:Répartition des UE selon la valeur ajoutée et le secteur d'activités 59

Tableau 35:Répartition des UE selon la valeur ajoutée et la forme juridique 60

Tableau 36:Opinions des chefs d'établissements sur le climat des affaires en RDC selon la province (%) 73

Tableau 37:Opinions des chefs d'unités économiques selon le secteur et la branche d'activité 74

Tableau 38:Répartition des unités économiques par niveau d'instruction du dirigeant, selon les opinions des chefs de unités économiques sur le climat des affaires en RDC 75

Tableau 39:Classement des obstacles selon leur ordre d'importance 76

Tableau 40:Répartition des unités économiques par nationalité du dirigeant, selon le premier obstacle au développement des entreprises en RDC 78

Tableau 41:Répartition des unités économiques par milieu d'implantation, selon le premier obstacle au développement des entreprises en RDC 79

Tableau 42:Répartition des unités économiques par formalité, selon le premier obstacle au développement des entreprises en RDC 79

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1:Répartition (%) des unités économiques selon le milieu d'implantation 20

Graphique 2:Répartition des UE (%) par secteur d'activités 27

Graphique 3:Répartition (en %) des employés permanents selon nationalité des employés 29

Graphique 4:Répartition(%) des UE selon la nature du document administratif possédé 32

Graphique 5:Répartition (%) des UE selon le nombre des documents administratifs possédés 33

Graphique 6:Déclaration statistique et fiscale (en pourcentage des UE) 33

Graphique 7:Répartition des UE selon le système de déclaration statistique et fiscale 34

Graphique 8:Répartition des UE(%) par branches d'activités selon le remplissage de la déclaration 35

Graphique 9:Répartition (%) des UE selon le mode de tenue des comptes 35

Graphique 10:Répartition (%) des unités économiques par secteur selon la durée journalière de fonctionnement 42

Graphique 11:Nombre moyen de jours de travail par semaine selon la branche d'activités 43

Graphique 12:Age moyen des entreprises par secteur d'activités 45

Graphique 13:Age moyen des UE par branche d'activités 47

Graphique 14:Age moyen des UE suivant la taille de l'UE 48

Graphique 15:Age moyen des UE par forme juridique 49

Graphique 16:Age moyen des UE par province 50

Graphique 17:Répartition de la masse salariale (%) et des UE (%) selon la province 55

Graphique 18:Répartition de la masse salariale (%) et des UE (%) selon le secteur d'activités 55

Graphique 19:Répartition des Unités Economiques par province selon le sexe du chef de l'UE 61

Graphique 20:Répartition des Unités Economiques par secteur d'activité et formalité selon le sexe du chef de l'entreprise(%) 62

Graphique 21:Répartition des Unités Economiques par branche d'activité selon le sexe du chef de l'entreprise 62

Graphique 22:Répartition des unités économiques par taille et milieu d'implantation de l'UE selon le sexe du chef de l'entreprise 63

Graphique 23:Pyramide des âges des chefs d'Unités Economiques 64

Graphique 24:Répartition par secteur d'activité, degré de formalisation et taille des UE selon les groupes d'âges des chefs d'entreprises 65

Graphique 25:Répartition des Unités Economiques par branche d'activité de l'UE selon le groupe d'âges du chef de l'entreprise 65

Graphique 26:Répartition des Unités Economiques par sexe du chef et taille de l'UE selon la nationalité du chef de l'entreprise 66

Graphique 27:Répartition des Unités Economiques par secteur d'activité et degré de formalisation de l'UE selon la nationalité du chef de l'entreprise 67

Graphique 28:Répartition des Unités Economiques par branche d'activité de l'UE selon la nationalité du chef de l'entreprise 67

Graphique 29:Répartition(%) des Unités Economiques par sexe du chef et taille de l'UE selon le niveau d'instruction du chef de l'entreprise 68

Graphique 30:Répartition des Unités Economiques par secteur d'activité et formalité de l'UE selon le niveau d'instruction du chef de l'entreprise 69

Graphique 31:Répartition des Unités Economiques par branche d'activité de l'UE selon le niveau d'instruction du chef de l'entreprise 70

Graphique 32:Opinions des chefs des unités économiques sur le climat des affaires en RDC (%) 71

Graphique 33:Opinions des chefs d'établissements sur le climat des affaires en RDC, selon le sexe et la nationalité 72

Graphique 34:Opinions des chefs d'UE sur le climat des affaires en RDC selon Ie degré de formalisation 75

Graphique 35:Répartition (%) des unités économiques selon le premier obstacle au développement des entreprises en RDC 77

Graphique 36:Répartition des unités économiques selon le deuxième obstacle au développement des entreprises en RDC 80

Graphique 37:Répartition des unités économiques selon le troisième obstacle au développement des entreprises en RDC 81

LISTE DES FIGURES

Figure 1:Représentation spatiale des unités économiques recensées en RDC 12

Figure 2:Répartition des unités économiques par province 14

SIGLES ET ABREVIATIONS

AFRISTAT	: Observatoire Economique et Statistique d'Afrique Subsaharienne
ATI	: Assistant Technique Informatique
BAD	: Banque Africaine de Développement
BCC	: Banque Centrale du Congo
BCR	: Bureau Central du Recensement
BM	: Banque Mondiale
CAPI	: Computer Assisted Personal Interviews
CNSS	: Caisse Nationale de la Sécurité Sociale (Ex-INSS)
COPEMECO	: Confédération de Petites et Moyennes Entreprises du Congo
CPCC	: Conseil Permanent de la Comptabilité au Congo
CTCPM	: Cellule Technique de Coordination et de Planification Minière
CDF	: Congolese Democratic Franc (Traduction anglaise du Franc congolais)
DEME	: Direction d'Etudes Macroéconomiques du Ministère du Plan
DEP	: Direction des Etudes et Planification
DGI	: Direction Générale des Impôts
DPA	: Division Politico-Administrative
DSF	: Déclaration Statistique et Fiscale
FC	: Franc Congolais
FEC	: Fédération des Entreprises du Congo
FENAPEC	: Fédération Nationale des Artisanats et Petites Entreprises Congolaises
FMI	: Fonds Monétaire International
GFU	: Groupe Fermé d'Utilisateurs
GUCE	: Guichet Unique de Création d'Entreprises
IDNAT	: Identification Nationale
INS	: Institut National de la Statistique
INSS	: Institut National de la Sécurité Sociale
IRES	: Institut de Recherches Economiques et Sociales
NAEMA	: Nomenclature d'Activités Economiques des Etats Membres d'Afristat
NOPEMA	: Nomenclature des Produits des Etats Membres d'Afristat
NCA	: Non Classé Ailleurs
NIF	: Numéro d'Identification Fiscal
OHADA	: Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires
ONG	: Organisation Non Gouvernementale
ONT	: Office National du Tourisme
PME	: Petite et Moyenne Entreprise
PRINS	: Projet de Renforcement des Capacités de l'INS
RCCM	: Registre de Commerce et de Crédit Mobilier
RDC	: République Démocratique du Congo
RGE	: Recensement Général des Entreprises
SSN	: Système Statistique National
UE	: Unité Economique
ZR	: Zone de Recensement
ZS	: Zone de Supervision
Astérisque (*)	: Proportion extrêmement petite
Tiret (-)	: Proportion Nulle

RESUME

L'Institut National de la Statistique de la République Démocratique du Congo, a organisé son deuxième Recensement Général des Entreprises afin de fournir au pays des statistiques fiables et à jour sur les caractéristiques des unités économiques, de l'emploi et du climat des affaires en RDC.

Globalement, 681 211 unités économiques ont été recensées. De cet ensemble, on dénombre 622 657 unités économiques ayant complètement rempli leurs questionnaires dont 586 587 établissements principaux (sièges) et établissements uniques ainsi que 36 070 établissements secondaires (succursales). Parmi les établissements principaux (sièges) et les établissements uniques, on dénombre 558 261 Très petites entreprises, 28 217 Petites et Moyennes entreprises et 109 Grandes entreprises.

La capitale Kinshasa compte à elle seule 184 485 UE (29,6%) représentant près de 3 unités économiques sur 10 recensées dans l'ensemble du pays. Les provinces du Haut Katanga (59 431, soit 9,5%), du Nord Kivu (53 196, soit 8,5 %) et du Kongo centrale (44 660, soit 7,2 %) suivent respectivement. Ces quatre provinces sur les vingt-six que compte le pays rassemblent à elles seules un peu plus de la moitié (54,8 %) de toutes les UE recensées. La province de la Mongala est celle qui présente le plus faible nombre des UE recensées avec 2 988 UE, soit 0,5%.

Il se dégage par ailleurs, une concentration des unités économiques dans les grandes villes du pays. En effet, en plus de Kinshasa, un peu plus de la moitié (50,7%) des unités économiques ont été recensées dans les six (6) villes que sont Lubumbashi (39 555, soit 6,4%), Goma (21 831, soit 3,5%), Bukavu (21 497, soit 3,5%), Kisangani (18 423, soit 3,0%), Mbuji-Mayi (16 400, soit 2,6%) et Matadi (13 092, soit 2,1%).

Considérant le milieu d'implantation, il se dégage une forte concentration des unités économiques en milieu urbain avec 427 000 UE (69,0%) contre 63 555 UE (21,2%) et 131 732 UE (10,2%) respectivement en milieu semi-urbain et en milieu rural. Par ailleurs, la localisation des UE fait ressortir que 382 618 UE (61,4%) exercent les activités hors marchés alors que 240 039 UE (38,6%) les font dans des marchés.

Concernant la branche d'activités, on enregistre 384 007 UE (65,5%) dans la branche « commerce » alors que la branche « production et distribution d'électricité et gaz » présente le plus faible effectif d'UE recensées, soit 124 UE. Cette prépondérance du commerce dans l'économie congolaise donne plus d'importance au secteur tertiaire avec près de 9 UE sur 10 recensées, soit (88,8%). Le secteur secondaire représente 10,7% des UE recensées tandis que le secteur primaire représente 0,5%.

L'emploi en RDC est essentiellement occupé par les Congolais (99,4%) contre moins d'un pourcent par les étrangers (0,6%). Il reste majoritairement masculin avec 62,1% pour les hommes et 37,9% pour les femmes. S'agissant de la détention des documents administratifs et le mode de tenue des comptes, il se dégage que 95,9% d'UE ne disposent d'aucun document, et que seulement 0,7% utilisent la comptabilité formelle OHADA ou une autre comptabilité formelle. Cette situation se traduit par un très faible taux d'UE formelles, soit 0,7%.

En RDC, les entreprises sont essentiellement individuelles (97,7%), et dans ce sens, il n'existe quasiment pas des grandes entreprises en RDC. Cependant, par rapport à la branche « Activités extractives », on enregistre 2,9% de grandes entreprises.

Considérant la démographie des UE, il ressort que 7 UE sur 10 recensées (74%) ont été créées entre 2010 et 2019, et présentent un âge moyen de 7,3 ans. Généralement en RDC, une UE démarre ses

activités à la même année de sa création. Cette situation concerne près de 9 UE sur 10 recensées, soit 94,8%.

Les UE du secteur primaire sont en général plus anciennes (moyenne d'âge de 12,9 ans) que celles du secteur tertiaire (moyenne d'âge de 7,2 ans). Aussi, les Grandes Entreprises (moyenne d'âge de 22,7 ans) sont plus anciennes que les Très Petites Entreprises (moyenne d'âge de 6,9 ans)

Les UE des provinces de l'Ituri, du Nord – Kivu et du Haut – Katanga sont les plus jeunes avec des moyennes d'âges n'atteignant pas 6 ans. En revanche les UE des provinces de la Mongala et du Kasai Central sont les plus anciennes avec plus de 10 ans de moyenne d'âges (respectivement 11,5 ans et 10,5 ans).

S'agissant de la situation financière des UE, l'on constate qu'à la fin de l'exercice 2018, le capital social était estimé à 566 529 milliards de CDF dont une part de 53,5% représentant 303 007 milliards de CDF est détenue par les très petites entreprises contre 254 066 milliards de CDF (44,8%) et 9 456 milliards de CDF (1,7%) respectivement pour les petites et moyennes entreprises et les grandes entreprises.

Les UE de Kinshasa et du Haut-Katanga ont versé près de 40 % de la masse salariale supportée en 2018. Ensemble, les deux provinces engagent environ 39 % des salariés. Le secteur tertiaire a versé 86 % de la masse salariale pour 89 % des salariés.

Bien qu'en faible effectif, les UE du secteur formel ont réalisé un chiffre d'affaires représentant 48,8 % du chiffre d'affaires global au cours de l'exercice 2018. Près du tiers des UE formelles ont réalisé des chiffres d'affaires de plus de 10 millions de FC. Quant aux UE du secteur informel, plus de 7 sur 10 ont réalisé un chiffre d'affaires de moins de 10 millions de FC.

La valeur ajoutée réalisée n'a pas dépassé 10 millions de FC pour 51,6 % des UE recensées au cours de l'exercice 2018.

Par ailleurs, le profil des chefs des UE montre que près de 6 UE sur 10 (57,3%) sont dirigées par les hommes contre 4 UE sur 10 (42,7%) dirigées par les femmes.

Concernant l'âge des chefs d'unités économiques, il est observé qu'en RDC, l'âge moyen est de 40 ans et l'âge médian est de 39 ans.

La quasi-totalité des UE, soit 98,7% sont dirigées par des nationaux et seule 1,3% ont à leur tête des Etrangers. On note également que les chefs d'entreprises sont pour la quasi-totalité instruits (98,3%). Ceux qui sont instruits ont souvent un niveau secondaire (59,6%), primaire (18,3%) et supérieur (17,7%).

Quant au climat des affaires en RDC, environ 45,7% des chefs d'entreprise ont donné une opinion négative du climat des affaires contre 36,8% qui le jugent positif. Les chefs d'entreprises d'origine congolaise ont été les plus sévères. En effet, ils ont donné une opinion négative sur le climat des affaires à 45,9% contre 36, 7% d'opinions positives. Par contre, les chefs d'entreprises d'origine étrangère ont eu une appréciation moins sévère du climat des affaires. Ils sont 42% à en être favorable contre 38% qui en ont émis une opinion négative. Chez les chefs d'entreprise d'origine étrangère, les opinions les plus favorables sur le climat des affaires ont été enregistrées chez les chefs d'entreprises non africains avec 46,4% d'opinions favorables.

Les tracasseries administratives, le problème d'accès au crédit, la fiscalité, l'insécurité et la concurrence déloyale sont les principaux obstacles au développement des activités économiques relevés par les dirigeants des UE lors de ce recensement.

INTRODUCTION

Le déclin de l'économie nationale entre 1973 et 1996 est caractérisé par une crise économique liée à des chocs internes et externes. Les politiques de zaïrianisation de 1973, les nationalisations de 1974 des entreprises étrangères, les effets néfastes des deux guerres de Kolwezi en 1977, l'écroulement accidentel des installations de la mine de Kamoto en 1991, les troubles sociaux de 1991 et 1993 qui se transformèrent en pillage systématique de l'appareil industriel, la réforme monétaire de 1993 et la baisse du cours du cuivre sur le marché international ont contribué d'une manière significative à l'effondrement de l'économie nationale . La situation économique et financière de la RDC depuis 1991 est marquée par une forte détérioration des équilibres fondamentaux se caractérisant par une augmentation rapide du financement monétaire du Trésor, un niveau élevé de l'inflation, une dépréciation rapide de la monnaie nationale, un ralentissement accentué de l'activité productive et une réduction des exportations.

Suite aux événements cités ci-haut, plusieurs entreprises formelles ont cessé leurs activités, les investisseurs étrangers ont quitté le pays et les ouvriers ont perdu leurs emplois formels. Le secteur informel se développe ainsi plus rapidement au détriment du secteur formel. Les déséquilibres internes ont trouvé leur origine dans la détérioration des structures de base. Il est difficile, voire impossible, d'envisager le développement économique et social d'une nation en occultant le secteur privé. Ce secteur contribue en effet, pour une large part à la création de richesse et à la préservation de la paix sociale à travers les emplois offerts.

Afin de permettre au décideur de mettre en œuvre des mesures efficaces pour le développement des initiatives privées, il est indispensable de disposer de données statistiques récentes et fiables sur la structuration du secteur privé. Cette information statistique doit périodiquement faire l'objet d'actualisation pour un meilleur suivi et une appréciation objective de l'impact des politiques mises en œuvre.

Cependant, la RDC manque réellement de statistiques fiables à couverture nationale dans presque tous les secteurs en général et sur le secteur productif en particulier. Le dernier recensement des entreprises réalisé en RDC qui date d'il y a 39 ans (1982), n'a concerné que les entreprises des branches productives des biens, employant au moins 5 personnes, rémunérées ou non. Des pans entiers de l'économie congolaise, comprenant les branches des services n'avaient pas été touchés par ce recensement.

Il reste à noter que les données statistiques détenues par certaines sources administratives peinent à assurer l'exhaustivité des unités économiques, notamment celles du secteur formel. C'est le cas par exemple de la Centrale des Bilans, détenue par le Conseil Permanent de la Comptabilité au Congo (CPCC), qui ne gère qu'une petite partie des entreprises œuvrant sur le territoire national. S'agissant du secteur informel, les statistiques les plus récentes proviennent de l'enquête 1-2-3 réalisée en 2012.

Dans le souci d'améliorer la connaissance de la situation des entreprises en RDC en apportant une information récente et fiable sur les unités économiques œuvrant sur l'ensemble du territoire national, l'organisation du Recensement Général des Entreprises (RGE) devenait une nécessité urgente. Ainsi, le gouvernement de la République, à travers le Ministère du Plan a instruit l'Institut National de la Statistique par l'Arrêté Ministériel n° 025/CAB/MIN/PL.RM/2015 du 14/08/2015 pour l'organisation du deuxième Recensement Général des Entreprises.

Ce rapport est subdivisé en sept (7) chapitres :

- Le premier chapitre présente le RGE, ses objectifs, la méthodologie utilisée pour sa conception et sa mise en œuvre ainsi que le questionnaire et manuels d'instructions utilisés ;
- Le deuxième chapitre s'intéresse à l'implantation géographique et à la localisation des unités économiques recensées ;
- Le troisième chapitre concerne les caractéristiques des unités économiques ;
- Le quatrième chapitre parle de la démographie des unités économiques ;
- Le cinquième chapitre traite de la situation financière des unités économiques ;
- Le sixième chapitre porte sur le profil des dirigeants des unités économiques et ;
- Le septième chapitre donne les opinions des chefs d'unités économiques de la RDC concernant le climat des affaires au pays ;

CHAPITRE 1

PRESENTATION DU RECENSEMENT GENERAL DES ENTREPRISES

1.1 CONTEXTE ET JUSTIFICATION DE L'ETUDE

Le Recensement Général des Entreprises est l'une des opérations statistiques que les Gouvernements se doivent d'entreprendre périodiquement, selon les recommandations internationales, afin de doter les pays en données fiables, récentes et à couverture nationale sur les entreprises. Il permet notamment aux décideurs, de mettre en œuvre des mesures efficaces pour le développement des initiatives privées.

Pendant des décennies, une telle opération n'a pu être réalisée en RDC, laissant le pays dans une situation de manque et/ou d'insuffisance d'informations sur le secteur privé. Le dernier Recensement des Entreprises réalisé en RDC date de 1982 et n'a concerné que les entreprises des branches productives des biens employant au moins 5 personnes, rémunérées ou non. Depuis lors, il n'y a pas eu d'opération d'envergure nationale pour actualiser les données sur les entreprises, car le pays était entré dans une période de fortes turbulences qui ont provoqué une profonde dégradation de la situation économique.

Le rythme de dégradation de l'économie nationale s'accéléra à la suite de la crise politique de la décennie 90, avec des scènes des pillages et des affrontements armés, occasionnant ainsi la destruction de l'essentiel du potentiel productif du pays. Le tissu économique s'est profondément modifié, le secteur informel cohabite de plus en plus avec le secteur formel, rendant ainsi difficile le contrôle de l'économie.

De nombreuses interrogations sur le secteur privé sont restées sans réponses jusqu'à ce jour. Au nombre de ces questions, on note celles qui suivent :

Combien d'entreprises y a-t-il en RDC ?
Comment sont réparties ces entreprises à travers les différentes provinces du pays ?
Quelles sont les caractéristiques sociodémographiques des chefs d'entreprises ?
Comment sont réparties ces entreprises par branche d'activité ?
Quelle est la place de la femme dans l'entrepreneuriat en RDC ?
Quels sont les principaux obstacles à l'entrepreneuriat en RDC ?

Cette étude a été entreprise pour apporter des éléments de réponse à ces interrogations.

1.2 OBJECTIFS DU RECENSEMENT GENERAL DES ENTREPRISES

Le principal objectif du recensement général des entreprises est d'améliorer la connaissance de la situation des entreprises de la RDC en apportant une information récente sur les unités de production œuvrant sur l'ensemble du territoire national.

Spécifiquement, le RGE se propose de :

- Construire un répertoire national des entreprises ;
- Mettre en place une base de sondage pour la réalisation des enquêtes économiques ;

- Evaluer le niveau de formalisation des entreprises en RDC ;
- Mettre en place un système d'information géographique sur les entreprises ;
- Caractériser les entreprises par branches d'activité ;
- Dresser le potentiel productif des différentes provinces du pays afin de promouvoir la décentralisation ;
- Catégoriser les entreprises suivant leur taille ;
- Evaluer le niveau des investissements étrangers en RDC ;
- Collecter des données détaillées pour les besoins des comptes nationaux et des statistiques conjoncturelles ;
- Dresser la typologie des chefs d'entreprises ;
- Etablir la liste des produits offerts par les entreprises ;
- Evaluer la place de la femme dans l'entrepreneuriat en RDC ;
- Identifier les obstacles à l'entrepreneuriat au niveau national ;
- Evaluer le niveau de l'emploi créé par les entreprises congolaises.

1.3 METHODOLOGIE DU RECENSEMENT GENERAL DES ENTREPRISES

La mise en œuvre du RGE-2 a nécessité la conception des méthodologies adaptées à chaque étape de l'opération notamment le recensement pilote et le recensement proprement dit. La collecte de données a été suivie par les phases d'exploitation des données et de rédaction des rapports.
Les paragraphes qui suivent présentent succinctement le champ de l'opération, les différentes étapes ainsi que les documents techniques utilisés pour sa réalisation.

1.3.1 Champ de l'étude

Le RGE a couvert tous les établissements ayant un local fixe et exerçant une activité économique sur le territoire national. On entend par local fixe, la possession d'un mur en matériaux durables (brique, terre, fer, bois, pisé), d'un toit (en tôle, paille, béton) et d'une porte. L'unité statistique est donc l'établissement.

Les établissements dont la nature de l'activité les amène à ne pas exercer nécessairement dans des locaux fixes mais qui ont un impact sur la vie sociale étaient également pris en compte dans le champ du recensement. Ce sont principalement les établissements de fabrication et de vente des briques, les vulcanisateurs (quados), les unités de lavage des véhicules, la culture et la vente des fleurs, les ajusteurs, les menuisiers et les garages.

Les unités économiques sur étalage dans les marchés, certaines Organisations Non Gouvernementales (ONG) ont été retenues dans l'opération. En effet, de nombreuses unités se constituent en ONG, mais exercent des activités lucratives. De même, les établissements d'enseignement privé, les établissements confessionnels (conventionnés), les établissements de soins de santé privés et les conventionnés ainsi que les pharmacies étaient aussi recensés.

Sont exclues du champ du recensement les unités ci-après :

- Les commerçants ou travailleurs ambulants ;
- Les personnes travaillant au domicile de leurs clients ;
- Le Ministère de l'Éducation et les établissements publics d'enseignement ;
- Le Ministère de la Santé et les centres de santé publics ;
- Tous les autres Ministères et leurs Directions ;
- Les administrations décentralisées (provinces, communes, gouvernorat, etc.) ;
- Les unités installées aux abords des voies et n'ayant pas de local fixe répondant à la définition ci-dessus ;
- Les exploitations agricoles dont le suivi relève du champ du Recensement Général Agricole ;
- Les acteurs du secteur minier non regroupés en association ;
- Les Etablissements Publics Autonomes (Agences, Cellules techniques, etc.) ;
- Les écoles consulaires ;
- Les taxis et les taxi-motos ;
- Les pousse-pousseurs ;
- Les maçons, peintres et tâcherons qui travaillent sur des chantiers de construction.

1.3.2 Découpage des entités administratives

A défaut de réaliser la cartographie des entreprises, la Division Politico-Administrative (DPA) a été utilisée pour délimiter les zones de recensement (ZR). Les communes en milieu urbain et les territoires en milieu rural constituaient les ZR. Certaines communes/territoires vastes ont été découpées selon la densité de la population pour en faire deux ou trois ZR. Les marchés et les grands centres commerciaux, compte tenu de la forte concentration d'entreprises, ont été découpés en plusieurs ZR. Les ZR ont été ensuite regroupées en zone de supervision (ZS). Au total, le RGE a disposé de 900 ZR et 83 ZS.

Les coordonnées géographiques des unités économiques ont été relevées afin de mettre en place ultérieurement une base de données géo-référencées des entreprises de la RDC.

1.3.3 Collecte préliminaire de données sur les entreprises et recensement des besoins des usagers

Avant d'élaborer des documents techniques du RGE, il était essentiel de faire un état des lieux. Ce diagnostic consistait à collecter les données disponibles sur les entreprises et les analyser. Il s'agissait donc de collecter les bases de données existantes auprès des différentes sources statistiques et administratives.

L'Institut National de la Statistique a été le point de départ de la collecte préliminaire des données. Il a été question d'identifier l'ensemble des études et enquêtes économiques réalisées au niveau de l'INS. Par la suite, certaines structures du Système Statistique National (SSN) ont été visitées, notamment celles qui sont détentrices de bases de données sur les entreprises. C'est le cas par exemple du Guichet Unique de Création d'Entreprises (GUCE) ; de la Fédération des Entreprises du Congo (FEC) ; de la Direction Générale des Impôts ; de la Banque Centrale du Congo (BCC) et des Ministères sectoriels qui délivrent des autorisations d'exercer aux entreprises. Les partenaires techniques et financiers tels que la Banque mondiale, la Banque Africaine de Développement (BAD), installés dans le pays ont été également visités. Les données collectées auprès de différentes sources ont été croisées afin de se faire une idée de la diversité du tissu économique du pays et de l'ampleur de la tâche.

L'état des lieux a consisté également à s'imprégner des besoins des usagers en ce qui concerne les données sur les entreprises. Les différents besoins exprimés ont été pris en compte, le mieux possible,

dans l'élaboration des questionnaires et autres documents techniques de manière à produire des statistiques qui répondent aux attentes des utilisateurs.

1.3.4 Outils de collecte

Les outils de collecte sont constitués d'un questionnaire, des manuels (manuels d'enquêteur, chef d'équipe, codificateur et superviseur) et des Nomenclatures d'activités et des produits des Etats membres d'AFRISTAT (NAEMA1 et NOPEMA1).

Le questionnaire a permis de collecter des informations sur :

- L'identification des entreprises et du personnel de collecte ;
- Les activités exercées par l'unité enquêtée et les conditions dans lesquelles elles exercent leurs activités ;
- Les effectifs employés, leur composition (sexe, nationalité, catégorie professionnelle) et les charges salariales y afférentes ;
- Les caractéristiques de l'entreprise (forme juridique, régime fiscal, possession d'un identifiant, répartition du capital, mode de tenue de compte, chiffre d'affaires) ;
- L'opinion des chefs d'entreprises sur le climat des affaires et sur les obstacles majeurs à l'entrepreneuriat en RDC ;
- Les caractéristiques des chefs d'établissement (sexe, âge, niveau d'instruction, qualité du chef d'établissement, nationalité) ;
- Le secteur hôtelier afin d'en apprécier les caractéristiques et le potentiel (nombre d'étoiles et de chambres) ;

1.3.5 Recrutement et formation du personnel de terrain

Le recrutement du personnel de terrain était réalisé par l'INS au niveau central. Il y a eu d'abord le recrutement des superviseurs puis celui des agents recenseurs, chefs d'équipe et codificateurs. Les avis de recrutement ont été mis en ligne dans les sites d'annonce et affichés dans les lieux publics. Les dossiers de candidature ont été envoyés/déposés à l'INS au niveau central. Les dossiers de candidature, pour la présélection des agents à former, ont été examinés par une commission de recrutement mise en place à cet effet. Les agents présélectionnés ont suivi une formation. C'était d'abord les superviseurs qui ont été formés à Kinshasa, puis les agents recenseurs dans les quatre-vingt-trois (83) pools de supervision disséminés à travers le pays. Cette formation était axée sur les objectifs et le champ du RGE, les outils de collecte (questionnaire du RGE, utilisation de la NAEMA) et l'utilisation des tablettes pour la collecte. A l'issue de la formation, un test de sélection a permis de retenir les superviseurs, les enquêteurs, les chefs d'équipes et les codificateurs.

Hormis le personnel de terrain cité ci haut, d'autres agents de l'INS ont été formés en tant qu'Assistants Techniques Informatique (ATI) pour cette opération.

1.3.6 Enquête pilote

L'enquête pilote a permis de tester le dispositif technique et organisationnel du RGE. Cette opération s'est déroulée du 27 juin au 02 juillet 2016 sur deux provinces, en l'occurrence, la province de Kongo Central et la Ville-province de Kinshasa en milieux urbain et rural. Les communes de Kasa-Vubu et de Maluku ont été choisies pour le déroulement du recensement en milieu urbain, tandis que le territoire de Kasangulu a été retenu pour le milieu rural. Vingt-quatre enquêteurs dont trois femmes ont été répartis en six équipes supervisées par les membres du Comité Techniques et un Consultant international.

Les principaux enseignements tirés de la phase pilote sont :

- Les problèmes liés aux formalités administratives ;
- L'insuffisance de la sensibilisation de la population ;
- Le dysfonctionnement de certaines tablettes ;
- La confusion faite par certains agents sur le champ de l'opération ;
- La constatation de cas de refus concentrés à Kasa-Vubu au niveau des commerçants de pièces de rechanges automobiles ;
- Le manque de précision dans la transcription de certains libellés d'entreprises recensées ;
- L'usage abusif du terme « détail » dans la transcription des libellés d'activités.

Pour corriger les insuffisances, des mesures importantes ont été prises. Il s'agit principalement de sensibiliser à temps toutes les parties prenantes au RGE. Des rencontres avec les organisations patronales ont été faites pour leur permettre de prendre les dispositions nécessaires avant le passage des agents recenseurs. Aussi, cette phase a permis à l'équipe technique de résoudre les problèmes liés à l'application CAPI développée.

1.3.7 Sensibilisation et communication

La mise en œuvre du RGE a été facilitée par la réalisation d'un plan de communication qui avait ciblé toutes les parties prenantes de l'opération : les autorités politiques, administratives, religieuses, locales et les organisations professionnelles et patronales.

Une stratégie de sensibilisation a été mise en place et s'articulait autour des points suivants :

- La conception de supports de communication pour la promotion du RGE (Conception d'un logo et d'une charte graphique pour le RGE, confection d'articles ou gadgets pour la sensibilisation, conception des sketches et productions audiovisuelles pour la sensibilisation) ;
- La cérémonie de lancement du RGE à Kinshasa et dans les provinces ;
- La couverture médiatique durant la période du recensement ;
- La sensibilisation de proximité et ;
- La communication sur le terrain (Groupe Fermé d'Utilisateurs GFU).

1.3.8 Collecte des données

La collecte des données sur le terrain s'est réalisée sur la période de juillet à novembre 2019. Le pays était subdivisé en 83 zones de supervision dont 30 à Kinshasa et 53 en provinces. Chaque ZS était subdivisée en plusieurs zones de recensement (ZR). Dans chaque ZR, les agents recenseurs ont, dans un premier temps, identifiés les limites de leurs zones de travail ensemble avec leurs chefs d'équipes. Après cette étape, les équipes ont identifié un point de départ qui leur a servi de référence dans leur progression. Ce repère pouvait être une grande artère, un angle de rue, une école, une église, un cours d'eau, etc. Par la suite, les agents recenseurs ont fait un balayage systématique dans leurs aires de dénombrement en parcourant les artères les unes après les autres pour recenser les unités économiques concernées par le RGE. Les agents ont été assez vigilants pendant le ratissage afin de capter les unités difficilement repérables. C'est le cas, par exemple, des entreprises qui sont installées dans les appartements d'un immeuble, ou encore des unités économiques installées dans le domicile du promoteur.

Les superviseurs et les chefs d'équipe ont, dès les premiers jours, assisté aux interviews de leurs agents afin de résoudre les problèmes qui se posaient au démarrage des travaux. Chaque agent recenseur avait une tablette dans laquelle était installée l'application CAPI pour la collecte des données.

Le Chef d'équipe récupérait les données auprès des agents recenseurs et les envoyaient directement au niveau du serveur provincial géré par l'ATI. Pour minimiser les risques de pertes de données, l'Assistant Technique Informatique (ATI) synchronisait également les données enregistrées sur la tablette du chef d'équipe qu'il renvoyait au serveur central de l'INS. Il convient de préciser qu'il existait trois niveaux de sauvegarde au niveau du serveur central selon le statut de la personne qui effectue le transfert : agent recenseur, chef d'équipe et ATI. Cette phase a mobilisé 3575 agents recenseurs sous la responsabilité de 83 superviseurs et 53 assistants techniques informatiques.

1.3.9 Exploitation des données

Pour apprêter les données à une bonne exploitation, trois ateliers ont été organisés : un atelier sur l'actualisation du plan d'analyse et tabulation, atelier sur l'apurement des données et la tabulation et le dernier sur la rédaction du rapport d'analyse du RGE.

1.3.9.1 Actualisation des plans d'analyse et de tabulation

Un atelier a été organisé pour actualiser le plan d'analyse et le plan de tabulation. A l'issu de cet atelier, 444 indicateurs ont été identifiés et répartis en deux types : les indicateurs simples, calculés et obtenus directement à partir d'une seule variable ou modalité et les indicateurs composites calculés et obtenus à partir de la combinaison de plusieurs variables.

1.3.9.2 Apurement des données et tabulation

Plusieurs étapes ont constitué les travaux d'apurement, à savoir :

- La recodification de certaines activités principales et secondaires mal codifiées. La codification a été effectuée par l'agent recenseur qui, sur le terrain choisissait directement dans une liste déroulante de codes NAEMA incorporés dans l'application, le code de l'activité principale ou secondaire approprié. Pour mener à bien le travail de vérification, douze binômes ont été constitués ;
- La revisitation de la DPA (division politico-administrative) : les noms des entités administratives, marchés, avenues, rues et villages ont été revus et corrigés. Ces informations étaient essentielles pour le positionnement géographique des unités économiques recensées ;
- L'élaboration et l'implémentation des programmes de contrôle des erreurs ;
- La détection des incohérences issues de la base, leur traitement et imputation dans la mesure du possible. Une attention particulière a été portée au salaire et au chiffre d'affaires des unités économiques qui présentaient des distorsions et inégalités par rapport à la nature de l'unité économique déclarée ;
- La correction et l'intégration des listings d'erreurs dans la base brute.

Les données apurées ont permis d'éditer les tableaux et de calculer les indicateurs.

1.3.9.3 Analyse des données et rédaction du rapport

Une équipe constituée de six binômes a été mise en place pour analyser les données suivant le plan d'analyse actualisé. Le rapport préliminaire issu des travaux d'analyse a été soumis à l'appréciation des parties prenantes (Partenaires Techniques et Financiers) afin de tenir compte des observations de ces derniers pour finaliser le rapport et permettre au Gouvernement de disposer des résultats fiables de l'opération.

1.4 QUESTIONNAIRE ET MANUELS D'INSTRUCTIONS

Avant de passer à l'élaboration des documents techniques du recensement, il était essentiel de faire un état des lieux en s'imprégnant des besoins des parties prenantes à l'étude.

C'est ainsi qu'ont été visitées diverses structures, notamment, la Fédération des Entreprises du Congo (FEC) ; la Confédération des Petites et Moyennes Entreprises du Congo (COPEMECO) ; la Banque Centrale du Congo, la Direction Générale des Impôts ; la Direction des Etudes et Planification du Ministère de l'Economie (DEP-Economie) ; la Cellule Technique de Coordination et de Planification Minière (CTCPM) ; la cellule de Cartographie du Bureau Central de Recensement (BCR) ; le Conseil Permanent de la Comptabilité au Congo ; l'Institut de Recherches Economiques et Sociales (IRES) de l'Université de Kinshasa. Les besoins exprimés par ces structures ont été pris en compte dans la mesure du possible lors de l'élaboration du questionnaire et autres documents techniques de manière à produire des statistiques qui répondent aux attentes des utilisateurs.

1.3.10 Elaboration du questionnaire de l'enquête.

Il s'agit du support qui a permis de collecter les données auprès des entreprises. Le questionnaire a été élaboré en tenant compte des besoins exprimés par les différentes structures visitées. Il s'articule autour de 8 modules dont le contenu a été présenté plus haut.

1.3.11 Manuels d'instructions

1.3.11.1 Manuel de l'agent recenseur

C'est un document qui présente globalement la méthodologie du recensement et les instructions détaillées à suivre pour le bon déroulement du travail sur le terrain, notamment pour le remplissage des questionnaires. Il représente pour l'agent recenseur un guide qu'il se doit de consulter.

1.3.11.2 Manuel du chef d'équipe

Ce manuel représente le document de référence du chef d'équipe dans l'accomplissement de sa mission. Il contient les renseignements nécessaires pour permettre aux chefs d'équipe d'assurer l'encadrement et le contrôle des agents sous leur responsabilité. Un bon chef d'équipe est d'abord et avant tout, un bon agent recenseur. A ce titre, il doit maîtriser au préalable le manuel de l'agent recenseur qui représente son document de base.

1.3.11.3 Manuel du superviseur

Il s'agit d'un guide élaboré pour permettre au superviseur de mettre efficacement en œuvre le recensement dans sa zone de travail. Dans ce document, l'accent est mis sur la culture du leadership et la capacité de mobiliser les agents recenseurs et chefs d'équipes autour du recensement à travers des méthodes efficaces de management.

1.3.11.4 Validation des documents techniques

Les documents techniques élaborés ont fait l'objet d'un examen minutieux lors d'un atelier technique regroupant les participants des différentes structures qui interviennent dans la gestion des données sur les entreprises. Au cours de cet atelier, l'on s'est également assuré, que les préoccupations de ces structures ont été prises en compte le mieux possible. Les documents ont ainsi été actualisés sur la base des observations des participants.

Les structures ci-dessous ont pris part à cet atelier. Il s'agit de :

- La Fédération des Entreprises du Congo (FEC) ;
- La Fédération Nationale des Artisanats et Petites Entreprises Congolaises (FENAPEC)
- La Banque Centrale du Congo (BCC) ;
- Le Conseil Permanent de la Comptabilité au Congo (CPCC) ;
- L'Université de Kinshasa/Institut de Recherches en Sciences Economiques et Sociales (IRES) ;
- Le cabinet du Premier ministre ;
- Le Ministère du Plan / Direction d'Etudes Macroéconomiques du (DEME) ;
- La Direction Générale des Impôts (DGI) ;
- Le Guichet Unique de Création d'Entreprise (GUCE) ;
- La Cellule Technique de Coordination et de Planification Minière (CTCPM) ;
- Le Ministère de l'Economie / Direction d'Etudes et Planification du (DEP/Economie) ;
- La Caisse Nationale de Sécurité Sociale / Direction d'Etudes et Organisation de (DEO/CNSS) ;
- La Confédération des Petites et Moyennes Entreprises du Congo (COPEMECO) ;
- Le Ministère de l'Industrie / Direction d'Etudes et Planification (DEP/Industrie) ;
- L'Office National du Tourisme (ONT) ;
- Le Ministère de la Santé / Direction d'Etudes et Planification du (DEP/SANTE) ;
- Le Ministère de l'Enseignement Primaire, Secondaire et Technique / Direction d'Etudes et Planification du (DEP/EPST) ;
- Le Ministère du Commerce / Direction d'Etudes et Planification (DEP/Commerce) ;
- La Banque Mondiale (BM/UGP-PRINS) ;
- La Banque Africaine de Développement (BAD/PAISTATFIN) ;
- L'Institut National de la Statistique (INS).

CHAPITRE 2

IMPLANTATION GEOGRAPHIQUE ET LOCALISATION DES UNITES ECONOMIQUES

Dans ce chapitre, il est question de présenter la répartition spatiale des unités économiques dans leur milieu d'implantation, d'une part et la localisation de ces unités économiques selon qu'elles sont implantées dans un marché ou non, d'autre part.

En effet, le regroupement des unités économiques peut être un facteur d'agglomération dans la zone géographique identifiée. De ce fait, identifier ces unités économiques et en connaître la répartition permet d'avoir une vue d'ensemble sur l'activité économique de la zone.

Unités économiques recensées

A l'issue du Recensement Général des Entreprises (RGE), 681 211 unités économiques ont été recensées en RDC. De cet ensemble on dénombre 17 556 (2,6%) unités économiques en état de fermeture momentanée, 27 673 (4,1%) unités économiques en fermeture définitive et 11 713 cas de refus représentant 1,7% des unités recensées. Ainsi, 624 269 unités économiques ont consenti à l'interview directe. De cet ensemble, 622 657 unités économiques ont répondu à toutes les questions posées, soit 91,4% des unités recensées et 1612 UE n'ont répondu que partiellement, soit 0,2%. De ce fait, les résultats présentés ne portent que sur les unités économiques ayant répondu complètement aux interviews. Elles se composent de 7012 établissements principaux (sièges), 36 070 établissements secondaires et 579 575 établissements uniques.

Tableau 1 : Répartition des unités économiques selon le bilan à l'interview directe

Bilan de l'interview	Effectif	%
Total	**681 211**	**100**
Complètement rempli	622 657	91,4
Partiellement rempli	1612	0,2
Fermeture momentanée	17 556	2,6
Fermeture définitive	27 673	4,1
Refus	11 713	1,7

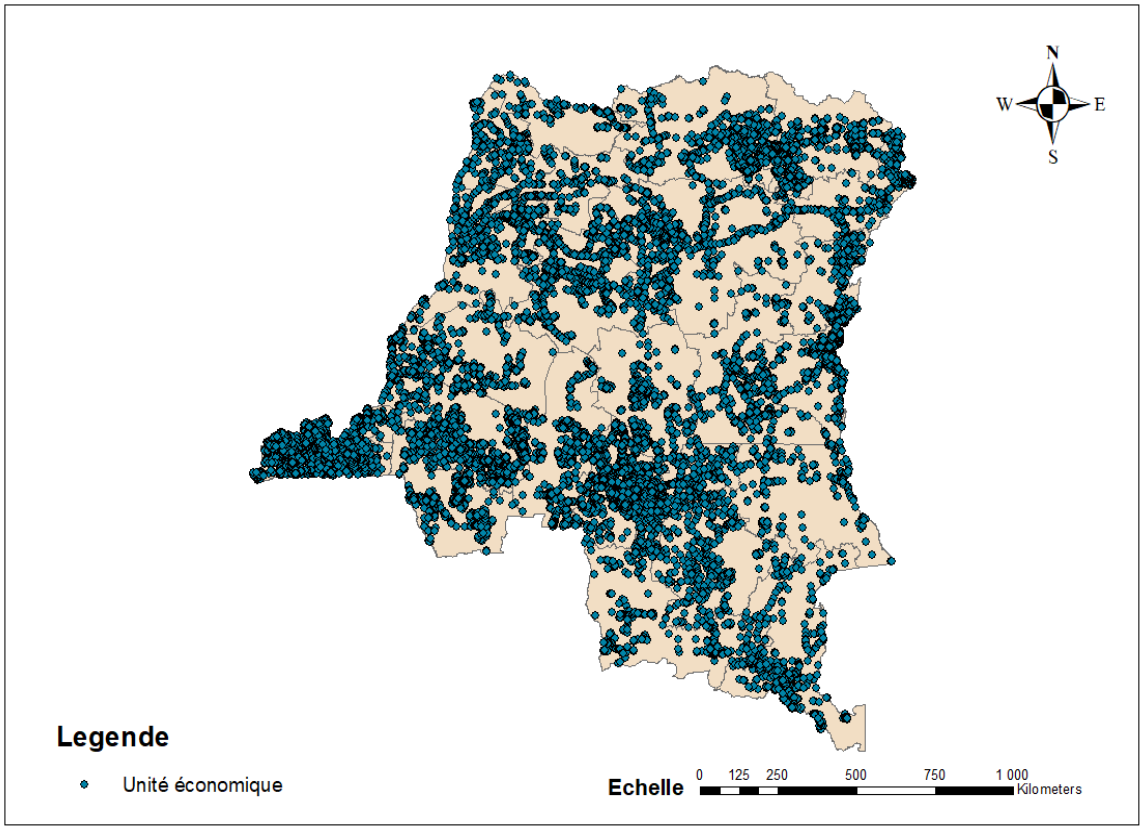
2.1 REPARTITION SPATIALE DES UNITES ECONOMIQUES

2.1.1 Couverture du Recensement

La couverture du Recensement Général des Entreprises devrait normalement être évaluée à partir d'une enquête post-censitaire à réaliser dans des zones de collecte échantillonnées dans les différentes provinces du pays. Cette enquête devrait se faire suivant la même méthodologie que celle du recensement. Une fois l'enquête post-censitaire terminée, les données collectées devrait être appariées avec celles du recensement pour apprécier l'exhaustivité de la collecte.

Cependant, la réalisation d'une telle opération, dans un pays comme la RDC serait très onéreuse. Pour anticiper sur le risque de non tenue de cette phase, le suivi du ratissage a été renforcé sur le terrain avec l'utilisation des images satellitaires qui fournissent une idée potentielle de la couverture du territoire national. Cette méthode de suivi a permis à l'équipe d'encadrement de renvoyer des agents dans des zones non couvertes pour y recenser les unités omises. Même si cette méthode s'est avérée assez efficace, elle présente la limite de ne pas renseigner sur un taux de couverture du recensement.

Figure 1: Représentation spatiale des unités économiques recensées en RDC



2.1.2 Répartition des unités économiques par province

Forte concentration des unités économiques dans la ville province de Kinshasa

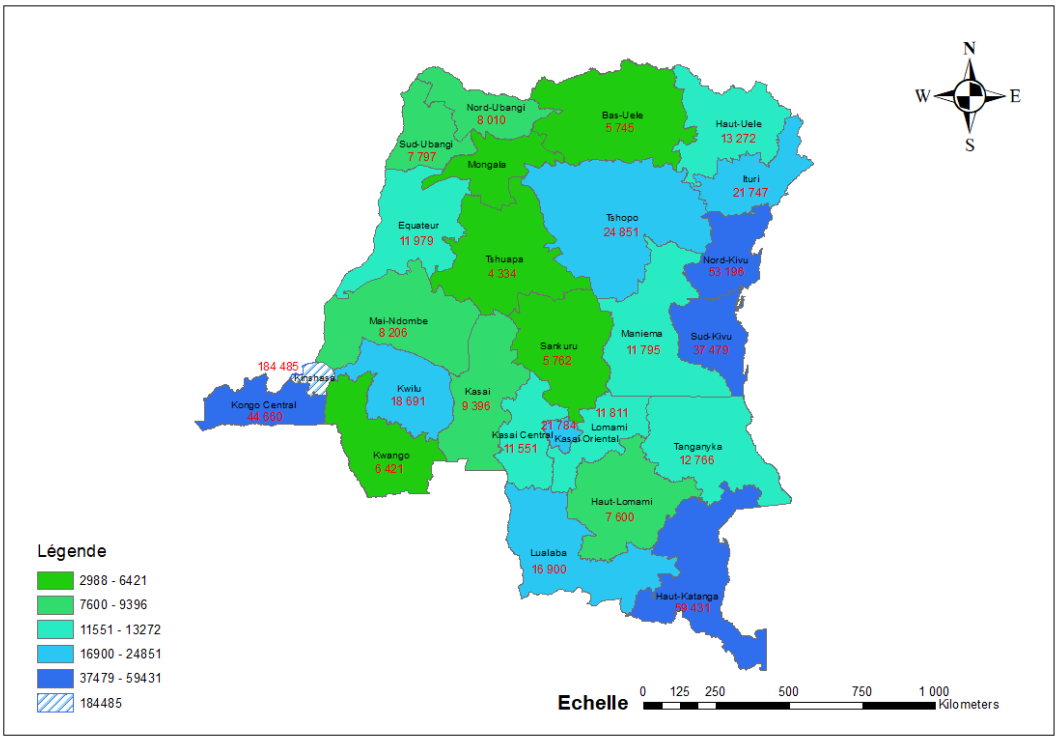
En termes de répartition selon les provinces, Kinshasa, capitale de la RDC, se démarque des autres provinces et concentre à elle seule 184 485 unités économiques (voir tableau2), soit 29,6% des unités économiques du pays. Le rôle primordial que joue la capitale dans l'économie et les autres fonctions qu'elles exercent (administrative, politique, sociale et culturelle…) pourraient expliquer cette concentration. En effet, Kinshasa constitue un centre d'affaires et d'investissements tant pour les nationaux que les étrangers. De ce fait, la plupart d'unités économiques s'y implantent pour une plus grande rentabilité et visibilité.

Les provinces du Haut Katanga (59 431, soit 9,5%), du Nord Kivu (53 196, soit 8,5 %) et du Kongo central (44 660, soit 7,2 %) suivent respectivement. Ces quatre provinces sur les vingt-six que compte le pays rassemblent à elles seules un peu plus de la moitié (54,8 %) de toutes les entreprises recensées. Quant aux provinces de la Tshuapa et de la Mongala, elles sont celles qui comptent les plus faibles nombres d'unités économiques recensées soit respectivement 4334 (0,5 %) et 2988 (0,7%) unités économiques. Elles regroupent ainsi chacune moins de 1% des unités économiques recensées sur le territoire national.

Tableau 2 : Répartition des unités économiques selon les provinces

Province	Effectif	%
RDC	**622 657**	**100,0**
KINSHASA	184 485	29,6
KONGO CENTRAL	44 660	7,2
KWANGO	6 421	1,0
KWILU	18 691	3,0
MAI-NDOMBE	8 206	1,3
EQUATEUR	11 979	1,9
NORD-UBANGI	8 010	1,3
SUD-UBANGI	7 797	1,3
MONGALA	2 988	0,5
TSHUAPA	4 334	0,7
TSHOPO	24 851	4,0
BAS-UELE	5 745	0,9
HAUT-UELE	13 272	2,1
ITURI	21 747	3,5
NORD-KIVU	53 196	8,5
SUD-KIVU	37 479	6,0
MANIEMA	11 795	1,9
HAUT-KATANGA	59 431	9,5
HAUT-LOMAMI	7 600	1,2
LUALABA	16 900	2,7
TANGANYIKA	12 766	2,1
LOMAMI	11 811	1,9
SANKURU	5 762	0,9
KASAÏ ORIENTAL	21 784	3,5
KASAÏ	9 396	1,5
KASAÏ CENTRAL	11 551	1,9

Figure 2: Répartition des unités économiques par province



2.1.2.1 Unités économiques recensées dans la ville province de Kinshasa

De l'ensemble des unités économiques recensées à Kinshasa (184 485), l'on dénombre 1 564 établissements principaux (sièges), 9 717 établissements secondaires et 173 204 établissements uniques.

La déclinaison par commune montre que la commune de la Gombe regroupe à elle seule 16 446 unités économiques, soit 8,9% des unités économiques de Kinshasa. Les unités recensées dans cette commune sont composées de 280 établissements principaux (sièges), soit 18,1% des établissements principaux (sièges) de la ville, 1066 (10,9%) établissements secondaires et 15 100 (8,7%) établissements uniques (voir annexe).

Les communes de Kimbanseke (15 822) et de Masina (15 227) se suivent respectivement. Hormis les trois communes précitées qui ont plus de 15 000 unités recensées d'autres communes de plus de 10 000 unités économiques se démarquent ; notamment les communes de Ngaliema (13 719), Kinshasa (12 367) et de Limete (11 077).

Par ailleurs, bien que représentant 79% de la superficie de la ville de Kinshasa, la commune de Maluku (2 667) est parmi celles qui regroupent le moins d'unités économiques, soit 1,4%. La commune de Ngaba (1,3%) est celle qui a un faible nombre d'unités économiques dans la ville de Kinshasa, soit 2381 unités recensées.

Tableau 3: Répartition des unités économiques de Kinshasa par commune

Commune	Effectif	%
KINSHASA	**184 485**	**100,0**
BANDALUNGWA	5994	3,2
BARUMBU	5 101	2,8
BUMBU	4 467	2,4
GOMBE	16 446	8,9
KALAMU	7 009	3,8
KASA-VUBU	6 181	3,4
KIMBANSEKE	15 822	8,6
KINSHASA	12 367	6,7
KINTAMBO	2 748	1,5
KISENSO	4 581	2,5
LEMBA	7 021	3,8
LIMETE	11 077	6,0
LINGWALA	3 778	2,0
MAKALA	3 855	2,1
MALUKU	2 667	1,4
MASINA	15 227	8,3
MATETE	8 307	4,5
MONT-NGAFULA	10 721	5,8
NDJILI	8 809	4,8
NGABA	2 381	1,3
NGALIEMA	13 719	7,4
NGIRI-NGIRI	3 139	1,7
NSELE	7 732	4,2
SELEMBAO	5 336	2,9

2.1.2.2 Unités recensées dans les autres provinces (Ville et territoire) du pays

Dans la province du Haut Katanga située dans la zone Sud-Est du pays, la ville de Lubumbashi est la plus représentative en termes de nombre d'unités économiques. Elle compte 39 555 unités économiques dont 9 578 (24,2%) se situent dans la commune Annexe. Lubumbashi est la deuxième ville de la RDC en termes de regroupement d'unités économiques. Elle représente 5,8% des unités économiques recensées dans le pays. A l'opposé, le territoire de Mitwaba est celui qui regroupe le plus faible nombre d'unités économiques (780) de cette province.

Dans la province du Lualaba située dans cette même zone, 11 084 unités économiques (65,6%) ont été recensées dans la ville de Kolwezi. Le territoire de Dilolo (1 743) regroupe 10,3% des unités économiques recensées dans la province.

Dans l'extrême Est du pays, la ville de Goma concentre 41% des unités économiques recensées dans le Nord-Kivu. Sur le plan national, cette ville regroupe 3,2% des unités économiques recensées dans le pays. C'est la deuxième ville après Lubumbashi qui regroupe le plus d'unités économiques. S'en suivent dans cette province la ville de Butembo (9 316), de Beni (6 764) et de Masisi (5 033). Le territoire de Oicha ne représente que 2,6% des unités économiques recensées dans cette province.

Dans le Sud Kivu situé dans cette même zone, plus de la moitié (57,4%) des unités économiques se situent dans la ville de Bukavu, soit 21 497 unités économiques. La ville de Uvira regroupe 3 810 unités économiques et les autres villes/territoires de cette province représentent chacune moins de 10% des unités recensées.

A l'Ouest du pays, dans le Kongo central, la ville de Matadi regroupe 13 092 unités économiques, soit 29,3% des unités recensées dans cette province. Viennent ensuite et respectivement le territoire de Mbanza-Ngungu (6 134), la ville de Boma (5 245) et le territoire de Songololo (4 968). Les territoires de Kasangulu (810) et de Kimvula (61) sont ceux qui ont le plus faible nombre d'unités économiques dans cette province. Quant à la province du Kwilu, 44,3% des unités économiques sont situées dans la ville de Kikwit (8 274). S'en suivent les territoires de Idiofa (3 642), Gungu (2 600) et la ville de Bandundu (1 789). Dans le Kwango, le chef-lieu Kenge compte 1 065 unités économiques, soit 16,6% des unités économiques de cette province. Le territoire de Kasongo-lunda regroupe à lui seul 2 331 unités économiques soit 36,3% des unités économiques de cette province. Les territoires de Feshi (1 020) et Kenge (903) se suivent respectivement. Dans la province du Mai-Ndombe, les territoires de Mushie (2 009), Kutu (1 844) et Kwamouth (1 313) sont respectivement ceux qui regroupent le plus d'unités économiques.

Au Nord-Ouest du pays, dans la province de l'Equateur, 52,2% des unités économiques recensées se situent dans la ville de Mbandaka. Le territoire de Basankusu regroupe quant à lui, 2 272 unités économiques contre 202 unités pour le territoire de Bikoro (1,7%). Dans la province de la Tshopo, 74,1% des unités économiques se situent dans la ville de Kisangani.

Pour le Kasaï oriental au centre du pays, Mbuji-Mayi compte 16 400 unités économiques, soit 75,3% des unités économiques de cette province.

La ville de Isiro située au Nord de la RDC regroupe 3 697 unités économiques et représente 27,9% des unités recensées dans la province du Haut-Uele. Les territoires de Watsa (3 619), Dungu (2 056) et Faradje (1 402) se suivent respectivement. Dans le Bas-Uele, le territoire de Poko comprend 22,9% des unités économiques de cette province. C'est le territoire qui regroupe le plus grand nombre d'unités économiques dans cette province. Le chef- lieu, Buta ne compte que 1 140 unités économiques, soit 19,8% des unités économiques du Bas-Uele.

Il sied donc de remarquer que, dans la majorité des provinces, les unités économiques sont concentrées dans les chefs-lieux. Néanmoins, dans certaines provinces, quelques territoires se démarquent et regroupent un grand nombre d'unités économiques que les chefs-lieux.

En somme, il se dégage une concentration des unités économiques dans les grandes villes du pays. En effet, près de la moitié des unités ont été recensées dans les sept (7) villes que sont Kinshasa (184 485), Lubumbashi (39 555), Goma (21 831), Bukavu (21 497), Kisangani (18 423), Mbuji-Mayi (16 400) et Matadi (13 092).

Tableau 4: Répartition des unités économiques par province, ville et territoire

PROVINCE	Effectif	%
KONGO CENTRAL	**44 660**	**100,0**
BOMA	5 245	11,7
MATADI	13 092	29,3
KASANGULU	810	1,8
KIMVULA	61	0,1
LUKULA	2 250	5,0
LUOZI	1 566	3,5
MADIMBA	3 708	8,3
MBANZA-NGUNGU	6 134	13,7
MOANDA	3 339	7,5
SEKE-BANZA	2 159	4,8
SONGOLOLO	4 968	11,1
TSHELA	1 328	3,0
KWANGO	**6 421**	**100,0**
KENGE VILLE	1 065	16,6
FESHI	1 020	15,9
KAHEMBA	655	10,2
KASONGO-LUNDA	2 331	36,3
KENGE	903	14,1
POPOKABAKA	447	7,0
KWILU	**18 691**	**100,0**
BANDUNDU	1 789	9,6
KIKWIT	8 274	44,3
BAGATA	826	4,4
BULUNGU	56	0,3
GUNGU	2 600	13,9
IDIOFA	3 642	19,5
MASI-MANIMBA	1 504	8,0
MAI-NDOMBE	**8 206**	**100,0**
INONGO VILLE	594	7,2
BOLOBO	786	9,6
INONGO	171	2,1
KIRI	244	3,0
KUTU	1 844	22,5
KWAMOUTH	1 312	16,0
MUSHIE	2 009	24,5
OSHWE	460	5,6
YUMBI	786	9,6

PROVINCE	Effectif	%
EQUATEUR	**11 979**	**100,0**
MBANDAKA	6 253	52,2
BASANKUSU	2 272	19,0
BIKORO	202	1,7
BOLOMBA	397	3,3
BOMONGO	579	4,8
INGENDE	718	6,0
LUKOLELA	870	7,3
MAKANZA	688	5,7
NORD-UBANGI	**8 010**	**100,0**
GBADOLITE	3 059	38,2
BOSOBOLO	1 169	14,6
YAKOMA	1 654	20,6
BUSINGA	944	11,8
MOBAYI-MBONGO	1 184	14,8
SUD-UBANGI	**7 797**	**100,0**
GEMENA VILLE	3 850	49,4
ZONGO	931	11,9
BUDJALA	907	11,6
GEMENA	445	5,7
KUNGU	616	7,9
LIBENGE	1 048	13,4
MONGALA	**2 988**	**100,0**
LISALA VILLE	985	33,0
BONGANDANGA	288	9,6
BUMBA	1 331	44,5
LISALA	384	12,9
TSHUAPA	**4 334**	**100,0**
BOENDE VILLE	1 356	31,3
BEFALE	382	8,8
BOENDE	468	10,8
BOKUNGU	617	14,2
DJOLU	516	11,9
IKELA	615	14,2
MONKOTO	380	8,8
TSHOPO	**24 851**	**100,0**
KISANGANI	18 423	74,1
BAFWASENDE	762	3,1

BANALIA	554	2,2
BASOKO	1 511	6,1
ISANGI	1 958	7,9
OPALA	705	2,8
UBUNDU	448	1,8
YAHUMA	490	2,0
BAS-UELE	**5 745**	**100,0**
BUTA VILLE	1 140	19,8
AKETI	928	16,2
ANGO	324	5,6
BAMBESA	533	9,3
BONDO	1 197	20,8
BUTA	305	5,3
POKO	1 318	22,9
HAUT-UELE	**13 272**	**100,0**
ISIRO	3 697	27,9
DUNGU	2 056	15,5
FARADJE	1 402	10,6
NIANGARA	778	5,9
RUNGU	333	2,5
WAMBA	1 387	10,5
WATSA	3 619	27,3
ITURI	**21 747**	**100,0**
BUNIA	8 984	41,3
ARU	2 731	12,6
DJUGU	2 341	10,8
IRUMU	1 709	7,9
MAHAGI	2 746	12,6
MAMBASA	3 236	14,9
NORD-KIVU	**53 196**	**100,0**
BENI	6 764	12,7
BUTEMBO	9 316	17,5
GOMA	21 831	41,0
LUBERO	2 689	5,1
MASISI	5 033	9,5
NYIRAGONGO	2 741	5,2
OICHA	1 383	2,6
RUTSHURU	2 590	4,9
WALIKALE	849	1,6
SUD-KIVU	**37 479**	**100,0**
BUKAVU	21 497	57,4
FIZI	2 565	6,8
IDJWI	1 306	3,5
KABARE	2 207	5,9
KALEHE	1 905	5,1
MWENGA	2 039	5,4
SHABUNDA	1 041	2,8
UVIRA	3 810	10,2
WALUNGU	1 109	3,0
MANIEMA	**11 795**	**100,0**
KINDU	5 247	44,5
KABAMBARE	1 098	9,3
KAILO	436	3,7
KASONGO	1 498	12,7
KIBOMBO	422	3,6
LUBUTU	420	3,6
PANGI	2 210	18,7
PUNIA	464	3,9
HAUT-KATANGA	**59 431**	**100,0**
LIKASI	6 344	10,7
LUBUMBASHI	39 555	66,6
KAMBOVE	1 888	3,2
KASENGA	1 035	1,7
KIPUSHI	1 917	3,2
MITWABA	780	1,3
PWETO	1 607	2,7
SAKANIA	6 305	10,6
HAUT-LOMAMI	**7 600**	**100,0**
KAMINA VILLE	2 561	33,7
BUKAMA	1 484	19,5
KABONGO	1 414	18,6
KAMINA	849	11,2
KANIAMA	663	8,7
MALEMBA-NKULU	629	8,3
LUALABA	**16 900**	**100,0**
KOLWEZI	11 084	65,6
DILOLO	1 743	10,3
KAPANGA	1 009	6,0
LUBUDI	1 094	6,5
MUTSHATSHA	962	5,7
SANDOA	1 008	6,0
TANGANYIKA	**12 766**	**100,0**
KALEMIE	3 583	28,1
KABALO	1 264	9,9
KALEMIE	878	6,9
KONGOLO	2 592	20,3
MANONO	1 353	10,6
MOBA	1 321	10,3
NYUNZU	1 775	13,9
LOMAMI	**11 811**	**100,0**
KABINDA VILLE	2 080	17,6
MWENE-DITU	4 207	35,6
KABINDA	537	4,5
KAMIJI	591	5,0
LUBAO	912	7,7
LUILU	1 410	11,9

NGANDAJIKA	2 074	17,6
SANKURU	**5 762**	**100,0**
LUSAMBO VILLE	549	9,5
KATAKO-KOMBE	375	6,5
KOLE	570	9,9
LODJA	3 125	54,2
LOMELA	58	1,0
LUBEFU	587	10,2
LUSAMBO	498	8,6
KASAÏ ORIENTAL	**21 784**	**100,0**
MBUJI-MAYI	16 400	75,3
KABEYA-KAMWANGA	775	3,6
KATANDA	1 150	5,3
LUPATAPATA	916	4,2
MIABI	896	4,1
TSHILENGE	1 647	7,6
KASAÏ	**9 396**	**100,0**
TSHIKAPA	3 223	34,3
DEKESE	547	5,8
ILEBO	1 619	17,2
KAMONIA	1 567	16,7
LUEBO	1 288	13,7
MWEKA	1 152	12,3
KASAÏ CENTRAL	**11 551**	**100,0**
KANANGA	6 944	60,1
DEMBA	637	5,5
DIBAYA	1 309	11,3
DIMBELENGE	1 496	13,0
KAZUMBA	567	4,9
LUIZA	598	5,2

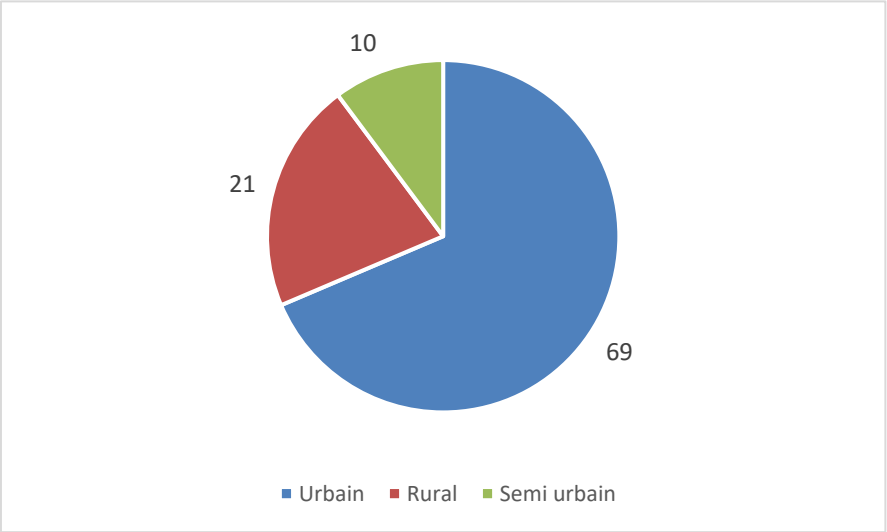
2.1.3 Milieu d'implantation

Forte implantation des unités économiques en milieu urbain

Le milieu d'implantation est un élément important pour la productivité de l'entreprise. En effet, selon les activités que l'entreprise exerce, l'implantation dans certaines zones géographiques (provinces, Villes/ Territoires, communes, etc.) est plus adaptée que d'autres pour son évolution.

Ainsi, il ressort du recensement général des entreprises que 68,6% des unités économiques recensées se situent en milieu urbain, 10,2% sont en milieu semi urbain et 21,2% se situe en milieu rural.

Graphique 1: Répartition (%) des unités économiques selon le milieu d'implantation



En termes de répartition par province, toutes les unités économiques recensées à Kinshasa se situent en milieu urbain. Dans le Haut Katanga, plus des ¾ des unités économiques recensées (77,2%) se concentrent en milieu urbain, 16 % en milieu rural et 6,8% en milieu semi-urbain. Les provinces de la Tshopo (74,1%), du Kasaï oriental (75,3%), du Nord Kivu (71,3%) et du Sud Kivu (65,2%), suivent également la même tendance que les deux provinces précitées.

Dans certaines autres provinces, les unités économiques sont plutôt regroupées en milieu rural, plus particulièrement dans les provinces du Mai-Ndombe (63,5%), du Bas-Uélé (61%), du Haut-Uélé (54,1%) et de l'Ituri (48,4%).

Par ailleurs, la province de Sankuru se démarque des autres par une forte implantation des unités économiques en milieu semi-urbain, soit 60,7% des unités recensées. La concentration des unités recensées dans les milieux semi-urbains se constate également dans les provinces du Tanganyika (39,9%), de la Mongala (39,1%), du Kwango (35,3%) et du Nord-Ubangi (35,1%).

Tableau 5:Répartition des unités économiques par province selon le milieu d'implantation

	Total		Urbain		Rural		Semi urbain	
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
RDC	**622 657**	**100**	**427 370**	**68,6**	**131 732**	**21,2**	**63 555**	**10,2**
KINSHASA	184 485	100	184 485	100	-	-	-	-
KONGO CENTRAL	44 660	100	18 337	41,1	18728	41,9	7 595	17,0
KWANGO	6 421	100	1 065	16,6	3 091	48,1	2 265	35,3
KWILU	18 691	100	10 063	53,8	4 970	26,6	3 658	19,6
MAI-NDOMBE	8 206	100	594	7,2	5 215	63,6	2 397	29,2
EQUATEUR	11 979	100	6 253	52,2	2 852	23,8	2874	24,0
NORD-UBANGI	8 010	100	3 059	38,2	2 139	26,7	2 812	35,1
SUD-UBANGI	7 797	100	4 781	61,3	2 040	26,2	976	12,5
MONGALA	2 988	100	985	33,0	834	27,9	1 169	39,1
TSHUAPA	4 334	100	1 356	31,3	1 998	46,1	980	22,6
TSHOPO	24 851	100	18 423	74,1	4 869	19,6	1 559	6,3
BAS-UELE	5 745	100	1 140	19,8	3 504	61,0	1 101	19,2
HAUT-UELE	13 272	100	3 697	27,9	7 181	54,1	2 394	18,0
ITURI	21 747	100	8 984	41,3	10 524	48,4	2 239	10,3
NORD-KIVU	53 196	100	3 7911	71,3	12 447	23,4	2 838	5,3
SUD-KIVU	37 479	100	24 460	65,3	10 218	27,3	2 801	7,5
MANIEMA	11 795	100	5 247	44,5	4 816	40,8	1 732	14,7
HAUT-KATANGA	59 431	100	45 899	77,2	9 485	16,0	4 047	6,8
HAUT-LOMAMI	7 600	100	2 561	33,7	2 761	36,3	2 278	30,0
LUALABA	16 900	100	11 084	65,6	4 596	27,2	1 220	7,2
TANGANYIKA	12 766	100	3 583	28,1	4 085	32,0	5 098	39,9
LOMAMI	11 811	100	6 287	53,2	3 087	26,1	2 437	20,6
SANKURU	5 762	100	549	9,5	1 717	29,8	3 496	60,7
KASAÏ ORIENTAL	21 784	100	16 400	75,3	3 290	15,1	2 094	9,6
KASAÏ	9 396	100	3 223	34,3	3 160	33,6	3 013	32,1
KASAÏ CENTRAL	11 551	100	6 944	60,1	4 125	35,7	482	4,2

2.2 LOCALISATION DES UNITES ECONOMIQUES

Le marché occupe partout ailleurs une place particulière dans l'économie des pays. Il est un lieu public où s'effectuent les échanges. Dans certains villages, territoires/villes de la RDC, le marché est le pilier, voire le cœur de l'économie. Même avec l'urbanisation des villes du pays, les différents quartiers disposent encore de leurs marchés. De ce fait les unités économiques qui exercent dans les marchés contribuent fortement à la bonne marche de l'économie nationale.

Faible représentativité des unités économiques dans les marchés

A l'issue du Recensement Général des Entreprises de la RDC, il ressort que 38,6% des unités économiques recensées (240 039) se situent dans des marchés contre 61,4% situées en dehors des marchés. De l'ensemble des unités situées dans des marchés, 26,4% sont à Kinshasa, 9,7% dans le Haut Katanga et 6,7% dans le Kongo central.

Selon la province, c'est dans le Sud Ubangi (61,4%) et le Tanganyika (61,3%) que l'on enregistre la plus forte proportion d'unités recensées dans les marchés. Les provinces du Nord Ubangi (59,1%), Haut-Lomami (58,6%), Kasaï oriental (56,4%) et du Kwilu (55,7%) se suivent respectivement en termes de regroupement des unités économiques dans les marchés. Par ailleurs, la province du Nord-Kivu est celle qui a la plus faible concentration des unités économiques dans les marchés. Seulement 24,6% des unités économiques recensées dans cette province se situent dans un marché.

En ce qui concerne la capitale Kinshasa, nous avons remarqué que seulement 34,7% des unités économiques recensées se situent dans un marché, la plupart (65,3%) sont hors marché.

Tableau 6: Répartition des unités économiques par province selon la localisation (Marché/hors marché)

	Total	Marché	% Oui	Hors marché	% Non
RDC	**622 657**	**240 039**	**38,6**	**382 618**	**61,4**
KINSHASA	184 485	63 927	34,7	120 558	65,3
KONGO CENTRAL	44 660	16 013	35,9	28 647	64,1
KWANGO	6 421	1 656	25,8	4 765	74,2
KWILU	18 691	10 418	55,7	8 273	44,3
MAI-NDOMBE	8 206	2 783	33,9	5 423	66,1
EQUATEUR	11 979	6 393	53,4	5 586	46,6
NORD-UBANGI	8 010	4 730	59,1	3 280	40,9
SUD-UBANGI	7 797	4 785	61,4	3 012	38,6
MONGALA	2 988	964	32,3	2 024	67,7
TSHUAPA	4 334	1 291	29,8	3 043	70,2
TSHOPO	24 851	9 764	39,3	15 087	60,7
BAS-UELE	5 745	2 273	39,6	3 472	60,4
HAUT-UELE	13 272	4 308	32,5	8 964	67,5
ITURI	21 747	6 947	31,9	14 800	68,1
NORD-KIVU	53 196	13 102	24,6	40 094	75,4
SUD-KIVU	37 479	13 409	35,8	24 070	64,2
MANIEMA	11 795	4 296	36,4	7 499	63,6
HAUT-KATANGA	59 431	23 221	39,1	36 210	60,9
HAUT-LOMAMI	7 600	4 452	58,6	3 148	41,4
LUALABA	16 900	8 809	52,1	8 091	47,9
TANGANYIKA	12 766	7 825	61,3	4 941	38,7
LOMAMI	11 811	5 338	45,2	6 473	54,8
SANKURU	5 762	2 701	46,9	3 061	53,1
KASAÏ ORIENTAL	21 784	12 278	56,4	9 506	43,6
KASAÏ	9 396	3 285	35,0	6 111	65,0
KASAÏ CENTRAL	11 551	5 071	43,9	6 480	56,1

CHAPITRE 3

CARACTERISTIQUES DES UNITES ECONOMIQUES

Le présent chapitre traite des caractéristiques des unités économiques recensées en RDC. Il aborde les activités exercées par les unités économiques selon le secteur d'activités, l'emploi, la taille des unités économiques, le mode de tenue des comptes, la forme juridique ainsi que la possession des documents administratifs. Les établissements secondaires n'étant pas concernés par les variables citées ci haut, l'analyse de ce chapitre ne porte que sur les établissements uniques et les établissements principaux (sièges). Elle concerne donc 586 587 unités économiques. Cependant, l'examen du statut des établissements et le nombre d'hôtels portent sur l'ensemble des unités économiques ayant complètement renseigné le questionnaire, soit 622 657 UE recensées.

3.1 ACTIVITES

3.1.1 Branches d'activités

Une prédominance du commerce dans l'économie congolaise

Le tableau 7 montre que la majorité des unités économiques en RDC évolue dans la branche « Commerce », soit 65,5% de l'ensemble des unités économiques. Les autres unités économiques concernent les branches « Activités de fabrication » (10,6%), « Hébergement et restauration » (8,3%), « Information et communication » (4,8%) et « Autres activités de services n.c.a (non classé ailleurs) » (3,9%). La proportion assez significative des « Activités d'information et communication » est principalement due au développement du secteur de la téléphonie mobile et de l'internet, à la création des chaînes de radio et télévision privées ainsi qu'à l'émergence de point de recharge des chaînes câblées.

Il s'observe également que moins de 2 unités économiques sur 100, soit 1,3% évoluent dans la branche « Santé humaine et l'action sociale » alors que près de 3 unités économiques sur 100, soit 2,6% sont dans la branche « Enseignement ».

En outre, seulement 0,1%, soit une unité économique sur 1000 en RDC exerce les « Activités Extractives ». Cette faible proportion des unités économiques dans cette branche pourrait indiquer que malgré ses potentialités en ressources minières, seulement quelques grandes firmes contrôlent l'exploitation minière en RDC avec des relais pas réellement structurés dans le secteur informel.

De même, on observe qu'en RDC, une unité économique sur 250, soit 0,4% exerce dans la branche « Agriculture, Sylviculture, Pêche et Elevage ». Cette situation s'expliquerait notamment par le fait que ces activités sont, en général, pratiquées manuellement (sans mécanisation) par des ménages pour subvenir à leurs besoins alimentaires, et d'autre part, par le fait que certaines exploitations agricoles et domaines pastoraux n'ont pas fait partie du champ du RGE mais seront prises en compte lors du Recensement Général Agricole.

Il est également à noter que les activités relatives à la branche « Production et Distribution de l'Electricité et Gaz » ne concernent qu'une unité économique sur 2500, soit 0,04%.

Tableau 7: Répartition des unités économiques par branches d'activités

Branche d'activités	Effectif	%
Ensemble	**586 587**	**100,0**
Agriculture, Sylviculture et Pêche	2 547	0,4
Activités extractives	408	0,1
Activités de fabrication	62 101	10,6
Production et distribution d'électricité et de gaz	124	*
Production et distribution d'eau, assainissement, traitement des déchets et dépollution	305	0,1
Construction	542	0,1
Commerce	384 027	65,5
Transports et entreposage	1 286	0,2
Hébergement et Restauration	48 854	8,3
Information et de communication	27 940	4,8
Activités financières et d'assurance	3 593	0,6
Activités immobilières	514	0,1
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	1 481	0,3
Activités de service de soutien et de bureau	4 021	0,7
Enseignement	15 164	2,6
Activités pour la santé humaine et l'action sociale	7 415	1,3
Activités artistiques, sportives et récréatives	3 124	0,5
Autres activités de services n.c.a.	23 141	3,9

3.1.2 Activités et milieu d'implantation

Une économie concentrée en milieu urbain

L'analyse du tableau 8 indique que dans l'ensemble, près de 7 unités économiques sur 10, soit 69,1% sont concentrées en milieu urbain.

L'on observe que la majorité des unités économiques œuvrant dans la branche « Agriculture, Sylviculture, Pêche et Elevage » sont essentiellement en milieu rural avec environ 6 unités économiques sur 10, soit 60,5%. La branche « Activités immobilières » est peu développée en milieux rural et semi-urbain avec respectivement 9,5% et 8,6% des unités économiques de cette branche contre environ 8 unités économiques sur 10 en milieu urbain, soit 81,9%.

Le milieu urbain concentre l'essentiel des unités économiques exerçant dans les branches « Construction » (80,1%), « Commerce » (70,1%), « Hébergement et restauration » (70,8%),

« Information et communication » (73,4%) ainsi que les « Activités financières et d'assurance » (69,2%). Ces activités sont encore peu développées en milieu semi-urbain et en milieu rural. Les données font également observer qu'en milieu semi-urbain, les proportions des différentes branches d'activités ne s'écartent pas trop de la valeur nationale de 10,2% d'unités économiques implantées dans ce milieu. Cependant, les unités exerçant dans la production et distribution d'électricité et de gaz sont mieux représentées en milieu semi-urbain à hauteur de 16,9% alors que les activités pour la santé humaine et l'action communautaire, et les Activités artistiques, sportives et récréatives sont faiblement représentés avec respectivement 6,3% et 6% de l'ensemble des unités économiques recensées en ce milieu.

Tableau 8 : Répartition des unités économiques par branches d'activités selon le milieu d'implantation

Branches d'activités	Milieu d'implantation							
	Ensemble		Urbain		Rural		Semi urbain	
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
RDC	**586 587**	**100,0**	**405 041**	**69,1**	**121 686**	**20,7**	**59 860**	**10,2**
Agriculture, Sylviculture et Pêche	2 547	100,0	785	30,8	1 540	60,5	222	8,7
Activités extractives	408	100,0	234	57,4	121	29,7	53	13,0
Activités de fabrication	62 101	100,0	40 005	64,4	15 621	25,2	6 475	10,4
Production et distribution d'électricité et de gaz	124	100,0	66	53,2	37	29,8	21	16,9
Production et distribution d'eau, assainissement, traitement des déchets et dépollution	305	100,0	174	57,0	108	35,4	23	7,5
Construction	542	100,0	434	80,1	58	10,7	50	9,2
Commerce	384 027	100,0	269 316	70,1	73 857	19,2	40 854	10,6
Transports et entreposage	1 286	100,0	934	72,6	229	17,8	123	9,6
Hébergement et Restauration	48 854	100,0	34 582	70,8	10 390	21,3	3 882	7,9
Information et de communication	27 940	100,0	20 508	73,4	4 532	16,2	2 900	10,4
Activités financières et d'assurance	3 593	100,0	2 486	69,2	649	18,1	458	12,7
Activités immobilières	514	100,0	421	81,9	49	9,5	44	8,6
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	1 481	100,0	1 118	75,5	194	13,1	169	11,4
Activités de service de soutien et de bureau	4 021	100,0	2 962	73,7	600	14,9	459	11,4
Enseignement	15 164	100,0	5 286	34,9	8 332	54,9	1 546	10,2
Activités pour la santé humaine et l'action sociale	7 415	100,0	5 377	72,5	1 571	21,2	467	6,3
Activités artistiques, sportives et récréatives	3 124	100,0	2 453	78,5	485	15,5	186	6,0
Autres Activités de services n.c.a.	23 141	100,0	17 900	77,4	3 313	14,3	1 928	8,3

3.1.3 Situation des Hôtels

Le tableau 9 montre qu'au total, 3309 hôtels ont été recensés à l'issue du Recensement Général des Entreprises.

Avec son statut de capitale, siège des institutions du pays, des représentations diplomatiques et d'organismes internationaux, la province de Kinshasa abrite, à elle seule, 1091 hôtels, soit 33% de l'ensemble des hôtels du pays. La plupart des autres hôtels sont implantés dans les provinces du Kongo Central avec 280 (8,5%), du Haut-Katanga avec 206 (6,2%), du Nord-Kivu 204 (6,2%), de la Tshopo 150 (4,5%), de l'Ituri 143 (4,3%), du Sud-Kivu 142 (4,3%). Les autres provinces affichent, pour chacune d'elles, moins de 4% de l'ensemble des hôtels du pays.

Avec moins de 1% de l'ensemble des hôtels pour chacune, les provinces du Nord-Ubangi (0,5%), de la Tshuapa (0,7%) et du Sankuru (0,5%) présentent les pourcentages les plus faibles comparativement aux autres provinces.

Tableau 9: Répartition des hôtels par province

PROVINCE	Effectif	%
RDC	**3 309**	**100**
KINSHASA	1 091	33
KONGO CENTRAL	280	8,5
KWANGO	37	1,1
KWILU	106	3,2
MAI NDOMBE	117	3,5
EQUATEUR	60	1,8
NORD UBANGI	17	0,5
SUD UBANGI	48	1,5
MONGALA	54	1,6
TSHUAPA	22	0,7
TSHOPO	150	4,5
BAS UELE	51	1,5
HAUT UELE	83	2,5
ITURI	143	4,3
NORD KIVU	204	6,2
SUD KIVU	142	4,3
MANIEMA	110	3,3
HAUT KATANGA	206	6,2
HUAT LOMAMI	53	1,6
LUALABA	82	2,5
TANGANYKA	49	1,5
LOMAMI	45	1,4
SANKURU	15	0,5
KASAI ORIENTAL	56	1,7
KASAI	40	1,2
KASAI OCCIDENTAL	45	1,5

4.1 SECTEUR D'ACTIVITE

Une économie dominée par le secteur tertiaire

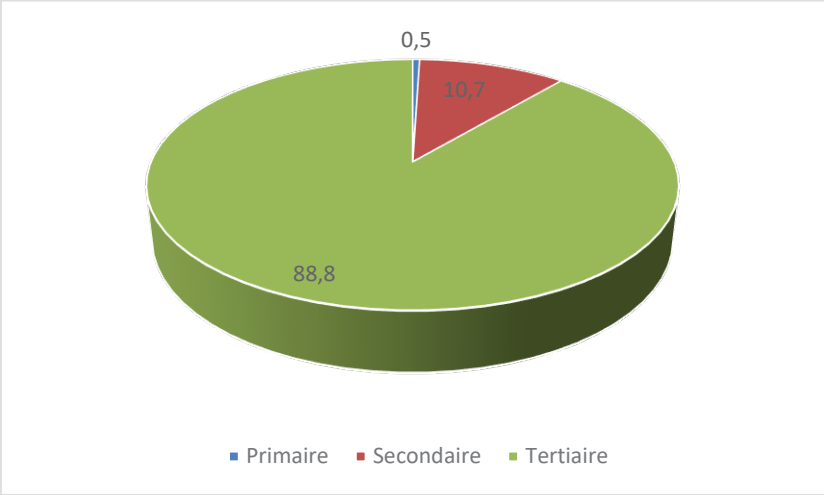
3.1.4 Situation Globale

Le graphique 2 indique que le secteur primaire est le secteur dans lequel les entreprises sont moins présentes en RDC, avec seulement 5 unités économiques sur 1000 recensées, soit 0,5% de l'ensemble des unités.

Il se dégage par ailleurs, une forte concentration des unités économiques dans le secteur tertiaire où l'on enregistre près de 9 unités économiques sur 10, soit 88,8%. Le secteur secondaire se positionne au niveau intermédiaire avec 10,7% des unités économiques recensées.

Cette prépondérance du secteur tertiaire se justifie par la forte présence des activités de commerce, d'hébergement et restauration, qui représentent à elles seules plus de 7 unités économiques sur 10, soit 73,8% de l'ensemble des unités économiques recensées.

Graphique 2: Répartition (%) des unités économiques par secteur d'activités



3.1.5 Secteur d'activités et Provinces

L'analyse du tableau 10 montre que globalement, les proportions des unités économiques exerçant dans le secteur tertiaire ne s'écartent pas trop de la moyenne nationale (88,8%) sauf dans les provinces de la Lomami (78,8%), du Kwango (79,7%), du Haut-Lomami (81,6%) et du Bas-Uele (82,3%) qui présentent par rapport à cette moyenne nationale (88,8%), des proportions relativement plus faibles d'unités économiques relevant du secteur tertiaire. La situation dans ces provinces pourrait être la conséquence du fait qu'en qualité des nouvelles provinces issues du démembrement des anciennes grandes provinces, elles n'ont pas hérité des anciens chefs-lieux avec leurs infrastructures et des services diversifiés.

S'agissant du secteur primaire, bien que le pays offre des ressources et des conditions climatiques favorables au développement de ce secteur, il reste encore peu développé en RDC quelle que soit la province. Cependant, seule la province du Kwango se démarque avec 9,5% d'unités économiques relevant du secteur primaire. La province du Sud-Kivu avec une seule unité économique sur 1000

recensées dans cette province, affiche la plus faible proportion d'unités économiques du secteur primaire, comparativement aux autres provinces.

Considérant le secteur secondaire, il n'y a pas trop de différences entre les différentes provinces. Cependant, la province de Lomami se distingue des autres provinces avec la plus forte proportion (21%) d'unités économiques relevant de ce secteur. A l'opposé, la province du Tanganyika avec 5,3%, est celle qui affiche la plus faible proportion d'unités économiques évoluant dans ce secteur.

Tableau 10: Répartition des unités économiques par province selon le secteur d'activités

PROVINCE	Ensemble		Primaire		Secondaire		Tertiaire	
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
RDC	**586 587**	**100**	**2 950**	**0,5**	**63 019**	**10,7**	**520 618**	**88,8**
KINSHASA	174 768	100	510	0,3	18 845	10,8	155 413	88,9
KONGO CENTRAL	42 198	100	293	0,7	5 348	12,7	36 557	86,6
KWANGO	6 166	100	584	9,5	670	10,9	4 912	79,7
KWILU	18 140	100	72	0,4	1 996	11	16 072	88,6
MAI-NDOMBE	7 984	100	12	0,2	1 229	15,4	6 743	84,5
EQUATEUR	11 661	100	89	0,8	1 654	14,2	9 918	85,1
NORD-UBANGI	6 783	100	55	0,8	446	6,6	6 282	92,6
SUD-UBANGI	7 498	100	41	0,5	907	12,1	6 550	87,4
MONGALA	2 273	100	4	0,2	192	8,4	2 077	91,4
TSHUAPA	3 515	100	77	2,2	385	11	3 053	86,9
TSHOPO	23 661	100	430	1,8	3 141	13,3	20 090	84,9
BAS-UELE	5 405	100	15	0,3	940	17,4	4 450	82,3
HAUT-UELE	11 748	100	148	1,3	1 507	12,8	10 093	85,9
ITURI	19 316	100	24	0,1	1 644	8,5	17 648	91,4
NORD-KIVU	49 958	100	58	0,1	5 388	10,8	44 512	89,1
SUD-KIVU	35 183	100	35	0,1	2 310	6,6	32 838	93,3
MANIEMA	11 579	100	51	0,4	1 130	9,8	10 398	89,8
HAUT-KATANGA	56 676	100	118	0,2	3 875	6,8	52 683	93
HAUT-LOMAMI	6 851	100	34	0,5	1 225	17,9	5 592	81,6
LUALABA	15 365	100	97	0,6	1 082	7	14 186	92,3
TANGANYIKA	12 116	100	16	0,1	646	5,3	11 454	94,5
LOMAMI	11 094	100	28	0,3	2 326	21	8 740	78,8
SANKURU	5 485	100	52	0,9	693	12,6	4 740	86,4
KASAÏ ORIENTAL	20 881	100	25	0,1	2 525	12,1	18 331	87,8
KASAÏ	9 020	100	49	0,5	1 153	12,8	7 818	86,7
KASAÏ CENTRAL	11 263	100	33	0,3	1 762	15,6	9 468	84,1

3.2 EMPLOI

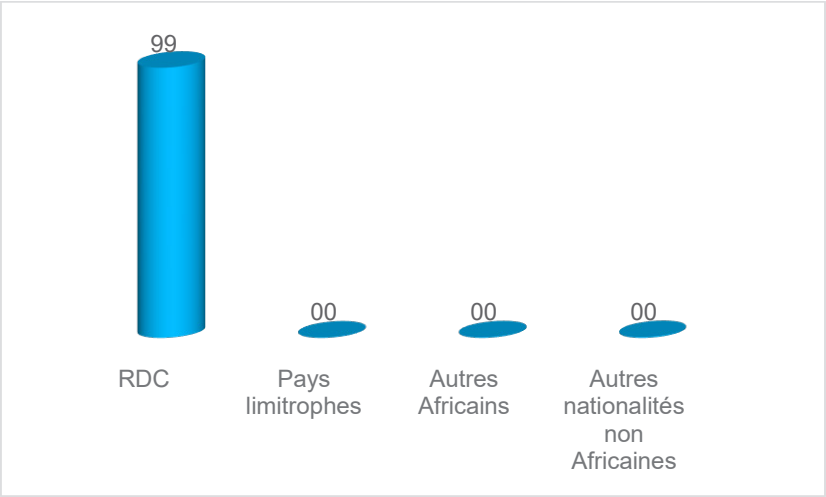
Emploi caractérisé par une forte présence congolaise

3.2.1 Nationalité des employés

Le graphique 3 laisse apparaître que l'emploi en RDC est essentiellement occupé par les Congolais eux-mêmes. En effet, 99,4% des employés permanents sont des nationaux contre 0,1 % des employés permanents, ressortissants de pays limitrophes de la RDC. Cette quasi-inexistante des employés ressortissants de pays limitrophes de la RDC est aussi constatée pour les employés ressortissants des

autres pays Africains et pour les nationalités non Africaines avec respectivement 0,2% et 0,3% de l'ensemble des employés permanents.

Graphique 3: Répartition (%) des employés permanents selon la nationalité des employés



3.2.2 Emploi et Genre

Faible représentativité de la femme dans l'emploi

3.2.2.1 Situation générale

Le tableau 11 renseigne que dans l'ensemble, une part assez importante d'emplois est occupée par les hommes avec un peu plus de 6 employés hommes sur 10 soit 62,1% contre presque 4 employés femmes sur 10, soit 37,9%.

Considérant la nationalité des employés, l'on observe que la tendance de l'ensemble se maintient pour les employés congolais avec 62% d'employés hommes contre 38% de femmes.

Par ailleurs, on observe des écarts assez importants entre les hommes et les femmes des autres nationalités. S'agissant des travailleurs permanents ressortissant des pays limitrophes, l'on dénombre 73,7% d'hommes contre 26,3% de femmes. Chez les employés des autres pays Africains, on enregistre 94,1% d'hommes contre 5,9% de femmes alors que chez les travailleurs ressortissants des autres nationalités non Africaines, les hommes représentent 89,5% et les femmes 10,5%.

Tableau 11: Répartition des employés permanents selon le sexe et la nationalité

NATIONALITE	SEXE DE L'EMPLOYE					
	Total		Hommes		Femmes	
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
Ensemble	**1 342 554**	**100,0**	**833 759**	**62,1**	**508 795**	**37,9**
RDC	**1 334 825**	**100,0**	**826 987**	**62**	**507 838**	**38,0**
Pays limitrophes	**1 698**	**100,0**	1 252	73,7	446	26,3
Autres Africains	**2 693**	**100,0**	2 534	94,1	159	5,9
Autres nationalités non Africaines	**3 338**	**100,0**	2 986	89,5	352	10,5

3.2.2.2 Emploi et branches d'activités

En analysant le tableau 12 qui décrit l'emploi selon la nationalité, le sexe et l'activité exercée, on enregistre un total de 1 334 825 emplois chez les nationaux dont 826 987 hommes et 507 838 femmes contre un total de 7 729 emplois pour les étrangers dont 6 772 pour les hommes et 957 pour les femmes. Il se dégage que le commerce est l'activité qui emploie le plus d'individus, quels que soient la nationalité et le sexe. En effet, cette branche d'activité emploie 590 281 personnes dont 308 997 hommes et 281 284 femmes. S'agissant des activités immobilières, elles sont celles qui emploient le moins d'individus (1872 personnes dont 1475 hommes et 397 femmes). Pour leur part, les unités économiques exerçant dans l'enseignement, emploient 222 798 congolais dont 166 918 hommes et 55 880 femmes contre seulement 112 étrangers dans ce secteur, dont 65 hommes et 47 femmes. Par ailleurs, la branche « Hébergement et restauration » est l'unique branche pour laquelle les femmes congolaises sont les plus employées que leurs homologues hommes, soit 43 296 hommes contre 63 139 femmes. Cette même branche emploie 439 étrangers dont 256 hommes contre 183 femmes.

Concernant les autres activités, bien que les écarts soient relativement importants entre les hommes et les femmes quelle que soit la nationalité, on observe que pour les nationaux, ces écarts sont davantage dans les activités spécialisées, scientifiques et techniques où les femmes (1311) sont sept fois moins employées que les hommes (9 357). Ce résultat insinuerait une faible représentativité de la fille et la femme dans des programmes scolaires et autres formations à caractère scientifique et technique.

Il convient de noter que les activités de production et de distribution d'eau, d'assainissement, de traitement des déchets et de dépollution sont celles où les étrangers sont les moins représentés avec 5 emplois dont 4 hommes et 1 femme.

Tableau 12: Répartition des unités économiques par branches d'activités selon la nationalité de l'employé

	Nationalité des employés								
	Permanents Ensemble			Permanents congolais			Permanents étrangers		
Branche d'activités	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes
Total	**1 342 554**	**833 759**	**508 795**	**1 334 825**	**826 987**	**507 838**	**7 729**	**6 772**	**957**
Agriculture, Sylviculture et Pêche	13 056	10 373	2 683	12 937	10 277	2 660	119	96	23
Activités extractives	10 025	9 158	867	9 659	8 860	799	366	298	68
Activités de fabrication	156 242	105 696	50 546	155 267	104 788	50 479	975	908	67
Production et distribution d'électricité et de gaz	7 002	5 856	1 146	6 986	5 840	1 146	16	16	-
Production et distribution d'eau, assainissement, traitement des déchets et dépollution	5 279	3 963	1 316	5 274	3 959	1 315	5	4	1
Construction	3 918	3 327	591	3 825	3 239	586	93	88	5
Commerce	590 281	308 997	281 284	585 720	304 836	280 884	4 561	4 161	400
Transports et entreposage	11 504	9 961	1 543	11 350	9 833	1 517	154	128	26
Hébergement et Restauration	106 874	43 552	63 322	106 435	43 296	63 139	439	256	183
Information et de communication	48 149	42 440	5 709	48 055	42 355	5 700	94	85	9
Activités financières et d'assurance	16 121	11 308	4 813	15 691	10 924	4 767	430	384	46
Activités immobilières	1 872	1 475	397	1 856	1 460	396	16	15	1
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	10 668	9 357	1 311	10 634	9 329	1 305	34	28	6
Activités de service de soutien et de bureau	26 252	23 346	2 906	26 153	23 265	2 888	99	81	18
Enseignement	222 910	166 983	55 927	222 798	166 918	55 880	112	65	47
Activités pour la santé humaine et l'action sociale	49 070	28 238	20 832	49 017	28 210	20 807	53	28	25
Activités artistiques, sportives et récréatives	8 336	7 044	1 292	8 277	6 985	1 292	59	59	-
Autres Activités de services n.c.a.	54 995	42 685	12 310	54 891	42 613	12 278	104	72	32

3.3 STATUT DES ETABLISSEMENTS

Forte présence des établissements uniques

Globalement, le tableau 13 montre que plus de 9 unités économiques sur 10, soit 93,1% sont des établissements uniques contre respectivement 5,8% et 1,1% des sièges et des établissements secondaires. Cette forte présence des établissements uniques s'expliquerait par une prédominance d'unités économiques de petite taille et émanant généralement d'initiative individuelle.

Tableau 13 : Répartition des unités économiques selon le statut de l'établissement

Statut de l'établissement	Effectif	%
Total	**622 657**	**100,0**
Etablissement unique	579 575	93,1
Etablissement principal (siège)	7 012	1,1
Etablissement secondaire	36 070	5,8

3.4 FORMALISATION DES UNITES ECONOMIQUES

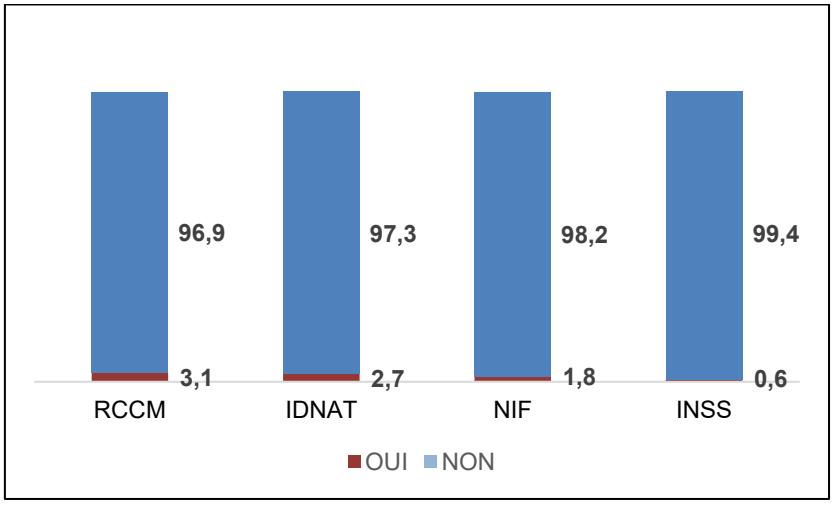
Une économie dominée par le secteur informel

3.4.1 Possession des documents administratifs

Il se dégage du graphique 4 ci-dessous que la non-possession du numéro d'identification de la sécurité sociale concerne presque toutes les unités économiques en RDC (99,4%). Cette tendance s'observe également pour la possession des autres documents que sont le RCCM (96,9%), l'IDNAT (97,3%), et le NIF (98,2%).

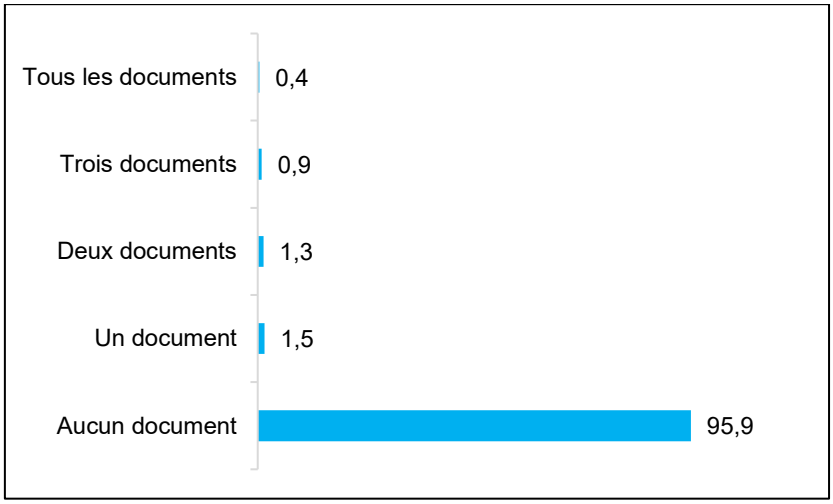
Cette situation presque généralisée de non-possession des documents administratifs constitue un handicap pour les unités économiques en ce sens qu'elle pourrait les empêcher de bénéficier des avantages de certaines politiques publiques. La non- possession de documents administratifs pourrait également être pour les unités économiques, un frein à l'accès au crédit auprès des banques et autres structures de micro-finance.

Graphique 4: Répartition (%) des UE selon la nature du document administratif possédé



L'analyse du graphique 5 montre que 95,9% des unités économiques ne possèdent ni un RCCM, ni un numéro d'identification nationale (IDNAT), ni un numéro d'identification fiscale (NIF), ni un numéro de sécurité sociale (CNSS ex INSS). A l'opposé, seulement 0,4% des unités économiques possèdent tous les documents ci-dessus cités. L'on observe par ailleurs que 1,5% des unités économiques possèdent un seul de ces quatre documents, 1,3% en possèdent deux, et seulement 0,9% en possèdent trois.

Graphique 5 : Répartition (%) des UE selon le nombre des documents administratifs possédés



3.4.2 Déclaration Statistique et Fiscale (DSF)

Une sous-déclaration statistique et fiscale

3.4.2.1 Systèmes de Déclaration Statistique et Fiscale

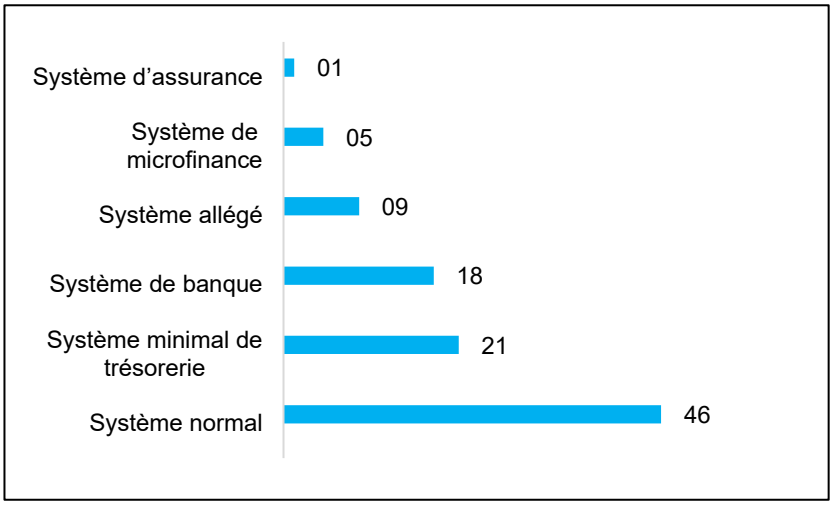
Les résultats du graphique 6 révèlent que moins d'une unité économique sur 100 concernées, soit 0,7% remplissent une déclaration statistique et fiscale contre 99,3% qui n'en remplissent pas.

Graphique 6: Déclaration statistique et fiscale (en pourcentage des UE)

Le graphique 7 montre que parmi les unités économiques remplissant la déclaration statistique et fiscale, un peu plus de 4 unités économiques sur 10, soit 45,5% le font par le système normal, 2 unités économiques sur 10, soit 21,1% le font par le système minimal de trésorerie, 9,1%, 18,2% et 4,8% utilisent respectivement le système allégé, le système de banque et le système de micro-finance contre seulement 1,3% qui le font avec le système d'assurance.

Les faibles taux des unités économiques utilisant le système de banque, et le système de micro-finance et d'assurance, traduisent et montrent que les secteurs de banque, et de micro-finance et d'assurance restent encore peu développés en RDC.

Graphique 7: Répartition (%) des UE selon le système de déclaration statistique et fiscale



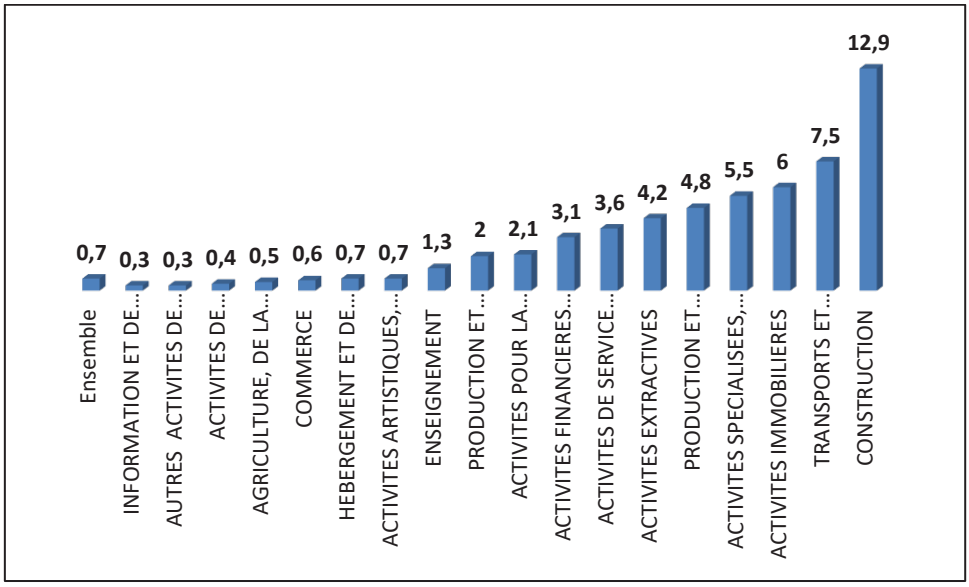
3.4.2.2 Remplissage des DSF selon la branche d'activité

En analysant le graphique 8, il ressort que les unités économiques de la branche « Construction » sont les plus nombreuses (13%) à remplir les DSF. Elles sont suivies des unités économiques des branches « Transports et entreposage » (7,5%) et « Activités immobilières » (6%).

A l'opposé de ces UE se trouvent celles des branches « Informations et Communication » (0,3%) « Autres activités de services n.c.a » (0,3%) qui sont les moins portées vers le remplissage des DSF.

Par ailleurs, l'on constate que sur les activités de commerce qui, pourtant concentrent l'essentiel des unités économiques, seulement 0,6% parmi elles remplissent la déclaration statistique et fiscale.

Graphique 8: Répartition des UE(%) par branches d'activités selon le remplissage de la déclaration



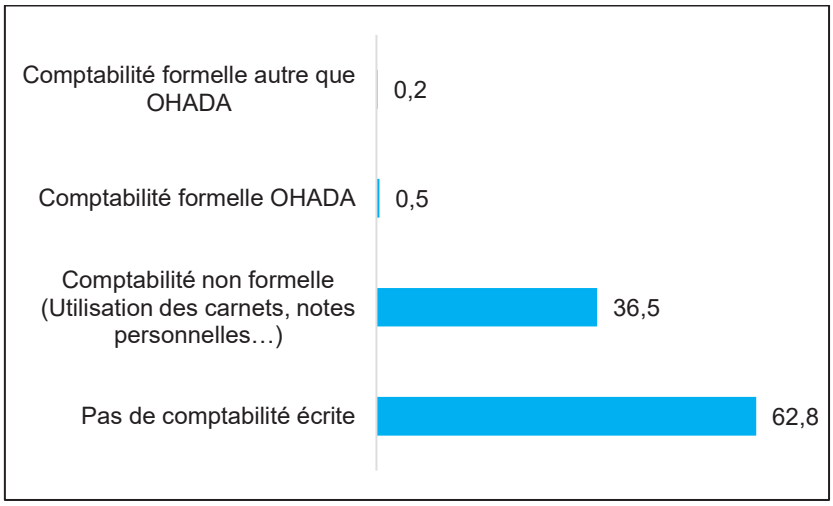
3.4.3 Mode de Tenue des Comptes

Très faible recours à la comptabilité formelle dans la tenue des comptes

3.4.3.1 Situation globale

A la question de savoir quel est le mode de tenue des comptes des unités économiques, il ressort du graphique 9 que très peu d'entre elles (0,5%) tiennent une comptabilité formelle OHADA. Seulement 0,2% des entreprises tiennent une comptabilité formelle autre que OHADA. Ces statistiques indiquent que les entreprises en RDC n'ont pas l'habitude de la tenue de comptabilité formelle. Il y a en effet, plus de 6 entreprises sur 10, soit (62,8%) qui ne tiennent pas de comptabilité formelle mais utilisent plutôt des carnets ou tiennent des notes personnelles. En outre, les unités économiques qui tiennent une comptabilité non formelle représentent 36,5%.

Graphique 9: Répartition (%) des UE selon le mode de tenue des comptes



3.4.3.2 Mode de tenue des comptes et Branches d'activités

Le tableau 14 montre que quelle que soit l'activité, on enregistre plus d'unités économiques qui n'utilisent aucune comptabilité écrite. S'agissant de la comptabilité formelle OHADA comme mode de tenue de compte, seules les unités économiques exerçant dans la branche « construction » se démarquent avec 11,5%. Elles sont suivies par les entreprises exerçant dans les branches « Activités spécialisées, scientifiques et techniques » (5,5%) et « Extraction » (4,4%).

Dans ce sens, les unités économiques exerçant les activités de l'enseignement (81%), sont celles qui utilisent plus la comptabilité non formelle comparativement aux autres activités. Les UE qui utilisent la comptabilité formelle autres que l'OHADA représentent 0,2% des UE recensées contre 0,5% des UE utilisant la comptabilité formelle OHADA. Toutefois en comparant les deux formes de comptabilité formelle par rapport aux différentes activités, il se dégage que la comptabilité formelle OHADA est la plus utilisée, sauf pour les activités de l'enseignement (1,8%), et les activités financières (1,5%).

Tableau 14: Répartition (%) des UE par activités selon le mode de tenue des comptes

Branche d'activités	Mode de tenue des comptes				
	Ensemble	Comptabilité formelle OHADA	Comptabilité formelle autre que OHADA	Comptabilité non formelle (Utilisation des carnets, notes personnelles, etc.	Pas de comptabilité écrite
Total	**100,0**	**0,5**	**0,2**	**36,5**	**62,8**
Agriculture, Sylviculture et Pêche	100,0	0,9	0,1	31,8	67,2
Activités extractives	100,0	4,4	1,2	22,8	71,6
Activités de fabrication	100,0	0,4	0,1	30,1	69,4
Production et distribution d'électricité et de gaz	100,0	4,0	3,2	32,3	60,5
Production et distribution d'eau, assainissement, traitement des déchets et dépollution	100,0	2,3	1,0	34,8	62
Construction	100,0	11,4	3,0	43,2	42,4
Commerce	100,0	0,4	0,1	34,9	64,7
Transports et entreposage	100,0	5,6	1,6	53,7	39,1
Hébergement et Restauration	100,0	0,5	0,1	34,9	64,5
Information et de communication	100,0	0,4	0,1	39,2	60,3
Activités financières et d'assurance	100,0	1,5	1,6	55,1	41,8
Activités immobilières	100,0	3,1	1,0	53,9	42
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	100,0	5,5	1,2	46,8	46,5
Activités de service de soutien et de bureau	100,0	2,9	0,8	49,6	46,7
Enseignement	100,0	1,8	2,6	81,9	13,7
Activités pour la santé humaine et l'action sociale	100,0	1,7	0,7	74	23,6
Activités artistiques, sportives et récréatives	100,0	0,4	0,2	33,6	65,7
Autres Activités de services n.c.a.	100,0	0,3	0,1	32,0	67,6

3.4.4 Degré de formalisation des unités économiques

Au sens du Recensement Général des Entreprises, une unité économique formelle est celle qui possède au moins l'un des quatre documents administratifs et qui utilise l'une des comptabilités formelles (OHADA ou autre) comme mode de tenue de comptes.

Pour rappel, Le graphique 5 indique que seulement 4,1 % des unités économiques possèdent au moins un document administratif et le tableau 11 indique que 0,7% d'entre elles tiennent une comptabilité formelle (au sens de l'OHADA ou autre). Ces statistiques permettent d'anticiper un degré de formalisation relativement très faible.

3.4.4.1 Statut de formalité et Province

Le tableau 15 indique que presque toutes les unités économiques en RDC sont informelles, soit 99,3% contre seulement 0,7% qui sont formelles. Cette situation est la conséquence de la non-possession de documents administratifs (environ 95% d'unités économiques recensées) et du non-recours à l'une des comptabilités formelles comme mode de tenue des comptes.

La faible formalisation des entreprises qui se dégage au niveau national, s'observe également dans toutes les provinces du pays, même si quelques petites disparités subsistent. En effet, seules les provinces de Kinshasa (1,1%), du Kwilu (1,4%), du Kwango (1,2) et du Kasaï (1,9%) présentent des taux de formalité supérieurs à 1%.

Tableau 15: Répartition (%) des unités économiques par province selon le statut de formalité

	Total	Formel	Informel
RDC	**100,0**	**0,7**	**99,3**
KINSHASA	**100,0**	1,1	98,9
KONGO CENTRAL	**100,0**	0,3	99,7
KWANGO	**100,0**	1,2	98,8
KWILU	**100,0**	1,4	98,6
MAI NDOMBE	**100,0**	0,3	99,7
EQUATEUR	**100,0**	0,1	99,9
NORD UBANGI	**100,0**	0,1	99,9
SUD UBANGI	**100,0**	0,1	99,9
MONGALA	**100,0**	0,2	99,8
TSHUAPA	**100,0**	0,3	99,7
TSHOPO	**100,0**	0,4	99,6
BAS UELE	**100,0**	0,4	99,6
HAUT UELE	**100,0**	0,3	99,7
ITURI	**100,0**	0,5	99,5
NORD KIVU	**100,0**	0,4	99,6
SUD KIVU	**100,0**	0,7	99,3
MANIEMA	**100,0**	0,5	99,5
HAUT KATANGA	**100,0**	0,7	99,3
HUAT LOMAMI	**100,0**	0,3	99,7
LUALABA	**100,0**	0,4	99,6
TANGANYKA	**100,0**	0,6	99,4
LOMAMI	**100,0**	0,3	99,7
SANKURU	**100,0**	0,4	99,6
KASAI ORIENTAL	**100,0**	0,2	99,8
KASAI	**100,0**	1,9	98,1
KASAI OCCIDENTAL	**100,0**	0,5	99,5

3.4.4.2 Statut de Formalité et Branches d'activités

En analysant le degré de formalisation des entreprises par rapport à la branche d'activité, le tableau 16 renseigne que le taux de formalisation le plus élevé s'observe au niveau des entreprises de construction (14,4%). Elles sont suivies respectivement par les unités économiques exerçant des activités de production et distribution d'électricité et de gaz (7,3%), de transports et entreposage (7,2%), des activités spécialisées, scientifiques et techniques (6,8%) et de celles exerçant des activités extractives (5,6%).

Il importe, par ailleurs de signaler le taux de formalisation relativement faible observé au niveau de certaines branches d'activités telles que la « Santé humaine et l'Action sociale » (2,3%), et l' « Enseignement » (4,4%) qui sont censés être des secteurs plus structurés et devraient faire l'objet d'un meilleur suivi.

Comme il fallait s'y attendre, le taux de formalisation des entreprises commerciales (0,5%) est proche de la moyenne nationale, en raison du poids écrasant de cette branche d'activités dans l'ensemble de l'économie.

Tableau 16: Répartition (%) des unités économiques par branches d'activités selon le statut de formalité

Branches d'activités	Total	Formel	Informel
RDC	**100,0**	0,7	99,3
Agriculture, Sylviculture et Pêche	**100,0**	1,0	99,0
Activités extractives	**100,0**	5,6	94,4
Activités de fabrication	**100,0**	0,5	99,5
Production et distribution d'électricité et de gaz	**100,0**	7,3	92,7
Production et distribution d'eau, assainissement, traitement des déchets et dépollution	**100,0**	3,3	96,7
Construction	**100,0**	14,4	85,6
Commerce	**100,0**	0,5	99,5
Transports et entreposage	**100,0**	7,2	92,8
Hébergement et Restauration	**100,0**	0,6	99,4
Information et de communication	**100,0**	0,5	99,5
Activités financières et d'assurance	**100,0**	3,1	96,9
Activités immobilières	**100,0**	4,1	95,9
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	**100,0**	6,8	93,2
Activités de service de soutien et de bureau	**100,0**	3,7	96,3
Enseignement	**100,0**	4,4	95,6
Activités pour la santé humaine et l'action sociale	**100,0**	2,3	97,7
Activités artistiques, sportives et récréatives	**100,0**	0,7	99,3
Autres activités de services n.c.a.	**100,0**	0,3	99,7

3.5 FORME JURIDIQUE DES UNITES ECONOMIQUES

Forte présence des établissements uniques

Le tableau 17 montre que la quasi-totalité (97,7%) des entreprises recensées sont des entreprises individuelles. Ce résultat reste cohérent au regard des caractéristiques que présentent les unités économiques recensées. Elles sont en effet, pour la plupart, de petites unités de production évoluant

dans le secteur informel et émanant généralement d'initiatives individuelles. Les unités économiques qui se sont constituées en société ne représentent que 0,6% de l'ensemble des UE avec 0,5% de Société à Responsabilité Limité.

En explorant la forme juridique par branche d'activités, on note que les SARL sont plus des unités économiques œuvrant dans la « Construction » (17,5%). Elles sont suivies par celles exerçant dans les branches « Activités extractives » (6,6%), « Activités spécialisées, scientifiques et techniques » (5,2%), « Activités de transport et entreposage » (4,7%) et « Activités immobilières » (4,5%).

S'agissant des autres formes juridiques autres que la SARL, la coopérative et les autres sociétés, l'on observe qu'elles concernent plus les unités économiques exerçant dans l'enseignement (21,1%) et celles évoluant dans les activités pour la santé humaine et l'action sociale (4,8%).

Tableau 17: Répartition (%) des Unités Economiques par branches d'activités selon la forme Juridique

Branches d'activités	Forme juridique de l'entreprise					
	Ensemble	Entreprise individuelle	SARL	Autres Sociétés[1]	Coopérative	Autre
Total	**100,0**	**97,7**	**0,5**	**0,6**	**0,1**	**1,0**
Agriculture, Sylviculture et Pêche	100,0	94,4	1,0	2,0	1,5	1,1
Activités extractives	100,0	86,0	6,6	4,7	1,7	1,0
Activités de fabrication	100,0	98,5	0,4	0,5	0,2	0,4
Production et distribution d'électricité et de gaz	100,0	91,9	2,4	4,0	0,8	0,8
Production et distribution d'eau, assainissement, traitement des déchets et dépollution	100,0	90,8	2,0	2,0	2,3	3,0
Construction	100,0	79,3	17,5	1,8	0,7	0,6
Commerce	100,0	99,0	0,4	0,3	*	0,4
Transports et entreposage	100,0	89,4	4,7	3,7	0,9	1,3
Hébergement et Restauration	100,0	99,0	0,3	0,2	*	0,4
Information et de communication	100,0	98,7	0,5	0,3	0,1	0,5
Activités financières et d'assurance	100,0	95,5	1,8	1,6	0,8	0,3
Activités immobilières	100,0	91,2	4,5	2,3	0,0	1,9
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	100,0	88,1	5,2	3,0	0,6	3,1
Activités de service de soutien et de bureau	100,0	94,7	2,9	1,4	0,3	0,6
Enseignement	100,0	65,3	2,1	10,6	0,9	21,1
Activités pour la santé humaine et l'action sociale	100,0	89,5	1,4	3,3	1,0	4,8
Activités artistiques, sportives et récréatives	100,0	97,5	0,8	0,9	0,2	0,6
Autres Activités de services n.c.a.	100,0	98,6	0,4	0,4	0,1	0,6

[1] Autres sociétés : Société anonyme (SA), Société en commandite simple (SCS), Société en participation, Groupement d'Intérêt Economique (GIE), Société de fait, Société en Nom collectif (SNC) et SARLU

3.6 TAILLE DES UNITES ECONOMIQUES

Rappelons qu'au sens du RGE, une très petite entreprise est celle ayant un effectif de 1à 5 employés, une petite ou moyenne entreprise est celle avec 6 à 200 employés tandis qu'une grande entreprise est caractérisée par un effectif de plus des 200 employés.

De ce fait, l'analyse du tableau 15 montre qu'en RDC, les entreprises de grande taille sont quasi-inexistantes alors que les très petites entreprises sont les plus représentées avec 95,2% de l'ensemble des unités économiques recensées. Concernant les petites et moyennes entreprises, l'on remarque qu'elles sont plus développées dans les activités de l'enseignement (95,6%), et celles pour la santé humaine et le développement communautaire (36,6%). Cette situation résulterait des initiatives dans la création des écoles et centre de santé privées. On notera que seules, les activités d'extraction (2,9%), présentent un taux assez significatif des grandes entreprises.

Tableau 18: Répartition (%) des Unités Economiques par branches d'activités selon la taille

Branche d'activités	Taille de l'unité économique			
	Ensemble	Très petites entreprises	Petites et moyennes entreprises	Grandes entreprises
Totall	**100,0**	**95,2**	**4,8**	*
Agriculture, Sylviculture et Pêche	100,0	89,9	9,8	0,2
Activités extractives	100,0	77,2	19,9	2,9
Activités de fabrication	100,0	94,7	5,3	*
Production et distribution d'électricité et de gaz	100,0	83,9	15,3	0,8
Production et distribution d'eau, assainissement, traitement des déchets et dépollution	100,0	85,9	13,8	0,3
Construction	100,0	79,9	19,9	0,2
Commerce	100,0	99,1	0,9	*
Transports et entreposage	100,0	80,7	18,7	0,5
Hébergement et Restauration	100,0	96,8	3,2	*
Information et de communication	100,0	98,7	1,3	*
Activités financières et d'assurance	100,0	95,3	4,5	0,3
Activités immobilières	100,0	87,9	12,1	0,0
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	100,0	84,6	15,2	0,2
Activités de service de soutien et de bureau	100,0	91,3	8,3	0,4
Enseignement	100,0	4,3	95,6	0,1
Activités pour la santé humaine et l'action sociale	100,0	63,3	36,6	0,1
Activités artistiques, sportives et récréatives	100,0	96,3	3,6	0,1
Autres Activités de services n.c.a.	100,0	96,3	3,7	*

3.7 HORAIRE DE FONCTIONNEMENT DES UNITES ECONOMIQUES

3.7.1 Heures de Fonctionnement et secteurs d'activités

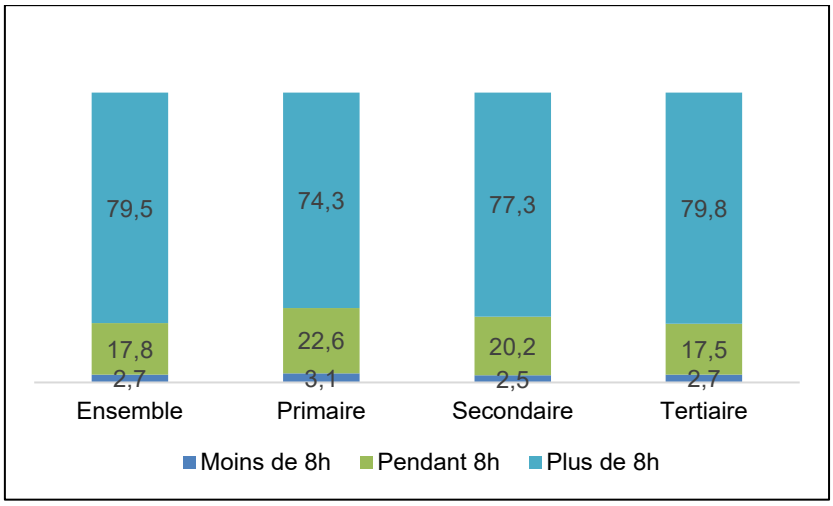
L'analyse du graphique 10 laisse apparaître que dans l'ensemble, près de huit unités économiques recensées sur 10, soit 79,5% fonctionnent plus de 8h par jour contre 17,8% et 2,7% qui fonctionnent respectivement 8h et moins de 8h.

S'agissant de secteurs d'activités, l'on constate que la tendance observée dans l'ensemble à fonctionner plus de 8h, concerne tous les trois secteurs : primaire (74,3%), secondaire (77,3%) et tertiaire (79,8%). La similitude dégagée dans la proportion des unités économiques du secteur tertiaire fonctionnant plus de 8h par jour et celles de l'ensemble fonctionnant également 8h par jour, confirme la concentration des unités économiques dans le secteur tertiaire, environ 9 unités économiques sur 10 recensées.

L'on remarque également que, c'est seulement 3,1% des unités économiques dans le primaire, 2,5% dans le secondaire et 2,7% dans le secteur tertiaire qui fonctionnent moins de 8h par jour.

Considérant les unités économiques fonctionnant 8h par jour, elles sont 22,6% parmi celles du secteur primaire, 20,2% dans le secteur secondaire et 17,5% dans le tertiaire.

Graphique 10: Répartition (%) des unités économiques par secteur selon la durée journalière de fonctionnement

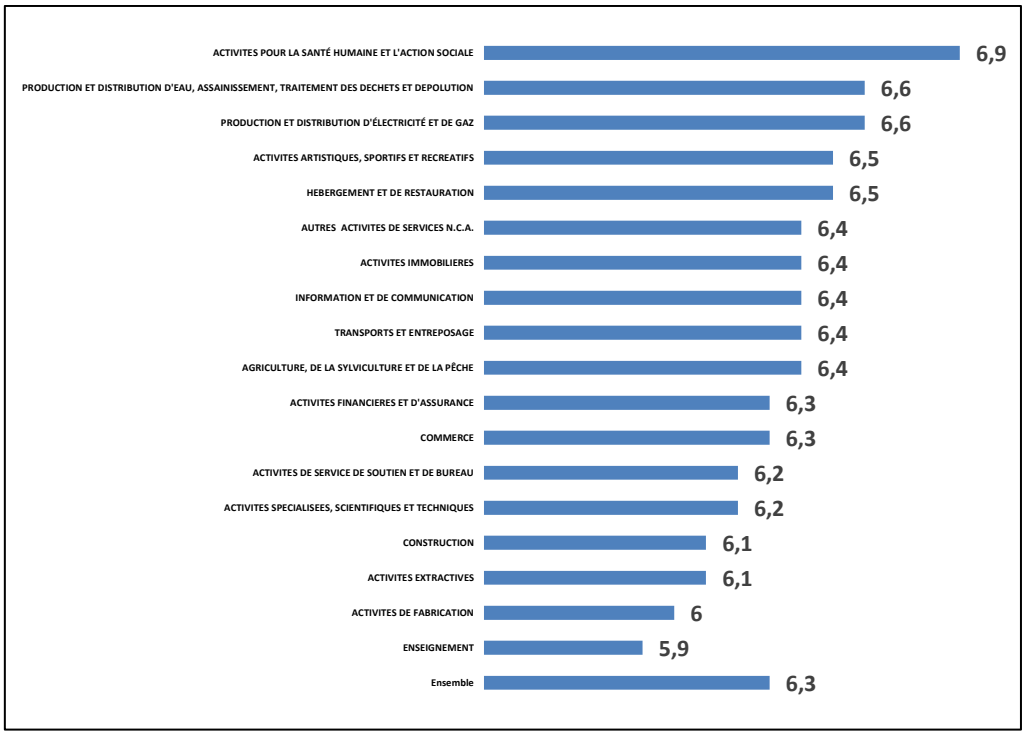


3.7.2 Jours de Fonctionnement et branches d'activités

Il ressort du graphique 11 que dans l'ensemble, quelle que soit l'activité exercée, les unités économiques fonctionnent en moyenne 6,3 jours par semaine. Le nombre moyen de jours de fonctionnement dans l'enseignement (5,9) est assez inférieur à la valeur de 6,3 de l'ensemble de toutes les activités.

Contrairement aux établissements éducatifs qui affichent le plus faible nombre de jours de travail par semaine, les unités intervenant dans la santé humaine et l'action sociale fonctionnent quasiment tous les jours de la semaine avec une moyenne de 6,9 jours.

Graphique 11: Nombre moyen de jours de travail par semaine selon la branche d'activités



Au terme de ce chapitre portant sur les caractéristiques des unités économiques, il ressort que l'essentiel des unités économiques évoluent dans le commerce, soit 65,5% des unités économiques. La répartition par secteur indique prédominance du secteur tertiaire avec 88,8% des unités économiques contre seulement 10,7% pour le secteur secondaire et 0,5% pour le secteur primaire.

L'emploi est essentiellement occupé par les nationaux avec 99,4% de l'ensemble des employés permanents et est caractérisé par une présence masculine assez importante : 6 employés sur 10, soit 62% sont des hommes contre 4 femmes, soit 38%.

Neuf (9) unités économiques sur (10) recensées, soit 95,9% ne détiennent aucun document administratif, et seulement 0,7% d'unités économiques recensées utilisent une comptabilité formelle (OHADA ou autre). Cette situation traduit le faible taux d'entreprises formelles.

On retient également que dans l'ensemble, 3309 hôtels ont été recensés dont 1091 à Kinshasa représentant 33% de l'ensemble des hôtels recensés.

CHAPITRE 4

DEMOGRAPHIE DES UNITES ECONOMIQUES

Tout au long de leur existence, les entreprises peuvent être affectées par plusieurs évènements. Il s'agit notamment des naissances (création), des décès (disparition), des arrêts momentanés, etc. La démographie des unités économiques (UE) permet d'étudier ces différents évènements.

Ce chapitre présentera, d'une part, l'évolution dans le temps de la population des unités recensées, et d'autre part, les caractéristiques des entreprises suivant leur année de création. Pour les analyses, les années de création et de démarrage ont été regroupées par tranches de 10 ans. On notera aussi que ce chapitre ne concerne que les établissements uniques et les établissements principaux (sièges), soit 586 587 UE.

4.1 AGE DES UNITES ECONOMIQUES

Dans le cadre du RGE, l'âge d'une entreprise correspond à la durée écoulée depuis sa création à la date de réalisation du recensement. En RDC, la plupart (74,0 %) des UE ont été créées entre 2010 et 2019. La majorité des UE sont donc relativement jeunes avec un âge moyen de 7,3 ans. Le nombre d'UE créées avant 2000 ne représente que 8,7 % des UE recensées.

Le tableau 19 indique que l'année de création n'est pas forcément l'année de démarrage des activités, même si la plupart des unités économiques lancent leurs activités au cours de leur année de création. En effet, plus de 9 UE sur 10 (94,8 %) démarrent leurs activités la même année que leur création. Cela voudrait signifier qu'en moyenne, une UE met moins d'un an (environ 0,1 an) après sa création pour démarrer ses activités.

Tableau 19: Répartition des unités économiques selon l'année de création

Année	Année de création		Année de demarrage	
	Effectifs	%	Effectifs	%
Total	**586 587**	**100,0**	**586 587**	**100,0**
Avant 1960	1 083	0,2	1 079	0,2
1960 - 1969	996	0,2	988	0,2
1970-1979	4 395	0,7	4 357	0,7
1980-1989	12 190	2,1	12 105	2,1
1990-1999	32 633	5,6	32 217	5,5
2000-2009	101 306	17,3	100 671	17,2
2010-2019	433 984	74,0	435 170	74,2

4.2 AGE DES ENTREPRISES ET SECTEURS D'ACTIVITÉS

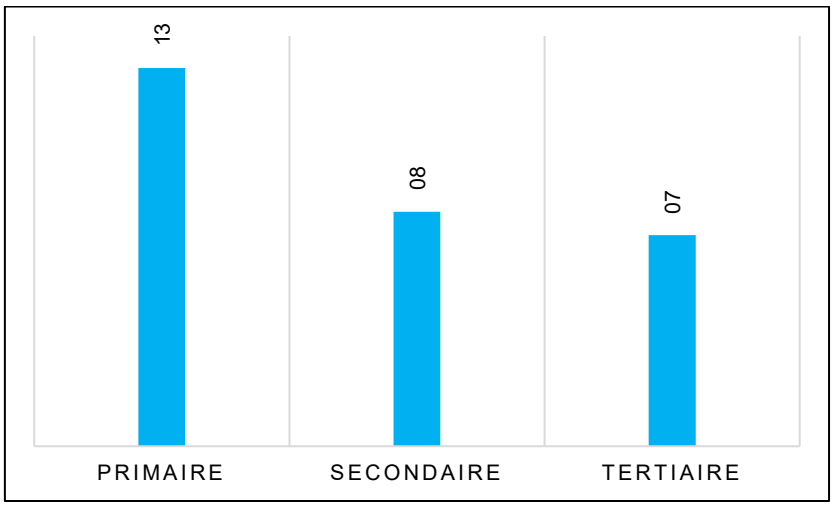
La répartition des UE selon l'année de création par secteur d'activités, montre que plus de 7 UE sur 10 recensées dans les secteurs secondaire et tertiaire ont vu le jour après 2009. En effet, 71,2 % des UE du secteur secondaire et 74,4 % des UE du secteur tertiaire ont été créées au cours de la période allant de 2010 à 2019. La tendance n'est pas la même pour le secteur primaire où les UE créées entre 2010 et 2019 représentent 51,2 % des UE recensées.

Par ailleurs, dans le tableau 20, on constate qu'avant la période allant de 2010 à 2019, la proportion des UE nouvellement créées par secteur d'activités est plus élevée dans le secteur primaire que dans les deux autres secteurs. Les entreprises du secteur primaire sont en général plus anciennes que celles des deux autres secteurs (moyenne d'âge de 12,9 ans pour le secteur primaire contre 8,0 ans et 7,2 ans respectivement pour les secteurs secondaire et tertiaire).

Tableau 20 : Répartition des unités économiques par secteur d'activités selon l'année de création

Année de création	RDC	Secteurs d'activités					
		Primaire		Secondaire		Tertiaire	
	Effectif	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
Ensemble	**586 587**	**2 955**	**100,0**	**63 072**	**100,0**	**520 560**	**100,0**
Avant 1960	1 083	19	0,6	45	0,1	1 019	0,2
1960 - 1969	996	28	0,9	136	0,2	832	0,2
1970-1979	4 395	71	2,4	680	1,1	3 644	0,7
1980-1989	12 190	173	5,9	1 809	2,9	10 208	2
1990-1999	32 633	365	12,4	4 001	6,3	28 267	5,4
2000-2009	101 306	786	26,6	11 486	18,2	89 034	17,1
2010-2019	433 984	1 513	51,2	44 915	71,2	387 556	74,4

Graphique 12:Age moyen des entreprises par secteur d'activités



4.3 AGE ET BRANCHES D'ACTIVITÉS DES ENTREPRISES

En ce qui concerne la branche d'activités, comme cela apparait dans le tableau 21, presque l'ensemble des branches d'activités, à l'exception de « l'Enseignement » et « l'Agriculture, Pêche et Elevage », ont vu plus de 60 % de leurs UE être créées après 2009. Pour la branche de « l'Information et de Communication », c'est plus de 90 % de ses UE qui ont été créées durant cette période.

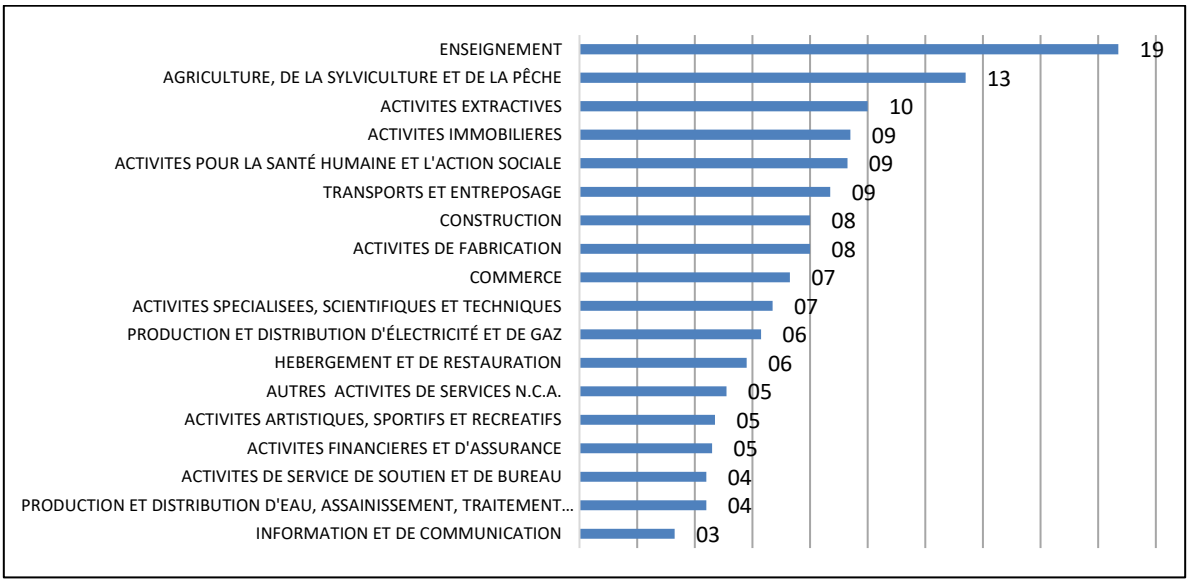
La proportion des UE créées avant 1960 est plus élevée dans la branche de « l'Enseignement » (5,8 %) par rapport aux autres branches d'activités.

Tableau 21 : Répartition des unités économiques par branche d'activités selon l'année de création

Branche d'activités		Année de création							
		Total	Avant 1960	1960 - 1969	1970-1979	1980-1989	1990-1999	2000-2009	2010-2019
RDC	**Effectif**	**586 587**	**1 083**	**996**	**4 395**	**12 190**	**32 633**	**101 306**	**433 984**
	%	**100,0**	**0,2**	**0,2**	**0,7**	**2,1**	**5,6**	**17,3**	**74**
Agriculture, Sylviculture et Pêche	Effectif	2 547	18	27	67	163	321	686	1 265
	%	100	0,7	1,1	2,6	6,4	12,6	26,9	49,7
Activités extractives	Effectif	408	1	1	4	10	44	100	248
	%	100	0,2	0,2	1	2,5	10,8	24,5	60,8
Activités de fabrication	Effectif	62 101	41	135	675	1 789	3 953	11 354	44 154
	%	100	0,1	0,2	1,1	2,9	6,4	18,3	71,1
Production et distribution d'électricité et de gaz	Effectif	124	2	-	2	1	2	11	106
	%	100	1,6	0	1,6	0,8	1,6	8,9	85,5
Production et distribution d'eau, assainissement, traitement des déchets et dépollution	Effectif	305	2	-	1	2	6	26	268
	%	100	0,7	0	0,3	0,7	2	8,5	87,9
Construction	Effectif	542	-	1	2	17	40	95	387
	%	100	0	0,2	0,4	3,1	7,4	17,5	71,4
Commerce	Effectif	384 027	36	335	2 177	8 281	22 945	70 229	280 024
	%	100	0	0,1	0,6	2,2	6	18,3	72,9
Transports et entreposage	Effectif	1 286	2	2	11	34	78	323	836
	%	100	0,2	0,2	0,9	2,6	6,1	25,1	65
Hébergement et Restauration	Effectif	48 854	16	37	237	642	1 716	7 042	39 164
	%	100	0	0,1	0,5	1,3	3,5	14,4	80,2
Information et de communication	Effectif	27 940	-	-	7	10	94	2 014	25 815
	%	100	0	0	0	0	0,3	7,2	92,4
Activités financières et d'assurance	Effectif	3 593	1	-	6	18	79	389	3 100
	%	100	0	0	0,2	0,5	2,2	10,8	86,3
Activités immobilières	Effectif	514	3	8	7	13	31	98	354
	%	100	0,6	1,6	1,4	2,5	6	19,1	68,9
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	Effectif	1 481	-	3	7	22	74	251	1 124
	%	100	0	0,2	0,5	1,5	5	16,9	75,9
Activités de service de soutien et de bureau	Effectif	4 021	-	3	3	17	49	430	3 519
	%	100	0	0,1	0,1	0,4	1,2	10,7	87,5
Enseignement	Effectif	15 164	873	398	1 028	746	1 889	3 595	6 635
	%	100	5,8	2,6	6,8	4,9	12,5	23,7	43,8
Activités pour la santé humaine et l'action sociale	Effectif	7 415	83	31	93	230	499	1 414	5 065
	%	100	1,1	0,4	1,3	3,1	6,7	19,1	68,3
Activités artistiques, sportives et récréatives	Effectif	3 124	2	8	18	30	78	278	2 710
	%	100	0,1	0,3	0,6	1	2,5	8,9	86,7
Autres activités de services n.c.a.	Effectif	23 141	3	7	50	165	735	2 971	19 210
	%	100	0	0	0,2	0,7	3,2	12,8	83

Les UE œuvrant dans l'enseignement sont les plus anciennes, avec une moyenne d'âge de près de 19 ans. Elles sont suivies des UE œuvrant dans les branches de « l'Agriculture, Pêche et Elevage » et d' « Activités extractives » avec respectivement 13,4 ans et 10 ans de moyenne d'âge. Les UE appartenant à la branche de l'information et de la communication sont les plus jeunes, avec 3,3 ans de moyenne d'âge

Graphique 13 : Age moyen des UE par branche d'activités



4.4 AGE DES ENTREPRISES ET TAILLE DES UE

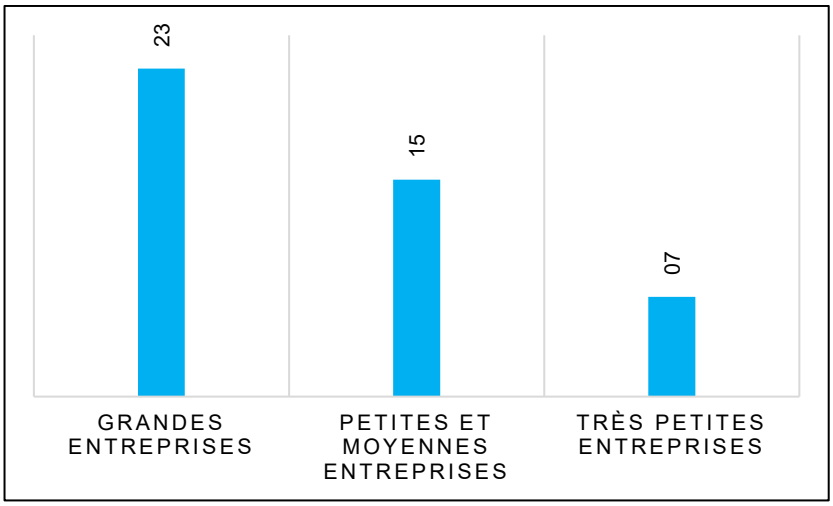
Par rapport à la taille de l'UE, la proportion d'entreprises créées avant 1960 est plus importante chez les Grandes Entreprises que chez les deux autres types d'UE. En effet, il ressort du tableau ci-dessous que 9,2 % des Grandes Entreprises recensées en 2019 ont été créées avant 1960 contre 3,4 % et moins de 0,1 % respectivement chez les Très Petites Entreprises (TPE) et les Petites et Moyennes Entreprises (PME). Cette tendance s'observe jusqu'avant la période allant de 2010 à 2019, période à partir de laquelle la tendance s'inverse.

Le tableau 22 montre que les moyennes d'âges pour ces trois types d'UE sont très différentes. En effet, les TPE sont les plus jeunes avec en moyenne 6,9 ans, suivies des PME avec 15,0 ans. Les Grandes Entreprises sont les plus anciennes avec une moyenne de près de 23 ans d'âge (22,7 ans).

Tableau 22 : Répartition des UE par taille de l'UE selon l'année de création

Année	Taille de l'Unité Economique						RDC
	Très petites entreprises		Petites et moyennes entreprises		Grandes entreprises		
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%	
Total	**558 261**	**100**	**28 217**	**100**	**109**	**100**	**586 587**
Avant 1960	101	0,0	972	3,4	10	9,2	**1 083**
1960 - 1969	524	0,1	471	1,7	1	0,9	**996**
1970-1979	3 173	0,6	1 213	4,3	9	8,3	**4 395**
1980-1989	10 954	2,0	1 231	4,4	5	4,6	**12 190**
1990-1999	29 548	5,3	3 069	10,9	16	14,7	**32 633**
2000-2009	94 614	16,9	6 662	23,6	30	27,5	**101 306**
2010-2019	419 347	75,1	14 599	51,7	38	34,9	**433 984**

Graphique 14 : Age moyen des UE suivant la taille de l'UE



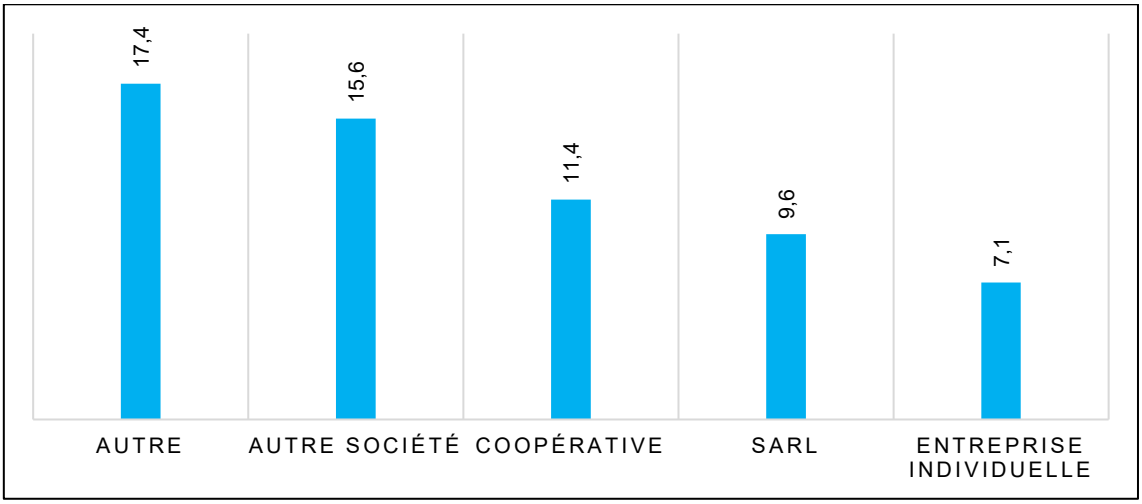
4.5 AGE ET FORME JURIDIQUE DES ENTREPRISES

Le tableau 23 montre que pour ce qui est de la forme juridique, près de 75 % des Entreprises Individuelles ont été créées entre 2010 et 2019. Durant cette même période, c'est respectivement 66,9 % et 59,9 % des UE créées respectivement pour les SARL et les coopératives. Seules les autres sociétés et les autres formes juridiques ont moins de la moitié de leurs UE créées entre 2010 et 2019. Par ailleurs, la proportion des entreprises créées avant 1960 est plus élevée pour les autres formes juridiques (5,9 %) par rapport au reste des formes juridiques. Les UE classées dans la catégorie « Autre forme juridique » sont les plus âgées avec une moyenne d'âge de plus de 17 ans. Elles sont suivies des UE classées dans la catégorie « Autre société » (SA, SCS, Société de participation, GIE, Société de fait, SNC) qui ont en moyenne 15,6 ans. Les entreprises individuelles sont les plus jeunes avec une moyenne d'âge de 7,1 ans comme le montre le graphique 15 ci-dessous.

Tableau 23 : Répartition des UE par forme juridique selon l'année de création

Année	Forme juridique de l'Unité Economique										RDC
	Entreprise individuelle		SARL		Autre Société		Coopérative		Autre		
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%	
Total	**573 382**	**100**	**2 949**	**100**	**3 784**	**100**	**684**	**100**	**5 788**	**100**	**586 587**
Avant 1960	563	0,1	26	0,9	143	3,8	11	1,6	340	5,9	1 083
1960 - 1969	769	0,1	25	0,8	83	2,2	12	1,8	107	1,8	996
1970-1979	3 808	0,7	43	1,5	193	5,1	12	1,8	339	5,9	4 395
1980-1989	11 622	2,0	83	2,8	176	4,7	26	3,8	283	4,9	12 190
1990-1999	31 247	5,4	233	7,9	412	10,9	64	9,4	677	11,7	32 633
2000-2009	98 441	17,2	567	19,2	892	23,6	149	21,8	1 257	21,7	101 306
2010-2019	426 932	74,5	1 972	66,9	1 885	49,8	410	59,9	2 785	48,1	433 984

Graphique 15 : Age moyen des UE par forme juridique



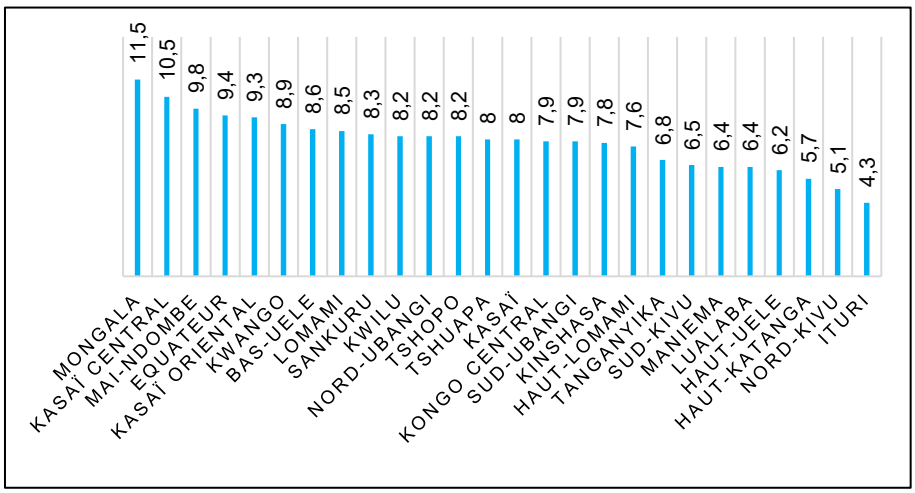
4.6 AGE DES UNITES ECONOMIQUES SELON LA PROVINCE

Plus de 60 % des UE dans chaque province ont été créées après 2010. Pour les provinces du Haut – Uele, de l'Ituri, du Nord – Kivu et du Haut – Katanga, c'est plus de 8 UE sur 10 qui ont été créées après 2010. Les UE des provinces de l'Ituri, du Nord – Kivu et du Haut – Katanga sont les plus jeunes avec des moyennes d'âges n'atteignant pas 6 ans. En revanche les UE des provinces de la Mongala et du Kasai Central sont les plus anciennes avec plus de 10 ans de moyenne d'âges (respectivement 11,5 ans et 10,5 ans).

Tableau 24 : Répartition des UE par province selon la tranche de l'année de création

Provinces		Tranche année de création							Ensemble
		Avant 1960	1960 - 1969	1970-1979	1980-1989	1990-1999	2000-2009	2010-2019	
RDC	**Effectif**	**1 083**	**996**	**4 395**	**12 190**	**32 633**	**101 306**	**433 984**	**586 587**
	%	0,2	0,2	0,7	2,1	5,6	17,3	74,0	100
KINSHASA	Effectif	66	245	1 432	4 625	11 490	32 076	124 834	174 768
	%	0,0	0,1	0,8	2,6	6,6	18,4	71,4	100,0
KONGO CENTRAL	Effectif	249	150	427	903	2 419	7 433	30 617	42 198
	%	0,6	0,4	1,0	2,1	5,7	17,6	72,6	100,0
KWANGO	Effectif	45	34	85	163	469	1 136	4 234	6 166
	%	0,7	0,6	1,4	2,6	7,6	18,4	68,7	100,0
KWILU	Effectif	26	48	174	422	1 201	3 578	12 691	18 140
	%	0,1	0,3	1,0	2,3	6,6	19,7	70,0	100,0
MAI-NDOMBE	Effectif	73	27	123	209	593	1 691	5 268	7 984
	%	0,9	0,3	1,5	2,6	7,4	21,2	66,0	100,0
EQUATEUR	Effectif	21	18	121	355	930	2 815	7 401	11 661
	%	0,2	0,2	1,0	3,0	8,0	24,1	63,5	100,0
NORD-UBANGI	Effectif	1	3	15	115	489	1 557	4 603	6 783
	%	0,0	0,0	0,2	1,7	7,2	23,0	67,9	100,0
SUD-UBANGI	Effectif	20	12	52	164	369	1 657	5 224	7 498
	%	0,3	0,2	0,7	2,2	4,9	22,1	69,7	100,0
MONGALA	Effectif	35	24	38	101	193	497	1 385	2 273
	%	1,5	1,1	1,7	4,4	8,5	21,9	60,9	100,0
TSHUAPA	Effectif	2	4	25	83	196	761	2 444	3 515
	%	0,1	0,1	0,7	2,4	5,6	21,7	69,5	100,0
TSHOPO	Effectif	71	38	242	655	1 642	4 307	16 706	23 661
	%	0,3	0,2	1,0	2,8	6,9	18,2	70,6	100,0
BAS-UELE	Effectif	83	25	85	156	253	810	3 993	5 405
	%	1,5	0,5	1,6	2,9	4,7	15,0	73,9	100,0
HAUT-UELE	Effectif	32	19	99	218	436	1 469	9 475	11 748
	%	0,3	0,2	0,8	1,9	3,7	12,5	80,7	100,0
ITURI	Effectif	20	9	44	121	347	1 882	16 893	19 316
	%	0,1	0,0	0,2	0,6	1,8	9,7	87,5	100,0
NORD-KIVU	Effectif	29	32	148	334	1 159	5 944	42 312	49 958
	%	0,1	0,1	0,3	0,7	2,3	11,9	84,7	100,0
SUD-KIVU	Effectif	48	59	236	616	1 642	5 291	27 291	35 183
	%	0,1	0,2	0,7	1,8	4,7	15,0	77,6	100,0
MANIEMA	Effectif	30	20	80	163	424	1 694	9 168	11 579
	%	0,3	0,2	0,7	1,4	3,7	14,6	79,2	100,0
HAUT-KATANGA	Effectif	15	30	206	742	2 318	7 787	45 578	56 676
	%	0,0	0,1	0,4	1,3	4,1	13,7	80,4	100,0
HAUT-LOMAMI	Effectif	4	6	44	131	410	1 355	4 901	6 851
	%	0,1	0,1	0,6	1,9	6,0	19,8	71,5	100,0
LUALABA	Effectif	45	23	88	221	762	2 133	12 093	15 365
	%	0,3	0,1	0,6	1,4	5,0	13,9	78,7	100,0
TANGANYIKA	Effectif	2	5	13	110	418	2 545	9 023	12 116
	%	0,0	0,0	0,1	0,9	3,4	21,0	74,5	100,0
LOMAMI	Effectif	28	38	96	248	742	2 316	7 626	11 094
	%	0,3	0,3	0,9	2,2	6,7	20,9	68,7	100,0
SANKURU	Effectif	30	13	58	123	317	1 100	3 844	5 485
	%	0,5	0,2	1,1	2,2	5,8	20,1	70,1	100,0
KASAÏ ORIENTAL	Effectif	23	43	146	668	1 922	4 811	13 268	20 881
	%	0,1	0,2	0,7	3,2	9,2	23,0	63,5	100,0
KASAÏ	Effectif	17	13	82	173	520	1 948	6 267	9 020
	%	0,2	0,1	0,9	1,9	5,8	21,6	69,5	100,0
KASAÏ CENTRAL	Effectif	68	58	236	371	972	2 713	6 845	11 263
	%	0,6	0,5	2,1	3,3	8,6	24,1	60,8	100,0

Graphique 16 : Age moyen des UE par province



CHAPITRE 5

SITUATION FINANCIERE DES UNITES ECONOMIQUES

Ce chapitre analyse les caractéristiques financières des unités économiques recensées. On y présente le capital social des unités économiques, la masse salariale qu'elles supportent, leurs chiffres d'affaires et leurs valeurs ajoutées exprimées en monnaie nationale. L'accent est mis sur la répartition de ces valeurs selon diverses caractéristiques telles que la province, la taille de l'UE, la branche d'activités, etc.

Les établissements secondaires n'étant pas concernés par les variables citées ci haut, l'analyse de ce chapitre ne porte que sur les établissements uniques et les établissements principaux (sièges). Elle concerne donc 586 587 unités économiques.

5.1 CAPITAL SOCIAL DES UNITES ECONOMIQUES

Le capital social d'une entreprise représente le montant des apports en numéraire ou en nature faits par les actionnaires ou associés au moment de la création de l'entreprise ou lors d'une augmentation du capital. Dans le cadre du RGE, le capital de l'entreprise est celui évalué au moment de la collecte des données. La capitalisation totale en RDC est estimée à la fin de l'exercice comptable 2018 à 566 529 milliards de CDF. La répartition de ce montant indique que les très petites entreprises détiennent 53,5% de la masse du capital national. Cependant, le capital social moyen est plus important dans les Grandes Entreprises (86,749 milliards de CDF) que dans les Très Petites Entreprises (543 millions de CDF).

Tableau 25 Répartition du capital des unités économiques selon la taille des unités économiques

Taille	Effectif	Capital social		
		Masse (milliards de CDF)	%	Moyenne (Millions de CDF)
Ensemble	**586 587**	**566 529**	**100,0**	**966**
Très petites entreprises	558 261	303 007	53,5	543
Petites et moyennes entreprises	28 217	254 066	44,8	9 004
Grandes entreprises	109	9 456	1,7	86 749

5.1.1 Capital social et provinces

Quatre (4) provinces concentrant la grande majorité des UE à fort capital social.

Le tableau 26 indique que la proportion des UE capitalisées à plus de 100 millions de CDF ne dépasse pas 5 % quelle que soit la province. Cette proportion étant de 1,2 % au niveau national. Pour la plupart des provinces, la proportion des UE de moins de 1 millions de CDF de capital social est de plus de 60 %, à l'exception des provinces de la Mongala (38,8 %), de Kinshasa (55,7 %), du Kasaï (58,6 %) et du Lualaba (58,6 %).

Les provinces de Kinshasa (2139), du Haut-Katanga (690), du Nord-Kivu (511) et du Kongo Central (605) concentrent à elles quatre (4) plus de la moitié des 6813 UE de plus de 100 millions de CDF de

capital social. Il sied de noter que 31,4% des UE dont le capital social est de plus de 100 millions se trouvent à Kinshasa.

Tableau 26 : Répartition des unités économiques par province et par tranche de capital social

Province	Total		Capital social (CDF)							
			Moins d'1 million		1 à moins de 10 millions		10 à moins de 100 millions		100 millions et plus	
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
RDC	**586 587**	**100,0**	**375 158**	**64,0**	**177 010**	**30,2**	**27 606**	**4,7**	**6 813**	**1,2**
KINSHASA	174 768	100,0	97 315	55,7	65 615	37,5	9 699	5,5	2 139	1,2
KONGO CENTRAL	42 198	100,0	31 605	74,9	8 378	19,9	1 610	3,8	605	1,4
KWANGO	6 166	100,0	3 754	60,9	1 870	30,3	417	6,8	125	2,0
KWILU	18 140	100,0	13 559	74,7	3 963	21,8	508	2,8	110	0,6
MAI-NDOMBE	7 984	100,0	5 243	65,7	2 277	28,5	396	5,0	68	0,9
EQUATEUR	11 661	100,0	8 929	76,6	2 395	20,5	280	2,4	57	0,5
NORD-UBANGI	6 783	100,0	5 360	79,0	1 083	16,0	289	4,3	51	0,8
SUD-UBANGI	7 498	100,0	5 371	71,6	1 645	21,9	384	5,1	98	1,3
MONGALA	2 273	100,0	882	38,8	987	43,4	309	13,6	95	4,2
TSHUAPA	3 515	100,0	2 349	66,8	992	28,2	158	4,5	16	0,5
TSHOPO	23 661	100,0	17 033	72,0	5 483	23,2	908	3,8	237	1,0
BAS-UELE	5 405	100,0	3 253	60,2	1 651	30,5	405	7,5	96	1,8
HAUT-UELE	11 748	100,0	7 508	63,9	3 457	29,4	657	5,6	126	1,1
ITURI	19 316	100,0	12 075	62,5	6 183	32,0	871	4,5	187	1,0
NORD-KIVU	49 958	100,0	31 270	62,6	16 034	32,1	2 143	4,3	511	1,0
SUD-KIVU	35 183	100,0	25 549	72,6	7 901	22,5	1 320	3,8	413	1,2
MANIEMA	11 579	100,0	7 004	60,5	3 720	32,1	683	5,9	172	1,5
HAUT-KATANGA	56 676	100,0	35 035	61,8	18 424	32,5	2 527	4,5	690	1,2
HAUT-LOMAMI	6 851	100,0	4 636	67,7	1 855	27,1	306	4,5	54	0,8
LUALABA	15 365	100,0	9 004	58,6	5 263	34,3	882	5,7	216	1,4
TANGANYIKA	12 116	100,0	8 236	68,0	3 290	27,2	492	4,1	98	0,8
LOMAMI	11 094	100,0	7 808	70,4	2 792	25,2	396	3,6	98	0,9
SANKURU	5 485	100,0	3 713	67,7	1 522	27,7	193	3,5	57	1,0
KASAÏ ORIENTAL	20 881	100,0	16 329	78,2	3 764	18,0	625	3,0	163	0,8
KASAÏ	9 020	100,0	5 284	58,6	2 999	33,2	580	6,4	157	1,7
KASAÏ CENTRAL	11 263	100,0	7 054	62,6	3 467	30,8	568	5,0	174	1,5

5.1.2 Capital social et branches d'activités

Dans la plupart des branches présentées dans le tableau 27, la majorité des UE exercent avec un capital de moins de 1 millions de CDF. Parmi elles, la branche « d'Information et communication » se distingue avec plus de 77 % d'UE de moins de 1 million de capital social. En ce qui concerne les UE de plus de 100 millions de CDF, c'est dans la branche des « Activités immobilières » qu'on observe une proportion plus importante (14 %), suivie des « Activités d'enseignements » avec 12 %.

Tableau 27 : Répartition des unités économiques par tranche de capital selon la branche d'activités

Branche d'activités	Total		Capital social (CDF)							
			Moins d'1 million		1 à moins de 10 millions		10 à moins de 100 millions		100 millions et plus	
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
RDC	**586 587**	**100,0**	**375 158**	**64,0**	**177 010**	**30,2**	**27 606**	**4,7**	**6 813**	**1,2**
Agriculture, Sylviculture et Pêche	2 547	100,0	1 280	50,3	894	35,1	315	12,4	58	2,3
Activités extractives	408	100,0	282	69,1	58	14,2	44	10,8	24	5,9
Activités de fabrication	62 101	100,0	41 646	67,1	18 825	30,3	1 284	2,1	346	0,6
Production et distribution d'électricité et de gaz	124	100,0	45	36,3	58	46,8	17	13,7	4	3,2
Production et distribution d'eau, assainissement, traitement des déchets et dépollution	305	100,0	151	49,5	83	27,2	63	20,7	8	2,6
Construction	542	100,0	193	35,6	201	37,1	101	18,6	47	8,7
Commerce	384 027	100,0	248 281	64,7	117 305	30,5	15 893	4,1	2 548	0,7
Transports et entreposage	1 286	100,0	461	35,8	529	41,1	206	16,0	90	7,0
Hébergement et Restauration	48 854	100,0	34 140	69,9	11 873	24,3	2 002	4,1	839	1,7
Information et de communication	27 940	100,0	21 543	77,1	5 774	20,7	481	1,7	142	0,5
Activités financières et d'assurance	3 593	100,0	1 304	36,3	1 909	53,1	285	7,9	95	2,6
Activités immobilières	514	100,0	168	32,7	184	35,8	90	17,5	72	14,0
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	1 481	100,0	662	44,7	653	44,1	135	9,1	31	2,1
Activités de service de soutien et de bureau	4 021	100,0	1 458	36,3	2 128	52,9	340	8,5	95	2,4
Enseignement	15 164	100,0	3 141	20,7	5 807	38,3	4 329	28,5	1 887	12,4
Activités pour la santé humaine et l'action sociale	7 415	100,0	1 426	19,2	4 026	54,3	1 563	21,1	400	5,4
Activités artistiques, sportives et récréatives	3 124	100,0	1 824	58,4	1 126	36,0	131	4,2	43	1,4
Autres activités de services n.c.a.	23 141	100,0	17 153	74,1	5 577	24,1	327	1,4	84	0,4

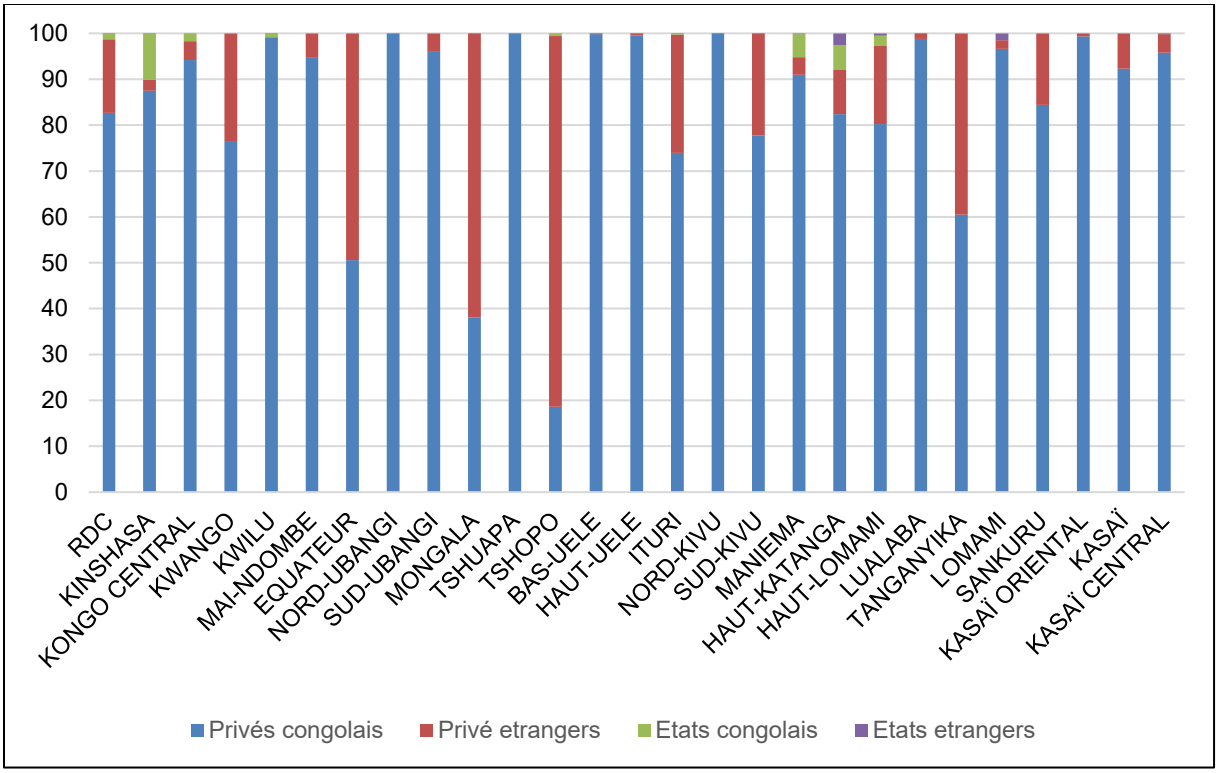
5.1.3 Origine du capital social

Les Congolais détiennent la majeure partie du capital social en RDC.

Au niveau national ce sont les privés de nationalité congolaise qui détiennent l'essentiel du capital des UE avec plus de 82,0 % des parts. Les privés étrangers détiennent environ 16,0 % des parts. L'Etat congolais ne possède que 1,1 % du capital et les parts des Etats étrangers sont de moins de 0,01 %.

Cette répartition s'observe également pour la plupart des 26 provinces à l'exception de quelques-unes où les privés étrangers détiennent les plus grosses parts du capital. C'est le cas des provinces de la Mongala et de la Tshopo où les privés étrangers participent respectivement à hauteur de 61,2 % et 80,8 %. Il sied de souligner que dans les provinces du Nord-Ubangi, du Kwilu, Bas-Uele, du Haut-Uele, du Nord-Kivu et du Kasaï Oriental, les privés congolais détiennent la quasi-totalité du capital avec plus de 99 % des parts.

Tableau 28 : Répartition (%) du capital social selon l'origine



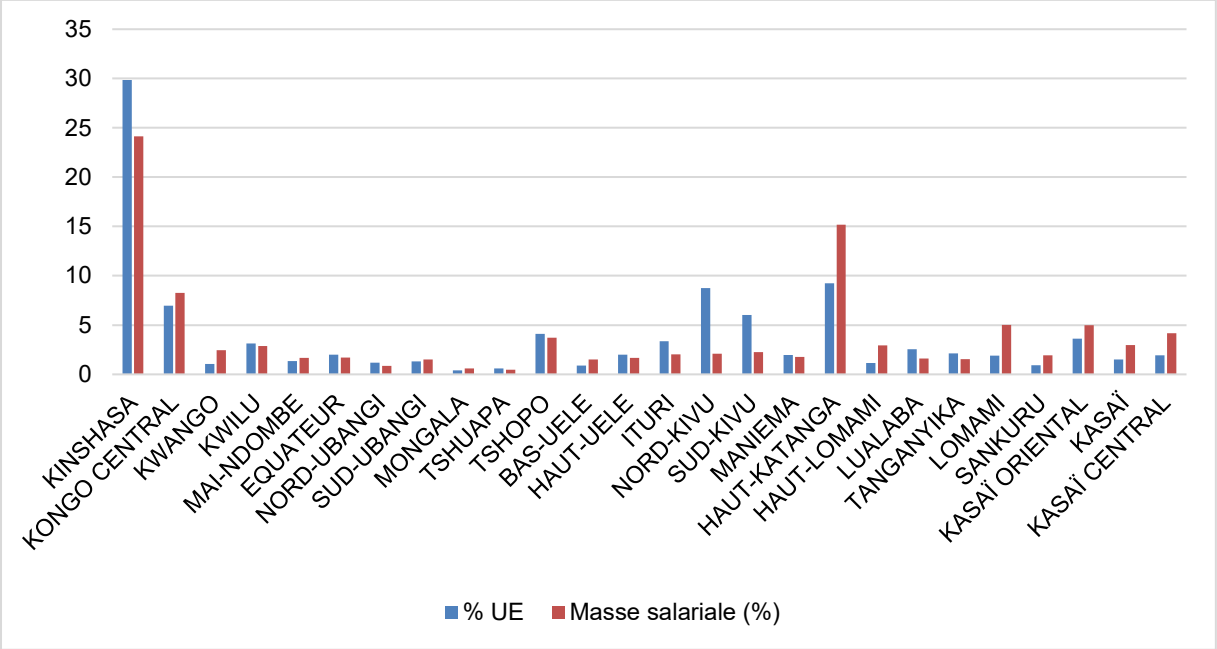
5.2 MASSE SALARIALE SUPPORTEE PAR LES ENTREPRISES

5.2.1 Masse salariale et province

Près de la moitié de la masse salariale supportée par les UE de Kinshasa et du Haut-Katanga.

La masse salariale versée au personnel permanent durant l'exercice 2018 est estimée à plus de 10 790 milliards de FC. La part versée par les UE de la province de Kinshasa (29,6 % de l'ensemble des UE), est d'environ 24,0 %. Après Kinshasa, on retrouve les provinces du Haut-Katanga (9,5 % de l'ensemble UE) et du Kongo central (7,2 % de l'ensemble UE) qui ont versé respectivement 15,0 % de la masse salariale et 8,0 % de la masse salariale. Les provinces de la Mongala et de la Tshuapa sont celles qui ont supporté le faible de ce montant avec 0,6 % et 0,5 % respectivement.

Graphique 17 : Répartition de la masse salariale (%) et des UE (%) selon la province

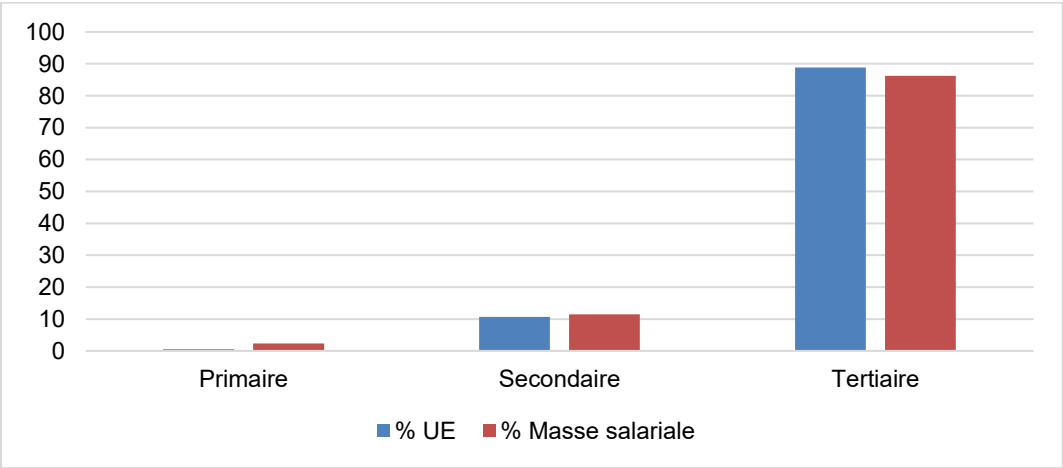


5.2.2 Masse salariale et secteur d'activités

Les UE œuvrant dans le secteur tertiaire paient l'essentiel des salaires.

Le secteur tertiaire supporte la grosse part de la masse salariale versée en 2018, soit environ 86 % de la masse salariale totale pour 89 % des UE recensées. Le secteur primaire a payé à peine 2 % de la masse salariale, ce qui est à l'image de la part des UE exerçant dans ce secteur, soit 0,5 %.

Graphique 18 : Répartition de la masse salariale (%) et des UE (%) selon le secteur d'activités



5.3 CHIFFRE D'AFFAIRES DES ENTREPRISES

Le secteur informel pèse presqu'autant que le secteur formel.

Le chiffre d'affaires hors taxe représente le montant total des ventes de produits et de prestations de services réalisées par les entreprises au cours d'un exercice comptable donné. Le chiffre d'affaires peut être vu comme un indicateur de performance de l'entreprise durant une période de temps donnée. Pour

l'exercice comptable de 2018, le chiffre d'affaires déclaré par les UE recensées est évalué à 422 854 milliards de CDF. Ce montant est réparti entre les UE formelles et informelles en raison de 48,8 % et 51,2 %.

5.3.1 Chiffre d'affaires dans le secteur formel

5.3.1.1 Chiffre d'affaires des entreprises du secteur formelle et provinces

On note qu'au niveau national, la plupart des UE ont réalisé un chiffre d'affaires compris entre 10 millions et moins de 1 milliard de CDF (32,9 % pour la tranche 10 à moins de 100 millions et 29,3 % pour la tranche 100 millions à moins de 1 milliard de CDF). Seulement 11,6 % des UE ont un chiffre d'affaires de plus de 1 milliard de CDF.

C'est dans les provinces de l'Equateur et du Sankuru qu'on observe des plus importantes proportions des UE de plus de 1 milliard de CDF de chiffre d'affaires, 33,3 % et 38,5 % respectivement. Dans la grande majorité des provinces, la proportion des UE de moins de 10 millions de capital ne dépasse pas 50 %, à l'exception du Kwilu (50,0 %), de la Tshuapa (66,7 %) et du Bas-Uele (66,7 %).

Tableau 29 : Répartition des unités économiques selon le chiffre d'affaires et la province

Province	Total		Chiffre d'affaires (CDF)							
			Moins de 10 millions		De 10 à moins de 100 millions		De 100 millions à moins d'un milliard		1 milliard et plus	
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
RDC	**2510**	**100,0**	**659**	**26,3**	**826**	**32,9**	**735**	**29,3**	**290**	**11,6**
KINSHASA	1413	100,0	336	23,8	484	34,3	434	30,7	159	11,3
KONGO CENTRAL	109	100,0	32	29,4	38	34,9	22	20,2	17	15,6
KWANGO	50	100,0	10	20,0	14	28,0	17	34,0	9	18,0
KWILU	34	100,0	17	50,0	10	29,4	4	11,8	3	8,8
MAI-NDOMBE	4	100,0	1	25,0	-	-	2	50,0	1	25,0
EQUATEUR	9	100,0	2	22,2	2	22,2	2	22,2	3	33,3
NORD-UBANGI	6	100,0	2	33,3	1	16,7	3	50,0	-	-
SUD-UBANGI	7	100,0	2	28,6	3	42,9	2	28,6	-	-
MONGALA	2	100,0	-	-	1	50,0	1	50,0	-	-
TSHUAPA	3	100,0	2	66,7	1	33,3	-	-	-	-
TSHOPO	77	100,0	20	26,0	32	41,6	19	24,7	6	7,8
BAS-UELE	6	100,0	4	66,7	1	16,7	-	-	1	16,7
HAUT-UELE	14	100,0	1	7,1	10	71,4	2	14,3	1	7,1
ITURI	39	100,0	13	33,3	13	33,3	10	25,6	3	7,7
NORD-KIVU	132	100,0	47	35,6	32	24,2	38	28,8	15	11,4
SUD-KIVU	133	100,0	54	40,6	44	33,1	26	19,5	9	6,8
MANIEMA	31	100,0	5	16,1	9	29,0	11	35,5	6	19,4
HAUT-KATANGA	253	100,0	62	24,5	60	23,7	92	36,4	39	15,4
HAUT-LOMAMI	10	100,0	3	30,0	1	10,0	5	50,0	1	10,0
LUALABA	43	100,0	10	23,3	19	44,2	13	30,2	1	2,3
TANGANYIKA	20	100,0	4	20,0	9	45,0	6	30,0	1	5,0
LOMAMI	26	100,0	8	30,8	10	38,5	7	26,9	1	3,8
SANKURU	13	100,0	3	23,1	2	15,4	3	23,1	5	38,5
KASAÏ ORIENTAL	24	100,0	4	16,7	7	29,2	8	33,3	5	20,8
KASAÏ	14	100,0	5	35,7	7	50,0	2	14,3	-	-
KASAÏ CENTRAL	38	100,0	12	31,6	16	42,1	6	15,8	4	10,5

5.3.1.2 Chiffre d'affaires des entreprises du secteur formel et secteur d'activités

Plus de 5 entreprises sur 10 du secteur primaire ont réalisé un chiffre d'affaires de plus de 1 milliard de CDF alors que dans les autres secteurs il y a moins de 2 entreprises sur 10 dont le chiffre d'affaires varie dans cet intervalle.

La majeure partie des UE du secteur secondaire (29,2%) et tertiaire (33,6%) ont réalisé un chiffre d'affaires compris entre 10 et moins de 100 millions de CDF.

Tableau 30 : Répartition des unités économiques selon le chiffre d'affaires et le secteur d'activités

Secteur d'activités	Total		Chiffre d'affaires (CDF)							
			Moins de 10 millions		De 10 à moins de 100 millions		De 100 millions à moins de 1 milliard		1 milliard et plus	
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
RDC	**2510**	**100,0**	**659**	**26,3**	**826**	**32,9**	**735**	**29,3**	**290**	**11,6**
Primaire	33	100,0	6	18,2	5	15,2	4	12,1	18	54,5
Secondaire	267	100,0	70	26,2	78	29,2	72	27,0	47	17,6
Tertiaire	2210	100,0	583	26,4	743	33,6	659	29,8	225	10,2

5.3.1.3 Chiffre d'affaires des entreprises du secteur formel et forme juridique

La grande majorité des entreprises individuelles ont réalisé un chiffre d'affaires variant de 10 à moins de 100 millions de CDF, soit 39,7 %. Seulement 7,3 % d'entre elles ont un chiffre d'affaires de plus de 1 milliard de CDF. Parmi les SARL, 16,7 % ont un chiffre d'affaires de plus de 1 milliard de CDF. Aussi, la plus grande proportion des UE dont le chiffre d'affaires est plus de 1 milliard de CDF est observé dans le groupe des autres sociétés (21,8 %).

Tableau 31 : Répartition des unités économiques selon le chiffre d'affaires et la forme juridique

Forme juridique	Total		Chiffre d'affaires (CDF)							
			Moins de 10 millions		De 10 à moins de 100 millions		De 100 millions à moins de 1 milliard		1 milliard et plus	
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
RDC	**2510**	**100,0**	**659**	**26,3**	**826**	**32,9**	**735**	**29,3**	**290**	**11,6**
Entreprise individuelle	1497	100,0	363	24,2	594	39,7	431	28,8	109	7,3
SARL	663	100,0	187	28,2	157	23,7	208	31,4	111	16,7
Autre Société	261	100,0	85	32,6	51	19,5	68	26,1	57	21,8
Coopérative	24	100,0	5	20,8	8	33,3	8	33,3	3	12,5
Autre	65	100,0	19	29,2	16	24,6	20	30,8	10	15,4

5.3.2 Chiffre d'affaires dans le secteur informel

5.3.2.1 Chiffre d'affaires des unités économiques du secteur informel et province

Au niveau national, plus de 62 % d'UE informelles ont réalisé un chiffre d'affaires de moins de 10 millions de CDF tandis que les UE dont de chiffre d'affaires dépasse 1 milliard de CDF représentent seulement 1,8 %.

Au niveau des provinces on note également une prépondérance des UE de moins de 10 millions de CDF de chiffre d'affaires. Pour l'ensemble des provinces, la proportion des UE dont le chiffre d'affaires

varie dans cette tranche est de plus de 70 % à l'exception de la Mongala (64,9%), et du Haut-Katanga (69,4%). La proportion des entreprises dont le chiffre d'affaires est de plus de 1 milliard de CDF ne dépasse pas 5,0 % quelle que soit la province.

Tableau 32 : Répartition des unités économiques informelles selon le chiffre d'affaires et la province

Province	Total		Chiffre d'affaires (CDF)							
			Moins de 10 millions		De 10 à moins de 100 millions		De 100 millions à moins de 1 milliard		1 milliard et plus	
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
RDC	**584 077**	**100,0**	**420 677**	**72,0**	**124 127**	**21,3**	**29 019**	**5,0**	**10 254**	**1,8**
KINSHASA	173 355	100,0	107 471	62,0	53 228	30,7	9 861	5,7	2 795	1,6
KONGO CENTRAL	42 089	100,0	32 655	77,6	6 909	16,4	1 649	3,9	876	2,1
KWANGO	6 116	100,0	4 348	71,1	859	14,0	660	10,8	249	4,1
KWILU	18 106	100,0	14 069	77,7	3 029	16,7	674	3,7	334	1,8
MAI-NDOMBE	7 980	100,0	6 807	85,3	740	9,3	223	2,8	210	2,6
EQUATEUR	11 652	100,0	8 194	70,3	2 789	23,9	460	3,9	209	1,8
NORD-UBANGI	6 777	100,0	5 414	79,9	1 003	14,8	249	3,7	111	1,6
SUD-UBANGI	7 491	100,0	5 773	77,1	1 188	15,9	333	4,4	197	2,6
MONGALA	2 271	100,0	1 473	64,9	584	25,7	153	6,7	61	2,7
TSHUAPA	3 512	100,0	2 713	77,2	547	15,6	195	5,6	57	1,6
TSHOPO	23 584	100,0	16 709	70,8	5 566	23,6	864	3,7	445	1,9
BAS-UELE	5 399	100,0	4 077	75,5	715	13,2	443	8,2	164	3,0
HAUT-UELE	11 734	100,0	8 835	75,3	2 222	18,9	475	4,0	202	1,7
ITURI	19 277	100,0	15 287	79,3	3 035	15,7	679	3,5	276	1,4
NORD-KIVU	49 826	100,0	38 911	78,1	9 425	18,9	1 239	2,5	251	0,5
SUD-KIVU	35 050	100,0	28 302	80,7	5 208	14,9	1 198	3,4	342	1,0
MANIEMA	11 548	100,0	9 435	81,7	1 482	12,8	436	3,8	195	1,7
HAUT-KATANGA	56 423	100,0	39 162	69,4	13 708	24,3	2 765	4,9	788	1,4
HAUT-LOMAMI	6 841	100,0	4 997	73,0	543	7,9	1 066	15,6	235	3,4
LUALABA	15 322	100,0	11 366	74,2	3 300	21,5	483	3,2	173	1,1
TANGANYIKA	12 096	100,0	9 807	81,1	1 581	13,1	521	4,3	187	1,5
LOMAMI	11 068	100,0	8 049	72,7	1 047	9,5	1 527	13,8	445	4,0
SANKURU	5 472	100,0	4 504	82,3	482	8,8	317	5,8	169	3,1
KASAÏ ORIENTAL	20 857	100,0	16 759	80,4	2 402	11,5	1 276	6,1	420	2,0
KASAÏ	9 006	100,0	6 661	74,0	1 258	14,0	678	7,5	409	4,5
KASAÏ CENTRAL	11 225	100,0	8 899	79,3	1 277	11,4	595	5,3	454	4,0

5.3.2.2 Chiffre d'affaires des unités économiques du secteur informel et secteur d'activités

Dans tous les secteurs d'activités, on note que plus de 71,0 % des UE ont réalisé un chiffre d'affaires de moins de 10 millions de CDF. Par ailleurs, la proportion des UE dont le chiffre d'affaires est de plus de 1 milliard de CDF est plus importante dans le secteur primaire (4,0 %) que dans les deux autres secteurs (moins de 2,0 %).

Tableau 33 : Répartition du chiffre d'affaires des unités informelles selon le secteur d'activités

Secteur d'activités	Total		Chiffre d'affaires (CDF)							
			Moins de 10 millions		De 10 à moins de 100 millions		De 100 millions à moins de 1 milliard		1 milliard et plus	
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
RDC	**584 077**	**100,0**	**420 677**	**72,0**	**124 127**	**21,3**	**29 019**	**5,0**	**10 254**	**1,8**
Primaire	2 917	100,0	2 075	71,1	461	15,8	263	9,0	118	4,0
Secondaire	62 752	100,0	49 556	79,0	8 907	14,2	3 111	5,0	1 178	1,9
Tertiaire	518 408	100,0	369 046	71,2	114 759	22,1	25 645	4,9	8 958	1,7

5.4 VALEUR AJOUTEE DES ENTREPRISES DU SECTEUR FORMEL

La valeur ajoutée d'une entreprise mesure la richesse créée par l'entreprise dans l'exercice de son activité durant une période donnée. Elle permet de rémunérer les facteurs de production ayant participé à la création de ladite richesse. Dans le cadre du RGE, il s'agit de la richesse créée par l'Entreprise au cours de l'exercice comptable qui est égale à la différence entre la valeur de la production et les biens et services consommés au cours du processus de production. La valeur ajoutée déclarée par les UE formelles recensées pour l'exercice comptable de 2018 est évaluée à 97 021 milliards de CDF.

5.4.1. Valeur ajoutée des entreprises du secteur formel et secteur d'activités

Près du tiers des UE exerçant dans le secteur primaire ont réalisé une valeur ajoutée de plus de 1 milliard de CDF. Dans les autres secteurs, les UE ayant réalisé une valeur ajoutée d'au moins 1 milliard de CDF ne représentent pas plus de 10,0 %. Quant aux UE dont la valeur ajoutée est de moins de 100 millions de CDF, la proportion des UE du secteur tertiaire est la plus importante quelle que soit la tranche.

Tableau 34 : Répartition des unités économiques selon la valeur ajoutée et le secteur d'activités

Secteur d'activités	Total		Valeur ajoutée (CDF)							
			Moins de 10 millions		De 10 à moins de 100 millions		De 100 millions à moins de 1 milliard		1 milliard et plus	
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
RDC	**2510**	**100,0**	**1295**	**51,6**	**793**	**31,6**	**281**	**11,2**	**141**	**5,6**
Primaire	33	100,0	10	30,3	8	24,2	4	12,1	11	33,3
Secondaire	267	100,0	123	46,1	79	29,6	40	15,0	25	9,4
Tertiaire	2210	100,0	1162	52,6	706	31,9	237	10,7	105	4,8

5.4.2 Valeur ajoutée des entreprises du secteur formel et forme juridique

Les autres sociétés ont une grande proportion des UE ayant réalisé une valeur ajoutée d'au moins 1 milliard de CDF. Elles sont suivies par les SARL, pour lesquelles 8 % ont réalisé une valeur de 1 milliard de CDF ou plus. En outre, on note que la proportion la plus importante des UE avec une valeur ajoutée de moins de 10 millions de CDF est observée parmi les entreprises individuelles.

Tableau 35 : Répartition des unités économiques selon la valeur ajoutée et la forme juridique

Forme juridique de l'entreprise	Total		Valeur ajoutée (CDF)							
			Moins de 10 millions		De 10 à moins de 100 millions		De 100 millions à moins de 1 milliard		1 milliard et plus	
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
RDC	**2 510**	**100,0**	**1 295**	**51,6**	**793**	**31,6**	**281**	**11,2**	**141**	**5,6**
Entreprise individuelle	1 497	100,0	826	55,2	497	33,2	135	9,0	39	2,6
SARL	663	100,0	301	45,4	199	30,0	105	15,8	58	8,7
Autre Société	261	100,0	126	48,3	70	26,8	32	12,3	33	12,6
Coopérative	24	100,0	8	33,3	13	54,2	2	8,3	1	4,2
Autre	65	100,0	34	52,3	14	21,5	7	10,8	10	15,4

CHAPITRE 6

PROFIL DES CHEFS D'UNITES ECONOMIQUES

Ce chapitre décrit les caractéristiques sociodémographiques du Chef de l'unité économique. Il dresse son profil en mettant l'accent sur les facteurs tels que le sexe, l'âge, le niveau d'études, le milieu d'implantation de l'entreprise et même la nationalité.

Comme dans toute organisation, chaque UE a un chef qui en est le responsable. Ce dernier pose des actes qui déterminent l'avenir de l'unité économique dont il a la charge. Il sied de préciser que le Chef dont il s'agit ici, c'est le Dirigeant de l'Unité Economique.

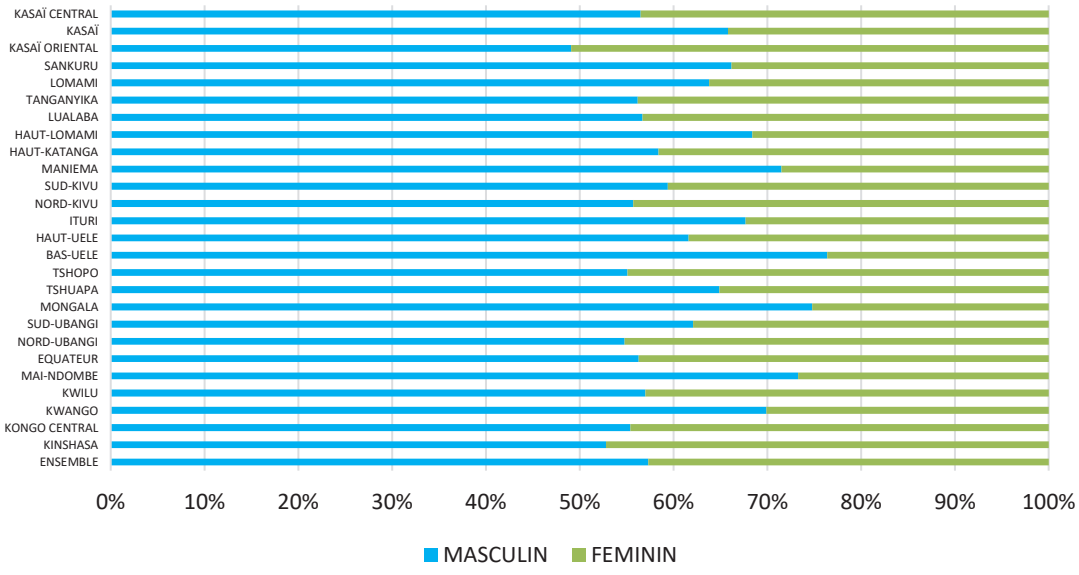
En outre, les analyses de ce chapitre concernent toutes les unités économiques ayant consenti à l'interview et qui ont complètement rempli leurs questionnaires, soit 622 657 UE.

6.1 CARACTERISTIQUES DES CHEFS D'UNITES ECONOMIQUES

6.1.1 Genre

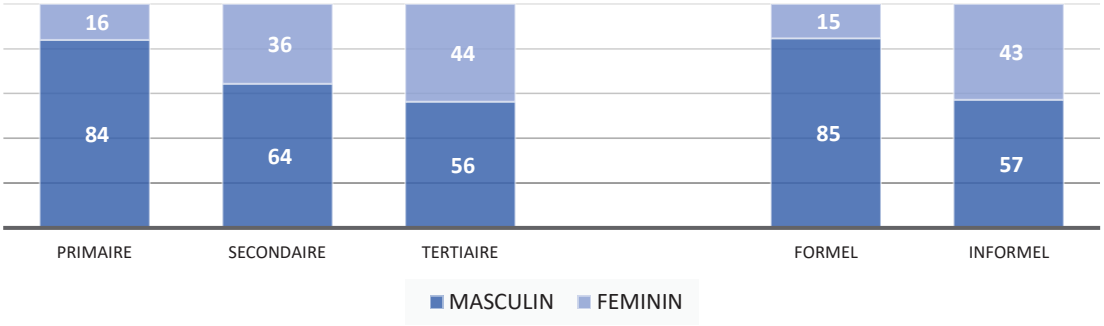
Globalement, les résultats du recensement indiquent que 57, 3% d'unités économiques sont dirigées par les hommes contre 42,7% dirigées par les femmes. Cette tendance s'observe dans toutes les provinces du pays et encore plus dans le Bas-Uele avec 76,4% de chefs d'entreprises de sexe masculin. La province du Kasaï-Oriental présente la particularité d'avoir des femmes chefs d'unités économiques majoritaires par rapport aux hommes (50,9% contre 49,1%).

Graphique 19:Répartition (%) des unités économiques par province selon le sexe du chef de l'UE



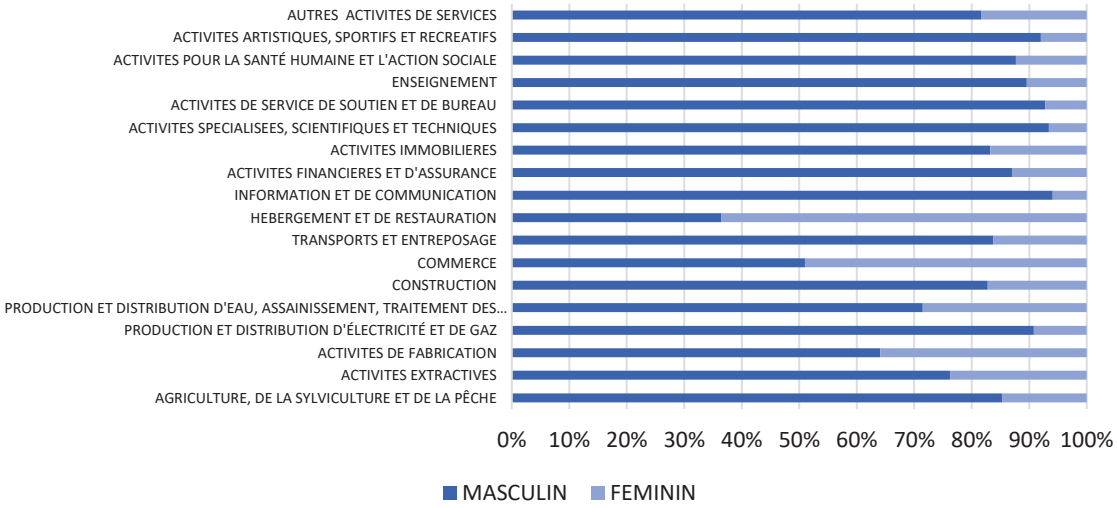
Quels que soient le secteur d'activité et le degré de formalisation, les chefs d'entreprises hommes sont prédominants. En effet, la majorité des unités économiques du secteur primaire (84,0%) et celles du secteur formel (84,6%) sont dirigées par les hommes. Les proportions les plus élevées de femmes cheffes d'unités économiques se retrouvent dans le secteur tertiaire (43,7%) et dans le secteur informel (42,8%). Celles-ci s'adonnent beaucoup plus aux activités commerciales qui s'opèrent généralement dans l'informel.

Graphique 20:Répartition (%) des unités économiques par secteur d'activité et formalité selon le sexe du chef de l'entreprise



La tendance reste la même dans les branches d'activité. On constate que les hommes chefs d'unités économiques sont majoritaires dans la plupart des branches, sauf dans la branche « hébergement et restauration » où plus de 3/5 d'unités économiques (63,5%) sont dirigées par les femmes.

Graphique 21:Répartition (%) des unités économiques par branche d'activité selon le sexe du chef de l'entreprise

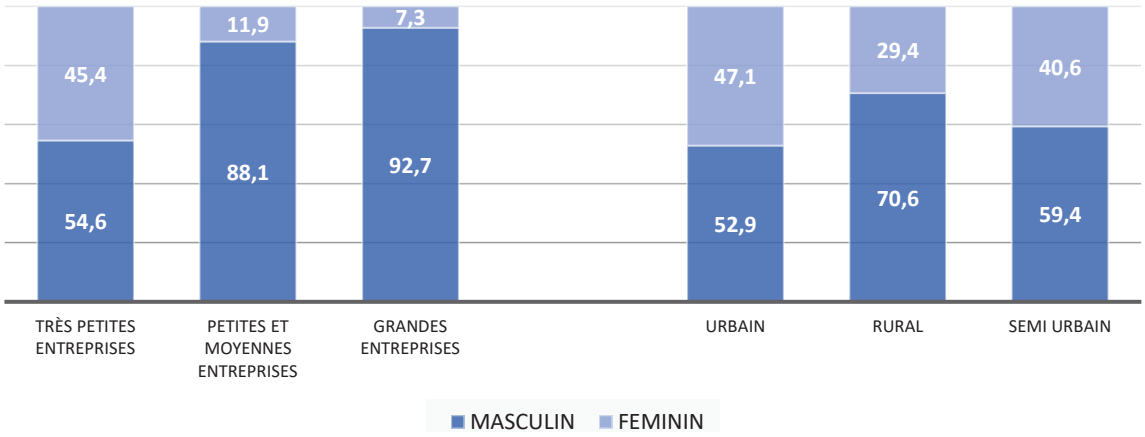


Les femmes sont aussi actives dans les activités de fabrication (35,9%). Cependant, elles sont moins représentées respectivement dans les « activités spécialisées, scientifiques, techniques » (6,6%) et « les activités de l'information et de la communication » (5,9%).

L'analyse selon la taille et le milieu d'implantation de l'unité économique, illustre également que ce sont en général les hommes qui assurent la direction des entreprises. Les hommes dirigent en effet, 92,7% des Grandes Entreprises, 88,1% des PME et de 54,6% des Très Petites Entreprises. L'entreprenariat féminin se manifeste donc beaucoup plus dans les Très Petites Entreprises (45,4%), tandis que dans les Grandes Entreprises et les PME, les femmes sont toujours très peu représentées (7,3% et 11,9%).

En ce qui concerne le milieu d'implantation, on observe que le milieu urbain compte 47,1% d'unités économiques qui sont dirigées par les femmes contre 29,4% dans le milieu rural. Les hommes chefs d'entreprises restent prépondérants quel que soit le milieu d'implantation.

Graphique 22:Répartition (%) des unités économiques par taille et milieu d'implantation de l'UE selon le sexe du chef de l'entreprise

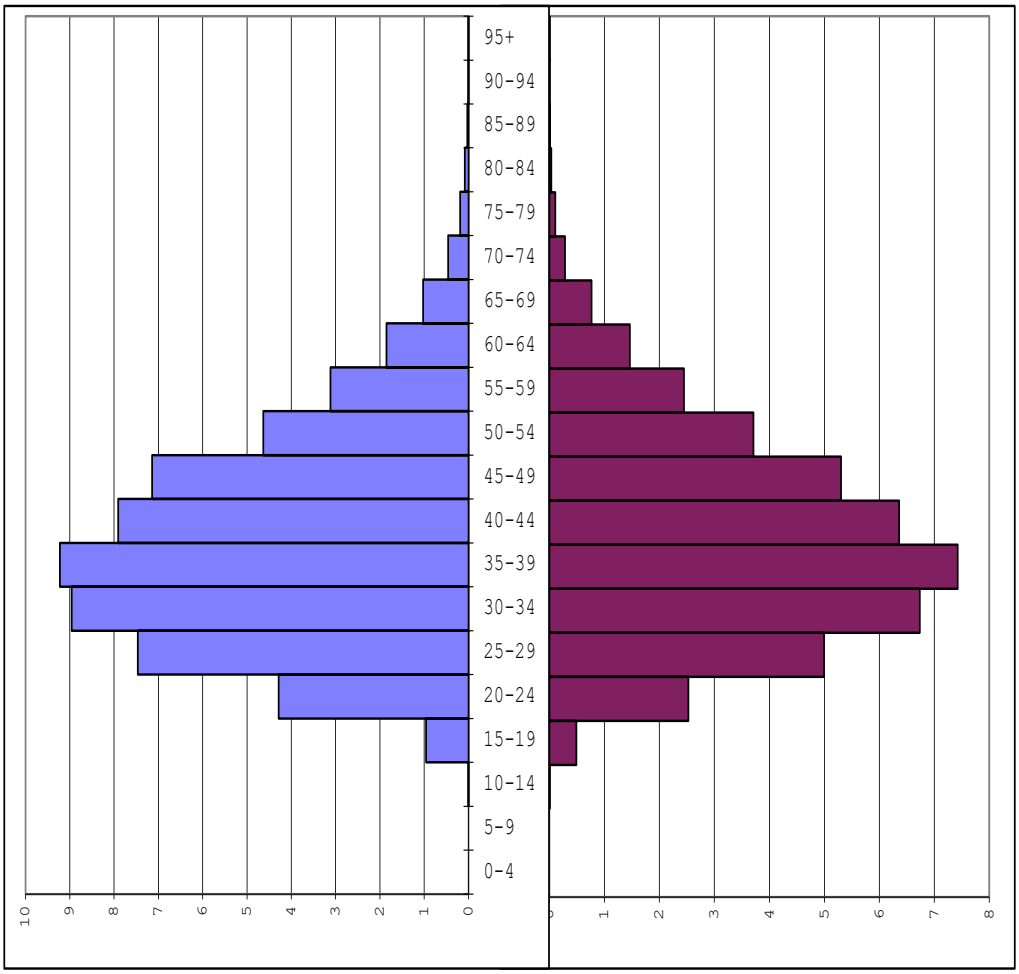


6.1.2 Age des chefs d'entreprise

S'agissant de l'âge des chefs d'unités économiques, il a été observé qu'en RDC, l'âge moyen et l'âge médian du Dirigeant de l'entreprise sont respectivement de 40 ans et 39 ans. Ces statistiques montrent que les unités économiques sont détenues par une population relativement jeune. Pour rappel, l'âge moyen des unités économiques est de 7 ans.

La pyramide des âges ci-dessous illustre que près de 8 unités économiques sur 10 sont dirigées par des personnes dont l'âge varie entre 25 et 54 ans. En effet, on observe que l'âge est un facteur majeur, car les moins âgés (moins de 25 ans) et les plus vieux (plus de 65 ans) sont moins présents à la tête des entreprises. Quel que soit le sexe, les personnes de 35 à 44 ans d'âge gèrent près d'un tiers des unités économiques (30,9%).

Graphique 23: Pyramide des âges des chefs d'Unités Economiques

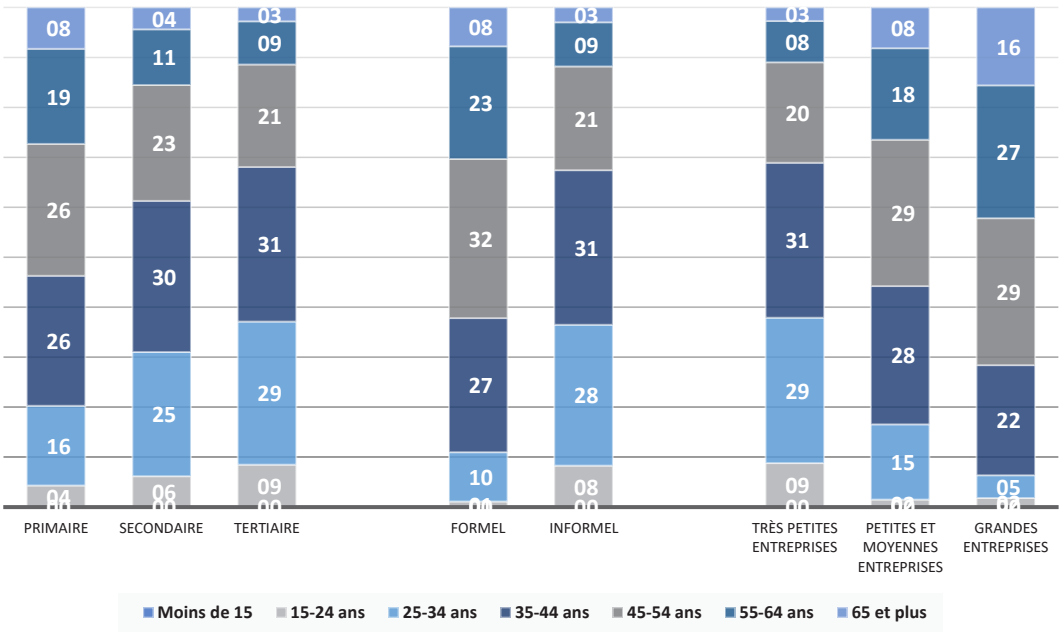


Quels que soient le secteur d'activité, le degré de formalisation, et la taille de l'unité économique, ce sont les personnes âgées de 25 à 54 ans qui, majoritairement, dirigent les entreprises. Cependant, il se dégage que les entreprises formelles sont généralement dirigées par des personnes relativement âgées. En effet, 54,4% des dirigeants de ces entreprises sont âgées de 45 à 64 ans. Une tendance similaire s'observe au niveau des Grandes Entreprises dont 56,0% d'entre elles sont dirigées par des personnes âgées de 45 à 64 ans. C'est aussi dans les entreprises formelles et les Grandes Entreprises que s'enregistrent les plus fortes proportions de chefs d'entreprises de plus de 65 ans d'âge.

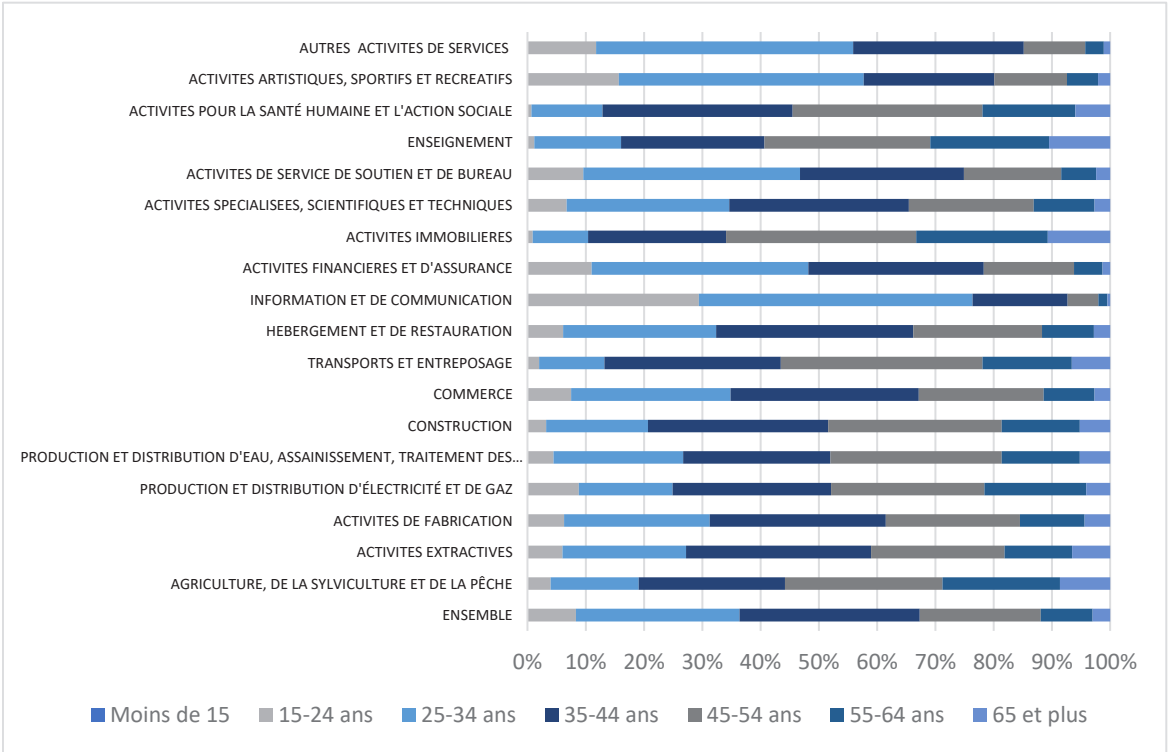
Quant aux Très Petites Entreprises, elles sont généralement dirigées par des dirigeants plus jeunes. En effet, 68,9% d'entre elles sont dirigées par des personnes âgées de 15 à 44 ans.

Il importe de noter que les chefs d'entreprises âgés 25 à 54 ans sont très actifs dans presque toutes les branches d'activités, car ils dirigent près de 8 unités économiques sur 10 soit 79,8% des unités recensées. Les chefs de moins de 25 ans sont plus présents dans la branche « Information et Communication » (29,4%) et ceux de plus de 55 ans se retrouvent plus dans « l'Agriculture, la Sylviculture et la Pêche » (28,8%), « l'Enseignement » (30,9%) et les « Activités immobilières » (33,3%).

Graphique 24:Répartition (%) des unités économiques par secteur d'activité, degré de formalisation et taille des UE selon les groupes d'âges des chefs d'entreprises



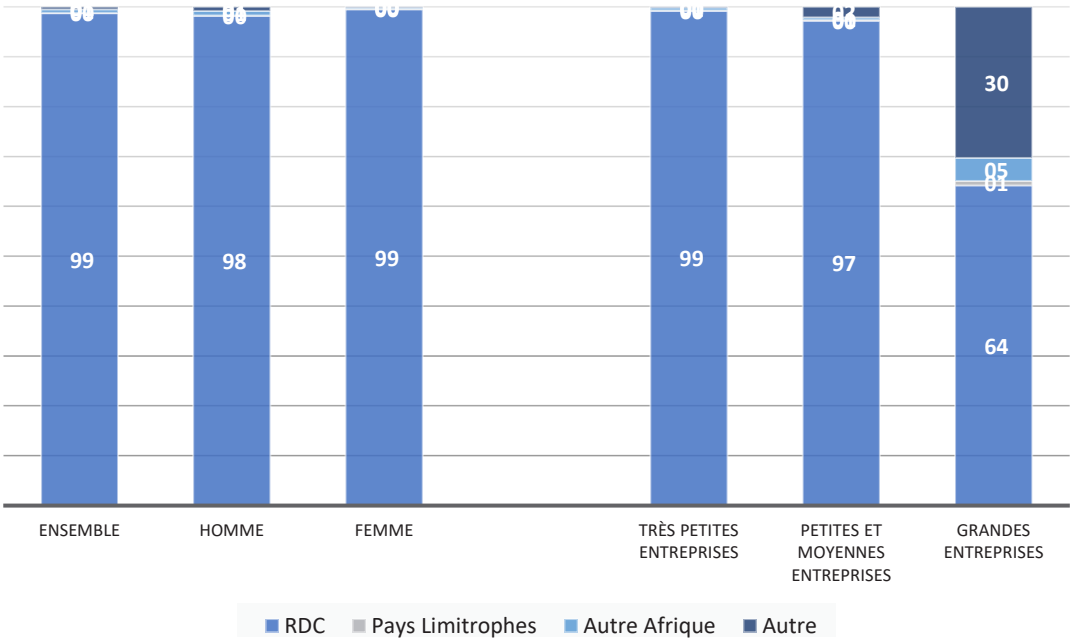
Graphique 25:Répartition (%) des unités économiques par branche d'activité de l'UE selon le groupe d'âges du chef de l'entreprise



Les résultats du recensement indiquent que 98,7% des unités économiques sont dirigées par des nationaux et que seule 1,3% ont à leur tête des Etrangers. Quels que soient le sexe du chef d'entreprise et la taille de l'unité, on retrouve essentiellement les nationaux comme dirigeants des entreprises. Les ressortissants des pays voisins de la RDC ne dirigent que 0,1%, soit 876 unités économiques contre 0,7% pour les autres pays d'Afrique et 0,5% pour les autres nationalités.

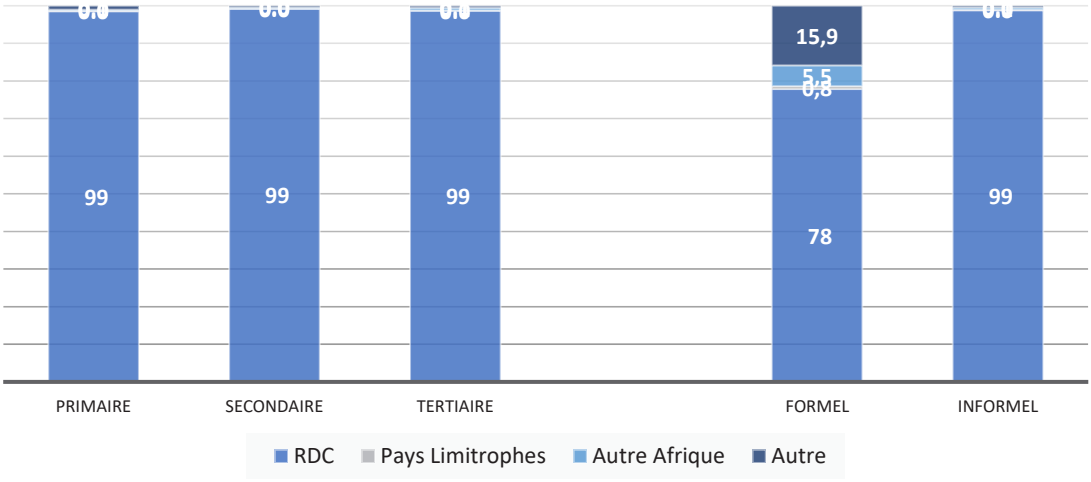
Il s'observe une présence étrangère de plus en plus marquée dans les Grandes Entreprises où près de 36%d'unités sont dirigées par les étrangers et parmi celles-ci, 30,3% sont gérées par des chefs qui sont originaires des continents autres que l'Afrique. Cette situation peut s'expliquer par le fait que les Grandes Entreprises sont généralement des Entreprises à capitaux étrangers.

Graphique 26:Répartition des Unités Economiques par sexe du chef et taille de l'UE selon la nationalité du chef de l'entreprise



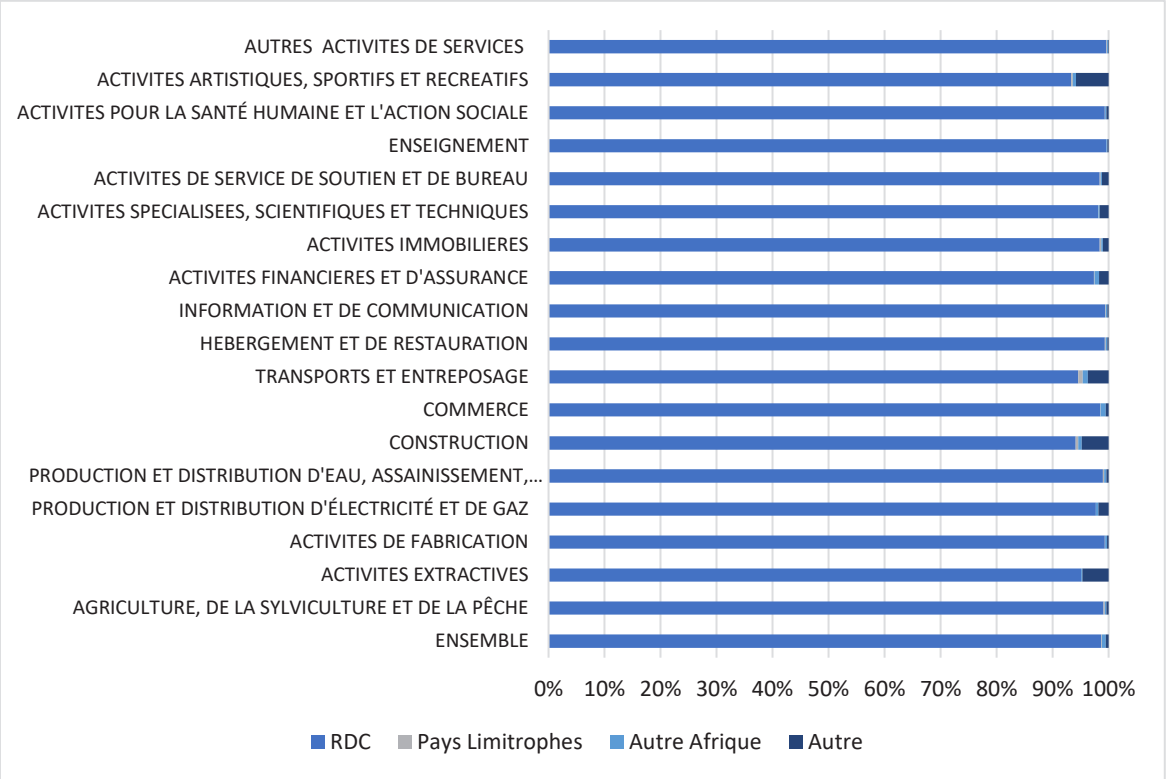
Suivant le secteur d'activité, la quasi-totalité des entreprises sont dirigées par des nationaux (98,6% pour le secteur primaire, 99,2% pour le secondaire et 98,6% pour le secteur tertiaire). Par ailleurs, on constate que plus du 1/5 des unités économiques formelles sont dirigées par les Etrangers.

Graphique 27:Répartition (%) des unités économiques par secteur d'activité et degré de formalisation de l'UE selon la nationalité du chef de l'entreprise



Quelle que soit la branche d'activité des entreprises, la quasi-totalité des chefs d'unités économiques sont de nationalité congolaise. On note une présence de dirigeants étrangers relativement importante dans les « activités artistiques, sportives et récréatives » (6,7%), la construction (5,9%), le « transport et entreposage » (5,3%) et les activités extractives (4,9%).

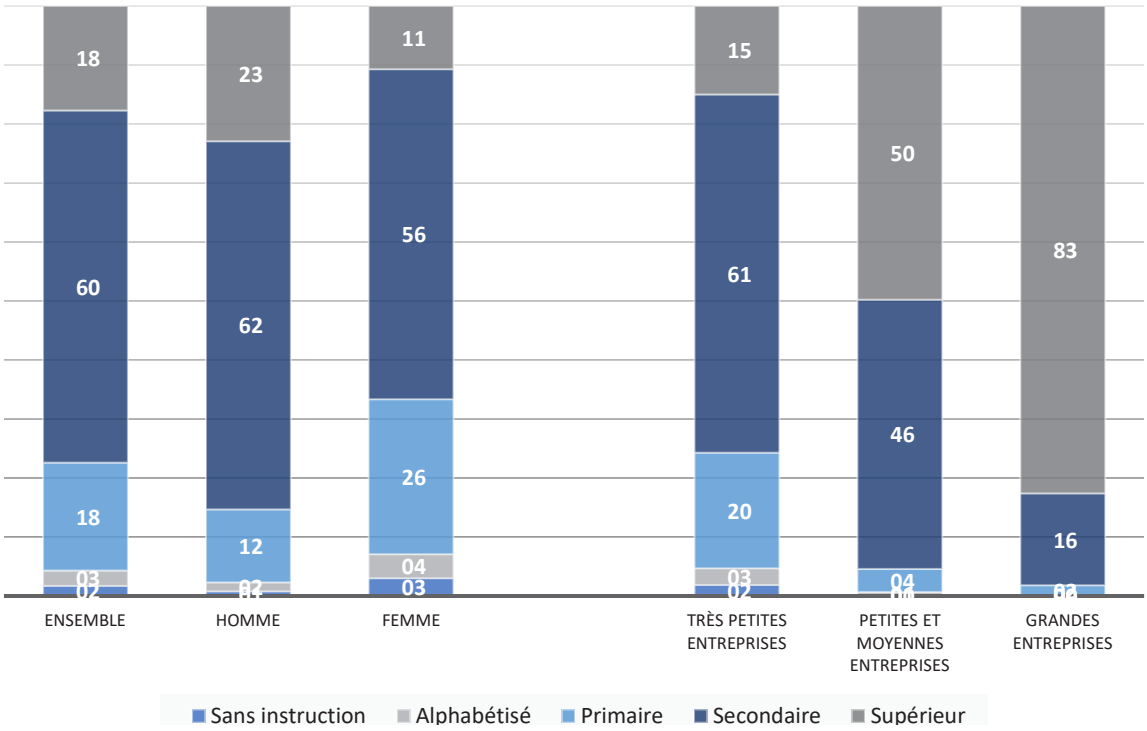
Graphique 28:Répartition (%) des unités économiques par branche d'activité de l'UE selon la nationalité du chef de l'entreprise



Du RGE, on note que les chefs d'entreprises sont pour la quasi-totalité instruits (98,3%). Ceux qui sont instruits ont souvent un niveau secondaire (59,6%), primaire (18,3%) et supérieur (17,7%).

Par ailleurs, il s'observe que les chefs d'unités économiques ayant un niveau supérieur sont plus nombreux en proportion chez les hommes (22,9%) que chez les femmes (10,7%). Donc les hommes chefs d'entreprises ont relativement un niveau d'instruction plus élevé que les femmes chefs d'entreprises. Cela peut se justifier par le fait que, en RDC, le taux de déperdition en milieu scolaire est beaucoup plus élevé chez les femmes que chez les hommes.

Graphique 29:Répartition(%) des Unités Economiques par sexe du chef et taille de l'UE selon le niveau d'instruction du chef de l'entreprise



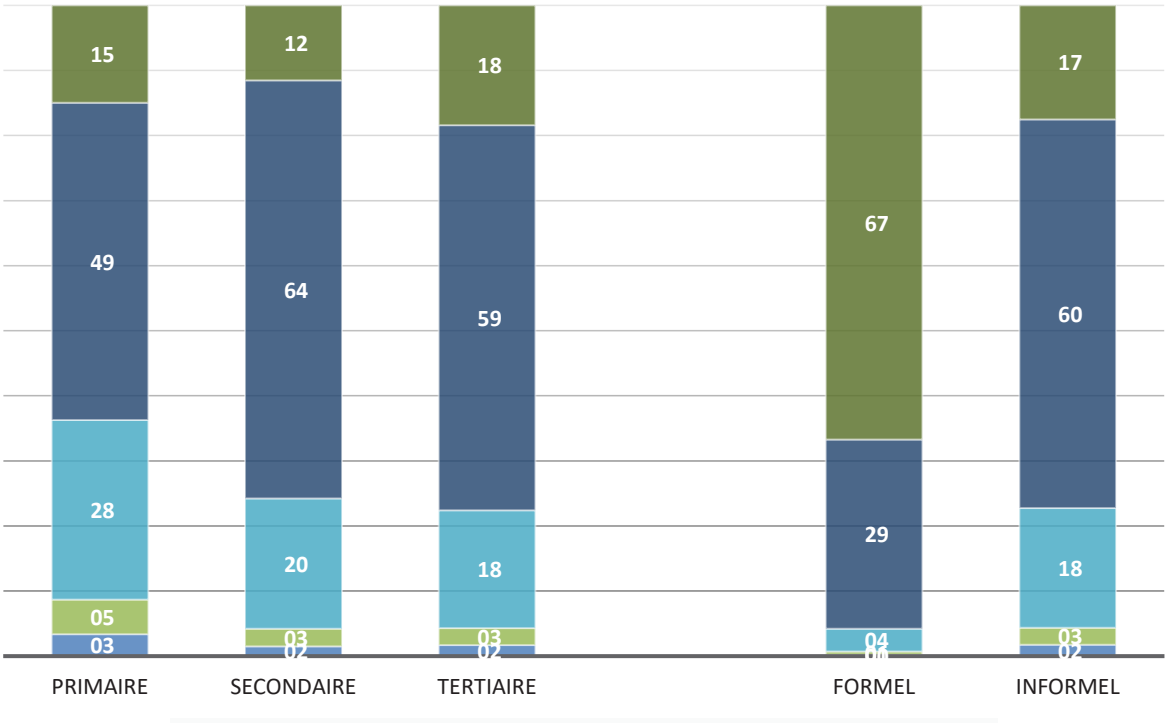
En ce qui concerne la taille de l'entreprise, on note que dans les Grandes Entreprises, la majorité des chefs ont un niveau d'instruction supérieur (82,6%) et les moins instruits dans ce type d'entreprise ont un niveau primaire et représentent 1,8% des chefs d'entreprises. Cette situation reflète la nécessite d'une grande capacité managériale pour diriger ce type d'entreprises.

Par ailleurs, on note que 60,7% des Très Petites Entreprises sont dirigées par des personnes ayant un niveau d'instruction secondaire, 19,6% par des chefs de niveau primaire et 15,0% par des dirigeants de niveau supérieur. En ce qui concerne les Petites et Moyennes Entreprises, il sied de faire remarquer que presque toutes les unités économiques sont dirigées par des personnes ayant au moins le niveau secondaire (95,5%) avec près de la moitié ayant le niveau supérieur (49,7%).

La tendance observée sur la taille des entreprises et le niveau d'instruction des chefs d'entreprises laissent entrevoir une certaine corrélation entre ces deux caractéristiques.

En effet, il semble que, plus la taille de l'entreprise augmente, plus l'exigence en termes de niveau d'instruction de son dirigent est élevée.

Graphique 30:Répartition (%) des unités économiques par secteur d'activité et formalité de l'UE selon le niveau d'instruction du chef de l'entreprise



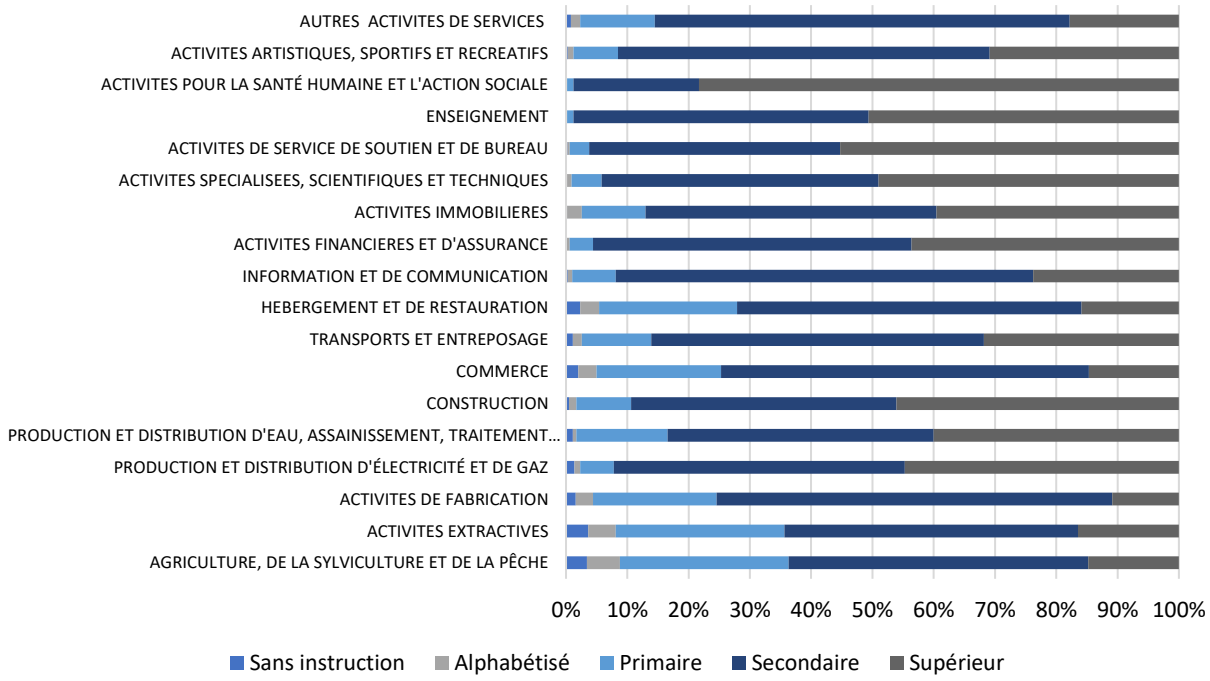
Suivant le secteur d'activité, on note également que plus de 6 unités économiques sur 10 sont dirigées par les chefs qui ont au moins un niveau d'instruction secondaire. De manière plus spécifique, le secteur primaire enregistre la plus grande proportion d'unités économiques qui sont gérées par les chefs non instruits (3,4%). Les chefs d'unités économiques ayant un niveau secondaire sont dominants dans tous les trois secteurs d'activité surtout dans les secteurs secondaires.

Concernant la formalisation, on constate que plus de 6 unités économiques formelles sur 10 sont gérées par les dirigeants qui ont un niveau d'instruction supérieur (66,8%) contre 17,5% pour les unités économiques informelles. Cependant, près de 6 établissements informels sur 10 sont dirigés par des chefs ayant un niveau d'instruction secondaire. On note également que les entreprises informelles ayant un document administratif ou tenant une comptabilité formelle, ont en majorité des gestionnaires avec un niveau d'instruction au moins secondaire. Cette situation prouve l'effort que les entrepreneurs avec un niveau d'instruction plus élevé fournissent pour formaliser leurs entreprises.

Quelle que soit la branche d'activité, on remarque que les dirigeants ayant un niveau secondaire ou supérieur contrôlent plus de 7 unités économiques sur 10 recensées. Quant aux chefs d'entreprise non instruits, ils sont relativement plus présents dans les branches d'activité telles que l'Agriculture, l'élevage et la pêche (3,4%) et les activités extractives (3,6%). Les activités de la santé humaine et l'action sociales sont généralement dirigées par des personnes ayant un niveau supérieur (78,3%). On note également que plus de la moitié des activités de l'enseignement est gérée par les personnes ayant un niveau supérieur.

Nous remarquons toutefois que les personnes alphabétisées sont plus présentes dans les branches d'activité comme « l'Agriculture, l'Elevage et la Pêche » (5,4%) et dans les « Activités extractives » (4,5%), dans le « Commerce » (3,0%).

Graphique 31:Répartition (%) des unités économiques par branche d'activité de l'UE selon le niveau d'instruction du chef de l'entreprise



CHAPITRE 7

OPINIONS DES CHEFS D'UNITES ECONOMIQUES

Ce chapitre traite de la perception des chefs d'entreprises sur le climat des affaires et des obstacles au développement des activités économiques en RDC.

L'entreprise est le moteur de croissance de toute économie car elle produit les biens et services, crée la richesse et permet la réduction de la pauvreté à travers la création d'emplois. Son épanouissement requiert un climat des affaires assaini.

Le « climat des affaires » fait référence à l'environnement global du « business » dans un pays. Il s'agit de l'environnement politique, économique, institutionnel et comportemental, présent et futur, qui affecte la rentabilité et les risques associés aux investissements.

Classée 178ème sur 178 pays par le rapport Doing Business 2008, la RDC s'est lancée sur la voie des réformes depuis 2009 pour assainir son environnement (climat) des affaires. Cependant, malgré les efforts fournis, elle peine à atteindre la position à la hauteur de ses ambitions. Elle a été classée 183ème sur 189 pays évalués en 2014 puis 182ème sur 190 pays en 2018. Au-delà de ces classements, la représentation que se font les chefs d'entreprises de cet environnement est importante car elle conditionne leurs choix et leurs décisions d'investir ou pas. Ainsi, est-il important de se poser les questions suivantes :

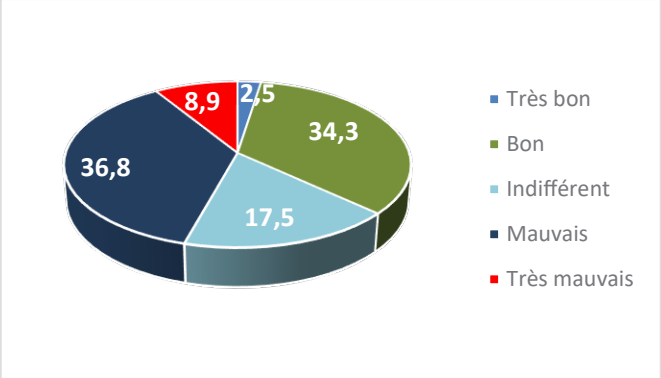
Quelle appréciation du climat des affaires que se font les opérateurs économiques et quels sont les principaux obstacles auxquels font-ils face ?

7.1 OPINIONS SUR LE CLIMAT DES AFFAIRES

Mauvaise perception du climat des affaires par les dirigeants des unités économiques

Les résultats du recensement présentés dans le graphique 32 ci- dessous indiquent que 45,7% des dirigeants d'unités économiques ont une perception négative du climat des affaires (mauvais ,très mauvais) contre 36,8% qui l'ont jugé positif (bon) et 2,5% qui estiment que le climat des affaires est très positif (Très bon). On note également que 17,5% de responsables d'unités économiques sont indifférents vis-à-vis du climat des affaires.

Graphique 32: Opinions des chefs des unités économiques sur le climat des affaires en RDC (%)

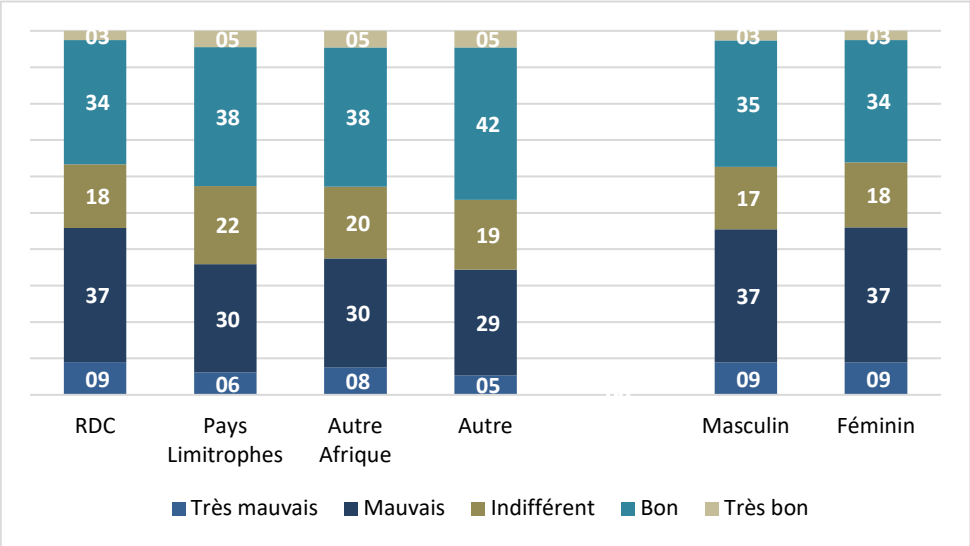


7.1.1 Opinions des chefs d'unités économiques selon la nationalité et le sexe

Les chefs d'UE d'origine congolaise apprécient moins le climat des affaires en RDC. En effet, 45,9% ont donné une opinion négative sur le climat des affaires contre 36,7% d'opinions positives. En revanche, les chefs d'entreprises d'origine étrangère (44,2%) ont eu une appréciation moins sévère (bon, très bon) du climat des affaires contre 36,1% qui en ont émis une opinion négative. Notons que parmi les étrangers, les opinions les plus favorables sur le climat des affaires ont été enregistrées chez les chefs d'entreprises non africains. Ils sont en effet, 46,4% à adhérer au climat des affaires.

Par rapport au sexe, les hommes sont plus favorables au climat des affaires que les femmes (37,4% contre 36,1%).

Graphique 33: Opinions des chefs d'établissements sur le climat des affaires en RDC, selon le sexe et la nationalité



7.1.2 Opinions des chefs d'unités économiques selon la province

Le Sud-Ubangi (58,7%), la Tshuapa (55,4%), le Haut-Uélé (48,0%) et le Maniema (57,7%) sont les provinces où les chefs des unités économiques sont plus favorables au climat des affaires en RDC. Alors que ceux des provinces du Haut-Lomami (40,4%), Kasai oriental (25,6%), Mongala (19,3%) et du Kongo central (28,8%) en ont une mauvaise perception. Notons par ailleurs que dans la province de Kinshasa, 47,7% des chefs de UE ont une perception négative du climat des affaires contre 34,3% qui en sont favorables.

Tableau 36 : Opinions des chefs d'établissements sur le climat des affaires en RDC selon la province (%)

	Opinions des chefs d'unités économiques				
	Très bon	Bon	Indifférent	Mauvais	Très mauvais
RDC	2,5	34,3	17,5	36,8	8,9
KINSHASA	2,9	31,4	18,0	36,3	11,4
KONGO CENTRAL	1,0	27,8	20,9	40,3	9,9
KWANGO	9,0	53,1	16,6	16,4	4,9
KWILU	4,7	38,9	13,0	35,9	7,5
MAI-NDOMBE	1,9	38,1	13,0	41,8	5,2
EQUATEUR	3,9	49,7	14,1	28,5	3,8
NORD-UBANGI	7,8	41,3	12,4	30,8	7,7
SUD-UBANGI	1,5	57,2	10,1	27,6	3,6
MONGALA	2,0	17,3	10,0	47,2	23,5
TSHUAPA	2,9	52,5	12,8	26,0	5,8
TSHOPO	2,5	41,6	15,9	35,3	4,8
BAS-UELE	1,8	53,3	13,8	27,4	3,6
HAUT-UELE	2,6	45,4	15,8	32,6	3,6
ITURI	1,3	32,1	18,5	39,4	8,6
NORD-KIVU	1,2	30,8	20,4	36,5	11,1
SUD-KIVU	2,1	30,0	20,9	38,9	8,2
MANIEMA	2,5	55,2	12,3	26,5	3,4
HAUT-KATANGA	2,4	31,1	22,7	36,9	6,9
HAUT-LOMAMI	3,7	36,7	9,9	44,7	5,0
LUALABA	2,8	34,6	18,5	36,2	7,9
TANGANYIKA	3,2	40,3	15,9	34,5	6,1
LOMAMI	2,3	25,0	9,3	54	9,3
SANKURU	2,9	54,0	13,3	27,6	2,2
KASAÏ ORIENTAL	0,8	23,8	14,1	47,1	14,2
KASAÏ	3,9	40,0	14,7	34,9	6,6
KASAÏ CENTRAL	2,4	43,1	6,7	39,0	8,8

7.1.3 Opinions des chefs d'unités économiques selon le secteur et la branche d'activité

Les chefs d'unités économiques du secteur primaire (42,5%) sont les plus favorables au climat des affaires. Par contre, c'est dans le rang des chefs d'unités économiques du secteur secondaire que se trouve la plus forte proportion d'opinions négatives (47,4%) en ce qui concerne le climat des affaires en RDC. Ces chefs d'unités économiques œuvrant dans le secteur secondaire se retrouvent essentiellement et dans la branche « Activités de fabrication » (47,5%).

En outre, il est important de faire ressortir le mécontentement des dirigeants des établissements exerçant des activités immobilières. En effet, 51,6% d'entre eux ont émis des réserves en ce qui concerne le climat des affaires.

Tableau 37: Opinions des chefs d'unités économiques selon le secteur et la branche d'activité

		Opinions des chefs d'unités économiques					
		RDC	Très bon	Bon	Indifférent	Mauvais	Très mauvais
Ensemble	**Effectif**	**622657**	**15777**	**213516**	**108885**	**228937**	**55542**
	%	**100**	**2,5**	**34,3**	**17,5**	**36,8**	**8,9**
PRIMAIRE	Effectif	3246	109	1267	520	1083	267
	%	100	3,4	39	16	33,4	8,2
Agriculture, Sylviculture et Pêche	Effectif	2797	101	1122	445	906	223
	%	100	3,6	40,1	15,9	32,4	8
Activités extractives	Effectif	449	8	145	75	177	44
	%	100	1,8	32,3	16,7	39,4	9,8
SECONDAIRE	Effectif	65951	1521	22071	11127	25112	6120
	%	100	2,3	33,5	16,9	38,1	9,3
Activités de fabrication	Effectif	64620	1493	21538	10887	24675	6027
	%	100	2,3	33,3	16,8	38,2	9,3
Production et distribution d'électricité et de gaz	Effectif	217	5	96	35	63	18
	%	100	2,3	44,2	16,1	29	8,3
Production et distribution d'eau, assainissement	Effectif	463	4	193	89	148	29
	%	100	0,9	41,7	19,2	32	6,3
Construction	Effectif	651	19	244	116	226	46
	%	100	2,9	37,5	17,8	34,7	7,1
TERTIAIRE	Effectif	553460	14147	190178	97238	202742	49155
	%	100	2,6	34,4	17,6	36,6	8,9
Commerce	Effectif	404751	10318	138004	70495	2E+05	35909
	%	100	2,5	34,1	17,4	37,1	8,9
Transports et entreposage	Effectif	1820	52	657	284	641	186
	%	100	2,9	36,1	15,6	35,2	10,2
Hébergement et Restauration	Effectif	51128	1309	17944	9523	17895	4457
	%	100	2,6	35,1	18,6	35	8,7
Information et de communication	Effectif	29957	808	10884	5625	10195	2445
	%	100	2,7	36,3	18,8	34	8,2
Activités financières et d'assurance	Effectif	4749	111	1862	782	1638	356
	%	100	2,3	39,2	16,5	34,5	7,5
Activités immobilières	Effectif	579	17	189	75	230	68
	%	100	2,9	32,6	13	39,7	11,7
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	Effectif	1648	28	520	301	611	188
	%	100	1,7	31,6	18,3	37,1	11,4
Activités de service de soutien et de bureau	Effectif	4427	97	1563	790	1577	400
	%	100	2,2	35,3	17,8	35,6	9
Enseignement	Effectif	17922	615	6885	2518	6441	1463
	%	100	3,4	38,4	14	35,9	8,2
Activités pour la santé humaine et l'action sociale	Effectif	8413	174	2746	1481	3046	966
	%	100	2,1	32,6	17,6	36,2	11,5
Activités artistiques, sportives et récréatives	Effectif	4049	124	1444	791	1340	350
	%	100	3,1	35,7	19,5	33,1	8,6
Autres activités de services n.c.a.	Effectif	24017	494	7480	4573	9103	2367

7.1.4 Opinions des chefs d'unités économiques selon le niveau d'instruction

Il ressort des résultats du recensement que l'appréciation du climat des affaires a été faite par les chefs des unités économiques indistinctement de leur niveau d'instruction. On peut remarquer qu'en moyenne 36,8% de chefs des unités économiques ont jugé « Mauvais » le climat des affaires pendant que 32,2% ont déclaré le contraire. Aussi, observe-t-on que 9,7% en moyenne ont considéré « Très mauvais »

contre 2,6% qui ont donné l'opinion « Très bon ». En outre, 18,7% chefs des unités économiques sont « Indifférents » au climat des affaires.

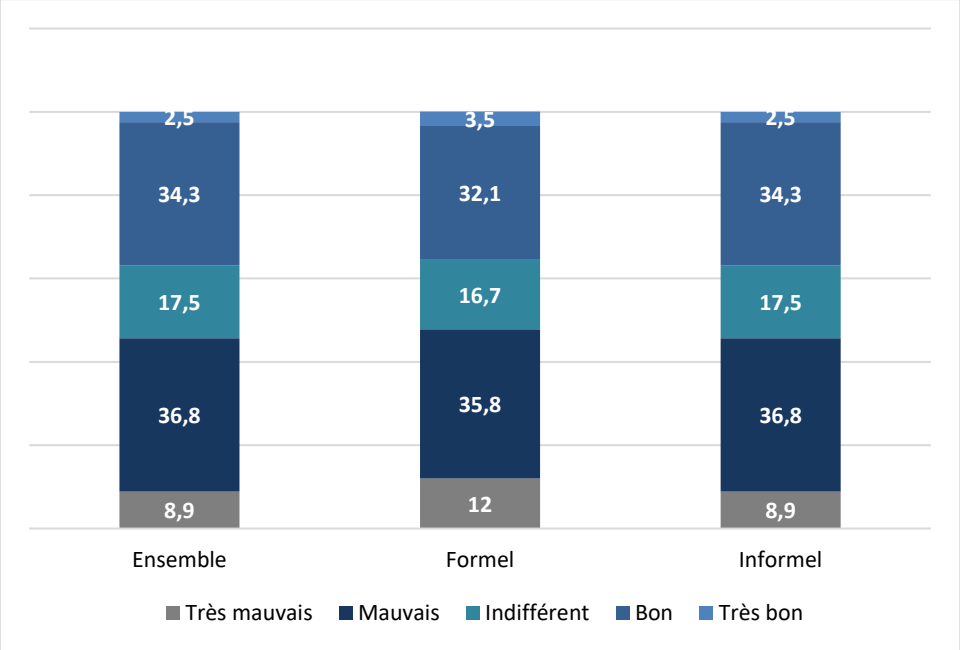
Tableau 38: Répartition des unités économiques par niveau d'instruction du dirigeant, selon les opinions des chefs de unités économiques sur le climat des affaires en RDC

	Opinions des chefs d'unités économiques					
	RDC	Très bon	Bon	Indifférent	Mauvais	Très mauvais
ENSEMBLE	**100,0**	**2,5**	**34,3**	**17,5**	**36,8**	**8,9**
Sans instruction	**100,0**	2,9	27,3	18,1	38,4	13,3
Alphabétisé	**100,0**	2,3	32,0	21,9	35,8	8,0
Primaire	**100,0**	2,1	32,3	19,2	38,2	8,2
Secondaire	**100,0**	2,5	35,3	16,8	36,8	8,5
Supérieur	**100,0**	3,0	34,1	17,3	35,0	10,6

7.1.5 Opinions des chefs d'unités économiques et degré de formalisation

Près de la moitié (47,8%) des unités économiques formelles ont une perception négative du climat des affaires alors que 35,6% ont déclaré le contraire et 16,7% sont indifférents. Cette tendance est similaire à celle des unités économiques du secteur informel. Il est donc indispensable pour les pouvoirs publics de poursuivre les efforts en vue de l'amélioration du climat des affaires pour une meilleure attractivité de l'économie congolaise.

Graphique 34:Opinions des chefs d'UE sur le climat des affaires en RDC selon le degré de formalisation



7.2 OBSTACLES AU DEVELOPPEMENT DE LA RDC

Le développement économique passe par l'amélioration du climat des affaires. Ainsi, tout pays est appelé à rendre son environnement favorable aux investissements. Cependant, plusieurs obstacles se dressent souvent contre l'atteinte de cet objectif. Il est donc nécessaire d'identifier les principaux obstacles que les chefs d'unités considèrent comme freins à l'épanouissement et au développement de leurs activités.

Globalement, les tracasseries administratives, le Problème d'accès au crédit et la fiscalité sont les obstacles les plus importants. Ils sont ceux qui ont obtenu les scores les plus élevés suivant l'ordre donné par les chefs des UE.

Le score est une note attribuée à chaque obstacle pour apprécier son importance dans la perception du climat des affaires en RDC.
Chaque obstacle a été considéré comme une variable dichotomique. Un système de notation a été mis en place en se basant sur la question de savoir quels sont par ordre d'importance les trois premiers obstacles au développement des entreprises en RDC.

Si le chef de l'UE choisit un obstacle comme :

- Premier obstacle au développement en RDC, alors cet obstacle se voit attribué la note 3.
- Deuxième obstacle au développement en RDC, alors cet obstacle se voit attribué la note 2.
- Troisième obstacle au développement en RDC, alors cet obstacle se voit attribué la note 1.
- Si l'obstacle n'est pas choisi du tout, alors il se voit attribué la note 0.

Le score est obtenu en multipliant la note attribuée à l'obstacle par l'effectif des chefs d'UE ayant choisi cet obstacle.

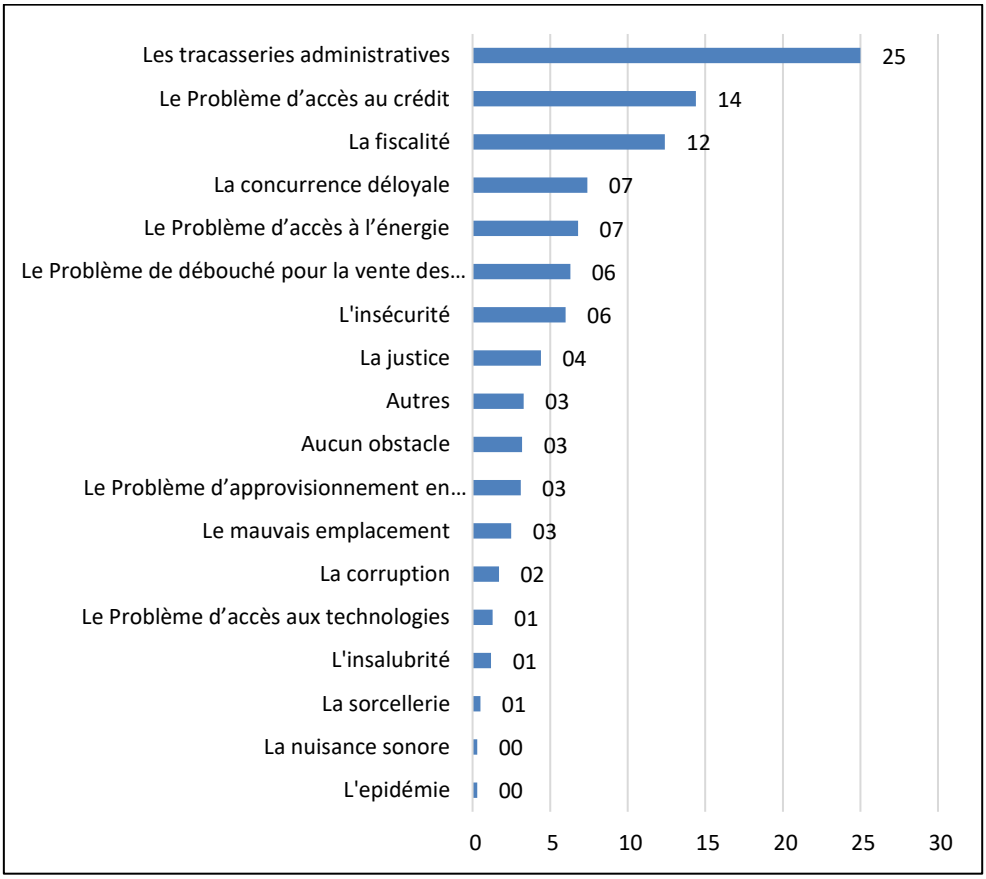
Tableau 39: Classement des obstacles selon leur ordre d'importance

Obstacles au développement des UE	Score
Les tracasseries administratives	660 557
Le Problème d'accès au crédit	520 648
La fiscalité	326 433
L'insécurité	298 759
La concurrence déloyale	266 323
Le Problème d'accès à l'énergie	265 773
Le Problème de débouché pour la vente des produits	261 490
Le Problème d'approvisionnement en matières premières	150 761
Aucun obstacle	136 931
Autre	116 577
Le mauvais emplacement	114 863
La justice	110 812
La corruption	80 181
Le Problème d'accès aux technologies	66 435
L'insalubrité	58 247
La sorcellerie	25 362
L'épidémie	14 575
La nuisance sonore	13 067

7.2.1 Premier obstacle au développement des entreprises en RDC

Les tracasseries administratives, les problèmes d'accès au crédit et la fiscalité sont considérés comme les premiers obstacles les plus importants au développement des entreprises en RDC. Ils représentent à eux seuls 51,8% d'opinion des chefs des unités économiques. Viennent ensuite la concurrence déloyale, des problèmes d'accès à l'énergie, des Problèmes de débouché pour la vente des produits et l'insécurité qui représentent 26,5% des opinions des chefs des UE. Les autres obstacles représentent 21,7% des opinions des chefs des UE.

Graphique 35: Répartition (%) des unités économiques selon le premier obstacle au développement des entreprises en RDC



7.2.2 Nationalité et premier obstacle au développement des entreprises en RDC

Les tracasseries administratives demeurent le premier obstacle le plus important pour toutes les nationalités. Cependant, elles sont plus prononcées chez les dirigeants des unités économiques originaires de pays africains non limitrophes de la RDC (36,8%) et d'autres continents (34,8%). Aussi, remarque-t-on que le problème d'accès au crédit ne représente pas un grand souci pour les dirigeants originaires d'autres continents (3,7%) pendant qu'il l'est pour ceux originaires de la RDC et des pays africains (14,5%, 9,8% et 7,5%). Quant à la fiscalité, elle affecte les unités économiques indistinctement de la nationalité de leurs dirigeants avec 12,3% pour les nationaux, 13,5% pour ceux originaires des pays limitrophes, 14,7 % pour ceux originaires d'autres pays africains et 19,2% pour ceux originaires d'autres continents. Cette tendance est presque la même pour les autres obstacles

Tableau 40: Répartition (%) des unités économiques par nationalité du dirigeant, selon le premier obstacle au développement des entreprises en RDC

Obstacles	Nationalité du dirigeant de l'unité économique			
	RDC	Pays Limitrophes	Autre Afrique	Autre
Les tracasseries administratives	24,9	27,2	36,8	34,8
Le Problème d'accès au crédit	14,5	9,8	7,5	3,7
La fiscalité	12,3	13,5	14,7	19,1
La concurrence déloyale	7,4	4,6	7,0	6,1
Le Problème d'accès à l'énergie	6,8	6,2	4,0	5,8
Le Problème de débouché pour les produits	6,3	5,3	4,9	3,5
L'insécurité	6,0	6,6	4,0	3,4
La justice	4,4	5,8	6,7	7,6
Autre	3,4	3,5	2,5	1,9
Aucun obstacle	3,2	7,6	4,0	7,2
Le Problème d'approvisionnement en matières premières	3,1	1,5	1,2	1,1
Le mauvais emplacement	2,6	2,3	1,3	0,8
La corruption	1,7	1,9	2,4	2,7
Le Problème d'accès aux technologies	1,3	0,7	0,5	1,1
L'insalubrité	1,2	2,2	1,4	0,8
La sorcellerie	0,5	0,3	0,5	0,1
L'épidémie	0,3	0,5	0,2	0,1
La nuisance sonore	0,3	0,6	0,2	0,2

7.2.3 Milieu d'implantation et premier obstacle au développement des entreprises en RDC

Les unités économiques rencontrent les mêmes problèmes quel que soit leur milieu d'implantation. Cependant l'acuité avec laquelle ils se posent n'est toujours pas la même quand on est en milieu urbain, rural ou semi-urbain. On peut remarquer que les proportions des unités économiques ayant déclaré les tracasseries administratives comme premier obstacle vont en baissant quand on passe du milieu urbain au milieu rural ou semi-urbain (26,2%, 23,6% et 21,8%). D'autres part, le Problème d'accès au crédit est plus accentué en milieu rural qu'en milieux urbain et semi-urbain (17,9%, 16,9% et 12,9%). Ces tendances sont quasi-identiques pour les autres obstacles.

Tableau 41: Répartition (%) des unités économiques par milieu d'implantation, selon le premier obstacle au développement des entreprises en RDC

Obstacles	Milieu d'implantation		
	Urbain	Rural	Semi urbain
Les tracasseries administratives	26,2	21,8	23,6
Le Problème d'accès au crédit	12,9	17,9	16,9
La fiscalité	11,6	13,9	14,2
La concurrence déloyale	8,0	5,7	7,7
Le Problème d'accès à l'énergie	7,6	4,7	5,0
L'insécurité	6,4	5,7	4,0
Le Problème de débouché pour la vente des produits	6,0	6,9	6,9
La justice	5,2	2,3	2,9
Aucun obstacle	3,3	3,0	3,4
Le mauvais emplacement	2,8	1,9	2,0
Autre	2,7	5,1	4,0
Le Problème d'approvisionnement en matières premières	2,0	5,5	4,8
La corruption	1,9	1,1	1,3
L'insalubrité	1,6	0,4	0,6
Le Problème d'accès aux technologies	0,8	2,7	1,4
La sorcellerie	0,4	0,8	0,7
La nuisance sonore	0,3	0,2	0,2
L'épidémie	0,2	0,4	0,6

7.2.4 Formalité et premier obstacle au développement des entreprises en RDC

La fiscalité, les tracasseries administratives et l'administration de la justice dérangent plus les unités économiques du secteur formel (25,5%, 32,7% et 8,8%) que celles du secteur informel (12,3%, 25,5% et 4,4%), pendant que le problème d'accès au crédit, le problème d'accès à l'énergie et le problème de débouché pour la vente des produits se posent avec plus d'intensité dans le secteur informel (14,4%, 6,8% et 6,3%) que dans le formel (6,2%, 2,8% et 3,5%).

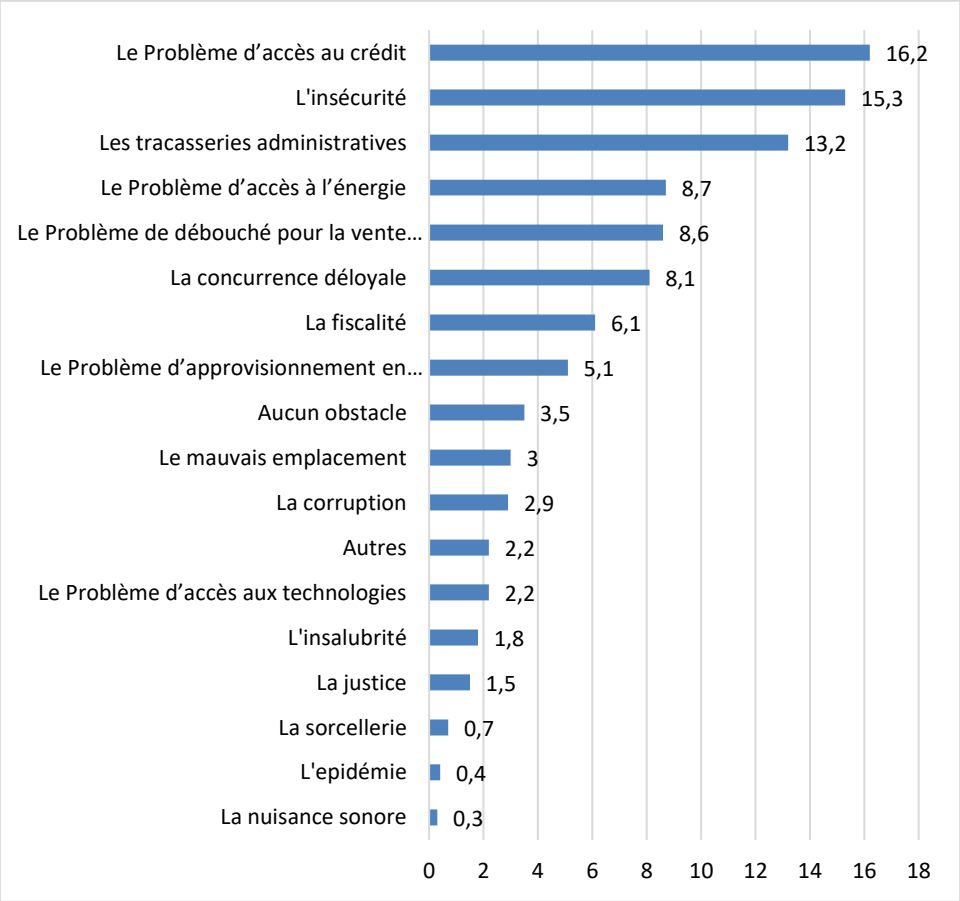
Tableau 42: Répartition (%) des unités économiques par formalité, selon le premier obstacle au développement des entreprises en RDC

Obstacles au développement	Formalité des unités économiques	
Obstacles	Formel	Informel
Les tracasseries administratives	32,9	24,9
La fiscalité	24,6	12,3
La justice	8,0	4,4
Le Problème d'accès au crédit	6,3	14,4
La concurrence déloyale	5,1	7,4
La corruption	4,0	1,7
Le Problème d'accès à l'énergie	4,0	6,8
Le Problème de débouché pour la vente des produits	3,1	6,3
Autre	3,1	3,3
L'insécurité	3,0	6,0
Le Problème d'approvisionnement en matières premières	1,7	3,1
Le Problème d'accès aux technologies	1,3	1,3
Aucun obstacle	1,3	3,2
Le mauvais emplacement	0,8	2,5
L'insalubrité	0,5	1,2
La nuisance sonore	0,2	0,3
L'épidémie	0,1	0,3
La sorcellerie	0,0	0,5

7.2.5 Deuxième obstacle au développement des entreprises en RDC

Les deuxièmes obstacles les plus récurrents chez les unités économiques sont les problèmes d'accès au crédit, Les tracasseries administratives et l'insécurité. Ils représentent à eux 45,1% d'opinion des chefs des unités économiques.

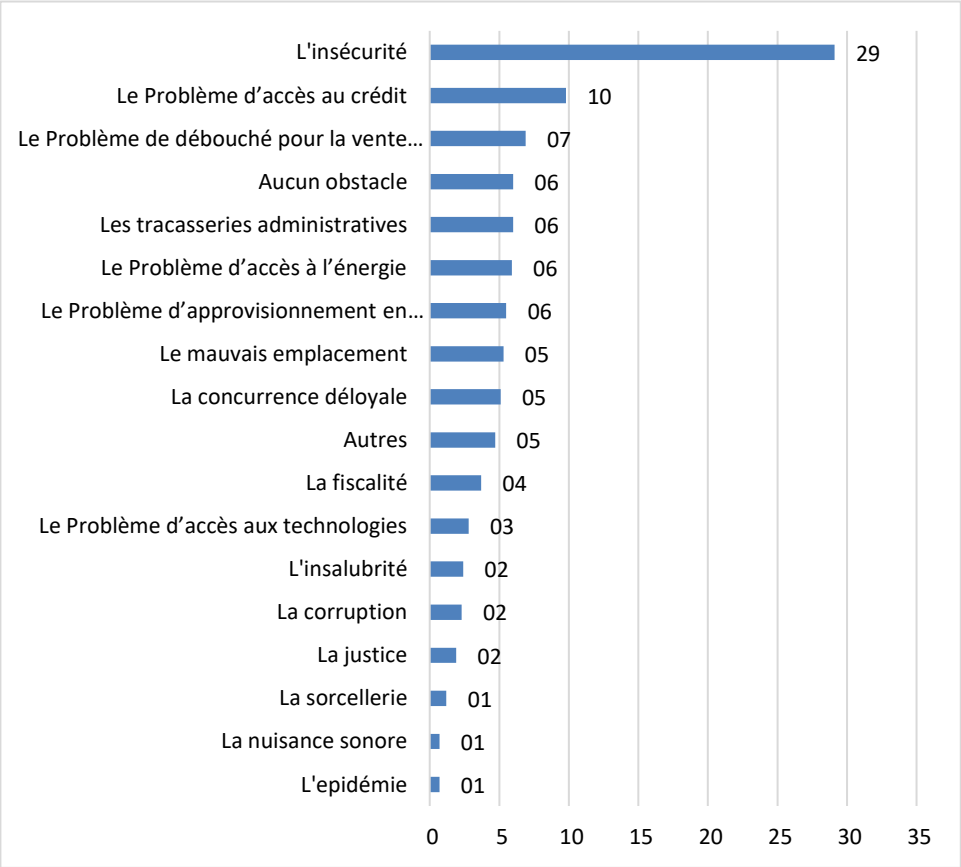
Graphique 36: Répartition (%) des unités économiques selon le deuxième obstacle au développement des entreprises en RDC



7.2.6 Troisième obstacle au développement des entreprises en RDC

L'insécurité a été citée comme le troisième obstacle par la plus grande proportion d'entreprises, soit 29,1%. Elle est suivie du problème d'accès au crédit (9,8%) du problème de débouché pour la vente des produits (6,9%).

Graphique 37: Répartition (%) des unités économiques selon le troisième obstacle au développement des entreprises en RDC



CONCLUSION

La RDC vient de réaliser son 2e Recensement Général des Entreprises (RGE). L'objectif poursuivi en organisant cette opération était essentiellement d'améliorer la connaissance de la situation des entreprises de la RDC en apportant une information récente sur les unités de production œuvrant sur l'ensemble du territoire national.

Les résultats du RGE répondent à un besoin urgent des utilisateurs (décideurs publics, investisseurs privés, entreprises, chercheurs, analystes et organismes nationaux et internationaux), celui de connaître le nombre d'entreprises, leurs répartitions spatiales et par branche d'activités, les caractéristiques socio-démographiques des chefs d'entreprises, la place de la femme dans l'entrepreneuriat ainsi que les principaux obstacles au développement économique. Ces différents objectifs du RGE sont en phase avec le troisième pilier du Plan National Stratégique de Développement (PNSD 2019-2023) qui vise la consolidation de la croissance économique, la diversification et transformation de l'économie par le développement de l'agriculture, de la pêche et de l'élevage, l'exploitation forestière, l'exploitation minière, la production des hydrocarbures et gaz naturels, l'industrialisation, la production des services touristiques ainsi que la production des biens et services culturels et artistiques.

Certains résultats du RGE sont encourageants pour l'économie congolaise, et d'autres en revanche, appellent un profond questionnement. Parmi les résultats encourageants, on relève des activités montantes comme les banques et assurances, les industries agroalimentaires et l'hôtellerie ainsi que le développement de l'entrepreneuriat féminin. Cependant la faible présence des grandes entreprises, les non-recours à une comptabilité formelle, le taux très élevé des entreprises informelles et la faible représentativité de la femme dans des emplois à caractère scientifique et technique doivent interpeller le pouvoir public et nécessitent des études supplémentaires pour en comprendre les causes fondamentales.

L'examen de la situation des provinces a également montré une répartition inégale des activités entre les différentes provinces, notamment dans celles issues du démembrement des anciennes grandes provinces et qui freinent leur développement socio-économique.

En outre, les tracasseries administratives, les problèmes d'accès au crédit et la fiscalité sont considérés comme les premiers obstacles les plus importants au développement des entreprises et rendent peu attractif, le climat des affaires en RDC.

Après ce rapport, l'Institut National de la Statistique envisage mettre à la disposition du public :

- Le répertoire national des entreprises ;
- Les rapports thématiques.

Au regard de tout ce qui précède, les recommandations suivantes peuvent être formulées :

S'agissant des politiques d'accompagnement et de promotion du secteur privé

- Intensifier la communication et la sensibilisation sur le Guichet Unique qui est un bon système d'incitation à la formalisation ;
- Etendre l'assiette fiscale aux très petites entreprises car détenant plus de la moitié du capital social de l'ensemble des entreprises ;

En ce qui concerne le dispositif statistique

- Veiller au respect du Calendrier de l'organisation des Cycles des RGE (chaque 5ans)
- Mettre en place une loi statistique afin de contraindre les opérateurs économiques à plus participer aux opérations statistiques en RDC.

Concernant la faible représentativité de la femme dans des emplois à caractère scientifique et technique

- Accroître la participation de la jeune fille et de la femme dans des programmes scolaires ou autres formations à caractère scientifique et technique.

ANNEXE A

LISTE DES TABLEAUX

1. CARACTERISTIQUES DES UNITES ECONOMIQUES

Annexe 1: Répartition des UE selon le document administratif possédé

Document	Ensemble		OUI		NON	
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
RCCM	586 587	100,0	18 333	3,1	568 254	96,9
IDNAT	586 587	100,0	16 022	2,7	570 565	97,3
NIF	586 587	100,0	10 513	1,8	576 074	98,2
INSS	586 587	100,0	3 620	0,6	582 967	99,4

Annexe 2: Répartition des UE selon le nombre de document administratif possédé

Nombre de document	**Effectif**	**%**
Total	**586587**	**100,0**
Aucun document	562 627	95,9
Un document	9 014	1,5
Deux documents	7 623	1,3
Trois documents	5 064	0,9
Tous les documents	2 259	0,4

Annexe 3: Répartition des UE par branche d'activités selon le remplissage d'une DSF

Branche d'activités	**Remplissage d'une Déclaration Statistique et Fiscale**					
	Ensemble		Oui		Non	
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
Totall	**586 587**	**100,0**	**4 109**	**0,7**	**582 478**	**99,3**
Agriculture, Sylviculture et Pêche	2 547	100,0	14	0,5	2 533	99,5
Activités extractives	408	100,0	17	4,2	391	95,8
Activités de fabrication	62 101	100,0	247	0,4	61 854	99,6
Production et distribution d'électricité et de gaz	124	100,0	6	4,8	118	95,2
Production et distribution d'eau, assainissement, traitement des déchets et dépollution	305	100,0	6	2,0	299	98,0
Construction	542	100,0	70	12,9	472	87,1
Commerce	384 027	100,0	2 400	0,6	381 627	99,4
Transports et entreposage	1 286	100,0	97	7,5	1 189	92,5
Hébergement et Restauration	48 854	100,0	354	0,7	48 500	99,3
Information et de communication	27 940	100,0	89	0,3	27 851	99,7

Activités financières et d'assurance	3 593	100,0	111	3,1	3 482	96,9
Activités immobilières	514	100,0	31	6,0	483	94,0
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	1 481	100,0	82	5,5	1 399	94,5
Activités de service de soutien et de bureau	4 021	100,0	146	3,6	3 875	96,4
Enseignement	15 164	100,0	195	1,3	14 969	98,7
Activités pour la santé humaine et l'action sociale	7 415	100,0	157	2,1	7 258	97,9
Activités artistiques, sportives et récréatives	3 124	100,0	22	0,7	3 102	99,3
Autres Activités de services n.c.a.	23 141	100,0	65	0,3	23 076	99,7

Annexe 4: Répartition des UE selon le système de Déclaration Statistique et Fiscal

Système de Déclaration Statistique et Fiscale	Effectif	%
Total	**4 109**	**100,0**
Système minimal de trésorerie	869	21,1
Système allégé	374	9,1
Système normal	1 871	45,5
Système de banque	745	18,1
Système de microfinance	196	4,8
Système d'assurance	54	1,3

Annexe 5: Répartition des UE par branches d'activités selon le mode de tenue des comptes

Branches d'activités	Ensemble		Comptabilité formelle OHADA		Comptabilité formelle autre que OHADA		Comptabilité non formelle (Utilisation des carnets, notes personnelles, etc.		Pas de comptabilité écrite	
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
Total	**586 576**	**100,0**	**2 891**	**0,5**	**1 145**	**0,2**	**213 920**	**36,5**	**368 620**	**62,8**
Agriculture, Sylviculture et Pêche	2 547	100,0	24	0,9	2	0,1	810	31,8	1 711	67,2
Activités extractives	408	100,0	18	4,4	5	1,2	93	22,8	292	71,6
Activités de fabrication	62 099	100,0	259	0,4	55	0,1	18 663	30,1	43 122	69,4
Production et distribution d'électricité et de gaz	124	100,0	5	4,0	4	3,2	40	32,3	75	60,5
Production et distribution d'eau, assainissement, traitement des déchets et dépollution	305	100,0	7	2,3	3	1,0	106	34,8	189	62,0
Construction	542	100,0	62	11,4	16	3,0	234	43,2	230	42,4
Commerce	384 024	100,0	1 374	0,4	374	0,1	133 939	34,9	248 337	64,7
Transports et entreposage	1 286	100,0	72	5,6	21	1,6	690	53,7	503	39,1
Hébergement et Restauration	48 853	100,0	221	0,5	58	0,1	17 069	34,9	31 505	64,5
Information et de communication	27 938	100,0	104	0,4	29	0,1	10 965	39,2	16 840	60,3
Activités financières et d'assurance	3 593	100,0	53	1,5	58	1,6	1 979	55,1	1 503	41,8
Activités immobilières	514	100,0	16	3,1	5	1,0	277	53,9	216	42,0
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	1 481	100,0	82	5,5	18	1,2	693	46,8	688	46,5
Activités de service de soutien et de bureau	4 021	100,0	117	2,9	32	0,8	1 995	49,6	1 877	46,7
Enseignement	15 162	100,0	272	1,8	396	2,6	12 414	81,9	2 080	13,7

Activités pour la santé humaine et l'action sociale	7 415	100,0	124	1,7	50	0,7	5 490	74,0	1 751	23,6
Activités artistiques, sportives et récréatives	3 124	100,0	14	0,4	7	0,2	1 049	33,6	2 054	65,7
Autres Activités de services n.c.a.	23 140	100,0	67	0,3	12	0,1	7 414	32,0	15 647	67,6

Annexe 6: Répartition des UE par branches d'activités selon la Forme Juridique

Branche d'activités	Ensemble		Entreprise individuelle		SARL		Autre Société		Coopérative		Autre	
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
Total	**586 587**	**100,0**	**573 382**	**97,7**	**2 949**	**0,5**	**3 784**	**0,6**	**684**	**0,1**	**5 788**	**1,0**
Agriculture, Sylviculture et Pêche	2 547	100,0	2 404	94,4	25	1,0	52	2,0	37	1,5	29	1,1
Activités extractives	408	100,0	351	86,0	27	6,6	19	4,7	7	1,7	4	1,0
Activités de fabrication	62 101	100,0	61 185	98,5	268	0,4	316	0,5	98	0,2	234	0,4
Production et distribution d'électricité et de gaz	124	100,0	114	91,9	3	2,4	5	4,0	1	0,8	1	0,8
Production et distribution d'eau, assainissement, traitement des déchets et dépollution	305	100,0	277	90,8	6	2,0	6	2,0	7	2,3	9	3,0
Construction	542	100,0	430	79,3	95	17,5	10	1,8	4	0,7	3	0,6
Commerce	384 027	100,0	380 117	99,0	1 354	0,4	990	0,3	180	*	1 386	0,4
Transports et entreposage	1 286	100,0	1 150	89,4	60	4,7	48	3,7	11	0,9	17	1,3

Hébergement et Restauration	48 854	100,0	48 367	99,0	170	0,3	118	0,2	23	*	176	0,4
Information et de communication	27 940	100,0	27 577	98,7	132	0,5	85	0,3	18	0,1	128	0,5
Activités financières et d'assurance	3 593	100,0	3 431	95,5	64	1,8	58	1,6	30	0,8	10	0,3
Activités immobilières	514	100,0	469	91,2	23	4,5	12	2,3	-	-	10	1,9
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	1 481	100,0	1 305	88,1	77	5,2	44	3,0	9	0,6	46	3,1
Activités de service de soutien et de bureau	4 021	100,0	3 809	94,7	118	2,9	56	1,4	14	0,3	24	0,6
Enseignement	15 164	100,0	9 905	65,3	311	2,1	1 609	10,6	138	0,9	3 201	21,1
Activités pour la santé humaine et l'action sociale	7 415	100,0	6 636	89,5	104	1,4	245	3,3	74	1,0	356	4,8
Activités artistiques, sportives et récréatives	3 124	100,0	3 047	97,5	26	0,8	27	0,9	6	0,2	18	0,6
Autres Activités de services n.c.a.	23 141	100,0	22 808	98,6	86	0,4	84	0,4	27	0,1	136	0,6

Annexe 7: Répartition des UE par Branche d'activités selon la taille de l'UE

Total	Ensemble		Très petites entreprises		Petites et moyennes entreprises		Grandes entreprises	
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
Total	**586 587**	**100,0**	**558 261**	**95,2**	**28 217**	**4,8**	**109**	*
Agriculture, Sylviculture et Pêche	2 547	100,0	2 291	89,9	250	9,8	6	0,2
Activités extractives	408	100,0	315	77,2	81	19,9	12	2,9
Activités de fabrication	62 101	100,0	58 804	94,7	3 279	5,3	18	*
Production et distribution d'électricité et de gaz	124	100,0	104	83,9	19	15,3	1	0,8
Production et distribution d'eau, assainissement, traitement des déchets et dépollution	305	100,0	262	85,9	42	13,8	1	0,3
Construction	542	100,0	433	79,9	108	19,9	1	0,2
Commerce	384 027	100,0	380 692	99,1	3 326	0,9	9	*
Transports et entreposage	1 286	100,0	1 038	80,7	241	18,7	7	0,5
Hébergement et Restauration	48 854	100,0	47 300	96,8	1 553	3,2	1	*
Information et de communication	27 940	100,0	27 573	98,7	366	1,3	1	*
Activités financières et d'assurance	3 593	100,0	3 423	95,3	160	4,5	10	0,3
Activités immobilières	514	100,0	452	87,9	62	12,1	-	-
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	1 481	100,0	1 253	84,6	225	15,2	3	0,2
Activités de service de soutien et de bureau	4 021	100,0	3 670	91,3	335	8,3	16	0,4
Enseignement	15 164	100,0	653	4,3	14 499	95,6	12	0,1
Activités pour la santé humaine et l'action sociale	7 415	100,0	4 697	63,3	2 713	36,6	5	0,1
Activités artistiques, sportives et récréatives	3 124	100,0	3 009	96,3	112	3,6	3	0,1
Autres Activités de services n.c.a.	23 141	100,0	22 292	96,3	846	3,7	3	*

2. OPINIONS DES CHEFS DES UNITES ECONOMIQUES

Annexe 8: Principaux obstacles au développement des activités économiques par province en termes de score

	Province				
	KINSHASA	KONGO CENTRAL	KWANGO	KWILU	MAI-NDOMBE
Tracasseries administratives	207093	29029	5197	23063	7674
L'insécurité	143549	35464	434	7390	3416
Accès au crédit	138250	33207	8845	24361	10042
Accès à l'énergie	107895	25660	2574	9394	3805
La concurrence déloyale	89094	15769	2664	10358	4429
La fiscalité	65653	14070	3813	7775	3154
Débouché pour les produits	62655	25839	2719	8561	2075
Aucun obstacle	49106	14583	747	666	1792
La justice	42559	8350	965	2810	1564
Le mauvais emplacement	36526	9310	1155	2580	1484
L'insalubrité	30228	4154	107	441	253
La corruption	27759	4704	670	2394	1099
Autre	27397	15569	3016	988	1312
Approv. en matières 1ières	23797	12309	2661	6263	2389
Accès aux technologies	14082	6447	1059	3107	2162
La sorcellerie	5114	2395	640	1209	805
La nuisance sonore	5112	1554	131	223	59
L'épidémie	1942	783	835	233	462

	Province				
	EQUATEUR	NORD-UBANGI	SUD-UBANGI	MONGALA	TSHUAPA
Accès au crédit	16740	10714	9196	2715	5342
Tracasseries administratives	11598	6354	6439	2280	3323
La concurrence déloyale	8178	3042	4632	1131	1188
L'insécurité	7835	3052	3870	1434	1121
Accès_l'énergie	5412	2882	2878	1146	951
La fiscalité	4613	3806	3911	1014	1764
Débouché pour les produits	2975	5191	4770	1364	2284
Le mauvais emplacement	2483	1086	904	428	391
Approv. en matières 1ières	2446	2492	2596	508	2826
La justice	1946	2776	2138	1553	719
Accès aux technologies	1429	929	1446	948	1224
L'insalubrité	1213	900	336	222	84
Autre	1073	270	114	381	1799
La sorcellerie	895	1289	686	295	206
La corruption	829	1089	1665	1326	543
Aucun obstacle	816	1114	255	513	1364
L'épidémie	488	186	725	58	119
La nuisance sonore	422	174	190	110	5

	Province			
	TSHOPO	BAS-UELE	HAUT-UELE	ITURI
Tracasseries administratives	24012	3621	12521	27177
Accès au crédit	18545	3984	11684	12190
Débouché pour les produits	15939	3280	9639	7031
La fiscalité	15077	1649	11114	20512
La concurrence déloyale	12736	1732	5304	6147
Accès à l'énergie	9444	1173	3784	4780
Approv. en matières 1ières	9306	5368	6726	4139
L'insécurité	8575	3738	5264	27447
Aucun obstacle	6820	1169	1678	4758
Autre	5709	2426	3208	5383
Le mauvais emplacement	5655	1476	1586	2312
Accès aux technologies	4067	2267	1913	1130
L'insalubrité	3805	206	264	910
La justice	2209	466	1661	948
La corruption	1827	383	950	1576
La sorcellerie	1601	585	897	431
La nuisance sonore	745	93	99	182
L'épidémie	302	201	314	542

	Province			
	HAUT-KATANGA	HAUT-LOMAMI	LUALABA	TANGANYIKA
Tracasseries administratives	71900	7855	19135	17214
Accès au crédit	46080	7700	15776	8408
La concurrence déloyale	33705	2923	6296	3055
Accès l'énergie	32928	2645	7428	1713
L'insécurité	29961	1310	4299	12453
La fiscalité	27523	3638	9672	5107
Débouché pour les produits	25594	4282	9253	3896
Aucun obstacle	13942	1217	5729	6212
Approv. en matières 1ières	13485	5728	3901	3855
Le mauvais emplacement	11761	1254	2644	1948
La justice	11640	440	2437	1144
La corruption	9427	549	2521	1454
Autre	7913	2523	5016	1096
L'insalubrité	4817	258	1237	1152
Accès aux technologies	3913	876	1937	450
La sorcellerie	2168	451	593	1070
La nuisance sonore	1265	107	336	341
L'épidémie	854	1003	123	579

	Province				
	LOMAMI	SANKURU	KASAÏ ORIENTAL	KASAÏ	KASAÏ CENTRAL
Accès au crédit	10304	5882	24710	9786	12063
Tracasseries administratives	11010	5004	19275	11560	11335
Débouché pour les produits	6333	2509	16894	2109	4892
La fiscalité	8805	5872	13564	7855	7656
Approv. en matières 1ières	8337	1572	10128	1302	4069
La concurrence déloyale	3661	1936	8086	5314	5046
Accès_l'énergie	4083	1190	6210	2922	3356
Aucun obstacle	1615	1063	5705	1540	1142
L'insécurité	2613	1753	5362	3345	6307
Autre	3518	1227	5150	1726	1186
La justice	1787	996	4100	1391	2108
Le mauvais emplacement	2910	1160	2964	2150	2210
Accès aux technologies	2294	1260	2282	1625	3091
La corruption	1729	929	1582	1252	2442
L'insalubrité	427	484	588	471	614
L'epidémie	389	650	485	330	139
La sorcellerie	364	267	299	562	591
La nuisance sonore	169	130	169	137	254

	Province		
	NORD-KIVU	SUD-KIVU	MANIEMA
L'insécurité	111488	28519	5916
Tracasseries administratives	60963	41629	14297
La fiscalité	35699	34677	8442
Accès au crédit	29029	31826	13269
Débouché pour les produits	15345	10326	5735
La concurrence déloyale	11224	14730	3943
Accès_l'énergie	9875	9245	2400
La justice	7652	3802	2651
Le mauvais emplacement	6154	9055	3278
La corruption	5704	4528	1250
Aucun obstacle	5628	6601	1156
Autre	4864	12382	1331
Approv. en matières 1ières	4273	6244	4041
Accès aux technologies	2483	2796	1218
L'epidémie	2097	419	317
L'insalubrité	1809	2938	329
La sorcellerie	915	648	386
La nuisance sonore	293	666	101

3. PROFIL DES CHEFS DES UNITES ECONOMIQUES

Annexe 9: Répartition des UE par sexe du Dirigeant selon la Province

	Sexe du Dirigeant de l'UE					
	Total		Masculin		Féminin	
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
RDC	**622 657**	**100,0**	**357 015**	**57,3**	**265 642**	**42,7**
KINSHASA	184 485	100,0	97 421	52,8	87 064	47,2
KONGO-CENTRAL	44 660	100,0	24 721	55,4	19 939	44,6
KWANGO	6 421	100,0	4 488	69,9	1 933	30,1
KWILU	18 691	100,0	10 646	57,0	8 045	43,0
MAI-NDOMBE	8 206	100,0	6 017	73,3	2 189	26,7
EQUATEUR	11 979	100,0	6 743	56,3	5 236	43,7
NORD-UBANGI	8 010	100,0	4 389	54,8	3 621	45,2
SUD-UBANGI	7 797	100,0	4 844	62,1	2 953	37,9
MONGALA	2 988	100,0	2 234	74,8	754	25,2
TSHUAPA	4 334	100,0	2 814	64,9	1 520	35,1
TSHOPO	24 851	100,0	13 691	55,1	11 160	44,9
BAS-UELE	5 745	100,0	4 390	76,4	1 355	23,6
HAUT-UELE	13 272	100,0	8 179	61,6	5 093	38,4
ITURI	21 747	100,0	14 730	67,7	7 017	32,3
NORD-KIVU	53 196	100,0	29 613	55,7	23 583	44,3
SUD-KIVU	37 479	100,0	22 247	59,4	15 232	40,6
MANIEMA	11 795	100,0	8 431	71,5	3 364	28,5
HAUT-KATANGA	59 431	100,0	34 709	58,4	24 722	41,6
HAUT-LOMAMI	7 600	100,0	5 196	68,4	2 404	31,6
LUALABA	16 900	100,0	9 584	56,7	7 316	43,3
TANGANYIKA	12 766	100,0	7 178	56,2	5 588	43,8
LOMAMI	11 811	100,0	7 533	63,8	4 278	36,2
SANKURU	5 762	100,0	3 816	66,2	1 946	33,8
KASAÏ ORIENTAL	21 784	100,0	10 696	49,1	11 088	50,9
KASAÏ	9 396	100,0	6 179	65,8	3 217	34,2
KASAÏ CENTRAL	11 551	100,0	6 526	56,5	5 025	43,5

Annexe 10: Répartition des UE par sexe du Dirigeant selon le Milieu d'implantation, le secteur d'activité, le Degré de Formalité et la Taille de l'UE

	Sexe du Dirigeant de l'UE					
	Total		Masculin		Féminin	
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
RDC	**622 657**	**100**	**357 015**	**57,3**	**265 642**	**42,7**
Milieu d'Implantation						
Urbain	427 370	100	226 224	52,9	201 146	47,1
Rural	131 732	100	93 016	70,6	38 716	29,4
Semi urbain	63 555	100	37 775	59,4	25 780	40,6
Secteur d'Activité						
Primaire	3 241	100	2 723	84,0	518	16,0
Secondaire	65 897	100	42 464	64,4	23 433	35,6
Tertiaire	553 519	100	311 828	56,3	241 691	43,7
Degré de formalité						
Formel	2 511	100	2 124	84,6	387	15,4
Informel	620 146	100	354 891	57,2	265 255	42,8
Taille de l'UE						
Très petites entreprises	558 261	100	304 589	54,6	253 672	45,4
Petites et moyennes entreprises	28 217	100	24 853	88,1	3 364	11,9
Grandes entreprises	109	100	101	92,7	8	7,3

Annexe 11: Répartition des UE par sexe du Dirigeant selon la Branche d'activité

Branche de l'activité	Sexe du Dirigeant de l'UE					
	Total		Masculin		Féminin	
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
RDC	**622 657**	**100,0**	**357 015**	**57,3**	**265 642**	**42,7**
Agriculture, Sylviculture et Pêche	2 797	100,0	2 386	85,3	411	14,7
Activités extractives	449	100,0	342	76,2	107	23,8
Activités de fabrication	64 620	100,0	41 446	64,1	23 174	35,9
Production et distribution d'électricité et de gaz	217	100,0	197	90,8	20	9,2
Production et distribution d'eau, assainissement, traitement des déchets et dépollution	463	100,0	331	71,5	132	28,5
Construction	651	100,0	539	82,8	112	17,2
Commerce	404 751	100,0	206 419	51,0	198 332	49,0
Transports et entreposage	1 820	100,0	1 523	83,7	297	16,3
Hébergement et Restauration	51 128	100,0	18 635	36,4	32 493	63,6
Information et de communication	29 957	100,0	28 178	94,1	1 779	5,9
Activités financières et d'assurance	4 749	100,0	4 133	87,0	616	13,0
Activités immobilières	579	100,0	482	83,2	97	16,8
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	1 648	100,0	1 539	93,4	109	6,6
Activités de service de soutien et de bureau	4 427	100,0	4 108	92,8	319	7,2
Enseignement	17 922	100,0	16 066	89,6	1 856	10,4
Activités pour la santé humaine et l'action sociale	8 413	100,0	7 380	87,7	1 033	12,3
Activités artistiques, sportives et récréatives	4 049	100,0	3 724	92,0	325	8,0
Autres activités de services	24 017	100,0	19 587	81,6	4 430	18,4

Annexe 12: Répartition des UE par Groupe d'âge du Dirigeant selon la province et la Branche d'activité

	Groupes d'âge													
	Moins de 15 ans		15-24 ans		25-34 ans		35-44 ans		45-54 ans		55-64 ans		65 ans et plus	
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
RDC	**44**	**100,0**	**51 417**	**100,0**	**175 264**	**100,0**	**192 507**	**100,0**	**129 438**	**100,0**	**55 292**	**100,0**	**18 695**	**100,0**
Province														
Kinshasa	6	13,6	8 600	16,7	45 263	25,8	58 024	30,1	44 592	34,5	21 096	38,2	6 904	36,9
Kongo central	1	2,3	2 579	5,0	11 018	6,3	14 126	7,3	10 503	8,1	4 646	8,4	1 787	9,6
Kwango	1	2,3	436	0,8	1 545	0,9	1 880	1,0	1 551	1,2	758	1,4	250	1,3
Kwilu	0	0,0	1 708	3,3	4 737	2,7	5 887	3,1	4 113	3,2	1 598	2,9	648	3,5
Mai-ndombe	0	0,0	735	1,4	2 045	1,2	2 445	1,3	1 887	1,5	756	1,4	338	1,8
Equateur	1	2,3	1 029	2,0	3 175	1,8	3 730	1,9	2 656	2,1	1 057	1,9	331	1,8
Nord-ubangi	0	0,0	1 094	2,1	2 862	1,6	2 350	1,2	1 225	0,9	388	0,7	91	0,5
Sud-ubangi	0	0,0	1 004	2,0	2 463	1,4	2 329	1,2	1 350	1,0	517	0,9	134	0,7
Mongala	0	0,0	225	0,4	731	0,4	961	0,5	689	0,5	286	0,5	96	0,5
Tshuapa	0	0,0	331	0,6	1 150	0,7	1 326	0,7	975	0,8	440	0,8	112	0,6
Tshopo	1	2,3	2 112	4,1	7 096	4,0	7 959	4,1	4 759	3,7	2 199	4,0	725	3,9
Bas-uele	0	0,0	423	0,8	1 547	0,9	1 843	1,0	1 125	0,9	600	1,1	207	1,1
Haut-uele	0	0,0	1 478	2,9	4 209	2,4	3 970	2,1	2 229	1,7	1 009	1,8	377	2,0
Ituri	5	11,4	2 605	5,1	7 675	4,4	6 574	3,4	3 519	2,7	1 059	1,9	310	1,7
Nord-kivu	6	13,6	5 841	11,4	18 546	10,6	16 728	8,7	8 406	6,5	2 792	5,0	877	4,7
Sud-kivu	2	4,5	4 818	9,4	12 249	7,0	10 326	5,4	6 321	4,9	2 809	5,1	954	5,1
Maniema	0	0,0	1 210	2,4	3 502	2,0	3 780	2,0	2 219	1,7	841	1,5	243	1,3
Haut-katanga	4	9,1	5 176	10,1	18 727	10,7	18 687	9,7	11 002	8,5	4 370	7,9	1 465	7,8
Haut-lomami	2	4,5	863	1,7	1 865	1,1	2 350	1,2	1 581	1,2	618	1,1	321	1,7
Lualaba	3	6,8	1 451	2,8	5 084	2,9	5 487	2,9	3 347	2,6	1 197	2,2	331	1,8
Tanganyika	2	4,5	1 494	2,9	4 097	2,3	3 919	2,0	2 240	1,7	805	1,5	209	1,1
Lomami	5	11,4	1 361	2,6	3 007	1,7	3 232	1,7	2 569	2,0	1 160	2,1	477	2,6
Sankuru	0	0,0	565	1,1	1 894	1,1	1 718	0,9	1 055	0,8	390	0,7	140	0,7
Kasaï oriental	3	6,8	2 989	5,8	5 502	3,1	6 352	3,3	4 553	3,5	1 766	3,2	619	3,3
Kasaï	0	0,0	539	1,0	2 312	1,3	3 145	1,6	2 337	1,8	827	1,5	236	1,3
Kasaï central	2	4,5	751	1,5	2 963	1,7	3 379	1,8	2 635	2,0	1 308	2,4	513	2,7
Branche d'activité														
Agriculture, Sylviculture et Pêche	0	0,0	112	4,0	423	15,1	701	25,1	756	27,0	565	20,2	240	8,6
Activités extractives	0	0,0	27	6,0	95	21,2	143	31,8	103	22,9	52	11,6	29	6,5
Activités de fabrication	7	0,0	4 047	6,3	16 129	25,0	19 546	30,2	14 886	23,0	7 152	11,1	2 853	4,4

Production et distribution d'électricité et de gaz	0	0,0	19	8,8	35	16,1	59	27,2	57	26,3	38	17,5	9	4,1
Production et distribution d'eau, assainissement, traitement des déchets et dépollution	0	0,0	21	4,5	103	22,2	117	25,3	136	29,4	62	13,4	24	5,2
Construction	0	0,0	21	3,2	114	17,5	201	30,9	194	29,8	87	13,4	34	5,2
Commerce	29	0,0	30 435	7,5	110 709	27,4	130 561	32,3	86 912	21,5	35 267	8,7	10 838	2,7
Transports et entreposage	0	0,0	36	2,0	204	11,2	552	30,3	630	34,6	278	15,3	120	6,6
Hébergement et Restauration	1	0,0	3 110	6,1	13 463	26,3	17 306	33,8	11 276	22,1	4 557	8,9	1 415	2,8
Information et de communication	3	0,0	8 802	29,4	14 070	47,0	4 895	16,3	1 591	5,3	461	1,5	135	0,5
Activités financières et d'assurance	0	0,0	523	11,0	1 767	37,2	1 429	30,1	736	15,5	234	4,9	60	1,3
Activités immobilières	0	0,0	5	0,9	55	9,5	137	23,7	189	32,6	131	22,6	62	10,7
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	0	0,0	111	6,7	460	27,9	508	30,8	353	21,4	172	10,4	44	2,7
Activités de service de soutien et de bureau	1	0,0	425	9,6	1 646	37,2	1 245	28,1	738	16,7	265	6,0	107	2,4
Enseignement	0	0,0	207	1,2	2 665	14,9	4 406	24,6	5 103	28,5	3 661	20,4	1 880	10,5
Activités pour la santé humaine et l'action sociale	0	0,0	58	0,7	1 028	12,2	2 746	32,6	2 740	32,6	1 339	15,9	502	6,0
Activités artistiques, sportives et récréatives	3	0,1	633	15,6	1 699	42,0	908	22,4	508	12,5	214	5,3	84	2,1
Autres activités de services	0	0,0	2 825	11,8	10 599	44,1	7 047	29,3	2 530	10,5	757	3,2	259	1,1

Annexe 13 : Répartition des UE par Groupe d'âge du Dirigeant selon le secteur d'activité, le Degré de Formalité et la Taille de l'UE

	Groupes d'âge													
	Moins de 15 ans		15-24 ans		25-34 ans		35-44 ans		45-54 ans		55-64 ans		65 ans et plus	
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
RDC	**44**	**0,0**	**51 417**	**8,3**	**175 264**	**28,1**	**192 507**	**30,9**	**129 438**	**20,8**	**55 292**	**8,9**	**18 695**	**3,0**
Secteur d'activité														
Primaire	0	0,0	139	4,3	518	16,0	844	26,0	857	26,4	615	19,0	268	8,3
Secondaire	7	0,0	4 106	6,2	16 367	24,8	19 908	30,2	15 259	23,2	7 333	11,1	2 917	4,4
Tertiaire	37	0,0	47 172	8,5	158 379	28,6	171 755	31,0	113 322	20,5	47 344	8,6	15 510	2,8
Degré de Formalité														
Formel	0	0,0	27	1,1	248	9,9	673	26,8	801	31,9	566	22,5	196	7,8
Informel	44	0,0	51 390	8,3	175 016	28,2	191 834	30,9	128 637	20,7	54 726	8,8	18 499	3,0
Taille de l'UE														
Très petites entreprises	44	0,0	49 069	8,8	162 402	29,1	173 282	31,0	111 992	20,1	46 330	8,3	15 122	2,7
Petites et moyennes entreprises	0	0,0	414	1,5	4 260	15,1	7 816	27,7	8 265	29,3	5 161	18,3	2 300	8,2
Grandes entreprises	0	0,0	2	1,8	5	4,6	24	22,0	32	29,4	29	26,6	17	15,6

Annexe 14: Répartition des UE par Niveau d'instruction du Dirigeant selon la Branche d'activité, le sexe du Dirigeant, le secteur d'activité, le Degré de Formalité et la Taille de l'UE

	Niveau d'instruction du Dirigeant de l'UE									
	Sans instruction		Alphabétisé		Primaire		Secondaire		Supérieur	
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
RDC	**10 811**	**1,7**	**16 312**	**2,6**	**114 029**	**18,3**	**371 306**	**59,6**	**110 199**	**17,7**
Branche d'activité										
Agriculture, Sylviculture et Pêche	94	3,4	152	5,4	770	27,5	1 367	48,9	414	14,8
Activités extractives	16	3,6	20	4,5	124	27,6	215	47,9	74	16,5
Activités de fabrication	1 009	1,6	1 790	2,8	13 027	20,2	41 770	64,6	7 024	10,9
Production et distribution d'électricité et de gaz	3	1,4	2	0,9	12	5,5	103	47,5	97	44,7
Production et distribution d'eau, assainissement, traitement des déchets et dépollution	5	1,1	3	0,6	69	14,9	201	43,4	185	40,0
Construction	3	0,5	8	1,2	58	8,9	282	43,3	300	46,1
Commerce	8 184	2,0	12 021	3,0	82 155	20,3	242 825	60,0	59 566	14,7
Transports et entreposage	20	1,1	27	1,5	206	11,3	988	54,3	579	31,8
Hébergement et Restauration	1 166	2,3	1 573	3,1	11 524	22,5	28 758	56,2	8 107	15,9
Information et de communication	83	0,3	213	0,7	2 120	7,1	20 410	68,1	7 131	23,8
Activités financières et d'assurance	6	0,1	24	0,5	180	3,8	2 467	51,9	2 072	43,6
Activités immobilières	1	0,2	14	2,4	60	10,4	275	47,5	229	39,6
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	4	0,2	12	0,7	80	4,9	745	45,2	807	49,0
Activités de service de soutien et de bureau	10	0,2	19	0,4	142	3,2	1 812	40,9	2 444	55,2
Enseignement	11	0,1	19	0,1	184	1,0	8 645	48,2	9 063	50,6
Activités pour la santé humaine et l'action sociale	3	0,0	19	0,2	82	1,0	1 721	20,5	6 588	78,3
Activités artistiques, sportives et récréatives	11	0,3	38	0,9	297	7,3	2 452	60,6	1 251	30,9
Autres activités de services	182	0,8	358	1,5	2 939	12,2	16 270	67,7	4 268	17,8
Sexe du Dirigeant										
Masculin	2 864	0,8	5 441	1,5	44 298	12,4	222 696	62,4	81 716	22,9
Féminin	7 947	3,0	10 871	4,1	69 731	26,2	148 610	55,9	28 483	10,7
Secteur d'activité										
Primaire	110	3,4	171	5,3	893	27,6	1 581	48,8	486	15,0
Secondaire	1 020	1,5	1 800	2,7	13 148	20	42 330	64,2	7 599	11,5
Tertiaire	9 681	1,7	14 341	2,6	99 988	18,1	327 395	59,1	102 114	18,4
Degré de Formalité										
Formel	5	0,2	12	0,5	87	3,5	730	29,1	1 677	66,8
Informel	10 806	1,7	16 300	2,6	113 942	18,4	370 576	59,8	108 522	17,5
Taille de l'UE										
Très petites entreprises	10 332	1,9	15 607	2,8	109 489	19,6	338 923	60,7	83 910	15,0
Petites et moyennes entreprises	69	0,2	154	0,5	1 087	3,9	12 879	45,6	14 028	49,7
Grandes entreprises	-	0,0	0	0,0	2	1,8	17	15,6	90	82,6

Annexe 15: Répartition des UE par Nationalité du Dirigeant selon la Branche d'activité, le sexe du Dirigeant, le secteur d'activité, le Degré de Formalité

	Nationalité du Dirigeant de l'UE							
	RDC		Pays Limitrophes		Autre Afrique		Autre	
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
Branche d'activité	614 602	98,7	876	0,1	4 133	0,7	3 046	0,5
Agriculture, Sylviculture et Pêche	2 772	99,1	5	0,2	8	0,3	12	0,4
Activités extractives	427	95,1	0	0,0	1	0,2	21	4,7
Activités de fabrication	64 153	99,3	75	0,1	191	0,3	201	0,3
Production et distribution d'électricité et de gaz	212	97,7	0	0,0	1	0,5	4	1,8
Production et distribution d'eau, assainissement, traitement des déchets et dépollution	458	98,9	1	0,2	2	0,4	2	0,4
Construction	613	94,2	3	0,5	4	0,6	31	4,8
Commerce	398 689	98,5	586	0,1	3 456	0,9	2 020	0,5
Transports et entreposage	1 723	94,7	14	0,8	16	0,9	67	3,7
Hébergement et Restauration	50 747	99,3	99	0,2	167	0,3	115	0,2
Information et de communication	29 778	99,4	23	0,1	93	0,3	63	0,2
Activités financières et d'assurance	4 622	97,3	5	0,1	39	0,8	83	1,7
Activités immobilières	569	98,3	2	0,3	2	0,3	6	1,0
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	1 616	98,1	2	0,1	3	0,2	27	1,6
Activités de service de soutien et de bureau	4 354	98,4	9	0,2	11	0,2	53	1,2
Enseignement	17 830	99,5	8	0,0	44	0,2	40	0,2
Activités pour la santé humaine et l'action sociale	8 354	99,3	6	0,1	19	0,2	34	0,4
Activités artistiques, sportives et récréatives	3 777	93,3	12	0,3	25	0,6	235	5,8
Autres activités de services	23 908	99,5	26	0,1	51	0,2	32	0,1
Sexe du Dirigeant								
Masculin	350 430	98,2	517	0,1	3 344	0,9	2 719	0,8
Féminin	264 172	99,4	359	0,1	789	0,3	320	0,1
Secteur d'activité								
Primaire	3 194	98,6	5	0,2	9	0,3	32	1
Secondaire	65 382	99,2	79	0,1	198	0,3	236	0,4
Tertiaire	546 026	98,6	792	0,1	3 926	0,7	2 771	0,5
Degré de formalité								
Formel	1 955	77,9	21	0,8	137	5,5	398	15,9
Informel	612 647	98,8	855	0,1	3 996	0,6	2 641	0,4

ANNEXE **B**

LISTE DU PERSONNEL DU RGE

COMITE DE PILOTAGE

Directeur de cabinet du Ministre du Plan

Directeur Général de l'Institut National de la Statistique

Délégué en matière Economique du cabinet du Premier Ministre

Directeur des Etudes et Planification du Ministère de l'Economie

Directeur Général de l'Office National pour l'Emploi

Directeur de la Direction des Etudes macro-économiques (des secteurs sociaux, de suivi- évaluation et programmation et Budgétisation) du Ministère du Plan

Directeur de la Recherche et des Statistiques de la Banque Centrale du Congo

Représentant de l'Association Congolaise des Banques

Représentant du Conseil Permanent de la Comptabilité au Congo

Représentant du Comité Technique de suivi et évaluation des Réformes (CTR)

Délégué du Ministère des Mines

Délégué du Ministère des Finances

Délégué du Ministère du Budget

Délégué du Ministère de l'Industrie

Délégué du Ministère des Hydrocarbures

Représentant de l'Association Nationale des Entreprises du Portefeuille

Représentant des Partenaires Technique et Financiers (PTF) : Banque Mondiale, Banque Africaine de Développement (BAD), Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), Union Européenne, DFID, CTB et Coopération Française

Représentant de la Société Civile (des ONGs du Développement)

COMITE DE COORDINATION

Serge BOKUMA ONSITI, Directeur Général de l'INS

Judith KISIMBA MUSUMBA, Directeur Général Adjoint de l'INS

DIRECTEUR TECHNIQUE

MPAKA EBUN'BE Félix

EQUIPE TECHNIQUE

Ignace PANU KITENGE, Expert Economiste

Martin LUVENGOMOKA NDONGALA, Expert National Statisticien

Boaz MINGIEDI MATONDO, Expert National Statisticien

Gerry KADILA NGALULA, Expert National Statisticien

Moïse LISUNGI FUNGA OSALA, Expert National Statisticien

George FATAKI TSHIKUASA, Informaticien

Schola NSHIMBA NKONGOLO, Informaticienne

Marc MAYENGELE, Informaticien

Léonard MUNONGO KUVWA NSOKI, Logisticien

Aimé Cyprien DIONZO NSELE, Chargé de communication

Gina MIYOKO MONKA, Assistante administrative

CONSULTANTS INTERNATIONAUX

Symphorien BANON, Consultant en Recensement des Entreprises

Léonard NABASEMBA, Consultant Informaticien

EQUIPE D'ANALYSE

Félix MPAKA EBUN'BE, Directeur technique

Ignace PANU KITENGE, Expert Analyste Economiste

Martin LUVENGOMOKA NDONGALA, Expert Analyste Statisticien

Boaz MINGIEDI MATONDO, Expert Analyste Statisticien

Gerry KADILA NGALULA, Experte Analyste Statisticienne

Moise LISUNGI FUNGA OSALA , Expert Analyste Economiste

Blanchard PAKA KUABITUKA , Expert Analyste Démographe

Enoch KATEMBUE PALANGI, Expert Analyste Statisticien

Luc JOSUE LEMBA, Expert Analyste Statisticien

Lionel PANKWA KAKAY , Expert Analyste Statisticien

Philippe MATSUNDI MATSUNDI, Expert Analyste Statisticien

Justinien KASEREKA MAFUNYANGO, Expert Analyste Statisticien

Dieudonné NTAMBWE MPUNGWE, Expert Analyste Statisticien

Del'or MPONGO NGAMBIMI, Expert Economiste

George FATAKI TSHIKUASA, Expert Statisticien Informaticien

Schola NSHIMBA NKONGOLO, Experte Statisticienne Informaticienne

Jean Luc MPIANA TSHILUMBA, Expert Statisticien Cartographe

Samson MUWAWA NGAMAMA, Expert Statisticien Informaticien

Ange ANASA ANDJEYI, Experte Statisticienne Informaticienne

Prince SIMBA ALIMASI, Expert Statisticien Informaticien

Rebecca KATAMBU NYASSA, Experte Statisticienne Informaticienne

SUPERVISEURS ET ASSISTANTS TECHNIQUES INFORMATIQUES

N°	PROVINCE	N°	NOMS SUPERVISEURS	NOMS ATI
1	KINSHASA	1	KABEYA MBUYI Aime	FARIALA BIBOLA Diane
		2	KALESHI CHALONDAWA Gilbert	
		3	MULENDA LUAPE Dominique	
		4	MUNONGO NKOSI Jules Bavon	
		5	WELA IKUSOLA Jean Israel	
		6	MATUVANGA KASIVIKO Dieu Merci	
		7	IYAMBE LOKULI Kelly	MUVUMA MATONGE Augustin
		8	LONGEMA OSEMBE Roger	
		9	NANZANA NZUNZA Jean Martin	
		10	ZANGAMOYO WILLY	
		11	MAVUNZA ABEKI Blaise	
		12	MPANYA MITSHINI Guylain	MALENGA MAYUNGA Patrick
		13	CIRINDA MULUME Godefroid	OKEKE KALEMA Patrick
		14	KABANGA KADIMA Josue	
		15	MANGALA BITUMBA Jacques	
		16	MATERANYA KILOLO Patrick	
		17	BOLAMBA SOMBE Mimie	KAZITALA MBUTUYIBI Jean-Claude
		18	ETUKA KELEKELO Patrick	
		19	KIBALA KUMA Deogracias	
		20	MALONDA NSASI Carmen	
		21	NYEMBWE TSHIMBIYA Jonathan	
		22	TUPILA MVUMBI Serge Richard	
		23	PUKUR MBWA OLAB AIME	
		24	BATABIHA MURAIRI Guillaume	KAHINDO MAMY
		25	KOTO PUKUMUNA Bien Aimé	
		26	LUMENGA NSENAYA Giresse	
		27	PHAMBU MALONDA Alain	

		28	BAKAMBANA MBIZI Eulalie	BIKANGUI FIDELE
		29	LUPAPA LIBOTE Paraman	
		30	DIATEZUA MPENGANI Roger	
2	BAS-UELE	1	NSUNGANI NTUMPI Achille	ANASA ANDJEYI ANGE
		2	MAVUMA PINI NGALALA Edouard	IYOMBE BOLA JOE CALL
3	ÉQUATEUR	3	BAENDE BOSAKA GERTRUDE	KONGA MANGAYA JONAS
		4	KAU LUTUMBA Freddy	MONGU MANDO Lydie
4	MAI-NDOMBE	5	BINDA TATUKILA Aime	MUFUNDU NZUZI Bovick
		6	KELEKAZINA MONSENGO Pitshou	TAMUKWO SAYE Guylain
5	HAUT-KATANGA	7	MUKENDI KABONGO FRANCOISE	LUANGO BENDERA GERARD
		8	MUKAMBA MPUMBUA De Gaulle	
		9	KATUNG MUSANS STEPHANE	OKHA IMURANI Adolphe
		10	IKWANSANYA BAPOMA Esperant	
		11	KAYIBA MBELU Elisabeth	
		12	TETE SULA Louison	
6	TANGANYIKA	13	MBUYU BANZE Blhen	SENGA Blaise
		14	KAPEPA MUDIMBA Ernest	KATAMBU NYASSA REBECCA
7	HAUT-LOMAMI	15	MUKA MISAKABU Thierry	SIMBA ALIMASI PRINCE
8	LUALABA	16	MUTOMBE BAMUE DOUDOU	MPIANA TSHILUMBA Jean Luc
		17	DIAMFUILA BELO Trina	NTAMBWE MPUNGWE Dieudonné
9	HAUT-UELE	18	DUNIA MUSHABAH Martin	PAKA KUABITUKA Blanchard
		19	MONSENGO NKOY AIME	MOKWE KABISA Dieudonné
10	ITURI	20	PALUKU FATUMA Cathy	ADRIKO AVO JEAN JACQUES
		21	LIWONO MOBA Dickens	LOFELA ISAMINI Claude
11	KASAÏ	22	BONA MUAMBA OLIVIER	KABAMBA LUBANZA DOLLY
		23	TSHIABA NGALAMULUME Johnny	IYOKO BIBOLO Bruno
		24	OMOKOKO LOKANGA BENOIT	MUKA MUSWAYA CLAUDE
12	SANKURU	25	IFENDE NAPANA JEAN CLAUDE	MUKUNA MULENGA Moïse
13		26	MUJINGA BADIBANGA MARIE	KUAMBA MULUMBA ANDY

	KASAÏ-CENTRAL	27	KOYH BANGUI Olsen	MALU MAMPUYA Jean-Christophe
14	KASAÏ-ORIENTAL	28	KATUKU LUAKASHINDA Georges	CIVUADI BUKASA JUVIN
15	KONGO-CENTRAL	29	NZUZI NYENYE FAUSTIN	DIYAVANGA KALUNGA
		30	BOSONKO JACQUES	TAWU FOTO LASCONY
		31	KONDE KONDE Jean Paul	MASSAMBA MABILAMA Lucie
16	KWANGO	32	MUBIALA YAYA ANGE	KAMENGA KUSONIKA Kams
		33	BELANGANAYI MPUTU Christian	KUBINDIKILA KALENGA Raoul
17	KWILU	34	LEMBA MUDIMUNANGA LEDIM	LANDU ALIMA Rose
		35	DIMUANGALA NKOLA Prudence	KIBA MVIKA Théos
18	LOMAMI	36	MUTALA KASHALA MAO	KATALA LUABONSO Jérémie Junior
		37	KALALA MUAMBA JEAN-PIERRE	KASENDA CIMONA ODON
19	MANIEMA	38	MWINYI SHAH NASSER	OMBA OMOMBO Freddy
		39	MASSAMBA LUYINDULA Modeste	
20	MONGALA	40	MAUTE MAKIONA Gildas	MATSUNDI MATSUNDI Philippe
21	NORD-KIVU	41	HAWA SYLVANA	MUWAWA NGAMAMA SAMSON
		42	LUKUSA BALEKELAYI Kapuku Daniel Celeste	ATHIBU MWINYI Eric
		43	KASEREKA MAFUNYANGO Justinien	BURONGO KATAYUMYA KATE
22	NORD-UBANGI	44	EWOMO NTOTELE Cyprien	KOTO NGBANGA PATRICIA
23	SUD-UBANGI	45	BOYELIPO DADDY	MAVINGA KINZOLA Guyguy
24	SUD-KIVU	46	CUMA BASHIZI Landry	NDJADI BEST
		47	SABYUNU KABANDA Yves Lucien	
		48	AKONGO MUTAHALI DADI	CIZA BATUMIKE Olivier
25	TSHOPO	49	LAWANGA ONTSHICK Leader	ILUNGA LOMAMI Gaylord
		50	MPAKA ZAKANDA Ange	
		51	ELALI EYIMBA Jules	ASANGO OSENGE Innoncent
26	TSHUAPA	52	KASONGO MUSALAMPA Honorine	BOSENGE BOKOLO JEAN PIERRE
		53	BOKOLO IPAYA Christian	ILUKU PANZE Stéphane

AGENTS RECENSEURS

PROVINCE	AGENTS RECENSEURS	PROVINCE	AGENTS RECENSEURS	PROVINCE	AGENTS RECENSEURS
KINSHASA/BANDAL	AMISI ABDALLAH ROLLY	KINSHASA/BANDAL	MUKENDI MPOYI JUNIOR	KINSHASA/BARUMBU	DJOKO ONYENGA DJONY
	BADIAMBILE KABANGU ELIE		MUKENGE LUHAKA YAN		EYENGA MARIE FATIMA
	BOLONDO ILAMBE SARAH		MULUNGA NKUMBA FRANCIS		IBALANSAMBA VALERE
	BONGELI SAKINA SAKINA		MUMBE SINAMALI MICHELINE		IKANGA ILANGA NICOLE
	BONGWALANGA KOMBI STANLEY		NKILA SESE TOUSSAINT		ILANGA TEKA SIMONE
	DIANGI LUTONADIO PATRICK		NSEKA LUYEYE PATHY		ILANGA BOBILA JONATHAN
	EKWA MPAKIYUNGA DANIEL		SONA NGUNZA DIVINE		ILUNGA BADIBANGA ADONIS
	FIENGA MAKABI ERICK		TAMBWE MWAPEMBE CONCILIA		ISSAMBO MAMBASA LISA
	HEMEDI TSHIANZI WENGA YVES		TONGO LOAMBO PATRICK		IVINIA OKEPIONTSE FLORENT
	ILUNGA KABEMBA CHARLES		TSHIBANGU KALAMBAYI TSHITSHI		KABEYA BIAYI JHONNY
	ILUNGA KALUBI ALAIN		TUMBA MUANZA DEI GRACE		KABEYA MBAYA DADDY
	ILUNGA MVIDIE PATRICK		USENI BIN USENI SADAM		KALONJI MULUMBA DANNY
	INTOLE MOKONDJO VICTOIRE		WASSIA ANENGENI DOREA		KANKU MVITA NATHALIE
	KABUYA KABUYA ISSA	KINSHASA/BARUMBU	ABEDI MWIMBI PATRICK		KAPINGA MULUME JEAN PIERRE
	KALALA MULUMBA DIDO		AHINDO ALAMBO ANDRE		KASAKA MUSAMBAY CHRIS
	KALAMBA NGWAMAH GREGORY		AMBENA OTILE YVETTE		KASSONG'OLUA SHUNGU HERITIER
	KALEKA MBUYI JEANPY		ASSANI HENRI MORTON		KAZAD NAWEY JUNIOR
	KASHEMWA MAPENDO PATRICIA		ATUTUNA MBONGO DAN		KITOKO AMURI JEAN PAUL
	KAZADI LUBEMBE EMMANUEL		AYETENA BEGAKOMA DANIEL		KUSANIKA TSHELA PACIFIQUE
	KIBIBI LUKOBEKA JEANNINE		AZIDAMA NGONZAMA JUSTIN		LEKUYA ALOLO YANNICK
	KIFAYA EKOYA MARTHE		BAHATI MAGENE JEAN		LIKEKE TITAZOYI CHRISTIAN
	LISANGOLA BAKANDJA DENISE		BANKUM NADINE NADINE		LOHANDJOLA KATAKO JOHN
	LITA POLEPOLE DANIEL JUNIOR		BASOMBI LOKANGU LAETICIA		LOMAMBA OTSHUDI GASTON
	LUMPUNGU MILAMBO JACQUES		BELANGA BELANGA JEAN LOUIS		LOMPOKO BAKATSWA ROGER
	MAFUTA NGUDI-KIESE DEBORAB		BINGA SHAMBA CECILE		LOWENGA KOYAMONDJA LOGAS

	MALUMBA KAYEMBE ARNAUD		BOMBESHA MPUTU MONICA		LUFWA LUNZALA MYSTERE
	MASISA LUZAYILADIO ROLLY		BOMBESHA NTUMBA ADRIENNE		LUKUSA KABASELE JOVANY
	MASONGO ANZOLO BRUNO		BOMBOKA NGBOLONDO PATRICK		LUMPUNGU MUDIANDAMBU LIEVIN
	MAYALA MUNGUL AURELIE		BOTULI ENTOMBO JEAN		LUNGELE ARMEL ARMEL
	MBALA MATONGA GIRESSE		BUAMBA MUDIPANU ANICET		MABIA MAIKANDI CHRITIAN
	MBUYI BADIBANGA BENJAMIN		BUKASA MOKOMBA JUNIOR		MAKO ALBERT STEVE
	MOSENGO MOKUBA FABRICE		DEDETEMO MAKARALA DIDIER		MAPUKU IRUNT ANACLET

PROVINCE	AGENTS RECENSEURS	PROVINCE	AGENTS RECENSEURS	PROVINCE	AGENTS RECENSEURS
KINSHASA/BARUMBU	MASUAMA DIZA FERGHANY	KINSHASA/NDJILI	BOKANA MPANYA RICHARD	KINSHASA/NDJILI	MUZINGA SUMBU THERESE
	MBAYA IFONDA GUELPHY		BOMA NKAYILILA ALPHADY		MVULAZANA KIAY GUY-PAULIN
	MBELA MOKWAMI LOUIS DIEU		DEBATALA KADAY ARCHANGE		MWANGA NGANGU FANNY
	MBOKADI MIKOBI NORBERT		DONGO NDOMBE JOËL		NANA MUTEKESHE PAPY
	MINZUNDU MINDEKE BLANCHARD		FURE KAGELA DANE		NDOMBE MANUELA OLIVIER
	MOBILE NGALIA ANGELE		KABEYA KIMPEMBE NOELA		NDUKUTE KETHIOL SANDRINE
	MOLIBA LUAMBA PAUL		KIBADI MAMBU MYLORD		NGOMA NTUALA JEREMIE
	MPANDA KIAKU BRUNO		KIKWATI KAKESA PITSHOU		NGUMBU KUTA HUGOR
	MPUTU KAPINGA COCO		KIMBONIMBONI AMBA JEANNOT		NGWANZA LUWEYE CLEVITTE
	MUAMBA MUAMBA KISS		KINSOSA MAKETA SYDLIK		NIATI MPOLO PAPY
	MUKADI TSHIBANGU CHARLES		KITANU MUTEBA LAURENT		NKENZE SINTSE FALONNE
	MULOPO CARLOS		KIUMU NGAMPAMBA JULES		TOMBISA MPAKA WAZNY
	MUNSETE MADIAMBAU THOMAS		KUNDA WA-NTIBILU ANDY JUNIOR		YUKA BARTHELEMY DIAZ
	MUSIANI OMEYAKA JACKSON		KUPA BANZUNGU BENEDITE	KINSHASA/GOMBE	ABEDI ASENGA JACQUES
	MWENDASOKO MAPENZI SOPHIE		LUDIAZO NKEMBO GLOIRE		ALLIANGO NYARALIKER STELLA
	NGBANGADIA NWASINDE PAPY		LUEMBA DUNIA CHRISTIAN		ARNOLD LONGO
	NYAMOLOLO ONYEMA PETIT		LUEMBA LOSAKALAKA PATRICK		ASANGA IYOKO CLEMENT
	SALEH MWANGA CHARLES		LUKOKI NDOMBASI JEREMIE		ATAKWA FINAL ARNOLD

	SAMBU SAMBU JEAN		LUKOMBO BANZENZA RODRIGUE		BAHATI MUSA PHILIPPE
	SOLONGO TSHAMBA MAURICE		LUZAU MUDIBI MICHEL		BAHATI NTAHUGWA CRISPIN
	TONI TONI FRANKLIN		LUZINGISA VAKANDA YVES		BAKULU IS'OSAY JEAN FREDERIC
	UNGU SELEMANI FRANCIS		LUZOLO LOLO HORNELLA		BALEKE MITIMA GRACE
	WANGI MPUTU PAMELA		MAKANGILA NTIMANSIEMI ERICK		BALO BIBI EDITH
	WEDEBILIGO PENZE CONSTANTINE		MANTUA LUMBU BLAISE		BALOJI KAZADI ERIC
	WETESHE MOCHIRE PECOS		MASIDI NKANI CAN LEPETI		BARIENDERA BANZA FLORENCE
	WUMBA MALONDA GENEVIEVE		MBOBO MUKISI NICAISE		BATUMANGA MAYAVANGUA SANDRA
	WUTSHU MUNDALA FREDDIE FRETOSH		METUSALA NZONZI CHRISTIAN		BEDI KAZIKUNDI HORTENCE
	YONGO BANANA GYPSIE		MILUNDA MULENGAMANI IDRISS		BEKUNYA NGWA SYLVER
	ANKE KISINZA DIEGO		MOTONGO AKOMBE BIENVENU		BELENGO BAMBALATIWE MATHIRIN
	ASABIEL MUMBANDA FRANCINE		MUNDELE MUTEBA GLOIRE		BENKANA KISOLOKELE GERVANIE
	BABENA BAL'SONG THIMOTEE		MUNZENZE ROBERT-DOUDOU		BILOWA BATWASE MADELEINE
KINSHASA/NDJILI	BABENA SIPOLE BERTHE		MUTOMBO KABINYANGA RUBEN		BIREGEYI WANI PAOLA

PROVINCE	**AGENTS RECENSEURS**	**PROVINCE**	**AGENTS RECENSEURS**	**PROVINCE**	**AGENTS RECENSEURS**
	BOKONDI MBOMBA CELSIUS		KANIKI MUNAMPALA BRUCE		MBULA EY'OFATA BASTE
	BOKWAKI MPEBO DAVID-ARTHUR		KASAMPU KAPAKU CLAUDE		MBUOMA MBAKAMA MAMIE
	BONDONGA NSWALA LANDRINE		KASENYA MUHONGO GUYLAIN		MIFUNDU MIEKO LESLIE
	BORA BAHATI JULES		KASOKI SIRIKI SARA		MINGETA ZONGBANGA TRESOR
	BOTUNGA ENGEA MERPHY		KAVIRA SAFI NICOLE		MOLISHO ANASTASIE ANITA
KINSHASA/GOMBE	BUSHOLE MUKEVI PATRICK	**KINSHASA/GOMBE**	KAWISA KENDA MEDARD	**KINSHASA/GOMBE**	MOMBE BOTIKI EXAUCE
	BWANGA BULELE CHRISTIAN		KIKWANGO MAMU ESTHER		MOSEMBWE TSHIKASA GUY-MICHEL
	BWIRA MUFURUME TONY		KINGAMBO MUYINGI VICTOR		MPASI LUKIESA HIFI
	CELESTIN MADINDA CELIUS		KONGOLO TSHISUAKA THIERRY		MPEY MUNKAMA SYLVAIN
	CIMANGA CIMANGA ARTHUR		KUGEMA KABONGO RICKY		MPUNGU OISSA MICHEE
	CIZA ZALUKE CHRISTIAN		LOFOMA KOMBAMBE VINNY		MPUTU LONYEKA CLAUDINE

DONGI SAFU GAETAN	LOMBO MAVINGA ALPHONSE	MPUTU MULAMBA JEAN--PAUL
ECHEL TSHIMANGA SYLVESTRE	LOSHIYA LOTAHE JEAN	MUAMBA KABEYA PATOUSS
EKAHNYA BONKUTA CONSOLATE	MAA IYEMAMPIMI ACHILLE	MUDIANDAMBU MBUYAMBA CHRISTIAN
ESHIMU KATABALEY CHRISTIANE	MAKOLO BAKENGE MAFI	MUELA MUTANDA SERGE
FURAH DAMBO RAVIE	MAKOME DUNIA NICAISE	MUKUTA MUTANDA PATRICK
GBOKOTO YALANDA RODRIGUE	MANGAMBA MAFUTA JIMMY	MUKWAMBANZA MASASI DADA
HONORINE MUNDALA PAUNI	MANGU EBISI CELESTIN	MUMBIM MASELA LAURIANE
ILUNGA NGANDU FRANCK	MANSEKU LUSENDE NONNON	MUSUAMBA BATENA AIMERANCE
ISOMOSEMBE BOSULU TIGANA	MANU MBIMBA MARTINS	MUTEBA WA MUTEBA WILLY
IYOLO NDJONDO JONAS	MAPENDANO RUKESHA FELIX	MUTEMEKA KANGEME FISTON
KABAMBA KANUMBEDI BERNARD	MATONI SAKAJI DONATIEN	MUTOMA KAHENGA JEAN-PAUL
KABAMBI KALALA BETHY	MATUNGULU KAPAY JERRY	MUTSHIPAYI BAUME TOUSSAINT
KABEYA BIAYA MAGLOIRE	MAVUNZA KIANGANI KIANG	MUTUZA SEFU MICHEL
KABOM MUSHABA GUY	MAVUNZA DANASSE MANASSE	MUYESI LOMBI YVE
KABONGO KAPAJIKA CLEMENT	MAYINGI NGOLO FANNIE	MUZINGA MWENZE SOLEIL
KADIMA TSHIPANDA JONATHAN	MAYOTO OSWAL MIRIAM	MWADI KIBEYA MAGUY
KALALA MUTOMBO JOËL	MAYOTO ANTAN DEBORAH	MWANZA KUDIBWANGA SAVY
KALAMBAYI BADINGI OSCAR	MAZENZE BILINGI GASTON	MWEZE BAHATI JACKSON
KALAWE OMOKODI FRANÇOIS MANIX	MBAMBO BENGO JOSEPH	NAKASILA NGUNDU GLORIA
KALEMBA BALANDA MAGALIE	MBAYA TSHOVO PRINCE	NDAIE WA NDAIE SERGE
KALONJI MUKUNDAYI JEAN PIERRE	MBOMBO MBOMBO JEAN LUC	NDALA KADIMA RICHARD

PROVINCE	AGENTS RECENSEURS	PROVINCE	AGENTS RECENSEURS	PROVINCE	AGENTS RECENSEURS
KINSHASA/GOMBE	NDEYA MUNSIMFUMU ALPHONSINE	KINSHASA/GOMBE	WANA NKALA REMY	KINSHASA/ KASAVUBU	SESSA MAVUNZA FRANCIS
	NDOMBA KABONGO CHRISTIAN		YAYOGO GENDANU ALICE		WONYA SHONGO ABIGAEL
	NGANDIR KALAKI GRACIA		YOKA KITILA NORBERT	KINSHASA/ KIMBANSEKE	AKUA KINGUENI ACKY
	NGANDU NTUMBA ALAIN		YUMBA MUHAMED DANIEL		ALANGA KATUMBA TATIANA
	NGANDU WA NGANDU JEPHTE	KINSHASA/KASAVUBU	ASISA TAMBWE BRUNEL		ANGALIKIYANA MIKENO SERAPHINE
	NGIALA FUALA DURCEY		BITUMBILA BITUMBILA EVARISTE		ANSEY OYANGA ADELARD
	NGINI SITALA MADELEINE		BUNDI MUAKA MIKE		ANSOBI MPIA MPIA
	NGONGO KIMWEMWE JEAN-PIERRE		KABUYA MBUYAMBA WILLY		ASHA IMOTE JUNIOR
	NKATA BOLOLIKI LINDA		KALEBA AWUNDU MECHACK		ATCHIMENE MALESHEL DIMITRI
	NSANGA MPUNGA IDA		KAMBA KALONJI PATRICK		AYIKO LEPE MARIE LOUISE
	NYANGOMBO UTSHODI		KAPAMBU MUAMBA HERICK		BAJIKIJAY MUTEBA HERVE
	NZAMBI MOISE MOISE		KAPOME MUGENI GERTRUDE		BAKENDAKANA BUDUILE GRACE
	NZAU B. WA BONDO CHARLES		KASEYA MUKUNA ERICK		BALOBA MESIA AIME
	NZUNGU DINKWEMI LAETICIA		KASONGA KIAMPAVA LAMPARDO		BANGALALA KIAMA SENIOR
	OMAPONGO OMOKENDE JOSEPH		KATUMBAYI NKONGOLO PAUL		BAZUNGULA MWENZE CHRIST
	OMBA YODI FAUSTINE		KAZUMBA MUPEMBA DONAT		BEYA KAMBALA TOMS
	OPANGA YENYI AMISI		KOSO OWAMBE PAUL		BIONAYO MAGBELA GEORGES
	SADIKI LUHINDI GLODI		LOMAMA BOLA ELO ZACHARIE		BISANGANA NKOLE ANTOINETTE
	SATULUNGU MILABIO ROGER		LUZINGU DILUVENGI FABIENNE		BOLEO ILONDO YANICK
	SELENGE KAMOSHI MARTINE		MABIALA NONGO DEBORAH		BOLEO ILONDO YANNICK
	SIMY PATRICK TRESOR		MAKAMBO MANZEWA ALBERT		BOSHIEWA MPAMBATA DIEUDONNE
	SYAUSWA VINANE JEROME		MAMPUYA KIAMPAVA NIXON		BOWEYA KWAMA CHRISTELLE
	TAKUBUNGO KABE JUDITH		MANKUSA NGEMBA CORNELLIE		BOYELI MAZITA TIZIANA
	TAMBWE KUU REBEKAH		MATONDO FELE FATHY		BULOKI BUKAKA PLATINI
	TITABILANI BAKOTE JOEL		MAYENGELE MBONGO BIENVENUE		BWANYA MAZENGE MOISE
	TOLANSA MANZANZA AIDANT		MUJINGA KABONGO BOBETTE		CIRIMWENGOMA RUTAHA OLIVIER
	TSHALA TSHAMALA THIERRY		MUKEBA MULUDIKI FREDDY		DIAMONIKA MBENGELE RITA

	TSHIAMALA MULUMBA RICKEN		NDIMBANI NSIMBA JOSUE		DIANA MAMBUKE EDDY
	TSHIBAMBA NTOKA ERIC		NDIMBANI NZUZI CALEB		DWEME OMOZEKAZE TOUSSAINT
	TSHIBANGU LUKUSA GUY		NGELI NGELI SERGE		EGBENDE BOKOTOLA GRADI
	TSUMBU TATI GABRIEL		NTUMBA LUBOYA VERONIQUE		EGBENDE MABOSO DEBORAH
	UMBA UMBA TRESOR		NZAZI BOLINGO HARDI		ENGO NKEMA HERITIER

PROVINCE	AGENTS RECENSEURS	PROVINCE	AGENTS RECENSEURS	PROVINCE	AGENTS RECENSEURS
KINSHASA/ KIMBANSEKE	EZEBE MUMBOKO SCHADRACK	KINSHASA/ KIMBANSEKE	LIENDI AKUMOSO JUNIOR	KINSHASA/ KIMBANSEKE	MOSEKA LOSANGA ARLETTE
	FEZA BINTI KAMAMBA		LISALA LIONGO ESTHER		MOSO NDUMBA AUGUSTINE
	IFOTO IYOKO JUEUR		LISUNGI LOKONGO BABA		MOTEMA DUNU JEAN CLAUDE
	KABAMBA NGAMBALA RUTH		LUFIDI MATONDO PATIENCE		MOTEMA LUMANA LAMAMA
	KABANGA ILUNGA BOBBY		LUKAKU MULEMI LEON		MPIANA MUAMBA FISTON
	KABUANGA KABUANGA MAGLOIRE		LUMESA KIONGI BERVELIN		MPONDE BOLANGU ARCHANGE
	KABUNDI MUKONKOLE ANGE		LUNDANDA LUBOGO MYRIAM		MPONGO NGABINI DELORS
	KADIEBUE MBUYI BIGGER		LUSILADIO MUZIRI LINO		MUANGA MAYUMA LA FRANCE
	KADIMA TSHIMANGA SAMUEL		LUYINDULA NDIKU FICHER		MUANINAYI BAKADI YVES
	KALOLO LANKUMU VANESSA		MABUNDA SHONGO JUNIOR		MUBEYE BUYABA PAPY
	KALUBI NYONGA ROSE		MADILA MUAMBA MARCEL		MUBIELA MAFUNGU DIDIER
	KAMPANI ETO NENELLE ANELKA		MAFUANI LONGO TRESOR		MUDINGONDI KINGA FABRICE
	KANDOLO TSHIMANGA AROKA		MAGHESA SIMEON SERGE		MUGHOLE BUUNDA LAETITIA
	KANGILA KUYANGISA STEPHANE		MANGWALA MINZEY LANDRYNE		MUKONKOLE KYALA JEAN LOUIS
	KANYINDA KADIMA VICTOR		MANGWANA KIKANDA TOUSSAINT		MUKUNA MULENGA MOISE
	KAPITEN NGANKUBU BIJOUX		MANTEZOLO NGIOBILA ANDRE		MUPADI BETUKUMESO FREDDY
	KASAKA PENGELE PLATINI		MASALA MBANZA PATRICK		MUSANGU TABA FRANÇOIS
	KASAPULA TSHINGENDJI DESIRE KASSYN		MASANGU TSHIEBUE JULIE		MUYANDA FAKAFAKA HENOC
	KATAY KENI GEORGINE		MASENGO TAMBWE PAMELA		MWANANKASI MAMBOTE MERVEILLE
	KATOTO MASASU PATIENCE		MASIKINI MAMPASI PATIENCE		NAVAL MONINGA PASCAL
	KAZU KIPOY OSEE		MATOKO DANGU HORNELLA		NEMBUSU AMBOKO JOSEPH

	KIALA KILOLO ARMEL		MAVINGA VANGANANA ODON		NGANDU MBUYAMBA JEAN-FRANÇOIS
	KIFOTO ALEN JUVANCELLE		MAWONDO SALAY ÉRIC		NGANDU TSHIKALA STEPHANE
	KIFWEMBE AFAK PAMELA		MAYAMBA MBENZA MIKE		NGOMA PANZU FISTON
	KINA KWANGOLO CHRISTIAN		MBAU LUWELO ROBERT		NGOMA YANGALA PATRICK
	KITUDI MWISA VONETTE		MBIYAVANGA DIMONEKA PRISCA		NGWABANA MUBWISI JEAN CLAUDE
	KOKOLOMAMI OMANYONDO DIEUDONNE		MBOKI KINZOMBA GODE		NTEME MPIO CICERON
	KUMI OKOKO MAGUY		MBOMBOLO MVIBUDULU LAJOIE		NTUMBINGA MIZA GLADIS
	KUSAMBILA SONGAMBANDU HUGO		MBUYI KALEMBA ANDRE		NYEMBWE MBANDAKULU ALBERT
	KWANGO BILUEMBO FALLONE		MINDELE MBUNGU STEPHANE		NZONGOLA ILUNGA GODE
	LENZ KALIMBALI JENNIFER		MONAMPASI KANIKI CHANÇARD		NZOYAMBE OMEGA ALPHA
	LIBANGO MOLENGO GIRESSE		MONKANGO KEMWA TABITHA		OLENGA OKOKO LINDA

PROVINCE	AGENTS RECENSEURS	PROVINCE	AGENTS RECENSEURS	PROVINCE	AGENTS RECENSEURS
KINSHASA/KIMBANSEKE	OMBA DJAMBA NICOLAS	KINSHASA/KINSHASA	EMBANA DEBA CHARLIN	KINSHASA/ KINSHASA	LWABAGUMA MATIMA PAUL
	OWAMBA OMAKOY ALBERT		EPOYO NTALI VAIKHEN		MANGA OSENGA PASCAL
	PITSHIANOMBE MALALA ALICE		FUMU NDUNGU FISTON		MASALA DISASI FORTUNAT
	RAMAZANI MWEKI GILBERT		FWAMBA YUMBU PATRICK		MASUDI BILINGO ANNIE
	RUTAHA CIRIMWENGOMA OLIVIER		GENE LEVI CHRISTIAN		MASUNDA FIMPA VANESSA
	SANDUKU NKOY MIKE		GENE OBI JACOB		MUELA TSHIYOMBO PATRICK
	SAPEBALIWA ZADE AIME		IPOPA KAKUBU	KINSHASA/ KINTAMBO	ABEZILO MBITAZOMA VAN JUNIOR
	SARASO ITONDA TRESOR		KABAMBI FATUMA SARAH		BIBEBACHA MUJEDE PASCAL
	SHONGO OLENGA HERITIER		KABASELE TSHIBANGU ISAAC		BUHENDWA CISHUGI
	SINGU MANGUSI AIMERANCE		KABENGELE LUBOYA JUNIOR ANACLET		ELUNGU DOBO RACHEL
	SOKI KASONGO JACQUES		KABIKA KASENGA CLAUDE		FEZA WANDJO EVELYNE
	SOTUKA NKUNA SOLEIL		KABONGO KABONGO JEAN		KABANGU LUENGU
	TAMBAU NZALE JUSTIN		KAKIEN ENAKO JOSEE		KABEYA MITOYO PASCAL

	TOMPINE BOSONGO SOLANGE		KALALA TSHILOMBA THIERRY		KAGABO MUDERHWA PATERNE
	TSHIBANGU ILUNGA ROLAND		KAMBA MULONGO DIEUDONNE		KAHAMBU MUPIRA NEEMA
	TSHIBANGU TSHIBANGU FREDDY		KANIKA YENA GRACE		KAHENGA LAGILWA JUSTIN
	TSHIMANGA NTABALA SIMEON		KANKU DISUBI TRIPHOSE		KAMBA KADIMA EDDY
	TSHIMPAMBA MUJANI MARCELIN		KAPENGA OMOMA ARTHUR		KANKU FIDELE JUNIOR
	TSHISHIMBI MAMBA BEN		KATUMBAKANA KIMBAMBA SERGE		KASONGO TAMBWE BENOIT
	TULAYUMA LIANNE LIANNE		KAZADI WASHENI ISABELLE		KATONIA KAPONDA DANIEL
KINSHASA/KINSHASA	AKWAZI MBUTU CHANTAL		KAZADI KADIMA FIRMIN		KIMWETI BAHATI J.DIDIER
	BAUSA NYANGALA STELLA		KINDU MALOMBA JEANNOT		KISHILO EMMANUEL CHRISTIAN
	BAYA MABOTA FURIO		KISISA KHONDE SIMON PIERRE		LUKUMU JOEL
	BAYENO NDUNDU GENEVIEVE		KIZEYIKO MAMBUKU GUELORD		MAHUWA KAHENGA IVETTE
	BOKILI DJAMBO RACHEL		KUMBU MBUNGU CHRISTIAN		MALOBA MANGA DJIMMY
	BONGOMBO MOKABA HERITIER		KUNSADISA NSIALA RUSSEL		MAMFUKA LUBAKI HERITIER
	BOSESE MALEMA JENNY		KWADEBA ALAWE DAVID		MANDAR CHRISTIAN
	DAYA MBONGA AGNEAU		KWASSY MUNSILENGE LAURETTA		MASSAMBA VUVU GLORIA
	DIADIA MALUNGA JOEL		LOMBELA MPIANA PATOU		MAYUNGA BASONGA
	DIANGENDA KULENDIMOKO JOSE		LUABA NGANDU ZEE		MBANI MASAYA PATRICK
	DIBALA MBALANOSO ORDY		LUBONGO MBILU YANNICK		MBIYA KANYNDA ISAAC
	DJAFARI PIERRE JOSEPH		LUZOLO DIAMBOTE OSCAR		MBOKO BINDA YANNICK

PROVINCE	AGENTS RECENSEURS	PROVINCE	AGENTS RECENSEURS	PROVINCE	AGENTS RECENSEURS
KINSHASA/KINTAMBO	MBOMBO MUKUNDI BOBO	**KINSHASA/LEMBA**	KANGUDIA MUBIKAYI PIERRE	**KINSHASA/LEMBA**	SALU MAWETE NADINE
	MBULU NKUNDI ARIS		KASANGA KAYEMBE WILLIAM		SANGI NZOKANDE DIVIN
	MUBALAMA CIRINDA GLODY		KASEREKA MATSIPA CHARLES		TSHIBANGU KATANGA
	MUDERHWA NAMWEZI PASCALINE		KENDA WANSELA ANASTASIE		TSHITUKA MPULU OLIVIER

	MULANGE MUPENDA FREDERICK		KINDINDI MBOTE SEDARD		UNSIMA LUTETE AMOS
	MUNINGA MWANAYILA FRANCOIS		KINSEMBE TCHUNGU LEONARD		VAKIEBILA MAVINGA GISCARD
	MUWONDI KABAMBA LYDIE		LANDU KAHUMBA LANDRY		VILA MAMPUYA ARCHI
	MVULA NZUZI JEANNETTE		LOHATA OMOMBO COSMAS		WANGU BANSIEME EMMANUEL
	MWIMBA MUHEMEDI JACQUES		LUKUSA MUKUBAYI LUC		WAWONGI NGALILI GRACE
	NDAYA MULAJA NOELLA		LUSUMBI KABONGO JEAN		AKEKA MEZILI SEBESTIEN
	NDIEMA MAYAMBA BRENNICK		MAKWATI LANDA FLORENCE		ALOMBE MPUTU HERITIER
	NKENGO LUWENGO SIMPLICE		MAMPASI LUZUAKI VALERIE		AMBAISO ABELUA IZABELLE
	NKOKO NZEZA BERTRAND		MANIA KIYAYA MARIE JEANNE		AMERIKANI AMIKISI JUDITH
	NTALEMWA MOUSSA JOACHIM		MASENGO NDAKOYA CHARNELLE		ASETONE TEYIBINDELE YVES
	NTAYITUNDA KORO THIERRY		MASIALA KUMBU CYRILE		BADIBANGA NZEMBELE AIME
	NZUZI PHUATI PATHY		MBALA KABAMBA NICO		BAHAYA CUMA INNOCENT
	OKENGE OLELA GLODY		MIKIMI MATALI FABRICE		BAKATUPINGANA TSHISHUA BANTU STEVE
	PENDAGE KADAKALA JULIE		MPONGA KAPIAMBA ANNIE		BARAKA ALANI MELISA
	TABENA MUZUMBI		MUAMBA LUABEYA BIENVENU		BARAKA OHANDJO SANDRINE
	TSHIALA WA TSHITENGE SEPHORA		MUKEBA KAPIAMBA BOAZ	**KINSHASA/LIMETE**	BARATA MARIEN MARTIN
	TSHIMBOMBO NABATUISHA DJODJO		MULENDA MBADI KITENGE		BATONDO NGONGA EUPHRATE
	TUMONANAKO MABOTE ALEXIS		MUNANGI NGALULA GRACE		BATUAFE LILOTUA SARAH
	YOMBO EBANGA MYRIAM		MUNGUNGA SIMBA ARMELLE		BELENGO NKANGEMBE TIMOTHEE
KINSHASA/LEMBA	BAKAJIKA BAKAJIKA GUELORD		MUWENGE MALUKU ROSE		BELO EMPA CASSY
	BAKOLE BAKOLE JACQUES		MUZULU MAYOYO ARTHUR		BELO MOBANA ANDY
	BOMBEMBU ITOTO IYA WALO DENIS		MVI TOYEN MARLENE		BEYE AKELEKO DANIEL
	CILOMBO KAZADI WILLY		NDAYE NDAYE ROBERT		BILUMBU NSUMBU NAOMIE
	ILONDO KUMA BRUNO		NGANDU LUFULUABO ABEL		BILYALYA MWENANI BILLY
	KABWE KAYALA JONATHAN		NKAMBA TSHIOVO PAPI		BOKALU EALE JEAN PAUL
	KALAKI MASHINGO OLGA		NSIMIRE NTABASHWA PRISCILLE		BOKONDE DJOCKY RICHARDS

	KALALA MITEU MARTIN		NZITA MAKUALA CAMILLE		BOKUMBUKU NDOBA SADATE
	KALUNGA NGANDU JONAS		NZWAMBE KOWENZU TRIDON		BOLELIAKELA NKING'ENZOU PASCAL

PROVINCE	AGENTS RECENSEURS	PROVINCE	AGENTS RECENSEURS	PROVINCE	AGENTS RECENSEURS
KINSHASA/LIMETE	BONDO MWANDA FANNY	KINSHASA/ LIMETE	KALONJI LUMPUNGU ISRAEL	KINSHASA/LIMETE	MBOMBO NGALULA SONYA
	BONTALA MANDU FRANCOISE		KALUME LUKUNKU RICKELLE		MOKONDA NGABA MARTHE
	BOSONKONDO NKONGYA NKOY YVON		KANYINDA KABASELE BLAISE		MOKUBA KEBANA PLATINI
	BOTALO TWAKA JEAN CELESTIN		KAPENA BETU WILLY		MONKIMA BOBLABAVO DADY
	BUATSHINJI MUTEBA SOPHIE		KATALAY MATUNGULU JONATHAN		MOSELA KALAMA BLAISE
	BUSHABU MINGA LEPAGE		KAYEMBE MUBIAY GUY		MPANE NDANI SIMPLICE
	CISUAKA KASONGA DIEUDONNE		KAYONGO MUSIPUSI HUGO		MPETI LOKWA CHADRACK
	DAWOTI DAWOTI HERVE		KAZADI KIKETIKA CAROLINE		MPOYI MUKOKA TRESOR
	DEDE BOGER PLENI		KAZADI MIKENDI MICHEL		MUBIAYI MONACIEBE NATHAN
	DEMANZA DOKOMBA WIDRICK		KIKUNI KALEMA		MUFUTA MASENGU ARNELLE
	DIATEKILA BOSEY JERSEY		KINGAMBO GUTUMBA DIEUDONNE HERITIER		MUGHOLE BANAYEKO CHRISTELLE
	DJOGO NZIA		KOLONI SIBIERA CHRIS		MUJINGA NKOLA MADELEINE
	EBEKE MINGELI SIMEON		KONGOLO MBO JOEL		MUKEMBA NGAY GUUY GUY
	EBOMA LIBUTE NELLA		KONGOLO MUKADI JULES		MUKENDI MICHA
	ELUO CLAUDINE CHRISTINE		KUBABEZAGA ASHA MARGUERITE		MULATA NGWE BENI
	ENGE NDJONDJO FELICITE		KWASI BENJAMIN PATHY		MULEKA KABUYA GLADYS
	ESEKASAWA OTSHUDI HENRIETTE		LEMA KALEMA JACQUES		MUNDADI MUNGANGA FISTON
	GIMBI BUTU JUSTIN		LOCKY SANGU GUY		MUSENGA KALANDA APPED
	GONDELE WANGA GLORIA		LOKWA MPAY HARDI		MUTSHIAUDI MUTSHIAUDI REAGAN
	GUSONECA GUWENDA GRADI		LONGO-LONGO SIFA CLAUDINE		MUTU DAVID
	IDI NDARABU IDI		LUBUELA MUIMBI		MUTUBADI MWAMBA LAURIANE
	ILUNGA KALALA JEAN		MABUANA KAKOMUNE INNOCENT		MUTUMPE KAPEPULA NAOMIE
	IMANI MIRINDI		MAFENE NGAMBELE GUYLITH		MWEMBO KALONBO DANIEL

	ININAMA NZALINJUNI ALBERTO		MAKUKU SOM'ELOMBE JACQUES		NDEKILA MULOTA CLARISSE
	IPAKALA TABALA DIANE		MANYONGA TSHIAMA DANIEL		NGAMAZITA LISIALA GETOU
	IWARA PONGO ROBBIN		MANZANZA KIBEKE		NKOSO NGENDE DORCAS
	KABEYA BIDUAYA ERICK		MASIKA KAKUNDIKA RACHEL		NKWEME BASANGA MARTINE
	KABONGO MUENDELA ALBERT		MASSA ABONKINA NADINE		NSEKA MATALA CAMY
	KABUPU NTUMBA SOPHY		MASUDI ELEMBO TRESOR		NTAA WOOTO ANNIE
	KALAKI OLGA		MATETA MWANGA DEKEGEL		NTABAZA ARSENE
	KALALA MANDE MOISE		MBAMU NGOKAZA ERICK		NTUMBA LOMBE FRANCINE
	KALAMBAYI KALAMBAYI RICHARD		MBANGI BITUMBA TOUSSAINT		NTUMBA MULAMBA DEBONHEUR

PROVINCE	AGENTS RECENSEURS	PROVINCE	AGENTS RECENSEURS	PROVINCE	AGENTS RECENSEURS
KINSHASA/LIMETE	NZUZI NGOMA OSIRIS	KINSHAS/ LINGWALA	KABONGO NGALULA JOELLE	KINSHASA/ LINGWALA	NTALUMESO NTALUMESO ANTOINE
	OMARI SALEH JACQUES		KAPENDE BILAKA BLAISE		NYOMBE KPENDE CLARA
	ONDOTSHAKOY SOTSHA JOSEPH		KASAMBIA WESEFI YANOU		OTCHUMBE MBAFU OLIVIER
	OSHIKI PONGO HENRIETTE		KEMAMBO DJOMBI PRUDENCE		SALUMU ISSA TONTON
	OTSHUDI KAYEMBE PATRICK		KIBOMBI MATONDO EMMANUEL		SYNAMBELE TEBAMOKYE EUGENIE
	PAKO MATIMBA MERVEILLE		KINZUENGI MUSINGULETA CHRISTIAN		TSHIKAJI MUKENDI JOSEPHINE
	PAMU NDOMBE EUPHRAIM		KISANGANI MAGAYODRE BLANDINE		ZIRHUMANA BASHIMBIRWE FEZA
	PEMBE NGWEY RUTH		KOBANGANDO NONDO MICHEL	KINSHASA/MALUKU	AGYABANGO BEKOO ROSE
	POMBO MBAMBO MERDI		LOKYO BOKOLOKONGA JUDE		BUNU IKUKUMU DIDIER
	RAMAZANI KITWANGA FREDDY		LOMA DOMBO SOPHIE		IBWENDJI KWEMBE JEAN
	TAMBA PUATI JONATHAN		LUBAKI NDONDI NICKY		ILUNGA KOLESHA GUYSTAVE
	TAPANDJU TAGOMO ORNELA		LUBANDA KATINDI JEAN		INDAJUALA NDJEMU CLAVER
	TEWO MBALE MICHEL		LUEMBA MAKIOBO JARED		KABASELE MUKANDA STEVE
	TEZO KIAMPASI PRINCE		MAMPUYA MUSALA DEOGRACIAS		KABENA MULAMBA JOEL
	TSHIMANGA MWADYANVITA JEEF		MANANGA LANGU CHRISTIAN		KALENGA MANGWANGA PIERROT
	TSHINYAMA TSHISHIKU DIDIER JOSEPH		MANGALA IBABINGA OLIVIER		KAU ZUELE ROSE
	TSHISEKEDI DINANGA ETIENNE		MANGAMBI MASIMBO MILORD		KHELEMBO GASHIAMA RUPHIN

	TSHITENGE KAMONA JOHN		MASSA NKIERE BIBICHE		KUHUNISA KATINI EXODE
	TSHONDAI ENOWA NAOMIE		MAYELE LIYA ROSETTE		KUTEKEMENYI KANDE ESPERANT
	TUMBA CISUAKA MONIQUE		MBUNGA MAKANGA JOEL		LIANDJA NSIKITA PAPY
	TWA MUWOZI FABIEN		MISWELE NSAKIM JUNIOR		LUFIKA TSHITEKU ELYSEE
	UKONDA LEMBA RODRICK		MOMBELA LINGENDA GLODI		MAKELELE TATOBE GERMAIN
	UMARI ARAMA PABLO		MUANDA MATATA LOUIS		MAWEY NDJONDJO LYSETTE
KINSHASA/LINGWALA	ATSHOMBA MUANANGU SAMUEL		MUFUTA MULOWAYI JOHN		MBELEMA NDJONDJO NONO
	BIAMBUANA MAMBOTE IRENE		MUKENDI MBOMBO NATHY		MBIYA MUTOMBO ESTHER
	BIATSHINI TRESOR		MUNGA KITIMA		MOBA MOKENZI CHRISTIAN
	BOTALE WASSIKOLA JEAN PHILIPPE		MUSENGE KAPINGA JOSEPH		MPOYI MUTOMBO MOISE
	DAYA LONGANGU NEGHYS		MUZAMA ITA EVODIE		MUADI KABUYA PRISCA
	ESALE ELOLI BLANCHARD		MUZINGA NSINGANGU BENJAMIN		MUSAMBA MBOYA NESLSON
	FATUMA MBAYA DEBORAH		NDJOKO TSHIDINGI ANDRE		MUZINGA FELE FAYNELE
	IBANGA SWEKALO DIDIER		NGONDOMBO MBELU ODILE		NDAKA KIMBENI ROBERT
	KABEYA BADIAYI PATRICK		NGOY KALOMBO GIRESSE		NDOMBA IFALA DORCAS

PROVINCE	**AGENTS RECENSEURS**	**PROVINCE**	**AGENTS RECENSEURS**	**PROVINCE**	**AGENTS RECENSEURS**
KINSHASA/MALUKU	NGA MFUMA HUGUES	**KINSHASA/ MASINA**	KIKUNI KANGAMINA	**KINSHASA/MASINA**	NZUZI MPAKA MARTHE
	NGONGO VOLOGBIA BETTY		KITAPI FUMUKOY ERICK		OMARI PENE MISENGA
	NTUMBA KAYEMBE REGNA		KIUNGU SOLOTSHI LIEVIN		ONYUMBE OKY DONATIEN
	OKOTA DJEMBO GLODY		KIZIKI LUSAKWENO MARLENE		PEMBE WOTO ADOLPHE
	SELEMANI KYASIMBA THOMAS		KOKOLOMANI MPOTO ALBERT		PENE NDJEKA DAVID
	WAF VOLOGBIA ELVIS		KUANZA LUTALADIO LEDJO		SINGUMUNU MAZWA NELVIS

	ZAINA AMANI LESLINE		KWETE PIEMA EMMANUEL		TAMBWE MASIYO
KINSHASA/MASINA	ABOBIER MALONGA CARINE		LETA NGINIANGA ESTELLE		TOTOKANI YEMWENI BENJAMIN
	ABONGENJA BAKEMBELA BIENVENU		LONGAYO POTE FRANCOIS		TSHIBALA BUKASA TSHITSHI
	ASUKU LENDO ROGER		LUKENI BAKENGA PRISCILLE		TSHIEZA KAPIA JEREMIE
	BAHATI MAJOR		MABOMBI MUKENDI		TSHIKOMO KABALA MEDARD
	BENE BENE OTHIL SERGE-GINO		MADELENE MASUDI BLANDINE		WONGO YANGUMBA BLANDINE
	BENKANANZOLUMENI		MADIMBA ANGONGO HERDY	KINSHASA/MATETE-KINSENSO	BAMENGA MATSASU ELYSEE
	BENKANTU MBULA BEN		MAFUTA MUNDELE CHRISTELLE		BAMFUMU NZAMBI CHANCARD
	BILE MBO CHRISTIAN		MAFUTA TYCHIQUE		BELEZI MITONGA LAURETTE
	BITANGILA KABWE MAX		MAKOLO BONKONDE MONIQUE		BENGILA BANGONGO GABY
	BOKELE NDJOLI MARTIN		MAKOMBO BONKONDE CHELIA		BOSENGE DEMANA CHRIS
	BOSONI TOKALI MAGUY		MASHINI GEDEON		BOTAMBA ITAMBALA TOTCH
	DIMBI NKANU BLAISE		MASHINI MAYIJI MURIELLE		ELEKO NGAMBO SERGE
	ETSHINDO IMOTE LAURANT		MBIYA KANGUDIA JOYCE		FUALANI SITUAKALAWU MERLIN
	FATAKI NKWELE		MBUYI MUBAYA MAMIE L'OR		IKOZA LOFAKA ELKO
	ILUNGA ONAKOY JACQUE CLEMENT		MIYAMBA KIFALA HERITIER		ILUNGA KABONGO LAMBERT
	INAKA ETOMBA PAPPY PIERRE		MOKOLONGA JOSUE		IMUTIMI BIALABIALA FRANCKLIN
	KABEYA MANDE JEFF		MONZEY MOLORO GISCARD		ISILA YALOMBOTO YVES
	KADIMA ZENDA		MUKANDILA OLIVIER		KABEBWA MAKINA CLAUDE
	KALAMASI SENGI		MUKO INGUNGU JUNIOR		KABONGO LUTSHIAKA JOSUE
	KALEMBAYI MWAMBA		MUSUSU KANIKA RICHMAN		KADIATA LUAMBO MIMI
	KALENDU KAMONO CHRISTELLE		MWANZALA MATEMBELE DAVID		KALALA TSHILUMBAYI SYLVAIN
	KAPETSHI NTUMBA DJIBRIL		NGABIA SADISA DOMINIQUE		KAMBEMBO MADAME CHRISTELLE
	KASONGA DIKANGU FISTON		NGOY MUTOMBO VERONIQUE		KAMPILU KAMWABU DAVID
	KENA NKOLA NANCY		NKOBWA NICOLE		KANYINDA TSHIUNZA MARC
	KIERE EYU PIERRE		NOBO NONDO		KAPINGA MUADI HENRIETTE

PROVINCE	AGENTS RECENSEURS	PROVINCE	AGENTS RECENSEURS	PROVINCE	AGENTS RECENSEURS
KINSHASA/MATETE-KINSENSO	KASENDA MUDIMBI DAN	KINSHASA/MATETE-KINSENSO	MWANZA MUTOMBO MICHEE	KINSHASA/MONT-NGA	BADIBANGA MAURICE
	KIAVIA BALAKASA EDER		MWESA LUNTALA JERRY		BAH'OGWERHE BADERHA SYMPHORIEN
	KIMWANGA MUHONGO JULES		NDAKAZIBI KIBUILA GUILLIT		BAPENIAMULO ANGALI LUC
	KINKO IDOYA MONIQUE		NDENGA MUAKA CLARISSE		BASEMBA JOËL
	KINUNGA MAYINZA EDISON		NDJIKE SHUTSHE ARSENE		BAVENGA PHOLA THONY
	KITOKO MASINZI DANIEL		NDOSI MBONGO GUVIN'S		BELONGO FRANCIS
	KUDIAKUBANZA KATEMBO AIME		NGALULA NYAMABU CHRISTELLE		BINDUKU ANACLET
	LONKONGI ISALONGO SECOND		NKEYI MOKE RONSARD		BITA JEAN
	LUBENDO DIMUELA JEAN TITI		NKOY MPAWAY RUFFIN		BONDA PITSHOU
	LUNTALA MUNDAKA ESAIE MODESTE		NLANDU NDONGALA DENIS		BONGO CANDYDE
	MAKALEBO IDJINE DIDIER		NZALALEMBA LAURENTINE GLOIRE		BUAKUNYI MUKOMBODI
	MAKANGA MANKATU JONATHAN		NZALALEMBA MAHURANDA MICHAEL		BUKAKA NGANDU ELINORD
	MAKANZU TOKOFUENE ARMAND		NZEBA MUKADI LAURENE		CILANDA CHRISTINA
	MAKASI SHIMUNA CHIRAC		NZUZI KIAMBUKAMO FRANCIS		CIMPAKA BAKALELA VANESSA
	MAKENGO MUGUFU ANDRY		PANU WA PANU ARNOLD		CISHIBANDJI MUSHAMUKA GUELORD
	MAKUMPA KALAMBAY MARC		PIMBI MLONDA OLGA		DEMBO WEMO DORCAS
	MALEMA BIBAH GRATIEN		PYEM PYEM ROGER		ETANGO BAMPANE INNOCENT
	MAMPUYA LUKULU JOSMIE		SALEH BIN SALEH CADET		FUNGAMALI MULAMBA
	MASSAMBA LANDU PATRICK		SHAMINGA MBAKAMA ZACHARIE		GONDELE CHRISTIAN
	MATONDO BUKU NDAMBI RHODE		SOLOMBE NADONGO JEAN CHRISTOPHE		HAMADI YUSUFU HERVE
	MATONDO PHAKU HERITIER		SONGO MAYAMUENI MARTIAL-PAPY		IBULA KAPAMBU LUTHGARDE
	MAVINGA MAVINGA JONATHAN		TSHIAMA MUYAYA COCO		IBUMBU MWADI CHARLOTTE
	MAVINGA MAVUNGU FRANCK		VELA NLANDU CARINE		IFUNGA DJODJO
	MAYUKU MANZOLELE HORTENSE		VINGU BONZI ROSETTE		KADIMA KADIMA
	MBILA MULUNGU PATRICK		WANGO MOKUBA BLAISE		KAHOZI JEAN DE DIEU
	MBOMBO KANYINDA MEDA		YUBU PANZU RUDDY		KAKOKO DEO

	MISU MBUWI NESTOR		AMANI BADESIRE		KALUME MABAYA SOUHAIT
	MPELI WA MPELI SARAH		AMUNAZO KIBONGE DAPHROSE		KAPOSA JEAN ANATOLE
	MUJINGA BADIBANGA MARIE		AZIDI MUNGANGA ARLAIN		KATAMBU KASUKU JOANNA
	MUNDENGA KYAMAKHEMO FABRICE	**KINSHASA/MONT-NGA**	BABINDIMINA MISOBIDI EMMANUEL		KATAYI THEO
	MUSOLONI NATANI HENRICKEN'S		BADIADIA NATHALIE		KAYEMBE CHRISTIAN
	MUTALA KASHALA MAO		BADIBANGA KABADI JACQUES		KAYEMBE GRACE

PROVINCE	**AGENTS RECENSEURS**	**PROVINCE**	**AGENTS RECENSEURS**	**PROVINCE**	**AGENTS RECENSEURS**
	KAYEMBE KAMUAMBA		MPUTU SYLVIE		ADOKWE ADOBAY JOSEPH
	KAYIBA MWAMBA GRACE		MUDIMBA BEN RAPH		ALIMA KASONGO BIENVENUE
	KIKIAMA BIENVENU		MUGOKERWA MUGARUKA ANDRE		ASUMANI KIMPAKA PIERRE
	KIMBUNIA CHANTAL		MUKEBA JEAN		BABETA WA BABETA ARISTOTE ONASSIS
	KIMPANGU GLORY		MUKENDI KABEYA KENZO		BADPEY MPUTU ALEX
	KINSEMBE SOUZANE		MUKUNDI WALWAMBA JEANNETTE		BAFUNYEMBAKA MWEZE JEAN CLAUDE
	KIONGA KIONGA CELESTIN		MULOPO WILLY		BAGAYA BALOLEBWAMI MICHEL
	KIPELA FUTU PAPY		MUPASA GUY		BASSELE BESSUKU BETTY
KINSHASA/MONT-NGA	KIZUMINA NANCY	**KINSHAA/ MONT-NGA**	MUSABA BIBI FRANCOISE	**KINSHASA/ NGABA-MAKALA**	BAYILU EWANGE FLORY
	KUPULA BATUKANABWE ESTHER		MUSINDUNGA URSILE		BEMBEKA KIESSE HERVE
	LANWA CHRISTIAN		MVIBUDULU SHADDRACK		BEPOUKA MODIRI TANYA
	LOFEMBA PASCAL		MWATCHA ZAINA		BIRINGA MULEBA NOBELLY
	LUBELA MAMBI GUYLAIN		NDJIBU DOUDOU		EFOLOKO BAYAKA AURELY
	LUEMBA LISIMO ARNOLD		NDJUNDU ILIH BWANGA FRANCIS		IFENDE MAFUTA JONATHAN
	LUTETE MATONDO DIEU-MERCI		NGOMBA WA MPOYI LUCIE		IKOLO BOLOMBI JUNIOR
	MAKAMBU CHRISTINE		NKULU JEAN		IKUNYA OSHANDE ZADIG
	MALANDALA KALUMBWE GEORGES		NKUNGA KUPEKISA ROSINE		INGANBE ESOKOLOSANDJA TYTY

MANDIKA ESTHER	NTAMBU RHIDYANE	IRENGE MUGARUKA OLIVIER
MASIDI MWANGA BETHY	NYENGELE KALOMBO DESIRE	KABEYA MBULA SALOMON
MATENDO PANZU	NYOMBO DESIRE	KABWANGALA KAMBAMBA WILFRIED
MATOMO MATOMO	NZEMBELE YVES	KAPITENI KASIMU ADOLPHE
MAYAMBA KOSI DAVE	NZUZI STEVE	KAYEMBE KAYEMBE JUNIOR
MBALA ATASAMBOLA LAETICIA	SALU YANNICK	KIMBA BAKAMBANA ARIEL
MBEKU KEVIN	TENDA JOSLIN	KINDONGO MBIDIMAMBU KEVINE
MBIMI EVEIL	TSHIBANDA DEO	KUSINIELA MATENSI PAUL
MBOMA GUY	TSHIBUABUA CHOUCHOU	LAHEMA LOHELA GLOIRE
MBUYI KANIKI	TSHIKA BADIBANGA JEANNE MARIE	LETA GHISLAINE GHISLAINE
MIRINGA ABIKWA CHRISTIAN	TSHOMBA MANDOMBELA	LISSALA ILUMBE DEMPSEY
MPAYA MUALA	VOKA VARDENI	LOGRO SAPA RICHARD
MPONGO LOKOLANGAI MAURICE	WODJAMBOLANGA PALA AIMERANCE	MANGALA MUZUNZU JOSEPH
MPONGO MABIA KANOLE	YALA MASINA BEBETO	MANIA KILENSELE PRINCE
MPUTU BOBO	YASANGA NGBOGANGA CHIMENE	MAPENDO MUGARUKA IRENE

PROVINCE	AGENTS RECENSEURS	PROVINCE	AGENTS RECENSEURS	PROVINCE	AGENTS RECENSEURS
KINSHASA/ NGABA-MAKALA	MBANTSHI NGOLO DENIS	KINSHASA/NGIRI-NGIRI-BUMBU-SELEMBAO	CHIMOYO NYEMBO DENIS	KINSHASA/NGIRI-NGIRI-BUMBU-SELEMBAO	LUKESO MAMPWAY PRINCE
	MBENSA LUNIONGO NICOLE		CUBAKA BENI DESTIN		LUMPUTU MAKAKILA PHANIE
	MBIKAYI MBIKAYI AARON		DIALUNDAMA BOJO JONATHAN		LUWABA ILOWA PASCAL
	MBOMBO MUTOKE PATIENCE		DIANTEZILA MUSUNGU CHEF		LUYINDULA MAKIADI GLOIRE
	MBUNGU KOKOTE PATIENCE		DIKISI MAKUBA JACQUES		MAFULU NINANU BLAISE
	MBUNGU NGAENZA STEPHY		FAMBA NGOYI PIERRE		MAKAMBA NDOSIMAWU RODDY
	MBUYI KABENGELE MELEEC		ISSA MBARUKU JUNIOR		MAKIONA TSOTSA MEYA CELESTIN
	MILALO KIMA FRANCOIS		KABANGU NTUMBABU RONNY		MAKUDI MAYESSE PASCAL
	MINGELA MANTEMPA ZAKI		KABEMBA MBUYI BLAISE		MALONGO NSANGU HERVE

	MUDILO KAMBAMBA TONNY		KABEYA MUZEMBE ANSELME		MANGAZA AMURI PELAGIE
	MWESHI ITSOLA OLIVIER		KABEYA NATUENAYANDI PITSHOU		MATA KILEMBOLOBOY JAMES
	NDEKILA SONA MERVEILLE		KAMULEYI MUKENGESHAYI FELIX		MATUMBU MAVAKALA BERNARD
	NENU ALONDA ERIC		KAMWENA KAMWANNYA HANNA		MBALA NTUMBA GAD
	NGIDJIMA NDJONDJO MOISE		KANKU BILENGA HELENE		MBAYA MALABA ITE
	NSIALA DIEMBI BRUCE		KAPINGA MBOMBO NOELLY		MBELE MASIALA EMMANUEL
	NTENDA TSHISAMBU JUNIOR		KAWANGU GLODI		MBENDA SAMBYA ABHIDA
	NTUMBA MAMPUYA MICHEL		KAZADI KANYINDA SERGE		M'FAMUSON MPIZION REMY
	NYINGO SHANDJOLA NIZHO		KIFUKA LUSALUSU GAYLORD		MPEMBE BOOTO CARINE
	NZOLO DULENGI JEAN PIERRE		KINAVWIDI KANGA ADELINE		MPUTU DUKA LUCIE
	ONYEKA OTSHUDI CHADRACK		KITOKO BILEO BIBI		MPUTU MBENGELE FILS
	TEMOR OTSHUNU EDDY		KOIZO KOYALITE ISAAC		MUGANZA MOISE AHINDA
	TULENGELE BOLA AARON		KOLA MANAWATA PATHY		MUKUDIKA MULAMBA PATRICK
	WADIAMBA LOTHARD DOUDOU		KULOBWASA LUTANGU BETTY		MULANGA NGOYI STELLA
	WEBER OLITO PATRICK		LAINI ASSUMANI PHILOMENE		MWAKADI KALAMBA ROBERT
KINSHASA/NGIRI-NGIRI-BUMBU-SELEMBAO	AWASI SALUMU TELEFOR		LECHUANGE BONGONGO TEDDY		NDARABU MWOYA AMEDEE
	BABEYA MUKAJI SYLVIE		LETA LUNUNGU CHRISTIAN		NDUNGA MATOTA MATTHIEU
	BIBOKO BIFUENI LEON		LISA		NGALULA BALOWAYI MARIE
	BOLIMO NKOY GEDEON		LOBEYA MENGA DAN		NGATEME MIDWA BLAISE
	BONDONGA MIOKO MERVEILLE		LUBANGI KASONGO DEPHILA		NGIAMA MAFOLO CHANCARD
	BOSILIA MONGANGA BEDEL		LUBANZADIO NKUKA RAPH		NGOLO EYUMI GLADISSE
	BUELUSA KOFFI FORTUNAT		LUBANZI NGUNGA ALAIN		NGUYA TITI YANNICK

BWASA BOMANYAE MARIAM	LUBOA LUKANGA JESSY	NKOBA NKAZIANGANI NARCISSE	

PROVINCE	AGENTS RECENSEURS
KINSHASA/NGIRI-NGIRI-BUMBU-SELEMBAO	NKONGO TINNY SARAH
	NSIANGUANA LANDU LUCIEN
	NSWAMI NGIMBI GISELE
	NTELEMENE KIALA ALPHONSE
	NZEREKA PENGHELE RAPHAEL
	OMARI BIN KANDOLO WILLY
	POMBO MOKOSI HORNELA
	SAKINA KISUBI MIMIE
	SANDUKU MUNYE GOLDINE
	SWEDI BIN MUPENDA REVE
	TONDO MENAYAME TRYPHOSE
	TSHIBANGU MUKOLA MOYI ONASSISSE
	TSHOMBA LOSHIMA MICHEL
	TSITA BADIATATA SYLVIE
	YEMA NAMIYA SYLVIE
	ZIRIMWABAGABO BAHENE ALAIN
	ZOLA KIMFUTA LORENNE

PROVINCE	AGENTS RECENSEURS	PROVINCE	AGENTS RECENSEURS	PROVINCE	AGENTS RECENSEURS
BAS-UELE	ABANGAMO BUSHIRI FABRICE	EQUATEUR	BOMPONGO BOMOLO ANNETTE	EQUATEUR	NKUMU LIKONDJA NATACHA
	ADHELA HYPOLLITE		BONDAMBA EKWETE SIMPLICE		OMBA DIMANDJA GUYLAIN
	BAKEMBO BOLA FABRICE		BONGELO BOKWETE EMMANUEL		TOMBIDA DUMBA HECTOR
	BALE MA'BALE DIEU DONNE		BONGONGA LOOLA CHARLES		WANGA ITOKO PASCAL
	BASI PAME RAYMOND		BONGWALANGA EKANGALA MATTHIEU		WANYA LOALI NENETTE
	EMANGE BOBANGE JACQUES		BOONZO BOMONKONGO JACQUES		YOKA NKUMU CHRISTOPHE
	FOLO SILA ROGER		BOPIOKO BOSONDJOLO ROGER	HAUT-UELE	ABIDE BALEY JEAN-LOUIS
	GBALIA NAGONAWA GABRIEL		BOSENGE BASWA JEAN		ABULE TAGBA JHON

	KABASELE LUPAKA JUNIOR		BOUNAMAKA TOKALA JETHRO		AFEMA FARIZALA DIEUDONNE
	KAMBALE IREMBE BIENVENU		BOWASO BONZONZA RACHEL		AKOTAWA ABIANDROA RICHARD
	KANGO JEAN PIERRE		EBOMA MOKATANGO PROSPER		AKPENZILAMA MAIDA ELISEE
	KITOKO AMUNAZO PASSY		EBWA BOYOMBI JULIO		AMBAISO SENGINA PATRICK
	KPANDALE BALEBABU BENJAMIN		EFULA ENKENGE RENE		ANZOLO MOBO DIDIER
	LENGOLA LOKENYE ANTOINE		EPOPA LONKONGA ABEL		ATARA TANDROALE JACQUES
	LISIKA LOKULA DIEU DONNE		EYUKU EKASABAMPELA GIRESSE		ATUO BOBI OLIVIER
	MABODA NZAKO JEAN DE DIEU		IKETE LINGOLO PEPE		AZUDHIA AYEZEMA MOISE
	MABOGO MOKWA COLIN		ILOLE NKO JEANS FRANÇOIS		BAPADJA ASEA BIJOU
	MADIGO TONQUERT PATRICK		IMPELA EALE HERITIER		BASAY OSENGAKOY FIDELE
	MAMUZI BALISANGU REMY		IMPONGE LOLEMA ALBERT		BEYA KASWERA NATHALIE
	MBANGISA AMBOY JOEL		IMPUTSU ILANGALA JEAN ROBERT		BEYTANE BASEA MAMY
	MONOKOY MONELI LEONIE		ITOMBA BOMOLO FREDDY		BODOMA BODOMA FELIX
	MONZIMO MODESTE		KAZADI KAZADI PETERSON		DOMBI AHUKA ALPHA
	NAPONO NAMUNDE XAVERINE		KIMBANGALA TSHIMBA JEREMIE		DOME WASA ISAAC
	NDOBO NZIAHOMBA THERESE		KINTSWAKA MUKETO GEORGES		DRALAGUMA ASSUMANI GOMMAIRE
	NDUALONGA DIEU MERCI		LIKOMBO BOKWALA BIENVENU		GIMINYASI IZAYO GABRIEL
	NDUMEYO BONGBO YANNICK		LOFINDA		GOMOLO MIMONGIEGBE MARCEL
	NGBALO GBAMBO GILBERT		LOFINDA LOSANGEMA GERMAINE		GUNGBALE PEGINE CALEB
	NGEA DALA JEAN TRESOR		LOFUKYA LOFUKYA ANDRE		INIKWO KELEKULU FRANCOIS
	NGOKAWO MPIA CATHERINE		LOFUMBWA LOKULI BLANCHARD		KAHYAHYA MUNEPO DANIEL
	NGOLOZO AMONDO JEAN DE DIEU		LOKINGA		KALOMA WOYA ETIENNE
	NYEI ZETI BENJAMIN		LYONGO LOFENYA DELPHIN		KASWARA SAFARI CHRISTIAN
	NZOLA KOSI CHRISTIAN		MALENGO ASSOSSA REAGAN		KISHOHOLO MUNEPO PAUL
	RAMAZANI KAUCHU REVOCATE		MANGBELEMATA EPANZOLA DIDIER		KOUWA TSHILEWO DAVID
	SALAWA BUTO JEAN DE DIEU		MOBWA BOKOKO DAVIN		KWANZA NABANDI ALAIN
	YANGWA WAYANDIRI ELIE		MOKENGO BAUSA FISTON		LOKASA ILEMBU AGNES
EQUATEUR	APULA EBEBE FABRICE		MOLUKA MPEYA MAX		LUBANGO MANGUBU ANDRE
	BAINDANGALA MWANZA JUNIOR		MONGO MOLA GEDEON		MAKI MBIVO DAVID
	BAMU SEVO CHRISTELLE		MPAFOMBA BOENE SILA		MALIAMUNGU AKSANTE JEAN
	BANUNA IMBONGO ROGER		MPELA SALAMAY MOISE		MAPAKAA APANZA MOISE
	BEANDO BAKEMO LUCIE		MPWELA EMOKO FIDELE		MBOLINGABA SAYO MARTIN
	BOFILI BOTONDO FAUSTIN		MWAKO GUYLAIN		MEDA MBUAMA LEONIE
	BOHANZA LONGELE CHARLES		NDUNGENGE MWAKOGBONGO FLOTTANT		MEDUAMA YABILI GUY MEDARD
	BOKOO LOMBOTO RAPHAEL		NEBWA LAKAMA PRINCE		MINGELE GBINZAKUMBA GILBERT
	BOKWALA KWADHE FISTON		NGONDA ISE'IMBALAE BENJAMIN		MINISALE AKAPIA MODESTINE
	BOLEMBO BOLONGO LEVI GUY		NGONDE EMPOTE MICHEE		MOTEMABONGAA ATIBASAY EMMANUEL
	BOLINGO IWELO JEANCY		NKOY NTELA HERITIER		NATHO SAMETU FRANÇOISE
	BOMBAKA IMPATE PHILIPPE		NKUMU IKOLI STEPHANIE		NDOMBE NGOLO JOSEPH

PROVINCE	AGENTS RECENSEURS	PROVINCE	AGENTS RECENSEURS	PROVINCE	AGENTS RECENSEURS
HAUT-UELE	NEBELO NEBASA DIEU-MERCI	HAUT-KATANGA	BUTUNDU BWA SALUMU DENIS	HAUT-KATANGA	KAMBAY KAMWENA LANDRY
	NELAANE KARUME FRANÇOISE		DIKONGE KAYEMBE JEAN-BOSCO		KAMONA MUTCHIMA ADAMOND
	NGALUMA ABONGA HERMINE		ESEKE ELIR		KAMUNGA KIITENALO GUELORD
	NGAMANE KAMENABAKE JANVIER		ETUNA ESAKWI SUZANNE		KANKONDE BASUNGULA DARIL
	SAFI AGBAKU CHRISTINE		EWANGA NKFETEO JOSEPH		KANKU KANYINDA CHARLY
	SANGBAKINDI VUGU SYLVIE		HEMBI ABIODI FLORYBERT		KANKUNKU KANKUNKU GUELOR
	TAMA KUMBAKO AUGUSTIN		IBALAYAM MBONGANZA MAGALIE		KANUNU POPOPO JEANCLAUDE
	TAMANE MALETE ROSY		ILUNGA BWELA BANNY		KANYEBA MWA KABUBI SYLVIE
	TOMESELEKE LOFEMBA HERITIER		ILUNGA MUJINGA ZOZO		KAPINGA MUTELA MARTINE
	TONGU NIISA BIENVENUE		ILUNGA WA KISHIMBA JEAN		KAPINGA TSHIBANGU ISRAELA
	WANGAME AUNUTUTU CAMILLE		ILUNGA WA MATA BENJAMIN		KAPINGA TUMBA THERESE
	WILITITA BOZA CONSTANT		IRUNG MAFAND GIRES		KASA KANGODIE PHILLIPE
	YANGO MOYANGO LANDRY		ISHAKI MAYAMBO KAIKO		KASANS TSHINYENGO FRANCK
	ZAGABE N'NAMA TRESOR		ITAMBALA BONTALA JEAN PAUL		KASHIKA BAPWILA EUGENIE
	ZALANI BALITIKO JEAN LE BON		ITUMBWE ITALA SAMY		KASONGO KAMISHI NADIA
	ZERO LUMONGBAYA MAMIE		KABAMBA MULUMBA PATRICK		KASONGO KILOLO JOELLE
HAUT-KATANGA	ABDOULAY BIN VENAS		KABASELE BATUBENGA GUY		KASONGO PEMBI CHRISTIAN
	AKASA LOKOMBE JULES		KABATA MUSAKA MARCEL		KASUMBI NTUMBA LOUIS D'OR
	AKONDO LUNDULA FRANCK		KABEMBA NKISHI ROTHIEN		KATAY KASONGO JEAN PIERRE
	ALI DJUMAHINI DEOGRACIAS		KABENDE LOMBE BENOIT		KATEMBO NDELE KABANGE
	ANANDA KUMWIMBA MARTHE		KABEYA MBUYI MARCEL		KAVIRA NZONDERO
	ANGALI SUDI JONAS		KABIKA NGONA BIJOUX		KAWAYA MULONGOY SUZANNE
	ANYAMA BUBASHA GAETAN		KABISA KAZADI EDITH		KAWAYA TAMBWE FREDERIC
	ASENGO LOSOKA MACHOZI		KABONGO KUMWIMBA HERVE		KAYA LUMPIBWE PATHY
	ATULA MILOLU ISAAC		KABONGO MATSHITSHI YANNICK		KAYEMBE KALONJI TRESOR
	BANZA KALOMBO		KABONGO TSHIBANDA NESTOR		KAYEMBE KANKU DIEU DONNE
	BANZA MALOBA PATRICK		KABUE NSNTU PAULIN		KAYEMBE TAMBWE YOUYOU
	BANZA MUTWALE BELINDA		KABUNDI SALEH RICHARD		KAYEYE MUABILUA JEAN JULES
	BANZA NGOY CYPRIEN		KABWANGA MUTEBA CARINE		KAZADI KAZADI JEAN
	BANZE MBAYO REICH		KABWANGU TSHINYAMA TRESOR		KAZADI KILUMBA HENRI
	BASAMI LONGOMO JEREMIE		KABWE TSHIBANDA LYDIA		KAZADI TSHAMUKAMINA RUBEN
	BASHIYA KAMANDA PLACIDE		KADIMA TSIMPULUMBA RAPHAEL		KAZEMBE BUKASA DELLY
	BAYISE MUNDALA AIMEE		KADITA MUSEMA DIDIER		KELAME BENSOY GEDEON
	BELEPE MIKOBI ANSELME		KAKEZ MWANGAL WILLY		KIBANZA KATAHENDE PIERRE
	BENDAFI MUGAWA JOSEPH		KAKUDJI NGOY FAUSTIN		KIBOLOKO MBANGALA CEDRICK
	BETTY WAPUILE BETTY		KAKULE KATSONGERI JACQUES		KIBUNDULU NGOIE GLOIRE
	BIATA KAZADI CHRISTOPHE		KALALA MUSAMPA PASCAL		KIGALU NYOTA CARINE
	BILOLO TSHIBANGU EMMANUEL		KALALA MWANZA GLORIA		KILEME N'SAMBA HERITIER
	BINEMO SHADIMIADI JEAN GUELORD		KALAMO MATUMWABIRHI BIENVENU		KILOLO KILOLO BRUNO

	BIRINDWA VUMBA PATIENT		KALENDA KAPUDI CARINE		KILUNDU KYOFWE JOSEPH
	BISIMOGWERE KAJOCHO MARCELIN		KALOMBO MATUNGA BERTINO		KISIMBA KALIMBA PULCHERIE
	BOPE BOPE JOHN		KALONDA MPUKA CARLOS		KITABA KAYEMBE FLORIBERT
	BOPE MINGA JEAN LOUIS		KALONJI MBUEBUE MARC TRESORS		KITOGA BUBALA ERIC
	BOPE MUKENDI SIMEON		KALONJI DADA CALVIN		KONGOLO LUHANDU HUGUETTE
	BUABO KAYEMBE ERICK		KALUME PAPIN TUTU		KONGOLO KATAYI CHARLE
	BUCIECI BIENYI EDMOND		KAMANDA KALEMBO STEVEN		KONGOLO MUSAFIRI NICO
	BUKASA KANYANYA SEBASTIEN		KAMBAJI MPOFU JUNOIR		KULONDWABWAMI MUSOLE JEAN CLAUDE

PROVINCE	AGENTS RECENSEURS	PROVINCE	AGENTS RECENSEURS	PROVINCE	AGENTS RECENSEURS
	KUMWIMBA TSHINYEMBO ISABEL		MINGA SHANGA TULANTSHIEDI EMMANUEL		MUTOMBO LUMBI BALTHAZAR
	KUNTULU NZOLANI JOSEPH		MINGASHANGA KOBANGANDA STEVE		MUTWALE MUKENGESHAYI ALPHANINE
	KWALALA NYANYIMI JOEL		MISENGABU KABEYA AIMERANCE		MUYUMBA LUTEYA PATRICK
	KWETE NTUMBA ETIENNE		MONGA ILUNGA HUGUETTE		MWADI MUKOMA SOLANGE
	KYABULOLO KALALA FLORIAN		MONGA KYONI FABRICE		MWALA SIMBA CEDRICK
	KYANGULU KANENGELE CHRISTIAN		MONGA NKULU FRANCINE		MWAMBA KISIMBA VIVIANA
	KYESSA MULYA LEON		MOTEMA MATONDO JEREMIE		MWAMBA MISOLO LUCIEN
	KYUNGU CELESTIN		MPANGA KILONGO GILBERT		MWAMBA MPIANA CHARLES
	LOBO MINGA MARCEL		MPOYI MANKONDA YVES		MWAMBA MWAMBA STEPHANE
	LOMOMO BAUTA PITCHOU		MPUNGA KABANDULULA GUYS		MWANGE BIMULOKO CARINE
	LONGANGA SONGOSONGO EMILE		MPUNGA NGELEKA JUNIOR		MWANZA NZENGU FREDDY
	LUFULWABO TSHIBANGU PHILIPPE		MPUTU NYUNGE FRANCOISE		MWEMA SAFI CECILE
HAUT-KATANGA	LUHEMBWE KIBONDO ABRAHAM	HAUT-KATANGA	MPUTU TSHIPOKO TRESOR	HAUT-KATANGA	MWEPU MWEPU GLODY
	LUHEMBWE KIYANA GISCARD		MPYANA UMBA CEDRIC		MWEPU NTUMBA ADAM
	LUMAMI SHAMBA LUCIEN		MUBAKE KITEMBO RAYMOND		MWILAMBWE NDOMBE RICHARD
	LUMANDE MWAMBA PAMPHILE		MUFINDA MAHUMA CHARLES		MWISHABONGO MASAHILI RENE
	LUMBU KAHOZI ALEXIS		MUGANZA WA LWAMBA DIDI		NAMUNONGO CHIRA ERICK
	LUMPUNGU NSHIMBA TIM		MUHOTA KAYUBA JOHNNY		NAWEJ MUNYIU PASCAL
	LUSAMBA MPINDA LUCIE		MUJINGA KABONGO SIDONIE		NDAYA LUMU BERENICE
	LUSEKI SUKARI RANVALL		MUJINGA MANYONGA ALINE		NDAYA THIBADI ROSY
	LWANGONGOLA BITANGILAYI FANNY		MUJINGA MBIYA SIMONE		NDOMBA NGALULA VANESSA
	LWENDJOKO SHALOMBA ISAAC		MUKADI KATENDE KALLY		NDONA LUMBEMBA JOSEE
	MABUDI MUYEMBI ETIENNE		MUKAMBA KONJI YVES		NDUKATE VEYK' IUO
	MAKANKE NGOIE RICHARD		MUKANYA MBUYA LYDIE		NDUMBULU KATULA NANCY ARLETTE
	MAKUNDI KANGHEMBE JEAN		MUKANYA MULAMBA REGIS		NGALULA KWITU JOSEPHINE
	MALABA MUKENDI WILLY GRACE		MUKENDI BITANGILAYI DEOGRACIAS		NGANDU MAZABA ETIENNE
	MALISAWA KABILA MALCOM		MUKENDI LWABA EUGENE		NGASENE MUBWENGE BENIS

	MANDE NDIBU ROMAIN		MUKENGESHAYI ILUNGA PATRICK		NGHANDWE KABAZO NATHALIE
	MANGUNGU BONDO MAGLOIRE		MUKENGESHAYI MULUMBA JEAN CLAUDE		NGOIE KALEJA JEEF
	MASALAY AHITAKADI KERVIE		MUKIAJI TUMBA		NGOIE MUSEBA CLAUDINE
	MATIPA MPANDE CHRISTIANE		MUKINAYI MUKINAYI IBRAHIM		NGONGO KAYUMBA GUELORD
	MAYENGE IDUMBO MICHEL		MUKOMBELWA FUTIBONDO ODETTE		NGONGO NYEMBWE PATRICK
	MBALA MUNANGA YANNICK		MUKUNDI ILUNGA GLOIRE		NGOSA KISAMA JEAN BAPTISTE
	MBAYA LUZAO JULES		MULAPI TSHIDIND ERIC		NGOY LUKUNKU MIMY NICOLE
	MBAYA MAWEJA MANU		MULEKA CHAVUBU THIERRY		NGOY MUKENZI JOEL
	MBELU TSHITESHA YANNE		MULUMBA TSHINTU ELIE		NGOY MUTWALE ANDRE
	MBEVO TRAMBETO FISTON		MULYA BISIBO DADDY		NGUDIA MALANGU BERNADETTE
	MBOLEEPE JENA RUMOS		MUMBULUMA JEROME FALCA		NGWAMA MASHIMBA MANASSE
	MBOMA MUTOMBO MIKE		MUNYANTWA MAYUNDO ROMAIN		NGWAYAYA MANGILA PATRICK
	MBOMBO BLAISE MASCULIN		MUSASA MARCEL IDRISS		NIENGE MAGANGA FRANCINE
	MBULU LIBONDELE HENRI		MUSEBA LUBUNDA ALEXIS		NIGHITA BIRA KETURA EUNICE
	MBUYA KAKUNYI SOPHIE		MUSINDE MPONGO ELIE		NKONGOLO MWEPU BERSON
	MBUYA MUEMA HORNELIE		MUTEBA KAYEMBE YANNICK		NKONKO MANIEMA GUSLAIN
	MBUYI TSHIBWABWA JESSICCA		MUTINDI KINAMALANGI CHRISTIAN		NKULIMBA LUMBU NADINE
	MBUYU WA NGOY JEAN		MUTOKE WA SANGWA SCHOLASTIQUE		NKULU NKASA JACQUES
	MBWEMBWE KAJILA ISAAC		MUTOMBO KALOMBO FIDILIE		NONGOLOLA ILUNGA POLYDORD
	MINGA KUSHIYENGE PITSHOU		MUTOMBO KALONJI CLEOPHAS		NSAPU BUDIMBU PATRICK

PROVINCE	AGENTS RECENSEURS	PROVINCE	AGENTS RECENSEURS	PROVINCE	AGENTS RECENSEURS
HAUT-KATANGA	NSENGA NUMBI BASILE	HAUT-KATANGA	WOTO PONDE CONSTATIN	ITURI	ADEGITHO NGABICWAKA AUSTIN
	NSEY TSHIPENG NORA		YAV TSHIKWEJ PATRICE		ADOKDWI TRESOR JEAN PAUL
	NSEYA KAZADI GRACIA		ZAMBO KASHALA JOSEPH		AFIFI BOHOLA MACGAYVERT
	NTAMBWE ILUNGA TATTY		BIZAKI MODESTINE LORENCE		AGENORWOTH MUNGUNUTI JACQUES
	NTAMBWE NDJIBU SEDRA		HAKI SIKOSIKO HENRI		ANDEZU AMANIO FLORENCE
	NTUMBA KABONGO JOEL		KAYEMBE BARON BARON		ANDRU OLIMANI GRACE
	NTUMBA KAMWANYA CARMEL		MUPATI KISUKIKA CAROLINE		ANITE DJAMBA DORCAS
	NTUMBA SHAMBA ETIENNE		MUTOMBO BINENE JEREMIE		ARABA LORO JOEL
	NYAMPOYI MBONGO		MBUYI KASANDA MARDOCHEE		ASIKA NDANGANE ROLLY
	NYEMBO KALALA HONORE		NTUMBA LUBWELU JUNIOR		ASIMWE BAKEBUKA BENJAMIN
	NYOMBO LUFUNDJA FRANCK	HAUT-LOMAMI	LUBAMBULA KITUNGWA PITCHOU		ASIMWE N'SINGA ROGER
	OMBA AKAKE		BANZA MUKALAY LUVWANGO		ASIZU NZIA PERSEVERANCE
	OKAMBA SIMON		BANZA SENGA MALAYIKA		ASSANI WAROM AIME
	PEMBI BOPE JULES		BANZE MWANDU GATIEN		BAHEMUKA KISEMBO ERICK
	PIDI PIDI WALTER		ILUNGA BANZA LAURICE		BALANE WA BOSAMBALE PATIENCE
	PUNGA NGWAKOYO HERVE		ILUNGA TWITE TRESOR		BALITIKO NAMUYE MYRIAM
	REHEMA BINTI SAIDI MARCELINE		ILUNGA WA ILUNGA PHARAON		BIRUNGI BASIMAKI FANNY

	RHULINAMUNGU MIHIGO FRANCK		KALENGA KYALUBANGO PASCALINE		BORIVE NGAVELE PATIENCE
	SAKISA SONI FRANCK		KAPONGO SHALUNDA HENRY		BUSI PATCHU ANGE
	SAMBA KASONGO CHRISTINE		KAPYA MUFUNGA DIEUDONNE		CHANDUJO UGWARU RICHARD
	SANGWA SHAMWANGE JOSUE		KASONGO ILUNGA KASSIM		CWINYA'AY ULANGI OLIVIER
	SELENGE ETULI POLYCARPE		KASONGO KAMWANYA GUILLAUME		DIEUBENI MAWA JOSEPH
	SHIMBA ILUNGA SAHARAH		KATOMBE NGOLO CORNET		DJUVONA KIKA SAMUEL
	SHINDANO KAIMBO JOSUE		KAYEMBE NYEMBO PATIENT		EFULU MUJINGA NICLETTE
	SHULUNGU LUBELA JOSEPHINE		KAYOMBO SAULANGA WILLY		GBOMBU NYAMTALE SAMSON
	SIABA KAZINGOYI MELISSA		KISHIKA MBUYU BIN KHANG		HANGI KUBUYA BOJI
	TABASI NDUKA MARC		KITWA MULEKA		HERABO KIMBABO ISRAEL
	TAMBWE TOKOMBE JUNIOR		LUFUNGULA BARTELEMY		INDANI TABANI BENJAMIN
	TENDE LIZIKI ORNELLA		MALOBA KIBANGU EMMANUEL		KABAKUBI TSHILEMBI SAMUEL
	TETEKA MUTONDO GABRIEL		MALOBA NGOY SOLANGE		KABANDJE MODI NAOMIE
	TSHALU TSHIBAMBE BLANDINE		MANGALA TSHIMANGA LAZARE		KALUME KANGOLINGOLI JAMESY
	TSHIBALA TEWO CHARLES		MAYANGA KAMUNGU KALUME		KAMBALE MUHEKO HERVE
	TSHIBAMBE MALUMBA SERGE		MBAYO MWEPU GUELLORD		KAMBALE MUNGWANA LEON
	TSHIBANDA KALOMBO JEANCY		MBUYI KABENGELE MATTHIEU		KASEREKA VWAHIREHI ADOLPHE
	TSHIBANGU DOMINIQUE MOISE		MOMA LONGO GILBERT		KASHITU MADAYA BEAUGOS
	TSHIBASU MUKUNA ANDRE		MUKANYA KABONGO DOUGLAS		KASHOSI CIRHUZA YVES
	TSHIBENGU MBUYI MACK		MUNYUNGU KAZADI ALAIN		KASOKI ADUBO PREMICES
	TSHIBWABWA TSHIBWABWA PROSPERE		MWAMBA BUTAMINA ALAIN		KATHO BYAKUTAGA ALEXIS
	TSHIKA LUTUMBA HORTHANCE		NDALAMBA ILUNGA ISCARE		KAVUGHO KAPARAY MERLINE
	TSHILEMBA ILUNGA FELLY		NGOY KISULA CECILE		KISEMBO MAKURU JEAN CLAUDE
	TSHILUMBA KABONGO JEAN BOSCO		NGOY NKULU THERESE		KIZAY NGANDJA HELENE
	TSHIMANGA NTUMBA FRANCK		NGOY KANTANGA PAULINE		KONDE YANGBO ESTHER
	TSHUNZA LWABEYA		NGOZA KASONGO PHANIE		KULU-SAFARI KAMBALE JEAN
	UMBA NGOIE MERVEILLE		NKANDA MULENGE MARTINE		KWADJE ATANGA NADINE
	WABAMBATU WA KINDU YONA SANDRINE		NSENGA WIMWENE BWANDI		LEEKU ENIRIBHO JEAN
	WENGA NDABAYO ALAIN		SULA FAILA PASSY-RUTH		LOKOJO UNEGIU ALI
			TWITE MWAMBA PATRICK		LUBOYA TSHILUMBA SERGE

PROVINCE	AGENTS RECENSEURS	PROVINCE	AGENTS RECENSEURS	PROVINCE	AGENTS RECENSEURS
ITURI	LUKEBA NAMINYULI FISTON	KASAI	KABUYA WA KABUYA BARTHELEMY	KASAI	TSHIBUABUA TSHIBUABUA SYLVAIN
	MADY LAKINU JEAN PAUL		KALAMBAYI MPIANA SIMON PIERRE		TSHIOMBE SHALUK MOISE
	MOMBENGA MPELA SAGESSE		KAMWASHI MAMBA GRACIA		TUKEBA NTUMBA ANDRE
	MUGISA BYABASEIDJA RODRIGUE		KAPALA NGWAMASHI JEAN		TUMBUKA LEMALEMA ASTRID
	MUNA KOKOLE CECILE		KASALA TSHAMBUE CHARLIE		YAMBA MINGA PIERRE
	MUZUSANGABO KABI CRISPIN		KASENGELA MUKENDI SWETY	KASAI CENTRAL	ADYSAMU MANYINGU BERNARD
	NATAKADINGWE KOTUTU CLEMENTINE		KASONGO NGENE MIKUMBU JEAN KAS		BABADI BILEMA DANIEL

	NDENDEBE KALAMA NENE ERNEST		KAYANDA MINGISHA JONATHAN		BADIKENGELE MUAMBI DAVID
	NDOMBALA SANGO JOHN		KUMABORA MABILA EMMANUEL		BAGUMA BAHATI FREDERIC
	NGABO KYEMBWA EMMANUEL		KUZEKEMENA TSHIELEKA CELE		BAKEKELAYI NGONGO MARTIN
	NTANYUNGU BUSIMBA JOSEPH		KWETE MUANA ERICK		BANTSHI BOPE BUSHABU BARTHELEMY
	OKULIEKE OIKESESE BLAISE		LUBALA KASUMBI FREDDY		BILONDA BADIBANGA AGNES
	OLONDO MBAMBA TONY		LUBAMBA ILUNGA THEOPHILE		BRANHAM LEEJA WILLIAM
	PANYIR UDONG NATHALIE		LUKHASA LUKHASA FIDELE		DIBINGA KALAMBAYI DANIEL
	PITANI AZONYE ROSIE		LUSHIKU BADIBANGA SYMPHORIEN		DIPEMA TAFU DIDIER
	RAJABU MPENDA RUBEN		MADJONLO BARDA FABIEN		IRENGE BAHATI JEAN
	SOMBO LITHO BLAISE		MAKANDA MALOBA AUGUSTIN		IYALE MINGA OLIVIER
	TEDIBO MBANGANE EXAUCE		MANGENDA LUKADI BERTIN		KABAMBA MASUTA NKOSI JUNIOR
	TEPATONDELE NZAPI FLAVIEN		MANTHUMBA NGOYI MICHEL		KABASUBABU MFUAMBA SERGES
	TSHOMBA BOCHECHELE SAFIYA		MASANKA MABUDI ALPHONSE		KABONGO KAYUKA JOSEPH
	UCOUN ZEPKA JEAN CLAUDE		MBAKAMA KWETE STEPHANE		KADIOBO LUENDU SAMUEL ALBACK
	UFOYMUNGU MUSWA ADOLPHE		MBULAKAMA MINGA JUDITH		KAFUNDA KATAMBAYI
	UNEGA HUBERT		MBULU BOPESSA ALPHONSINE		KALALA KANKONDE CELESTIN
	UNGOLOMBE MATESO BONAVENTURE		MINGA MIKOBI MARTIN		KALALA KANUBUEDI JOSEPH
	UPAR PIMUNGU KING		MINGANYI NDJONO FLIBERT		KALALA TSHISHIMBI NATHAN
	UPAR WANICAN JACQUES		MINGASHANGA MINGA FREDDY		KALOLO SHIBATU MICHEL
	UROMBI KIDOKO JEAN PIERRE		MISHA MINGA SERAPHIN		KALOMBA NKASHAMA HENRI
	UZELE KWOLONYO CHARITE		MISHAPA MISHAPA MIPAUL		KALOMBO MBATSHI JEROME
	VESTRADE AWENZE JEAN LUC		MUAMBA MUAMBA RENE		KAMANGU MUZEMBE ADOLPHE
	WALE BAILA JEAN LOUIS		MUANZA NKASHAMA NARCISSE		KANDE KAYEMBE LOUIS
	YATIWE OTHO CLAUDINE		MUBIAYI DIBONDO LOUIS		KANKU LOMBE NATHALIE
	ZAWADI NYALUIGNI PATRICIA		MUBIKAYI ELFWAMBA CHARLES		KATSHIAYI NTUMBA ETIENNE
	ZOROBABEL KPANE FIDEL		MUENDELE MANDJUMBA DIDIER		KAZADI KABONGO DAVID
KASAI	BAMBELEDI MWELA MARIE		MULAMBA MULAMBA JUNIOR		KAZADI NKONDOLO VICTOR
	BANGANYI MANTSHUMBA HERITIER		MUSEDIA MABAMBA LIEVIN		KWETE KWETE ODETTE
	BATUMIKE MUSHAGALUSA SALOMON		MUTANDA KAYANDA JEAN PIERRE		LUKADI MUKEBA BLAISE PASCAL
	BETU MWANZA STEPHANE		MUTEBA MUTEBA DJEMS		MAKANDA NGANDU JEAN LOUIS
	BEYA BEYA BEDEL		MWAMBA WOTO BERTIN		MATUIMI MANGUNGA TIMOTHEE
	BIANGANDU TSHIBANGU ALAIN		MWANZA KAKOWA SHADRACK		MBALA MUKINAYI FRANCOIS
	BIBANJI MUTEBA BIJOUX		NGALAMULUME BADIBANGA EDOUARD		MBENGA MUKALA DONAT
	BIPENDU LUKENGU THERESE		NGANDU DIALA SYLVAIN		MBOMBO MUBOMBE PAUL PASSY
	BOPE MAKASHI MARCEL		NJILA MBOMA KOTHY		MBULU MUTUALE ADOLPHE
	CIBASU MULABA JEAMPY		NSHOMBO MUBALAMA CHRISTIAN		MBUYAMBA MUKOKA GIRESSE
	DITU LUTELA BRO DIDI		NTSHIONA ABOL THERESE		MBUYI KABENGELE ANNIE
	IBONGO BUBARA ALBERT LE BON		NYEMBA MUSAWU NATACHA		MBUYI MUKUNA SERGES
	IYAYA IPASHA OMER		PUNGA BENGADJI EDDY SAMSON		MIKOBI MIKOBI BOPE FLORIBERT
	KABULA KABULA OLIVIER OLIVIER		SUKISA BUKASA JUSTIN		MPUTU BUABUA MATHIEU

PROVINCE	AGENTS RECENSEURS	PROVINCE	AGENTS RECENSEURS	PROVINCE	AGENTS RECENSEURS
KASAI CENTRAL	MPUTU BIAKANE DORCAS	KASAI ORIENTAL	MBUYI KABEYA JUSTIN	KWILU	KHENDA MIJIBA ABEL
	MUAMBA KUTEKEMENYI MICHEL		MBUYI KANYINDA VEVE		KIERE BILELE LOUIS
	MUBIA TSHIAKUSHIYA GERMAINE		MBUYI MUKOKA STEPHANIE		KIMBALA MUSUSU OLIVIER
	MUEMBIA BADIBANGA JOHN PETER		MPATAYI DIANDA MICHO		KIMPAMBA MAYONGO PABLO
	MUKANYA TSHITENDE CHARLES		MPOYO KALALA MATHIEU		KUDIANGELA KULENGA JUDITH
	MULAMBA TSHIMANGA PATIENT		MUAMBA KATUMBA ERIC		KUSIKUMBAKU KIWALA BIENVENU
	MUTOMBO DIPUMBA PIERRE		MUKEBA MBALA FELIX		KUSONIKA LAURE ERIC
	MUTSHIPAYI KALALA MOISE		MUKENDI KAZADI FERNAND		KUTELAMA DENIS
	MUTSHIPAYI MULAMBA FILS		MUKENDI MUANZA JEAN PAUL		KWES IKEY NICOLAS
	NDUMBULULA MUSHILA FISTON EMERY		MUKOSA MALU CIMANGA DIEX		LAMBA YUMBU EMMANUEL
	NGALAMULUME MUTOMBO MICHEL		MUSHINTU LUBUYI OUSMANE		LOMBO LOTANGA FERDINAND
	NGANDU NSONKOLA AMANDOUS		MUTAMBA KABONGU AUGUSTIN		LUBEKE MAYEYE SOLANGE
	NGELEKA MPASHI JEANNOT		MUTAMBA MBONDO FRANCOIS		LUFWA LUNZALA MYSTERE
	NGELEKA KATUMBA CEDRIC		MUTOMBO KALENDA SERGE HOBEN		LUKWASA DALLY CHRISTIAN
	NGOLO MINGA PETER		MVUMBI LONJI JEANNE		LUSASI ILAKA THETHE
	NJIBA KABENGELE SIDONIE		MWATI NGENDO FABRICE		LUZOLO LANZAM PONPON
	NSASE NYENGELE CESAR		NGANDU MPIANA DELPHIN		LUZOLO MAWANGA BAZY
	NTUMBA LUKANDI DANIEL		NGOIE LUBO MADELEINE		MABOSI KATONGO CATHERINE
	NTUMBA TSHIPAMA ROLAND		NGOYI MULUMBA FIDEL		MALUMALU MUSHIGO PATRICK KABONGO
	TSHIALU KANKONDE EDDY		NSUMPI MUKENDI ROSE		MAMBATU KIPULU THEO
	TSHILENGA TSHIBAMBA HENOCK		NTENDAYI CIBANDA HILAIRE		MANDEFU KANIMBU OSEE
	TSHITUKA KANKONDE EMILLE		NTUMBA BITANDA DELPHIN		MANDEKE KINSABA MARIE CLAIRE
	ZIBONUKULI CHIZA JEAN CLAUDE		NTUMBA KABENGELE GUELORD		MANGALA KAYONDA SOLANGE
KASAI ORIENTAL	BONDO ILUNGA JACQUES		TSHIBOLA MUPANGA TATY		MANGWA PAPY
	BUKASA NKUMBIKUMBI STEPHANE		TSHIBUABUA MUKOKA BLANDINE		MANZENDE MUTSHAKA DIRIGEANT
	DIYOKA ILUNGA PITSHOU		TSHIBUABUA TSHIBUABUA GEDEON		MASERE MURAMBUM GUY
	ESAU SHUNGU LOLO		TSHITENGA DIPU DIA MUTSHI		MATALATALA MAKI ACHILLE
	FARIALA NGOBA JEAN MARC		TSHITENGE NTUMBA MARCEL		MAWANZI NSIMBA JACQUES
	ILUNGA ILUNGA GERMAIN		TUKOME BAKADIPANDA RODY		MAZUNI LUZOLO JOSEPH
	KABAMBA TSHIAMALA RICHARD ALAIN	KWILU	PANZU TSASA SOSA GIANNINI		MBO MODINGA MODESTE
	KABENGA NKASHAMA ANTOINE		ASIMPI MONEY YVES		MBOBO KAPITA JUNIOR
	KADIMA KALONJI ELIE		BENETE MAZEZA		MBUYAMBA KAPEPA JONATHAN
	KALALA TSHITUKA NESTOR		BOLLY BIENVENU		MBUYI KALEMBA ANDRE
	KALOMBO DIKETETA ALBIN		BOY MUKE MAFUTA JEAN		MITSHINGA NGIOL JOSEPH
	KAMUANYA MULUMBA EUGENIE		BULA BULA KILEKE JEAN BOSCO		MOLONSI MUTUMU ESPERANCE
	KANKU KALONJI LEON		BUMWANA MATRANGWEM MODESTE		MPILA BAWUPIA JOEL
	KASHOSI MUKAJA ROMEO		EBATSHU MOISE MOISE		MPUTU MATOBA HERVE
	KASUMBI TSHITUKA LOUIS		ELENGE MOKE SERGE		MUDIKONGO MANDIR CONSTANT
	KAYEMBA MUKEBA ANATOLE		EMARGO AMOMBEYARD		MUMBASA KATEMBO TRESOR

	KIBONGE KUMBA DJENTO		EMINIMINI MATONDO CHARLES		MUNTANGA BOSEYURCILE
	MADIMBA LUMBALA JOSEPH		GIPOY MULENDA RODRIGUE		MUNUNU YOYO EVARISTE
	MASENGU BIAYA IRENE		GIWANGWA FUMUNGUNGI STIVE		MUSUSU MBAMBA MICHEL
	MASENGU KALALA NATALIE		IMBUNGU OLONA		MWAKINI MBUKU CHADRACK
	MBELU BUKASA MARIE THERESE		IPAKALA KING		MWILU MUMPAY DADI
	MBELU KANYINDA RACHEL		KABOBO MULADJAN SYLVIE		NAKATALA LUZOLO PATIENCE
	MBOMBO MBUYI LYDIE		KAHUSU MAFUNZI DENIS		NDALA NGANTOR FIDELE
	MBULA KITENGIE FIDELY		KANZUMBA MANZOMBI YUYU		NDJIMBO MUSONGI DENIS

PROVINCE	AGENTS RECENSEURS	PROVINCE	AGENTS RECENSEURS	PROVINCE	AGENTS RECENSEURS
KWILU	NDJOKO IMBOYO REMY	KONGO CENTRAL	KAMBALE MUTSHEKE SABIN	KONGO CENTRAL	MALANDA TATI GESBEL
	NDUNGU MWANAMBELE YVES		KAMBAMBA REBECCA ROSETTE		MALONDA NGUALA LOUIS
	NGALULA NKOLA NATHALIE		KAPOYA MWEPU LAURENT		MALONDA PHANZU DORCAS
	NGEMI KUNZENZAMA FONTA		KAYEMBE MATONDO BIJOU		MANDUELO BINGANA FRANCINE
	NGUISANA ZIKANDA DOREA		KENGIBE AMAPI SANDRINE		MANIANA NGAYO JJEAN-JACQUES
	NKWERE MUSIMAMBWI JUSTINI		KETO MPONGO JOSPIN		MANKUMBANI NDOMBELE WILLY
	NTOTILA UBA-TILA SEBASTIEN		KHENGE MUAKA LAURETTE		MANYUNDU MAKOFI BIBICHE
	NZAZI MATONDO FLORENCE		KHOJI TSHIKOLA FRANCK		MAOMBI MUDERHWA PASCALINE
	NZWANGA ZIKA DAVIN		KHONDE THAMBA IRENE		MAPENDA BODUKA NEFERTITI
	PASULA MUKE CRISPIN		KHONDE MANANGA YVRICK		MASAMBA SALAZAKU JACQUES
	PUMBULU MAMUSETE MIRETTE		KIESE DIAMBAKA MARCELINE		MASASA KUDIA ESPERENCE
	SENGA KANINDA FISTON		KIESE MOKONZI GLODY		MASUMU MALOLUKA JEANCY
	SHIMISHI ISOLA SOLANGE		KIMBONDO MINTELA EXAUCE		MATALA-TALA KIPASA MICHELINE
	SHIMISHI MAMPASI SERGE		KINDA NDEBI FAIZY		MATONDO JEREMIE JEREMIE
	TANKUY MANZEY NICLETTE		KINGOMA NTONTOLO ANDRE		MATONDO NGANGU NADINE
	TOKO INZIA ELYSEE		KINKELA MATWASILA PERSON		MATUNDU SEKE WILLIAMS
	TSHALU MABANZILA DORCAS		KOLOLO MAKENGO SYMPHORIEN		MAUTE NZONGO JULIO
	TSHIBANGU NSAMBAMANIA HENOCK		KUBIANGANA BAKAJIKA GABRIEL		MAWANDA BANZODIO SAMUEL
	WALA KALAYO SERGE		KUMBU TSHUMBU JUSTIN		MAYANGI MAKINSONA GREY-GODEFROID
	WATUKWA SALAZAKU LODAVE		KUSA MBENGO BAUDRY		MAYOKO NTOTILA JULES
KONGO CENTRAL	ASEMAGE CHISHUGI BIENFAIT		KUZANGUTULU MAYALA CEDRIC		MBAKI MANDIANGU GILDAS
	BANINGININA NTOMOSO EDGE		LABOLO KALALA MATHIEU		MBALA MFUNDU EMMANUEL
	BASIANGA MBULUBIAL BIENVENU		LAU KITOKO HUGO		MBALA NKANGA TONTON
	BASIANGA SHOSHO ZEPHYRIN		LELO VANGU BLAISE		MBALA WA MBALA JACQUES
	BASUNGA LUASU TRESOR		LITANDI MOLUKA PATHY		MBAMBI NGUALA JEAN CLAUDE
	BATOMA DIBUNDU JOEFFREY		LOLO LOLO BERTHE		MBOMBI MAZAMBA BIENVENU
	BAVANGILA NKAYILU BIENVENU		LUBOLOKO NDOLU EDMON		MBOYO NANIYULA NAOMIE

	BAYEKULA TBEDISA CLEVER		LUKANU KUMASINA JULVINCY		MBUDI NGIMBI GUYLAIN
	BENDA BOTONGANDI BOB		LUKEBADIO DIEYANDI CHRISTIAN		MBUNDANGA NZILA DIEU MERCI
	BEYA MARHA ASTRID		LUMBUENA DIAVITA EULALIE		MBUNZI BAPELE JUNIOR
	BINDA KEMBE LORA		LUSAKUMUNU LANDU RACHELLE		MIKALUKALU MUKOY HERVE
	BOLINGO MBUNGU PIERRE		LUSANU PHEMBA CHANCELVIE		MIKIANTIMA AKUNGU RUPHIN
	DAVINIA DUMA DAVIA		LUSEVAKUENO DIAMBU LAUREAT		MILANDU LUAMBA BIENVENU
	DIAMBU NKOKO BIENVENU		LUTANGU WA BAZOLA PAM		MINGIEDI VUMININU JACOB
	DIASIDIVINGI DIAKIESE ESPOIR		LUTETE MVINDU NELSON		MONZANGALA MABOMBO JAMES
	DIYABANZA NSIMBA ERICK		LUVINGILA BASILUA TORNY		MOTE MALULU SANDRA
	EKINDA MANGAKA REAGAN		LUVUVAMU BITUISILA CHRISTIAN		MOTEMANKELE NTEBE ARNOLD
	IKONYE MPAYUE JACQUES		LUWAWU NDUNDU HUGUETTE		MOZINO NANGA LA FONTAINE
	IKULA MPAMPIDI MADO		LUZAYA MAZAMBA LUC		MPAMBU NZITA MOUSSA
	INGULU MOMBO PAUL		MABIALA PHEMBA AIME		MUANDA MPANGA JACQUESMAIN
	IRAGI AZAMA ETIENNE		MABIDI MPATA ISAAC		MUANDA TSASA PATRICK
	ISENGELE IFEFO YANNICK		MAFIKAMA BATOMENE FRANCIS		MUANGU NKONGO JOSEPH
	KADIALUAKULUKO KIASAMUNA FAUSTIN		MAFIKAMA MAYAYILA THIBAUT		MUIKA EMMANUEL FISTON
	KADIALUAKULUKO LUAMBA GLORY		MAKIESE MAYAMUENI PAULIN		MUKANYA MUNDADI PASCAL
	KADIMA KASANDA HILAIRE		MAKIESE MIAMBOTE BENIT		MUKENDI MPIANA CEDRICK
	KALOMBO PAMBA REMY		MAKOPO LUMINGU MICHELINE		MUKULU LIBAKO BENJAMIN
	KAMBALE MUTANDAHI DIEU MERCI		MAKUNGA MATONDO OLIVIER		MUSIMUKULU ALOIS MOIS

PROVINCE	AGENTS RECENSEURS	PROVINCE	AGENTS RECENSEURS	PROVINCE	AGENTS RECENSEURS
KONGO CENTRAL	MUSWAY NSIAMISA JUNIOR	KWANGO	FUNDI IBRAHIM VASPY	LOMAMI	KABONGO MWAMBULA PAUL
	MVUMBI MVUMBI VINCENT		GITANGWA NGUBA VICTOR		KAMBOWA KAJA SEBASTIEN
	MWAMBA NGANDU NICOLAS		HATA MBUYA GODEFROIS		KAYEMBA LUKUSA EVARISTE
	NDUENGA ZASIKABAKA MAGALIE		ILUNGA NGWEJ NOVIL		KAYEMBE TSHIKALA THARCISSE
	NGENGI NGUDINKANGA THERESSE		INGUDI LUZALU AGUYBO		KIKUDI LUKOMBE ALAIN
	NGOMA MAVUNGU RAPHAEL		KABOYA LULENDU HUGUES		KIPENGIE MOILO PAUL VERLAINE
	NGUISANI ZAKANDA ABIGAEL		KADJINGU KAKESA NELSON		KITENGE KASONGO ADOLPH
	NGUVULU MICHEL MAICK		KAMBAJA THSIBANGU DON-TRIOMPHE		KITUMBIKA NTAMBUE CAPYTO
	NIATI NIATI SYLVER		KAMWEJI NGOYA ESPOIR		LABISI TOTO FISTON
	NKUNA BILENGO DORCAS		KANDOLO MAWESI YANNICK		LUFULUABO MBUYI JEAN PAUL
	NKUSU MUNG'LEY WILLY		KASABALU MUTUNGU JEAN		LUKOJI CIYAMU SAMUEL
	NLANDU VOSEZEDIO		KASHIKA TSHIMANGA MICLAIRE		LUTUMBA NKUADI JOSEPH
	NLENDA PHAKA PIERRE		KASONGO BOYOMA EDDY		MASHALA BADIKOLESHE GEDEON
	NSADISA BIMOKO FIDELE		KIESE IBWIKA LA JOIE		MBUYI NTUMBA VINCENT
	NSAFU MVEMBA BERNARD		KUDINGA TSELA DIEUVIE		MFUAMBA LENGE SABIN

	NSIALA NKANSA JACQUES		KUKULUKA LUNDUKISI FRANCOISE		MILAMBO YANGAMA WILLY
	NSIMBA MALEYA JULES		KUSAMBILA GRACIA		MPOYI MPOYI FRANCOIS
	NSIMBA MAMBI JANICE		LUFUTU IBENI LUCIEN		MUAMBA TSHILONDA ROBERT
	NSOMBO BOBUWA HUGUETTE		LUKOSI TSALAVITA REAGAN		MULUMBA KABONGO SERGE
	NSUMBU NTEDIKA DEBORAH		LUSELA POKOSO ESSE		MUSAU MILAMBU CHARLES
	NZAU MAVUNGU JULES		MAKALA NSIMBA RACHEL		MUSAU SABUE CELE
	NZINGA LUMINGU GIRESSE		MAMBOTE MATUIDI BIENVENU		MUSEU KIABU SYMPHORIEN
	NZINGA NGIMBI CHRISTIAN		MATAKA BAMPUTU RODRIGUE		MUTEBA MULUNDA DAVID
	NZUZI MAKABA NICOLE		MAVANGU MAMBOTE JEAN GERMAIN		NGALULA TSHIATA ASSY
	PALUKU KAVUNDA HODON		MBEMBA MIKATUKAKO BENJAMIN		NGOYI ILUNGA ELISE
	PHANZU PHOBA JOSEPH		MIASA MAHITANGANA THEOPHILE		NTAMBUE MPOMBO ALI-DA-NATHAN
	PHEMBA MAVUNGU JULIA		MOYO NZAMBI GLOIRE A DIEU		NTAMBWE MBOWA BEN
	PHOBA KHUWA PHILIPPE		MUKALAKALA PAKA ALAIN		NYONGONYI KISEMBUE PAOLA
	PHOLA NDUDI ROSETTE		MUTOMBO MAWANA FELICIEN		TSHIBAND MUSAS THEODORE
	PHOLA NGIMBI EUGENIE		MUWAWA KUBELA JEAN JACQUES		TSHIBANGU KAYEMBE JOSUE
	PULULU MBAMBI CHANEL		MUZAU KAYISA MARK		TSHIBANGU MUNYENZE GABRIEL
	SANZU DI MASIALA GIVE		NKINZI KAWANDA MAGLOIRE		TSHIMANGA MUKADI FISTON
	SHONGO NKONSHI CLARA		NKWAMBELA WAMBA ELISEE		TSHITUMBI KAYEMBE ESPERANT
	SIMBUSUA SINSI SEVERIN		NUAKA NABONGO REAGAN	**LUALABA**	WALAKA MBO CHANCEL
	SINDA KIMPIOKA PATRICK		NZOLUKA KOMBI ALAIN		AKSANTI MARHEGANE JEAN MARIE
	TSIMBA NGOMA GODEFROID JOSEPH		TSHINDJI KITAMBALA MARTHE		IBRAHIM KABWETELE YOUSSOUF
	VUKULU MAKIADI JEAN		TULY LEFUNA BENJAMIN		ILUNGA KIKUNI YANNH
	WANGANI NSANA MAMIE		YEMBE NSUKA BODRICK		KABAMBA NSENDA PLACIDE
	WEMBO NGONGO BERNARD	**LOMAMI**	BANTU MASUMBUKO MARIE		KABUYA MAGANGA GERMAINE
	YAFU KAMALANDUA GUYLAIN		BIDIMUETU NGALAMUKUNA JEAN PAUL		KALENGA KIBANZA NORBERT
	YEBA MANZAMBI NANCY		BUKASA BUKASA FABRICE		KALUME KAMELUNDA BEATRICE
	YEDIKO MATADI ANDRE		BUKASA MARCEL		KAMBWANDJI ILUNGA JEAN-JACQUES
	YONDA NDILU JHON		EJIBANGOYI DIEUDONNE		KAMWANGA NKULU LUC
KWANGO	MUNDUNGA NAZAYABWA MICHEL		ILUNGA MUTOMBO DOUDOU		KARL ITAJ NAWEJ EMMANUEL
	BADIATATA TAMBULA JUBILE		KABAMBA ILUNGA FLORIMON		KASENG KARUMB SYLVIE
	BUNDA ZOKA BRUNO		KABAMBA KASHIBA PATRICK		KASHAT NAWEJ ALPHONSE
	DJAMBA OKITAPENGE TRESOR		KABEYA MUSASA FRANÇOIS		KATOMBE KATOMBE GUYLAIN

PROVINCE	AGENTS RECENSEURS	PROVINCE	AGENTS RECENSEURS	PROVINCE	AGENTS RECENSEURS
LUALABA	KAVUMB MUJING GISELE	**LUALABA**	TSHELEKA KHEKHE SCHADRACK	**MAI NDOMBE**	MFINSIO MASAMBA BENI
	KENGE NGANDU MARTIN		TSHIKOMB YAV JACQUES		MFUTU ROGER GOERGE
	KIBANGU MWEYAMI DAVID		YAV KHEKE TRIDON		MOBANDA MOLUA AIRBEAU
	KIKOKO SALUMU VALENTIN		YIUNG TSHIBAD ANDRE		MOFU NDELENGO RICHARD
	KILAMBO WA BANZE LEO		YOKA BUKAYI JOSEPH		MOKIANGO BOSANDANGA JUSTIN

	KOJI NDUNDU JEAN BAPTISTE		BESOBIELI KASONGO CLAUDEL		MOSINTIE OSANZA TEDDY
	KYONI WAMANDE GUY		BISA MBOKA JULIE		MOYIKA KONGO CHRISTIAN
	KYUNGU KAYUMBA ODILE		BOBANGA LELE AUBIN		MUBWALA MINAMINA TOUSSAINT
	KYUNGU MWANANGOY TRESOR		BODIKO WUBASEBE CLEMENT		MUKUNA KIAMA ADRIEN
	LUBAVU LUKUNGU DIDIER		BOLONDO BIYEBOTIO		MUNYOMOKELWA MBISSO SERGE
	MALINGI GUELORD		BOMPETIIBOKO MAUROIS		MUSEMBULA MASIKINI
	MASHANT KATUND MIRAH		BONGIA NGUYAMBA CLARUS		MUYEMBE KIKARA BENIE
	MAVAKALA MPOLO RAMELIA		BONKONDE DJONGA FANNY		MWOROBAMA NGOMO ROMAIN
	MBAKA YILUNDA MARCEL		BOPAKA NGANI PELAGIE		NGALUNGALU YANGA FREDDY
	MBING MAIJ CHANTAL		BOPILI BONGA STEVE		NGWE EMPELE GUYLAIN
	MBIYA MAKASA GUSTAVE		BOYANGA BOTIKE PATIENT		NKELE NGWE JAEN
	MBUYA WAKAMBA DAVID		DIANDI MATON DO FRANCY		*NKOSO MANVUKASHUALA*
	MIJI KAKUNDUKUNDU DIEUDONNEE		DIANKUENO KALU CARINE		NKUMIZAMA KODI BLANCKY
	MPOYO MUTAMBA GABRIEL		DWEME BAKUBA SERGE		NKWASUNGU MBUTA OSEE
	MUBANGA KAPEMA ISAAC		EBOLAMANDUNGU LISENZA FAUSTIN		NSENGAMBO IMONGO JOHN
	MUKALAY JANGWA FRANCOIS		EPETE BOLA JOSEPH ADAM		NSENGAMBO MODIRI PASSY
	MUKANDA MUKAZA JONATHAN		EYOMBI BOKWAMBANGA WILFRIED		NSHOLE MUTONGA PHILIPPE
	MUKAZ MANDEVU CELESTIN		ISSOBATO NTEMA SERVENT		NTIMANDOMBASI BIJOU
	MUKEMBE KISAKASAKA CHANCEL		IZAMI BOLENGU PATOU		NZALI MPOTOMPENDO CEDRICK
	MULENDA KASAMBA ILDEPHONSE	**MAI NDOMBE**	KATAMBO NGAMBA MICHAEL		NZALI TOKANEPAPY
	MUSANGU YAVA FLORY		KELEKAZINA MAZWA CELESTIN		PALATO BONIKAY MARNIX(DECEDE)
	MUSELA NFIKA RODRIGUEZ		KIEKIE MUBULU THEODORE		RUKOMEZA MWEZE BIENVENU-KLIVERT
	MUSOYA MAZUWA ALEXIS		KINKIE MPIA VIDRACK		TAWABA NGUNZA PAPY
	MUTENDA GWAZOGOLOLA DANIEL		KITENGE OMIEN WA LUCIEN		TSHILUMBU MEJI BENOIT
	MUTOMBU MUSAW POLYDOR		KUVITUANGA MVUALA ALFRED		WANET IYONGE GLODI
	MUYOMBI WA MUKUBU ELYSEE		KUYA BOINTWASO DAVIN		AMISI SHABANI DIEUDONNE
	MWENDAKANY NTANGA GRACE		LINGUA LIKAMBA RIGOBERT		ALI ATIBU CLÔDE
	MWILAMBWE YUWAKALI PATRICK		LIONZO BAIBA ALBERT		SALUMU KABALA JUCHAEL
	MZAMB NGOY CHRISTIAN		LIRIPA LONZE NGOTO ELVIS		HAIZURU MUTCHAPA JUSTIN
	NAMEGABE BIRINGANINE RICKY		LOKAU LOTENDO NATACHA		ISSIAKA SALIMA GISELLE
	NATSHIKWAYA KOMBA KEY PASCAL		LOKONDA NZANGA JEAN		KIMPUTU MADJALIWA
	NDAYI LUBUNDA SEPHORA		LUKOKI NOUCHKA NANOU		KABULO WA KAHIA SIMPLICE
	NDOLO TSHIMBASA JEAN		LUMBA TOTISA JOSEPH	**MANIEMA**	MUKANIWA PONDA VICTOR
	NGOIE KAYEMB THIERRY		LUTONDO PUMBULU BAVON		TAMBWE NYOTA SABINE
	NKULU MWEPU		MABIALA MINSAMI ALBERT		BUSHIRI MALIPIZI DEOGRATIAS
	NKULU MEPU PADOUE		MANDIANGU MBAKI DIDIER		FARAY USSENI GUSTAVE
	NSABWA KANYANGA SYLVAIN		MAZWA IBAMBA PAULINE		ISSA DJAFARI KABINDA
	RHUSHANGIRE MUHANZI JEAN CLAUDE		MBEMBA KELEKAZINA GUYLAIN		SHINDANO KAYANDA THEODORE
	SAKADJENGU NGASA ASA		MBENGI KIUNGU DADY		AMZATI AMISI JEAN
	SINYEMBO LISIKI MICHOU		MBIMBI AMPEMIA CHRISTINE		SOGELA SHIMBU CHARLES

	SONYI ISOLO GRACE		MBO KAPITENE WILLY		ZAKUANI THERESE
	TSHAK NSANY JOSEPH		MBOMBOILOSA CLOVIS		MAZOMBO ABELI BIN MUFA

PROVINCE	AGENTS RECENSEURS	PROVINCE	AGENTS RECENSEURS	PROVINCE	AGENTS RECENSEURS
MANIEMA	KASONGO NINGA KOKO		FRANKLIN NSASE STYVE		MUSHAGALUSA FUNDERA ERIC
	ADAMO MOMBILIA SERGE		HARERIMANA NYANURE HANGI PASCAL		MUTSUVA KANIKI SADOK
	ANDULU MALENGO MAURICE		JULIEN KOKO AMINA MALIRA		MWAMVUA ONYA MARCELINE
	BOLO EPEKO BIENVENU		KABUGO KANYERE SOLANGE		MWISHA NGOY PLACIDE
	EBUTULU MINELO BIENVENU		KABUYA KANDA GABRIEL		NABEZA MUKIZA ELISA
	EDUDU MILANGO GUELLORD		KAHINDO NDUNGO GULAINE		NAMUTIGERWA ANGELIQUE
	ELUKU LISUDU MAMIE CARMEL		KAHINDO MWENGESYALI MAMY		NDABAHAZE KWISEKA JEAN PAUL
	ENDANGA BAIMOPALA NEOLINE		KAHINDO WASINGYA ESPERANCE		NDANGIJIMANA SENDEGEA ALEXANDRE
	ENGBEME MALOBETA GEORGES		KAKOME USENI MERVEILLE		NEEMA SYATIMWA ANNE
	EPEKO MBOLO HERITIER		KALINDA MUSAFIRI SYLVIE		NEEMA MBUZUKONGIRA PRINCE
MONGALA	IDUMBA IPUMA CEDRIC		KALONJI MUANZA FREDDY		NELLY CISIRIKA NEEMA
	LIWENGE MATSINGI CHRISTINE		KAMBALE KAVUGHE SERGE		NGALAMULUME KABONGO SERGE
	MALENGE MOKONGUBA ANTOINE		KAMBALE MAHAMBA JACKSON		NGENDAHIMANA MABUYE EUGENE
	MASIENGI BAZEBANZIA JEAN		KAMBALE TSONGO PATRICK		NSIMIRE NAMEGABE SOLANGE
	MBEMBO MANZEMBO JEAN LOUIS		KAMBERE KANYAHA LORIS		NTABAZA ELINGWABI SADDAM
	NDONGO IKILI CECILE		KAMBONDO KABANGU PARFAIT		NTACHOMBONYE SAFARI YVONNE
	NZAKPE LIKOLO FREDDY		KASEREKA KATSUVA EMERY	**NORD KIVU**	NURU IDI CHANCE
	NZEMBO MALUA FELICIEN	**NORD KIVU**	KASEREKA MUSAVULI PRINCE		NYEMBO KASALI MALUMALU ALAIN
	RUBAYI SENGA ERIC		KASEREKA MUTHIMAVISA FLORENT		OMBENI ISSA JOOMIS
	VUNGBO ZE HONORINE		KASOKI MALIRO CLARICE		OTENEO KIZANYE MARIE CLARISSE
	ALULEA BENDELA ABEN		KATUMBI KIBONGE JOSEPH		PALUKU MAHAMBA CEDRICK
	AMANDAH HABA ANDEMA		KAVIRA KATIVITI ESPERANCE		PALUKU KYAVAKULA PAKY
	AMANI MUKABILA MICHEL		KAVIRA APENDEKI DJAMILA		PALUKU TSHONGO PATRICK
	AMANI MUTUNZI JOSPIN		KAVUGHO MWANGAZA		SADIKI MISAGO DAVID
	AMISI TSHENDJE SERAPHIN		LUTEYA NGOLO JEEF		SAFARI KAGABO DESIRE
	ARISTOTE KASONGO LUTGARDE		MADIRISHA VUYINGO GASPARD		SEBUHINJA BONANE JUSTIN
	ASHUMATI KATOTO AISHA		MAFUKO BAHATI HIACYNTHE		SHABANI SALEH
NORD KIVU	BAHATI MAGADJU GUILAIN		MAKUTANO LILIANE		SHAMAMBA KAJORA INNOCENT
	BAHATI NDOOLE ARCHIAS		MANEGABE MYANZIRO PACIFIQUE		SINAI KASONGO JEMIMA
	BAKENGANE BAGAYA STEVE		MAOMBI AMANI PIUS		TSONGO KOMBI BARAKA
	BALIWA LUBULA ANDERSON		MATABISHI MUDERHWA RACHEL		TUMBA ALFANI NATHALIE
	BAMBA BAHATI RAOUL CRAIG		MBUSA SIRASI EMMANUEL		TUMSIFU KANDEKE AKRAAM
	BANYANGA DUSABE ANGELA		MBUSA MANGAPI ALAIN		ZIGABE KASIGWA FABIEN
	BARHACIKUBARIGWA BUHENDWA SERGE		MBUSA MISISA MOISE	**NORD UBANGI**	INGBENDA LONGBAMBA OSCAR
	BAUMA NGERAGEZE LOUIS		MERCI RUBUGA FREDDY		NZONGBO GBENDO ESTHER

	BIZIMUNGU IYAMULEMYE CLAUDE		MUHIMA KARAFURU DANIEL		MBONGA YENGA FRANCOIS
	BONABANA LUMANDE ALAIN		MUHINDO KAYITAMBYA JACKSON		EBEE MBAMBO ALAIN
	BORA MAISHA RWINDURU CLOVIS		MUHINDO KISANGANI HORACE		DOLI LASIA CARINE
	BUKASA KANYINDA BENIS		MUHINDO KIRENGE GHISLAIN		FUTU ZUKULANGO FLORENCE
	BURHUNDULI BAHATI PATRICK		MUISA MWALIMBEMBA CELINE		ZAGABE MUSHAGALUSA CHRISTIAN
	BUSIME BAUMA BILUGE		MULOWAY KAYEMBE CHRISTIAN		FAYU ZUMODO BENJAMIN
	BWANAKAWA NDAYA KAYEMBE LUCIE		MUMBERE KALEMEKO JUSTIN		KOTO YATAGBIA DONATIEN
	CIZUNGU ZIGASHANE DAVID		MUMBERE MAKASI JOSEPH		OLIKA TOTOMOYENI RUPHIN
	ELIE NDANYE JOSUE		MUMBERE MUVUYA MARCEL		MUMBERE KANDUKI ANICET
	EZEKIA BIREO KAENDO		MUNDELE FELICIEN HERITIER		NGAMBINZONI KOMBETO BLAISE
	FARINI MOPIO ODRICK		MURANGA TASIVIWE JOLIE		NGBIADIRI MWA JEAN
	FEZA LULANDO NELLY		MURHULA CIRIMWAMI JEAN CALVIN		NGBONGI FIAMBI PATRICK

PROVINCE	AGENTS RECENSEURS	PROVINCE	AGENTS RECENSEURS	PROVINCE	AGENTS RECENSEURS
NORD UBANGI	ISEMBE ITEPA JAEL	SANKURU	NGOLE ONYUMBE HENRIETTE	SUD KIVU	BIRHASHWIRA NTERANYA DELPHIN
	ABONGE BIZONGO JULIO CESAR		NYAMO MUTUPEKE FRANCOIS		BIRINDWA MPARHA FAUSTIN
	NGWALO NDANIWA GUY		NYONDO WEMBOKENDEJULIENNE		BISIMWA BAHARANYI DEOGRATIAS
	GBATEYA KUNDANA AMEDE		ODIMULA PONGO HERVE		BISIMWA CISHUGI GERMAIN.
	SAO GOGA PASCAL		OKENDE ONEMA J C		BISIMWA KAJORA ELVIS.
	BOMA WENDE JEREMIE		OKENDEMBO EPETA SHAMMBUYI RENE		BISIMWA SHUKURU PROTAIS
	BEMBIDE NDANU FISTON		OKITANGELO POTO CHARLES		BITAMENYEKA BUTEREZI MARCELIN
	MBENGIA ZUTE SERAPHIN		OKONGO LOKOLONGA EMILE		BLAISE NTAMULUMEYENE NATHAN
SANKURU	AKATSHI AMATO ESTHER		OLAMBA DJONGANDEKE DANIEL		BORA BUHENDWA LABLONDE
	AKEMO WANDJA JEAN PAUL		OMADJELA KANDOLO PIERROT		BOTENDE YAKUSU CESAR
	AKUNDJI MWANDJA LOUIS		OMAKOY OSOMBO ROBERT		BUHENDWA CIMANUKA FISTON
	ANANGELO SHONGO SABINE		OMATETE W ONEHESE CLEMENT		BULONZA CIZUNGU ANNUARITE
	ANDJADIMANDJA LONGADI JOSEPH		OMBA MBALE CHRISTOPHE		BULONZA MUDEKEREZA MIREILLE
	AVULE LONKASO FRANCOIS		OMEKENGE OWAMBA PRINCE		BUSIME MAROYI GLORIA
	BAKONGA ELOKO PAULINE		OMEKOKO OMELONGA ALPHONSE		BYAMUNGU JANDARME CLAUDE
	BEYA TUBINDILE CORNEILLE		OMEKOY DIHONDJO HENRI		BYAMUNGU SHAMAVU JACKSON
	BOFUMBE BOKELE STEPHANE		ONEMA DJONGEKAMA ANDRE		BYAMUNGU YALUMIRE EMILE.
	BOKELE BAMPEMBE FELICIEN		ONYAKONDE OYANDEKA REMY		BYAMUNGU ZAWADI
	BONGONDJA BALONGA MARTIN		SHAKO DJONGEKAMA JEAN PIERRE		CERU HABAMUNGU VIANNEY
	DANDJA AHOKA BENOIT		SHAKO SHADI JOHN		CHALAZIRE KAYIRARA ALBERT
	DUYENGENO WETANU SAMUEL		TSHOMBOKONGO AHONDJA PATRICE		CHIVUNAMWA BULAMBO ALINE
	EKODI ELEKA MARIE FAUTINE		TUKU DIA TUKU ALPHONSE		CHIZUNGU KALIZA GISELE
	ESOMBA TETE SALOM		WEMBAKOY LONGENDJO JOSEPH		CIKURU CIBINDA SOUZANNE.
	ETSHINDO NDJANGA VICTOR		WEMBONYAMA SHUNGU GASTON		CINAMULA GERMAIN
	EWALA WETSHAYI DEVALO	SUD KIVU	AGANZE MIHIGO JEREMIE		CIRAKARULA BARASIKIA MARTIN

	IKONGA BEMBE PIERRE		AGENZE MWAMBALI JOSUE		CIRHUZA GANYWAMULUME FRANCISCO
	ILONGA LOSEKE GERVAIS		AHADI BASIMINE NORBERT		CIZUNGU MULUMEODERHWA JUSTIN
	KABANGU LUMULUABO ANCLET		AMURI NYASSA MICHAELLE		CIZUNGU NTIBONERA DIEU MERCI
	KALAMBAYI NUMBI JEAN PAUL		APOLO M'SAMBYA JOSEPH		DAVID CIZA
	KAMALEBO MUKELO ALAIN		ARSENE LOHAKA NDJOLO		ELOI NTUMULO LOUIS-MICHEL
	KAMBALA OMELUNGA DENIS		ASSUMANI KABARE FISTON		ELONGA NKOY JOEL.
	KENGE ONEMA JOSEPH		ATOSHA KAZIGE ESTHER		FAZILI CIRHAKARHULA DEVOTA
	KOY OKITONDO MOISE		BAHATI MPASWA DIEUDONNE		FURAHA KUNZI PATIENCE
	LOHALO HADIMALAKI PASCAL		BAHATI MUCHINDI CHANCELIN		FURAHA BAKULIKIRA NATHALIE
	LOKALA OKITOKOKO PIERRE		BAHATI NTAKALWA DESIRE		HABINAMWISHO MUSANGANYA PATRICK
	LOMAMA OTAHALOKOMBO WILLY		BAHATI BUHENDWA HYACINTHE		HERI NKUNGURWA INNOCENT
	LOMANGE MUNDALA GEORGES		BAHINDWA SIKITU CLEMENTINE		IMANI BYA-MUNGU JUSTINIEN
	LONGANGA NDJOSOKO EMERY		BAKARI SIMBA FABRICE		IMANI BAHOGWERHE JUSTIN
	LONYENDA LONGOMO JULES		BALAGIZI MURHULA IZO CHRISTOPHE		IRAGI BIHAMBA YVETTE
	LOSELE OLONGE CHRISTIAN		BARAKA KUJIRAKWINJA CHRISTIAN		IRAGI MUHINDO LUCIEN
	MAUNGU ONGALA MARCEL		BARAKA MINANI MATTHIEU.		IRENGE MWEZE CHRISTIAN
	MODI AKASA ANNE		BASHIZI NYOTA DENISE		IRENGE BABWIRWA DANIEL
	MOTEMA KIHOSA ARMEL		BASHONGA CITO SERGE.		IRENGE KAZIBAZIBA CAIMAN
	MUHINDO KATANGAMBO CHRISTOPH		BASUBI YA MWAGALWA		ISHARA WABENGA BENJAMIN
	MUSUNGU WA MUSUNGU OLIVIER		BAZIBUHE NGUSHIRWA ALAIN		JOHN KIZONI NGENGELE
	MUTSHIPULE KATABALEY JUSTIN		BENGEHYA NTAMUTUDU DIEUDONNE		KADENDE AGANZE ARSENE
	NDAMBA MADIMBOLA JULIE		BIGANIRO MUTWARE EMILE		KAHASHA RUMU MARCELIN

PROVINCE	AGENTS RECENSEURS	PROVINCE	AGENTS RECENSEURS	PROVINCE	AGENTS RECENSEURS
SUD KIVU	KAJABIKA BAHATI ARLAINE	SUD KIVU	NSIMIRE KADEKERE AIMERANCE	SUD UBANGI	MBIANA TOKPE FELIX
	KANKISINGI WA KANKISINGI ISAAC		NSIMIRE MASUMBOKO JUSTINE		MBOMBO GBABO VERONIQUE
	KANYOSHA SHAGAYO SALMA		NTWALI RUBENGA TRESOR		MOOLO SAOLONA CHRISTOPHE
	KATABANA TABARO FABRICE		NURU BULAMBO BENJAMIN		MOPELI NGINZO ADOLPHE
	KIRAGA JEAN-CLAUDE LEONARD		NYAMULEMI MURHIMBO DENIS		MUSOLE HABAMUNGU JUNIOR
	KISIMBA KOLI LUCIE		NYOTA NYANTABANA AGNES		MWABOENGEZI EBENDE SIMPLICE
	KOLERHAMUNGU NZABADORA FREDDY		OKOKE KABWE ALICE		NAIYA GBAYA JACQUES
	KUNGWA BEMBELEZA LYDIE		OKONKWA MBAGIRA CHRISTIAN		NDAYADA NGAESO FISTON
	LWEREKINE CIGOHO DIEUDONNE		OLOMWEKO ETANDO FRANCOIS		OMWI OLEME JACKY
	MAHESHE CHANIKIRE MESCHAC		OMBENI CINYABUGUMA HABAKUKI		SOGETINE IZOBE ETIENNE
	MAISHA MALIKANO RUBAIN		OMBENI WASANGWA MAGELLAN.		TOADELA YA-GBALANDA CELESTIN
	MANGO MULEGWA MICHEL.		PIKININI MUBENGU LIEVIN		WANDENGA GBADI CHIMENE
	MAOMBI KASHENGULA AUGUY		RIZIKI LUNANGA RICHARD		YENGELE ZALE JEAN BAPTISTE
	MAPENZI KIZUNGU KELVIN		RUKOZO MUSOLE TIMOTHEE	TANGANYIKA	ALI TWARIBU NORRIS
	MATEMBERA KITENGE MARHEGANE		RWIZIBUKA MUHIGIRWA EPHREM		AMANI MPARANYI CHARLES

	MAZAMBI KASHINGWA JOSEPH		SAFARI MULAMBA BIENVENUE		AMUNDALA MABINGU DAVID
	MBUTA MULOWE SEBATIEN		SAFI SABITI URBAINE		BEATRICE BIN MUYUMBA JAEL
	MIRINDI BAHATI SERGE.		SHABANI KAHARA PATRICK		BIRHASHWIRWA MUGARUKA PASCAL
	MOBA MURAMBARARO		SHUKURU BALUME JETHRO		DJUMA BARUANI KALISI
	MOBUTSHI AMPAP FELICITE		TABARO MURHULA CHRISTIAN		ILUNGA MBIDJI LAZARE
	MUFUNGIZI FURAHA MARIE CLAIRE		TAFUTENI BAHIZIRE SAMUEL		ILUNGA MBIDJI PAULINE
	MUGISHO MUKUBAGIRE HERITIER		TUMSIFU CISHESA ANTHONY		KABA KINKUNGWE ABEL
	MUGISHO CHOKOLA JUSTIN		TUNGALI MUKOLOKA FABRICE		KABANGE NUMBI FIDELE
	MUGISHO KAJORA FIDEL		WALINGANYA KISOKA FABRICE		KABULO ILUNGA DIDIER
	MUGISHO MIRINDI CLOVIS		WETESHE MAYELE DÉSIRE		KADINGA LUMANA NATHANAEL
	MUGOMOKA ZIRIMWABAGABO VICTOR		YASMI KOMPANYI SAMUEL		KADINGA MULUNDULA ALEXIS
	MUKANDU BAKUNGU GUILAINE		ZIHALIRWA NAMALEMBE VENDOME		KAELWA LUKE PAPY
	MUKUMIRO JACQUES	**SUD UBANGI**	AGWABILOLI MASIMO VICTORINE		KAHOZI MULONGOY SADIKI
	MULUNGULA MUSOMBWA DIEUDONNE		AWADA IMONGOBEL ALAIN		KALUNGA KASAMA ALAIN
	MUMBERE KATINA CHANCE		AZIDAMA YONDO DIRANDAL		KANYATSI MUGISHA FISTON
	MUNGUAKONKWA BALAGIZI LUCIEN		BANZE LUNGANGE JOELLE		KASUKU MULALA AUGUSTIN
	MURHULA BURHAFANWA BERTIN		BIMBOY LITOKO PHILO		KATIMBILWA KYONGO DEOGRATIAS
	MUSHAGALUSA MUSENGO STEVEN		BODISA SANSAGO ROSE		KAWELE WA KAWELE PAULIN
	MUSHAGALUSA SEPT FREDDY LEROY		BOKUBALI KONGOTE GUYLAIN		KAYEMBE MASHIKA ANSELME
	MUSHAGALUSA NTABAZA PACIFIQUE		BONGONGA EBOBA MANASSE		KAZADI KASONGO VICTOR
	MUTONDO KITWANDA JOSEPH		BOTOKE EBALE THEODORIC		KIABETO BIZAWA AUGUSTIN
	MWANDO M'KEYO CHRISTIAN		BUGBADO GBOKO POPOL		KIBONDO MUGALU JILBERT
	MWENGE ITONGWA JOSEPHINE		DEGULI BESOLO FELICITE		KIHANGA TUFANYAJE KIUNA
	MWILOMWINGI WANGACHUMO LEONARD		ELEMBI TONGA MARCEL		KIRONGOZI KYALU ROZINE
	NABINTU BUHENDWA PRUDENCE		ETAMBU ALUBA BIBICHE		KITENGE KIBAMBE BOSCO
	NABINTU KABOYI STEPHANIE		EWAZANDE ALEKWA DIEU		KITENGE MUSUYU THIERRY
	NABINTU BISIMWA ELODIE		GBAGIA NANGELE ROBERT		KYUNGU MUKALAYI ERNESTINE
	NANA NKOY JEAN-PIERRE.		GIAHOUTOU YANGBIDI ANICET		LUVUNGU ALEXADRA JOSEPHINE
	NDAGANO MUSHINGANYANYA PARFAIT		LIBWA MOTEBA PHILEMON		LUYAMBA LUNDANGA CHRISTOPHE
	NGIRABAKUNZI BIKOKORA WARONGO		LINDENDE MOTEBA RICHARD		MAKANZU NZUZI PAUL
	NJANGALA TAMBWE PATIENT		LUWA BAEKI PHILIPPE		MAKIMBA KASONGO JULES
	NSHOKANO BIRINGANINE JEAN VIANNEY		MBEMBO MONDO BERNARD		MAKUA SANGO BERNADETTE

PROVINCE	AGENTS RECENSEURS	PROVINCE	AGENTS RECENSEURS	PROVINCE	AGENTS RECENSEURS
TANGANYIKA	MANDE WAILUNGA GLORIA	**TSHOPO**	BALEKAGE BARHAKANA JOSEPH	**TSHOPO**	KWADENO STEPHANIE
	MASUDI KILELA JEROME		BANGAMOZE MICHEL COLIN		LIBOKO WALO MARCEL
	MBALUKU KAWAYA BARTHELEMY		BARHANYWANWA MUFUNGUZI PASCAL		LINYANYA HENRI
	MBUYA LUBANDA JEAN		BASHILWANGO PAPY		LISAMBOLA LOHOLOKEKE ROGER
	MIRINDI GRACE		BATANTU MANFUENI ALAIN		LISINGO TOFOFA PIRES

	MISANGU MAZOKATO APOLLINAIRE		BATOA BOYOMA JUNIOR		LITOFE WAMBELA PAULIN
	MULEFU LUZIBA JEAN-PIERRE		BAYONI MATONGO JEAN JACQUES		LIYEYE BALONGA MICHAUX
	MUNDJU ASANI MATHIAS		BIBAKAKE DIEUDONNE		LOBELA MOBUYA ANDRE
	MUNGA BAUNDA PRINCE		BILENDE BASUKOMBO JEAN-CLAUDE		LOKANGA FREDERIC
	MUNGA KAYEMBE EDDY		BISIMWA YENYE JOHN		LOKENGE BAFOLEMBE ARSENE
	MUYOMBI NTAMBO FERNAND		BITABOTO GENINGA STANIS		LOMAMI LIHONGE VICKY
	MWAKA MAUWA GENEROSE		BOGUMBI BOFONGE BOZAC		LUBULA KASUZWA AIMER
	MWAMBA NYEMBWE JOEL		BOLIMA SANDRA		MADULA MWIMBA CAMILE
	MWEPU KASONGO GEORGES		BOMELA VICTORINE		MAKANGA MPUTU HERY
	NGONGO KAMULETTE L'AMBRIS		BONGENDE LISEKE HILAIRE		MALIANI CHRISTIAN
	NGOY TCHENGE BENEDIT		BONONGA JOEL		MASAMPU PITCHOU
	NKULU MWANABUTE ERICK		BOOLOGA BASAY GEORGES		MASOSI MIKE
	NTUMBO BULAMBO DOYEN		BOSUANDOLE ESALA JEAN ANTOINE		MASUWA DADY
	NYEMBO KABA SORI		BOTENGA LOFUTSHA LUCIEN		MATATA SANS PEUR
	ONANDJU DJUNGA GASTON		BOYOMBI CONSTANCE		MBELAWANA TULA YVES
	OWANGA SUMAILI NADINE		BWIMBA CESAR		MBELI SAIDI SAIDO
	SABASABA NFIZI FREDERIC		BWISIBO PAUL		MBISAMULO FABRICE
	SANGWA KITUNGWA CUBAIN		DOMBOLI DIEU MERCI		MBULA DIEUDONNE
	SHIMBA ALEWO MARIE		ESISO BASOSILA LEON		MBULA JOSE
	SUDI NDAMBU PASCAL		FENO MODESTE		MBULASEMA YAKUSU JEAN PIERRE
	TAMBWE MWANAKAHAMBO JOSEPH		FERAZA VENANT		MILAMBO MIRIAM
	WEMBI MAKAYANGA PATRICE		FUNDI SAM		MOFELENDJA LITETE ARSENE
TSHOPO	AFINO MOSAKPA JOLIE		FURAHA SARAH		MONGANA MANGONO ANGELE
	AFUTA LIKOSO JEAN PIERRE		GEESO NESTOR		MUNGANGA HILAIRE
	AKATIYO ROSINE		ILOMBELOMBE FAUSTIN		MURHULA BARHINGINGWA DIDIER
	AKONGO LISEKE HERITIER		ILUNGA SYLVA		NAKASILA MANGA GRACE
	ALOMA SUZY		ITEKE LOUIS		NAPAME BENJAMIN
	AMBOKO MAMIE		KABAMBA QUIRIN		NGAMA PANCHITO ALOYS
	AMISI VICTOR		KAFANYA MUKWASA ERIC		NGANDIA NORBERT
	AMURI MOUSSA RICA		KAMBILI MODU JOSE		NGUBU BOIKA VANY
	ANGALAWE MANDEFU ADRIEN		KASEREKA GUILLAUME		NOZIADANE MOTOBA EMMANUEL
	ANGBILIA MOKALO CHRISTIAN		KASOLWA TRESOR		OKELEYEHE GODEFROY
	ANZATEPEDANGA JACQUES		KASONGO GISELE		OTHAMA MOMBA JEAN CLAUDE
	APALATA CHRISTINE		KATAKO MEDARD		PALAMBI MARC
	ASSUMANI BARAKA CHRISTIAN		KATENGA MATAMBALA FREDDY		PENO MICHEL
	ATOMA PAULIN		KAWALINA PATIENCE		RAMAZANI SULUBIKA JONATHAN
	BABELEKI RAMAZANI CHRISTELLE		KAYUMBA JOSEPHINE		SALIKI MICHEL
	BACHALE LOLA EMMANUEL		KIBAYA MOMODU JEAN LUMIERE		SHULUNGU CHRISTINE
	BAELONGANDI ETUKA EDDY		KISULU ERICK		SIFA REGINE
	BAELONGANDI MOKILI SIMEON		KOMBA GILBERT		TABU FEZA CODELIVE
	BAKULANGA ASSANI PLACIDE		KOMBOZI HUGO		TOSUNGANEKE BOTANDO PATRICE
	BALAWA BENOIT		KUBELE LISASI FISTON		TSANDIRU FRANCINE

PROVINCE	AGENTS RECENSEURS
TSHOPO	TSHIALA KAMULETA ROSE
	TSHIBOLA SARAH
	TSHILELA ALEXIS
	TULAYUMBU PAPY
	VUVU BILONGO PLACIDE
	YAFUNGA LOSOMBE ROGER
	YAGI RACHEL
	YALANGA MAYALA
	YAMBETE YAYEBAYE MORVIE
	YAUFA IKOKOTA LAETITIA
	YEMBA PASCAL
TSHUAPA	ANZANI MALONGO PAPY
	BAHATI KANONZIRE JACKSON
	BOFASO ISALOFONGA GAUCHY
	BOLINGA IKUNUWA ALAIN
	BONGABA OBOMANGO PATRICK
	BONKONO BOLUWA ISAAC
	BONTAMBA NGOY JOSUE
	BOTUNA BOTELE FISTON
	BUYA BONYENGA GUYROGER
	EDUNGA BOMPONGO PITSHOU
	EKOMBOLA BOLENGU VINCENT
	ELEMBO MENDO GERMAIN
	EMELAKA LIWONGO JEAN PIERRE
	FIMBO MAINDO SYLVAIN
	IBOA BOMOTO JEANNETTE
	ILANGA LONGOMO ILEDJO
	KAHOMBA ISEKALOMBOLI JOEL
	LIFELA BONONGA ISIDOR
	LINGOLO BONKUMBO ELODIE
	LONGANGO AMINA AMINA
	MATABWANA MEKUNTIMA TRESOR
	MBOYO BALEMA GASPAR
	MUMBERE SYAKANIAWIWE ADIZO
	NGOMO BOSENGE VINCENT
	NKOMBE IKALI JULES
	SONGE MANGA GEOGES

GLOSSAIRE

Termes	Définitions
Recensement Général des Entreprises	Le recensement général des Entreprises est une opération statistique qui consiste à faire un dénombrement exhaustif des unités économiques exerçant sur l'ensemble du territoire national. Il consiste à collecter auprès des unités économiques visées des renseignements après les avoir énumérées. Il permet, dans un délai assez court, de disposer d'informations sur la structure et la répartition des unités économiques à travers le territoire national.
Entreprise	Une entreprise est une unité économique, juridiquement autonome, organisée pour la production de biens ou de services marchands. Sur le plan juridique, une entreprise est une personne physique (entreprises individuelle) ou morale (société) qui exerce pour son propre compte, une activité économique.
Entreprise individuelle	L'entreprise individuelle est constituée par une personne physique qui en est le propriétaire. Il est seul responsable de ses actes et il n'existe aucune séparation entre son patrimoine propre et celui de son entreprise. C'est la forme la plus souvent rencontrée dans les catégories suivantes : commerçants, artisans,, professions libérales, agents commerciaux, etc.
Entreprise formelle	On entend par entreprise formelle, toute unité économique enregistrée dans les fichiers administratifs (Ministère de l'Economie, N° d'impôts, Registre de Commerce, Sécurité sociale), disposant d'une structure de gestion organisée et tenant une comptabilité écrite et complète (Bilan, Compte de résultats) conformément aux dispositions légales. De façon pratique, sera considérée comme entreprise formelle, toute unité répondant aux critères (a et b) ci-dessous : a) Disposé de l'un des numéros administratifs ci-dessous • Numéro d'identification Fiscal (NIF) ; • Numéro d'Identification Nationale (IDNAT) ; • Numéro de Registre de Commerce (NRC ou RCCM) ; • Numéro de la Caisse de Sécurité Sociale (CNSS, ex-INSS) ; b) Tenir une comptabilité formelle écrite et complète (Bilan, Compte de résultat etc.).
Entreprise informelle	Toute entreprise ne répondant pas aux critères ci-dessus énumérés est considérée comme informelle.
Unité économique	Au sens du RGE, une unité économique est un établissement
Etablissement	L'établissement est une unité économique située en un lieu géographiquement bien distinct (ou encore géographiquement individualisée), mais juridiquement dépendante, dans lequel ou à partir duquel, sont exercées des activités de production, de vente ou de services. Il est relativement homogène et son activité principale apparaît proche du produit. Ainsi, l'établissement peut être : une usine,

	un magasin, un bureau, une carrière, un atelier, un entrepôt, etc. Trois types d'établissements : - *Etablissement unique* : ne possède ou ne contrôle pas d'autres établissements et n'est contrôlé par aucun autre établissement ; - *Etablissement principal (ou siège social)* : établissement abritant les organes décisionnels de l'entreprise ; - *Etablissement secondaire (ou succursale)* : établissement distinct de l'établissement principal, lieu où sont exercées les activités qui dépend juridiquement de l'entreprise mère.
Activité économique	On entend par activité économique, toute activité reconnue comme telle dans la Nomenclature révisée des activités des Etats Membres d'AFRISTAT (NAEMA rév1). Cette nomenclature est une adaptation en Afrique subsaharienne de la 4ème révision de la Classification Internationale Type par Industrie de toutes les branches d'activités économiques (CITI, rév. 4).
NAEMA rév1	Adaptation en Afrique subsaharienne de la 4ème révision de la Classification Internationale Type par Industrie de toutes les branches d'activités économiques (CITI, rév. 4).
Entrepreneuriat	Au sens strict, il fait référence à l'action de créer une entreprise dans le but de générer des bénéfices, en identifiant voire en créant un besoin et en y répondant par le biais de l'entreprise nouvellement créée.
Capital social	Le capital social est égal au montant total des apports de biens et d'argent dons les associés ou actionnaires transfèrent la jouissance à la société en contrepartie de droits sociaux (parts sociales ou actions en fonction de la forme juridique de l'entreprise).
Chiffre d'Affaires	Le Chiffre d'Affaires représente le montant des affaires (Hors taxes) réalisées par l'entreprise avec les tiers dans l'exercice de son activité professionnelle. Il correspond à la somme des ventes de marchandises, de produits fabriqués, de prestations de services et des produits des activités annexes.

QUESTIONNAIRE

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

MINISTERE DU PLAN

Institut National de la Statistique

Le décret n°10/05 du 11/02/2010 relatif au Système Statistique National, spécialement en ses articles 9, 14 et 15, stipule, d'une part, que les données individuelles recueillies au cours de toute investigation statistique sont confidentielles, et, d'autre part, que les personnes physiques ou morales ont l'obligation des réponses, de façon véridique, aux investigations statistiques menées par le Système Statistique National.

RECENSEMENT GENERAL DES ENTREPRISES EN 2019

QUESTIONNAIRE

Module 0 : LOCALISATION DE L'UNITE ECONOMIQUE (LU)

LU 1- Province :……|__|__|
LU 2- Ville/Territoire:……|__ |__|
LU 3- Secteur/Chefferie /commune rurale/commune urbaine…..|__|__|
LU 4- Groupement/Quartier/Groupement incorporé ……|__|__|
LU 5- Village/Rue :……|__|__|
LU 6- Zone de dénombrement des entreprises:……|__|__|__|
LU 7- N° de l'entreprise dans la ZD:……|__|__|__|__|
LU 8- Milieu d'implantation : *1 : Urbain 2 : Rural 3-Semi urbain 4- urbano-rural*
……|__|
LU 9- Marché *: 1 : Oui 2 : Non*……|__|

Si non à LU 9, passer à LU 10.

LU 9A- Si marché, préciser le nom du marché :……
……
……

LU 10-Repère spécifique :……
……
LU 11-Adresse physique :……
……

LU 12-Type de local
1- *Atelier ; 2- Auberge ;* ***3-*** *Bâtiment commercial ; 4- Boutique ; 5- Bureaux ; 6- Cabine téléphonique ; 7- Container ;* ***8-*** *Entrepôt ; 9- Garage ; 10- Hangar ; 11- Hôpital ; 12- dispensaire ; 13-Clinique ; 14-centre de santé ; 15- Pharmacie 16- Hôtel ; 17- Kiosque ; 18- Magasin ; 19-Maison ordinaire ; 20- Malewa ; 21- Restaurant ; 22- Table avec parasol dans un marché ; 23- Table sans parasol dans un marché ; 24- Usine ; 25- Guichet Automatique de Banque (GAB); 26- Fabrication et vente des briques ; 27-Vulcanisation (Quado) ; 28-Lavage des véhicules ; 29-Unité de culture et de ventre des fleurs ; 30-Ajusteurs ; 31 – Menuisiers ; 32-Artistes ; 33-Ferme agricole ; 34 – Ferme d'élevage 35- Table avec tôle comme toiture ; 98. Autre (à préciser)*

|__|__|

CO- Consentement :
1- Accepté ; 2- Fermeture momentanée ; 3- Fermeture définitive ; 4- Refus — |__|

CO1- Si Fermeture (2 ou 3 à CO), préciser la raison : 1. Manque de fonds ; 2. Baisse des ventes ; 3. Transfert de l'établissement ; 4. Absence des contrats, 5. Sous scellé (procédure judiciaire) ; 6. Décès du promoteur ou d'un actionnaire ; 8. Autre (à préciser) _____ — |__|

CO2- Si Refus (4 à CO), préciser la raison :_____

Si Refus ou Fermeture (momentanée ou définitive), renseigner le nom ou la raison sociale, le sigle et l'activité principale de l'unité

Module 1 : RENSEIGNEMENTS GENERAUX (RG)

RG 1- Nom ou Raison Sociale de l'unité :……
……
RG 2-Sigle……
RG 2A - Téléphone 1 :……|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|
RG 2B - Téléphone 2 :……|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|
RG 3A – Numéro de Boîte Postale :…… |__|__|__|__|
RG 3B Lieu de la BP : …… **RG 4**- E-mail :
……

RG 5 - Site Web : ……
RG 6- Année de création de l'unité……|__|__|__|__|
RG 7- Année de démarrage des activités de l'unité……|__|__|__|__|

RG 8- Qualité du répondant :
1-Chef d'entreprise ;2-Directeur général ; 3- Directeur ;
4-Patron ; 5- Propriétaire ; 6- Recteur ;
7- Conjoint (e) du chef d'entreprise ; 8- Gérant ;
9- Comptable ; 10- Chef du personnel ; 11- Employé;
12-Aide familial ; 13-Co-propriétaire ;
98- Autre à préciser……. |__|__|

Module 2 : ACTIVITÉS ET PERSONNEL DE L'ETABLISSEMENT (AP)

	CODE NAEMA	AP1B :Si hôtel, préciser :	
AP1A- Activité principale : ……	|_|_|_|_|_|	a. Nombre de chambres |__|__|__|__|	b.Nombre d'étoiles |__|
AP2A- Activité secondaire 1 : ……	|_|_|_|_|_|	a. Nombre de chambres |__|__|__|__|	b.Nombre d'étoiles |__|
AP2C- Activité secondaire 2 : ……	|_|_|_|_|_|	a. Nombre de chambres |__|__|__|__|	b.Nombre d'étoiles |__|

AP3- Nombre de jours de fonctionnement de l'unité par semaine	I__I	**AP4**- Durée journalière de travail dans l'unité (heures)	|__|__|

AP5- Effectif du personnel permanent de l'unité recensée au 31 décembre 2018 (y compris les indépendants)

	AP5.0 - Total	**AP5.1-** RD Congo	**AP5.2-** Pays limitrophes	**AP5.3-** Autres Africains	**AP5.4-** Autres nationalités
AP5_F -Femmes	I___I___I___I___I___I	I___I___I___I___I___I	I___I___I___I___I___I	I___I___I___I___I___I	I___I___I___I___I___I
AP5_H -Hommes	I___I___I___I___I___I	I___I___I___I___I___I	I___I___I___I___I___I	I___I___I___I___I___I	I___I___I___I___I___I
AP5_T -Ensemble	I___I___I___I___I___I	I___I___I___I___I___I	I___I___I___I___I___I	I___I___I___I___I___I	I___I___I___I___I___I
AP6-Statut de l'établissement **:**					|__|

1- Etablissement unique 2- Etablissement principal (siège) ; 3-Etablissement secondaire ;	

Module 3 : ENREGISTREMENT, STATUT DE PROPRIETE ET EMPLOI (EP)

EP1. Possession de Numéros administratifs	**1 : Oui 2 : Non**	**Si Oui, transcrire l'identifiant**
EP1A1- Registre de commerce et de Crédit mobilier (RCCM ou RC)	|__|	**EP1A2**|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|
EP1B1. Numéro d'Identification Nationale (IDNAT)	|__|	**EP1B2**|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|
EP1C1. Numéro d'Identification Fiscale (NIF)	|__|	**EP1C2**|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|
EP1D1. Numéro de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS ex-INSS)	|__|	**EP1D2**|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|

Si Etablissement secondaire (AP6=3), aller au module 5. Si non, poursuivre l'interview avec la question EP2

EP2- L'entreprise remplit-elle une Déclaration Statistique et Fiscale ? 1. oui 2. Non ***(si non aller à EP3)***	|__|
EP2_1-Si oui, préciser le système de la DSF : 1. Système minimal de trésorerie ; 2. Système allégé ; 3. Système normal ; 4. Système de banque ; 5. Système de microfinance ; 6. Système d'assurance	|__|
EP3- Forme juridique de l'entreprise **?** ***1- Entreprise individuelle ; 2- SARL ; 3- SA ;4- Société en Commandite Simple (SCS) ; 5- Société en participation ; 6- Groupement d'Intérêt Économique (GIE) 7- Société de fait ; 8- Coopérative ; 8- Société en Nom Collectif (SNC) ; 9- SARLU 98- Autre (à préciser)*** _____	|__|__|

Si Etablissement Unique (AP6=1), aller à la question EP5

EP4- Effectif du personnel permanent de toute l'entreprise (siège et agences) au 31 décembre 2018 (y compris les indépendants)

	EP4.0-Total	**EP4.1**-RD Congo	**EP4.2**-Pays limitrophes	**EP4.3**-Autres Africains	**EP4.4**-Autres nationalités
EP4_F -Femmes	|__|__|__|__|__|	|__|__|__|__|__|	|__|__|__|__|__|	|__|__|__|__|__|	|__|__|__|__|__|
AP4_H - Hommes	|__|__|__|__|__|	|__|__|__|__|__|	|__|__|__|__|__|	|__|__|__|__|__|	|__|__|__|__|__|
AP4_T- Ensemble	|__|__|__|__|__|	|__|__|__|__|__|	|__|__|__|__|__|	|__|__|__|__|__|	|__|__|__|__|__|

EP5- Capital actuel de l'entreprise		
EP5.1- Dans quelle unité monétaire souhaiterez-vous exprimer le capital ?	1- Franc Congolais (FC) 2- Dollar USD	|__|
EP5.2- Quel est le capital actuel de l'entreprise ?	|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|	

EP6- Répartition du capital selon l'origine

	Privés		**Etat**	
	EP6.1- Privés Congolais	**EP6.2-** Privés Etrangers	**EP6.3-** Etat Congolais	**EP6.4-** Etats Etrangers
Parts détenues (en %)	|__|__|__| , |__|__|	|__|__|__| , |__|__|	|__|__|__| , |__|__|	|__|__|__| , |__|__|

EP7- Répartition du capital suivant le sexe (pour les entreprises détenues par des personnes physiques)		
	EP7.1 Masculin	**EP7.2** Féminin
Parts détenues (en %)	|__|__|__| , |__|__|	|__|__|__| , |__|__|
EP8- Dans quelle unité monétaire souhaiterez-vous exprimer la masse salariale ? 1- Franc Congolais (FC) ; 2- Dollar USD		|__|
EP9- Quel est le salaire total versé au cours de l'année 2018 ?		
Masse salariale totale EP9a – Permanent (emploi d'au moins 6 mois) EP9b – Temporaire (moins de 6 mois)		|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__| |__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__| |__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|

Module 4 : CHIFFRE D'AFFAIRES (CA)

CA1- Mode de tenue des comptes *?* *1- Comptabilité formelle OHADA ; 2- Comptabilité formelle autre que OHADA ;3- Comptabilité non formelle (Utilisation des carnets, notes personnelles, etc.)* *4- Pas de comptabilité écrite*	|__|

(Si 1 ou 2 à la question **CA1**, poursuivre avec **CA2.1** ; si non, allez à **CA3.1**)

CA2.1- Dans quelle unité monétaire souhaiterez-vous exprimer le chiffre d'affaires et la valeur ajoutée ? 1- Franc Congolais (FC) ; 2- Dollar USD	|__|
CA2.2- Quel chiffre d'affaires hors taxes avez-vous réalisé en 2018 ?	|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|
CA2.3- Quelle est la valeur ajoutée réalisée par l'entreprise au cours de l'exercice 2018 ?	|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|

Répartition en % du CA par produits principaux

CA2.- Liste des 5 principaux produits ou services fournis par votre établissement

N°	Libellés des produits / services fournis	**Division**	**CODE NOPEMA**	**CA en %**
1		|__|__|	|__|__|__|__|__|	|__|__|__|
2		|__|__|	|__|__|__|__|__|	|__|__|__|
3		|__|__|	|__|__|__|__|__|	|__|__|__|
4		|__|__|	|__|__|__|__|__|	|__|__|__|
5		|__|__|	|__|__|__|__|__|	|__|__|__|

(Allez au module 5)

CA3.1- Quel a été le rythme de vos activités au cours des 12 mois de l'année 2018 ?

Mois	**Janvier**	**Février**	**Mars**	**Avril**	**Mai**	**Juin**	**Juillet**	**Août**	**Sept.**	**Octobre**	**Nov**	**Déc.**

Rythme	|__|	|__|	|__|	|__|	|__|	|__|	|__|	|__|	|__|	|__|	|__|	|__|

Code Rythme : 0- Aucune activité 1- Minimum 2- Moyen 3- Maximum

CA3.2- Dans quelle unité monétaire souhaiterez-vous exprimer le chiffre d'affaires ?1- Franc Congolais (FC) 2- Dollar USD |__|

CA4- Quelle est votre recette mensuelle minimale (en FC) ? |___|___|___|___|___|___|___|___|___|___|___|___|___|

CA5- Quelle est votre recette mensuelle moyenne (en FC) ? |___|___|___|___|___|___|___|___|___|___|___|___|___|

CA6- Quelle est votre recette mensuelle maximale (en FC) ? |___|___|___|___|___|___|___|___|___|___|___|___|___|

CA7- Quels types de taxes votre unité économique paie-t-elle habituellement dans le cadre de ses activités ?
(Répondez par oui =1ou non=2 à chaque modalité)
CA7- 1- Patente |___| **CA7-** 2- Taxe locale |___| **CA7-** 3- Taxe provinciale |___|
CA7- 4- Autre taxe |___| à préciser : _____

Module 5 : CARACTERISTIQUES DU CHEF/DIRIGEANT DE L'UNITE ECONOMIQUE ET OPINIONS (CD)

CD1-Sexe*1 :Masculin. :1 Féminin. :2* |__| **CD**2-Age |__|__|

CD3- Nationalité_____ |__|__|__|

CD4- Niveau d'instruction
1*- Sans instruction* ***2****-Alphabétisé* ***3****- Primaire* ***4****- secondaire* ***5****- Supérieur* |__|

CD5- Quelle appréciation faites-vous du climat des affaires au Congo ?
1- Très bon **2**- Bon **3-**Indifférent **4**- Mauvais **5**- Très mauvais |__|

CD6- Selon vous, quels sont, par ordre d'importance, les 3 premiers obstacles au développement des entreprises au Congo?

01- la justice ; 02- la fiscalité ; 03- les tracasseries administratives ; 04- la concurrence déloyale ; 05- la corruption
06- Problème d'accès au crédit ; 07- Problème d'accès à l'énergie ; 08- Problème de débouché pour la vente des produits ;
09- Problème d'approvisionnement en matières premières ; 10- Problème d'accès aux technologies ; 11- Aucun obstacle ; 12- Insécurité 13- Sorcellerie 14- Insalubrité 15- Epidémie 16- Mauvais emplacement 17- Nuisance sonore 98- Autre (à préciser) :_____

1ère cause |___|___|
2ème cause |___|___|
3ème cause |___|___|

CD7- Nom et Prénoms du chef/dirigeant de l'unité économique **:**

……

CD8- Nom et Prénoms du répondant**:**

……

Module 6- COORDONNEES GEOGRAPHIQUES (CG)

CG1HE : Hémisphère : N/S……..|__|	**CG2LO :** Longitude|__|__| . |__|__|__|__|__|__|
CG3LA : Latitude |__|__| . |__|__|__|__|__|__|	**CG4AL :** Altitude |__|__|__|__|m

Module 7 : SYNTHESE SUR L'INTERVIEW ET EQUIPE DE TRAVAIL (SI)

SI0- Village où est implantée l'entreprise: ……	
SI1- Résultat de l'interview**:** *1- Rempli 2- Partiellement rempli 3- Fermeture momentanée ou définitive 4- Refus*	|__|

SI 2- Date de l'entreview I___I___I /I___I___I/I___I___I ___I___I	**ISI 3-** Code de l'Agent Recenseur |__|__|__|
SI4- Code du Chef d'équipe……|__|__|__|	**SI6**- Superviseur :…….. |__|__|

B.P : 20 Kinshasa/Gombe
DG : Tél. : +243978495513 ; +243813752416 Mail : sbokuma@gmail.com
DGA : Tél. : +243 814061193 Mail : judykisimba@gmail.com
DT : Tél. : +243 998260032 Mail : mpakafelix2016@gmail.com
Site internet : www.ins.cd.
Adresse électronique : ins@ins.cd

LA BANQUE MONDIALE
AFRICAN DEVELOPMENT BANK GROUP
GROUPE DE LA BANQUE AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT
MPME
Coup de pouce à l'entrepreneuriat